

## Nouveaux périls en Argentine

Pour le président argentin Raul Alfonsín, c'est « le plus grave défi » qu'il ait eu à affronter le gouvernement de Buenos-Aires. L'attaque lancée, lundi 23 janvier, contre la caserne de La Tablada par un commando de présomus guérilleros d'extrême gauche a certes créé un état de choc dans un pays où l'on croyait disparus les fantômes de ces années noires qui avaient provoqué l'engrenage de la répression, et fait le lit de la dictature militaire.

Cette tentative de déstabilisation n'est pourtant pas, il s'en faut de beaucoup, la première à laquelle le nouveau régime démocratique a dû faire face. L'issue de la révolte militaire du mois de décembre 1988, la dernière en date, n'ayant pas apporté de solution durable aux problèmes de l'armée, beaucoup s'attendaient même que l'agitation reprenne dans les casernes.

M. Alfonsín veut pourtant être le premier président constitutionnel, depuis la fin des années 20, à transmettre le pouvoir à un successeur régulièrement élu. L'élection présidentielle doit avoir lieu le 14 mai. Compte tenu de la période de « cohabitation », il lui reste dix mois pour tenir son pari et parvenir à la fin de son mandat. Cette « nouvelle épreuve » risque de mettre un peu plus en péril son noble dessein, et ce d'autant plus qu'elle trouble, par son aspect suspect, un climat déjà passablement lourd. Ce « Front de résistance populaire » inconnu, qui a revendiqué l'attaque, justifie son action en prétendant qu'il a voulu prévenir un coup d'Etat militaire. Mais il a aussi appelé les Argentins à se rendre devant la Casa Rosada, siège du gouvernement, pour « imposer le gouvernement du peuple et prendre le pouvoir ».

La courte et ferme réplique du chef de l'Etat annonçant, avec la création d'un conseil de sécurité nationale, son intention de déclarer la guerre à la subversion a reçu un accueil favorable de la part d'une classe politique traumatisée par le souvenir du terrorisme des années 70. A n'en pas douter, cette décision sera aussi applaudie par une armée qui y trouvera le moyen de redorer son blason. La gauche argentine, qui s'est empressée de dénoncer l'atteinte portée à son prestige, devrait, elle, pâtir de ce mauvais coup à trois mois de l'élection présidentielle. Tout comme, dans une moindre mesure, les péronistes, dont l'image reste souvent associée à la période de violence.

Mais l'essentiel est ailleurs. Que l'action de ces « guérilleros » représente un coup d'éclat sinistre et sans suite, ou annonce la renaissance d'une autre violence, le successeur du président Alfonsín, quel qu'il soit, héritera d'une situation aux périls multiples. « A l'arraché », l'actuel chef de l'Etat parviendra sans doute à tenir le pari d'une transmission légale du pouvoir, mais il restera à consolider une démocratie menacée de toute part.

(Lire l'article de CHARLES VANHECKE page 3.)



## Retenue à la source, prélèvement proportionnel au revenu

### Le projet de X<sup>e</sup> Plan prévoit d'importantes innovations fiscales

M. Michel Rocard a approuvé, mardi 24 janvier, le projet de X<sup>e</sup> Plan (1989-1992), élaboré par le secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stoléru, et intitulé « La France, l'Europe ». Si ce projet retient comme premières priorités l'éducation et la formation, il innove surtout en matière fiscale. Il préconise la mise à l'étude d'un

projet de retenue à la source pour l'impôt sur le revenu, applicable en 1993. Afin de maintenir l'équilibre des finances publiques (budget et Sécurité sociale), il suggère l'introduction d'un prélèvement proportionnel au revenu. Les charges sociales des entreprises devraient être stabilisées, voire allégées.

Avec le projet de X<sup>e</sup> Plan, la France se trouve-t-elle dotée désormais d'un « grand dessein » ? Synthétique, le document veut faire de l'Europe la grande ambition des quatre années à venir. Les priorités de ce Plan ne sont pas particulièrement originales : l'éducation et la formation, la compétitivité, la solidarité, le cadre de vie et le service public. Les projets qui les accompagnent non plus.

Les objectifs retenus devraient à nouveau faire l'unanimité. Qui n'adhérerait pas à un objectif central qui vise à « la reconquête progressive d'un haut niveau d'emploi » ?

Qui n'estime pas nécessaire « l'amélioration de la formation et du marché du travail » ? Qui ne souhaite pas que « l'Etat doit décider moins, décider mieux et décider vite » ?

Si, hormis l'Europe, le X<sup>e</sup> Plan n'annonce donc pas le « grand dessein » tant attendu, il n'en est pas moins intéressant par les recommandations qu'il fait en matière de fiscalité.

De ce point de vue, le document de Lionel Stoléru traduit une nette rupture avec les discours sur la nécessité de réduire le poids des prélèvements obligatoires. « La France ne révisera pas en baisse son système de protec-

tion sociale vers un niveau européen moyen ». Lit-on, par exemple, dans le Plan. M. Stoléru préconise aussi l'introduction d'un nouvel impôt, un prélèvement proportionnel au revenu.

La réforme fiscale telle qu'elle transparaît dans le X<sup>e</sup> Plan traduit davantage un souci de redistribution que de réduction des impôts. Le Plan prend là un parti qui correspond à n'en pas douter, à la philosophie de M. Michel Rocard. Mais ce parti pris est-il compatible avec les contraintes de l'Europe, et en particulier la « clause de la nation la moins fiscalisée » ?

ERIK IZRALEWICZ  
(Lire page 37 l'article de FRANÇOISE LAZARE.)

## La polémique autour de l'affaire Pechiney



### La COB, la COB, la COB !

par Daniel Vernet

La tempête politique et médiatique soulevée par les informations du Monde a quelque chose de surprenant. Qu'avons-nous écrit ? Que M. Mitterrand avait trouvé, vendredi soir, à son retour de Bonn, un document, note ou rapport (1) — la querelle est purement sémantique — l'informant du soupçon pesant sur un de ses proches amis, M. Roger Patrice Pelet, qui aurait acquis non seulement 10 000 actions d'American Can, comme on le disait jusqu'alors, mais en fait 40 000 autres, par l'intermédiaire d'une banque suisse.

Beaucoup de bruit pour rien ?

Des notes, tout laisse à penser que le président de la République en reçoit régulièrement de ses collaborateurs sur tous les sujets importants, intérieurs et internationaux. Rien d'extraordinaire, donc, que le chef de l'Etat ait reçu une note — et sans doute plusieurs — sur l'affaire Pechiney, où sont cités les noms d'un de ses amis ainsi que de proches du Parti socialiste.

(Lire la suite page 8 et nos informations pages 8 et 9.)

(1) Rapport : compte rendu plus ou moins officiel (Petit Robert).

## Un point de vue du ministre de l'éducation nationale

### Construisons ensemble l'école de demain

M. Jospin présente dans cet article au « Monde » son projet de loi d'orientation et de revalorisation de la fonction enseignante. « François Mitterrand a fait de l'éducation la priorité du nouveau septennat, écrit-il. Il m'incombe d'en proposer la politique. Il sera indispensable de nous en donner les moyens, pendant plusieurs années. »

par Lionel Jospin  
ministre d'Etat,  
ministre de l'éducation nationale

La semaine dernière, j'ai ouvert deux discussions très importantes pour le système éducatif français : l'une sur une loi d'orientation, l'autre sur la revalorisation de la fonction enseignante. En effet, après l'examen approfondi, et j'espère lucide, que j'ai fait depuis ma prise de fonction, j'ai renforcé ma conviction qu'il faut développer, pour l'éducation en France, des efforts vigoureux et continus.

1. Dans notre société en mutation rapide, l'enfant est souvent

en situation d'insécurité. Les parcours de la réussite sont majoritairement réservés aux élèves entourés ou aidés. Sans un développement énergétique des activités de soutien, l'égalité des chances est une illusion.

2. L'aspiration légitime à plus de culture et de connaissances pour un plus grand nombre s'est traduite par une multiplication par dix du nombre de bacheliers en trente ans. L'enseignement des lycées et des universités conçu pour une « élite » est devenu un enseignement de masse. Les différentes filières sont devenues avec le temps les éléments d'une orientation précoce et sans recours.

3. Le développement de la recherche scientifique a conduit à un renouvellement du savoir. Le système éducatif a réagi par l'empilement des connaissances. Les programmes et les horaires ont suivi cette inflation. L'objectif des têtes bien faites a débouché sur la réalité des têtes trop pleines et surtout fatiguées.

4. L'école, autrefois émetteur privilégié de savoir et de culture,

n'est plus seule dans ce rôle. Les systèmes qui diffusent sons et images diffusent aussi des connaissances dans des conditions de présentation toujours variées et souvent très attrayantes mais aussi éclatées et non ordonnées. Nos enfants sont aujourd'hui les produits de cette société de l'audiovisuel.

En face de ce formidable défi multiforme, diversifié, permanent et qui s'identifie au progrès technologique le plus moderne, l'école, avec ses méthodes pédagogiques souvent traditionnelles et ses faibles moyens matériels, fait un peu figure de système retardé. L'enseignement primaire a bien résisté, sans doute parce qu'il était déjà un enseignement de masse ayant pour vocation d'accueillir sans sélection l'ensemble des enfants et que sa mission a peu varié, à savoir éveiller et permettre les apprentissages fondamentaux (lire, écrire, compter).

(Lire la suite page 17 et dans « Le Monde Campus » : « 4 000 postes d'enseignants pour la prochaine rentrée universitaire », page 18.)

## Après la mort du peintre

### L'impatience des héritiers de Dali

Salvador Dali devait être enterré mercredi 25 janvier sous la coupole du musée qu'il a créé à Figueras, en Catalogne. Un « sale coup » pour la municipalité de Pubol, a estimé le maire de cette bourgade, érigée en marquisat pour le peintre qui y possédait un château. Les éventuels héritiers de l'artiste retiennent leur souffle en attendant l'ouverture de son testament, dans treize jours.

FIGUERAS  
de notre envoyé spécial

Ici, l'heure du recueillement est aussi une longue attente du partage. Après la mort, le tiroir-caisse. Avant même les obsèques, l'inventaire ! Spectacle qu'eût

peut-être apprécié en connaisseur Salvador Dali.

Tout de même, on se prend à rêver que le « Divin », plus espiègle que jamais, s'arrache une seconde de son cercueil pour se saisir de ses pinces et s'autoprotéger en veau gras dépecé tranquillement par ses héritiers présumés.

Pour être ridicule, comparée à celle de Mazarin, sa fortune serait

immense. Des proches avancent un montant de 1 milliard de francs. Que de convoitises, que de supputations ! Un simple bout de papier — le testament de Son Excellence Dali — se chargera le 6 février de les envoyer au néant ou de les exaucer. Encore treize jours d'attente puisque ainsi le veut la loi espagnole.

LAURENT GRELSAMER.  
(Lire la suite page 24.)

**Didier Daeninckx**

**La mort n'oublie personne**

**L'EPOPEE D'UN RESISTANT**

**Denoël**

**Le Monde**

**ARTS ET SPECTACLES**

■ Cinéma : « Cop », de James B. Harris. ■ Musique : l'Année Chostakovitch. ■ Photo : les labies d'Arthur Tress.

Pages 23 à 25

**Immobilier**

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 32 à 34

# Débats

HUMEUR

## Vous n'auriez pas une valeur ?

par DANIEL SIBONY (\*)

REVENU MINIMUM D'INSERTION

### Le succès dépend des « accompagnateurs »

par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ (\*)

LES Français ont trop longtemps compté sur le prince et sur les religieux pour s'occuper des plus démunis et des plus pauvres d'entre eux. Les sociétés protestantes n'ont pas disposé du même personnel pour l'administration du dévouement : et elles ont, en général, donné aux pouvoirs publics un rôle plus « subsidiaire » dans la pratique des solidarités. Elles se sont donc organisées, bien avant la nôtre, de façon privée et laïque, pour développer l'entraide, au fur et à mesure de ses progrès dans les sentiments et les mœurs.

Pour cette raison — et d'autres, peut-être — dans plusieurs des pays qui nous entourent, le devoir d'agir lui-même en faveur de proches malheureux, dont il s'estime personnellement responsable. Bien qu'il n'éprouve pas, en moyenne, plus d'affection pour autrui et ne pratique pas davantage l'oubli de soi, il opère spontanément et directement, plus qu'il n'essaye d'autres interventions. Or, en France aujourd'hui, les permanents de la charité chrétienne se raréfient, cependant que l'Etat-providence, manifestement essouffé, a de plus en plus besoin de concours, dont il ne supporte pas la charge entière pour obtenir les progrès sociaux dont il a l'ambition.

#### Mobilisation générale

La mise en œuvre du revenu minimum d'insertion (RMI), qui vient d'être voté, sera aussi une mise à l'épreuve de la relève nécessaire. L'allocation que paie le Trésor, si elle tend à assurer le minimum vital aux très pauvres, n'a de sens que si elle sert à leur inclusion ou ré-inclusion dans la vie professionnelle et sociale, sans laquelle la pauvreté, en dépit de secours sporadiques, conduit fatalement à la dérive. A la liste des droits de l'homme, que l'on complète ou détaille depuis deux cents ans, s'ajoute désormais un véritable droit à l'insertion. Mais ce droit, s'il est implicitement reconnu par le législateur, ne peut être réalisé par l'exécutif seul. Celui-ci doit susciter de multiples soutiens dans la société civile pour qu'il ne reste pas, en fait, lettre morte.

Voilà donc les collectivités locales et les associations, ensemble, au pied du mur, incapables de se passer les unes des autres. Il faut beaucoup d'accompagnateurs, inventifs et efficaces, pour sortir des

fosés du bord de la route ceux dont les défaites dans le combat pour la vie ne sauraient être définitives, pour les faire échapper aux malheurs subies dès le départ ou en chemin. C'est l'honneur de la collectivité nationale tout entière, donc de chacun de ses membres, qui est en jeu. Notre dignité à tous commande qu'il n'y ait pas, dans nos rangs, tant de laissés-pour-compte, que les déchu ne deviennent pas des déchets. Or le réalisme dicte, à cette fin, une mobilisation aussi générale que possible.

Au cours des dernières semaines, les grandes associations caritatives, après un long travail en commun sur la pauvreté et la précarité, sont intervenues auprès des deux Assemblées du Parlement pour exprimer leurs sentiments unanimes. Leurs efforts et leurs résultats sont déjà remarquables. Mais il faut les aider davantage à aider : les faire participer dans de bonnes conditions à l'élaboration et au suivi des « projets » ou « contrats » d'insertion ; leur faciliter l'appel à des bénévoles, dûment formés et encadrés, en renfort de leurs permanents et des travailleurs sociaux.

Le terrain semble favorable. Un récent sondage (1) a révélé que les Français se sentaient désormais plus enclins, en fait de solidarité, aux dons de temps qu'aux dons d'argent. Or la statistique ne vérifie pas encore cette préférence : nous restons, en effet, les plus mal placés, parmi les sociétés fortunées, pour ce qui est de la pratique du « volontariat ».

Disons donc que nous sommes en présence de dispositions mal exploitées. Il va falloir beaucoup de participants, à travers des organisations sérieuses, lucides et inventives, pour détacher les milliers, secondariser les démarches, trouver les solutions, suivre les parcours.

« Accompagnement » est ici le maître-mot et la clé du succès. Il s'agit d'opérer à trois — la collectivité, l'accompagnateur, l'accompagné — dans chaque cas d'espèce, en faisant face à une grande diversité de situations individuelles, en pratiquant donc un « sur-mesure », de préférence au « prêt-à-porter » administratif.

(\*) Président de l'Union des organismes privés d'action sociale et sociale (UNIOFSS).

(1) Enquête SOFRES de novembre 1987, publiée à l'occasion du congrès du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'UNIOFSS.

« Y A plus de valeurs. » Ce genre de jugement en dit moins sur l'état du monde que sur celui qui le porte : et qui veut peut-être dire : « Je ne vois plus rien qui vaille pour moi. » Petite bouffée dépressive ? Déploration nihiliste d'un nihilisme ambiant ? Or le nihilisme est d'abord une affirmation : de soi. Il affirme sa posture comme annulant ce qui n'est pas elle : petite variante narcissique...

Mais des « valeurs » elles-mêmes, qu'en est-il ? Dès qu'on y pense un instant, on les voit toutes surgir de l'ombre : elles sont là, neuves, intactes. De laquelle douteriez-vous ? De l'amour ? Allons ! le nombre de ceux qui s'affalent et dépriment de ne pouvoir ni aimer ni vivre sans dit assez à quel point c'est une valeur chère ; à la fois rare et généreuse : elle vaut mieux que vous n'y pensiez plus. Et la pensée, au fait ? Grosse valeur, malgré les apparences. Chacun a l'air écorché, mais chacun vit avec la pensée, et il en pense ce qu'il peut : il sait que penser vraiment est dangereux, comme tout ce qui met en jeu l'être, le corps, la liberté, le fantasme, le désir... Oui, l'épreuve est risquée : ça peut vous mener à agir, à secouer votre économie figée.

Les premiers entretiens pour une analyse m'ont souvent ému par la capacité des gens à penser leur situation ; lucidité, acuité : sans complaisance. Après, rideau : à vous de jouer, docteur, moi, si je pense plus loin, j'explode. Les philosophes, eux, savent se défendre aux limites du pensable : ils en font des concepts-jetons et jouent avec. Les gens, eux, se défendent en débarrassant, tout simplement. Mais ils savent où est la prise, même s'ils craignent la décharge...

#### Confusions

Alors, encore d'autres valeurs ? Voyez la solidarité. Fait divers : un chauffeur écrase une gosse sur la route et ne s'arrête pas ; tout le monde l'apprend, pleure sur la gosse, vomit le chauffeur qui est d'ailleurs l'image de M. Tout-le-Monde. Ou encore : la terre tremble en Arménie, tout le monde donne, ce sont des gens pour recevoir qui manquent ; leur système n'était pas prévu pour trop de dons. Pas donné.

Et le valeur de la « personne humaine » ? Reconnue. Même par ceux qui la violent : ils disent qu'ils la violent quand leur personne, la plus valable (quand même), est menacée... dans ses valeurs.

Des valeurs, donc, ce n'est pas ce qui manque. Le problème est plutôt de supporter qu'elles soient

là sans pour autant les incarner, mais en gravitant autour, en sentant leur attraction moduler votre orbite. Du reste, supporter d'être en manque de valeur, c'est déjà témoigner que ladite valeur n'est pas une drogue, qu'on ne s'abrutit pas avec. Heureusement il y a l'humour, valeur subtile qui nous console d'être si loin de nos valeurs ; on les fait rire à nos dépens ; parfois un grincheux passe et dit : « Ah, vous reconnaissez que vous avez peu de valeur ! Je l'ai toujours dit, moi. » Et lui ne rit pas ; il s'est pris pour une valeur. Car certains barbotent dans les valeurs qu'ils croient être. Cela fait de grosses confusions entre : « voilà ce qui vaut pour moi » et « voilà ce que je vaud ». Du reste, quand un type vous dit qu'il vaut mieux que vous, mieux vaut lui donner raison : il a pris le risque du ridicule, et ce risque mérite salaire.

D'ailleurs, c'est souvent en combattant pour ses valeurs que l'homme se dévalorise. Des anti-racistes en viennent aux mains, chacun voulant être le seul à « vraiment combattre » le racisme. Mais oui, il y en a qui ne veulent pas partager leurs valeurs. Narcissisme meurtrier ? Même pas ; inquiétude sur la valeur comme si elle allait s'épuiser si d'autres en prennent ou s'en réclament. Un gâteau. C'est fréquent chez les enfants : l'autre jour j'étais au volant et deux fillettes à l'arrière fredonnaient. Calme, luxe. Soudain j'entends une claque et un cri : « J'veux pas qu'elle chante ma chanson ! — Mais c'est pas ta chanson, c'est une que tu chantes. — Non, je l'ai chantée en premier ! »

Si les humains s'entre-déchirent sur ses valeurs, tout est simple, le respect, interdit qu'on se déchire à son sujet, c'est qu'ils ramènent chaque valeur à leur mesure, plus qu'étriquée, et se la disputent comme une chose — c'est la valeur fétichisée — ou comme les faveurs d'une mondaine qui se donnerait au plus offrant : amour-fétiche là encore.

Quand on dit qu'une valeur se fait rare, c'est que ses répondants se raréfient ; mais elle est intacte ; et nul n'en dispose ; il faut la produire pour en « avoir » un petit éclat : elle n'existe que comme nom ou symbole des gestes qui la produisent et la font vivre.

En revanche, c'est l'idéal qui s'étole en tant que siège central et désincarné de la valeur. Ou plutôt, les « idéaux » semblent s'être divisés : d'un côté, la figure perverse de l'idéal, autorité, auto-suffisant, totalitaire ; de l'autre, sa figure desséchée fautive d'usage ;

pensez à l'idéal révolutionnaire : les militants l'ont agité comme un miroir pour que les intéressés viennent s'y reconnaître, les « travailleurs ». Ceux-ci passaient devant, regardaient, et s'éloignaient : c'est pas drôle, ce truc-là... Alors on a brisé les miroirs. Ça n'a brisé aucune valeur. Ça s'est appelé pompeusement la mort des idéologies, le krach des valeurs politiques.

#### « Sois en bonne santé »

Vale, d'où vient valeur, signifie toujours « sois fort », ou plutôt : « sois en bonne santé ». (Allez, valétudinaires du cœur, un petit effort...) Et il se peut que la vraie valeur soit l'existence même de la valeur, c'est-à-dire la « charité », mais oui, trop confondue avec l'humanité ; et des âmes qui crachent dessus sous prétexte que d'autres en usent mal et que ça a des relents agressifs...

Or voici une objection, une grosse : tout ça est bien joli, mais les médias ont tout changé : un créateur de mode y a la valeur de Shakespeare, un rock vaux Beethoven ; tout a valeur de culture, donc... y a plus de valeur (ou plus de culture ?). Case de départ.

L'objection me rappelle des plaintes ressuscitées : on a de la valeur parce qu'on passe à la télé, alors qu'on devrait passer parce qu'on a de la valeur... An moins ça ne conteste pas qu'il y ait valeur, ça se plaint qu'elle soit galvaudée, profanée...

Ici une mise au point s'impose. Très peu se résignent à voir les médias, notamment la télé, occuper un lieu hautement symbolique — rien moins que le podium le plus visible du lien social — et en même temps ne rayonner que des paroles vides (vides mais pas nulles, car le vide, parfois, opère). Et du fait qu'ils tiennent cette place, les médias sont un lieu transférentiel où se projettent — dans les deux sens — des passions, des grincements, des fantasmes à peine refoulés. Or, en eux-mêmes, les médias sont surtout un vaste appareil à traiter la parole-image comme un produit ; ce sont des techniciens de la vente. Mais alors quoi ? Traiter la parole, le plus sacré dans l'homme, comme un produit à placer, n'est-ce pas profanatoire ? Allons ! La parole n'est pas pour autant réduite à rien, elle est seulement abordée par son aspect produit vendable. Ça ne l'empêche pas de se dire pleinement ailleurs... au risque d'exister un peu (puisque les médias sont un signallement

(\*) Psychanalyste.

d'existence). Il y a donc là une contradiction dynamique ou une impasse totale, selon les risques qu'on veut bien prendre pour l'aborder.

Et il n'y a pas de juste milieu : les médias, c'est déjà le « milieu », comme leur nom l'indique : *medium*, c'est moyen, très moyen ; c'est dire que toute valeur qui passe par là est soignée par le milieu, sans forcément qu'il y ait bêtise ou méchanceté ; juste une technique, qui ne vend pas des valeurs mais qui valorise ce qu'elle vend. Ainsi, elle vend de l'identification, qui n'est pas une valeur mais une fonction. Par exemple, gagner a toujours été une valeur et chacun sent ce que ça veut dire : gagner l'air libre quand on étouffe, gagner la vie sur les forces de mort... Eh bien ! la tête forge l'image-valeur correspondante : être un gagnant ; et c'est vendu : on montre des gens qui disent qu'ils sont gagnants... puisqu'on les montre, même s'ils ne gagnent pas toujours à être vus. C'est des « gagnants » puisqu'on les voit sur le podium (voir plus haut...). Ça tourne en rond, c'est purement autoréférentiel ; et toute valeur a sa version médiatique, creuse mais non nulle : on peut s'identifier au mot « gagnant » ou se conler dans son creux.

#### Temple vide

Du reste, ce serait terrible si ce foyer de paroles-images, loin de seulement faire des bulles qui éclatent en distrayant, devenait le lieu de la parole pleine. Peut-être même ceux qui seignent sur la vacuité des médias n'arrivent-ils pas à faire leur deuil du Média qui dirait la vraie vérité, et par leur bouche si possible, source de la vraie valeur. Il est vrai que ce deuil est assez dur à faire : vous voyez des « vrai-valeurs » s'élever sous vos yeux (et qu'est-ce qu'une demi-vérité ?) — mais songez : qu'est-ce qu'un demi-amour ? de l'amour qui se refuse ; un demi-respect ? du mépris cynique ; les valeurs n'ont de sens qu'entières. Vous voyez donc la médiocratie se dire, vous étrangez, vous voulez répondre : impossible ; il y a de quoi implorer...

En fait, rassurez-vous : ça répondra, mais pas par vous ; par ailleurs. Et vous, vous répondrez, mais autrement. C'est ainsi. Mais le contraire, qui serait le parfait ajustage, serait peut-être encore plus dur : le règne de la vérité totale ; le Podium « vrai » ; le traitement technique de la Vérité. L'angoisse. Les médias resteront donc le « milieu » — l'empire du milieu ou le milieu qui empire — d'une ambiguïté radicale : celle d'être à la fois point de brillance du lien social et de vanture où des produits sont écoulés. La médiocratie des médias nous protège de leur pouvoir, en le sciant... par le milieu, ce qui lui retire toute emprise sur les valeurs. Et que faut-il regretter le plus ? Que le temple du lien social soit avili par les marchands ? Ou que ces marchands rappellent chaque jour qu'il y a un temple et qu'il est vide ? C'est lourd, un temple vide : tout le poids d'une religion et de son ratage. Mais là ce n'est que la religion de Soi...

Au fait, parler de Beethoven comme d'un concert de rock et de Montaigne comme d'une paire de bottes, c'est lancer un joli défi : « Que faites-vous de votre savoir sur Beethoven ou sur Montaigne ? Les valeurs ne sont pas des titres, la différence est à faire, chaque jour ; faites-la et dites-les nous, vos pensées neuves. Les nazis aussi aimaient Beethoven et disaient que la grande musique adoucissait les mœurs... Alors, dites autre chose que votre désir d'un Maître-étalon qui dirait le vrai du vrai ! » Certes, la vérité vaut mieux qu'un titre, et elle est sans domicile fixe, comme l'amour.

Et quand un homme fait une œuvre dont il sent la valeur, il peut vouloir la reconnaissance qui l'ensevelit sous son image puis sous le silence qui s'ensuit. Mais il peut surtout vouloir que le fin mot de son œuvre soit reporté ailleurs, branché autre part ; qu'il en soit dessaisi, de cette œuvre, par d'autres médiations qu'elle-même. Car l'enjeu des valeurs est fait de leur transmission plutôt que de mission ; de report, bien plus que de reportage.

Je pars au Brésil jeudi !

UNE SEMAINE

5990 F

TOUT COMPRIS !

8 nuits hôtel 5 étoiles

au bord de la mer. (Chambre + Petit déjeuner)

Avion : Aller/Retour - Direct

Paris / Fortaleza / Paris - Départ tous les jeudis.

Auô!

47 30 47 40

7 jours sur 7 24 h/24

EL CONDOR

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télécopieur 206 136 F



ARGENTINE : terrorisme, malaise de l'armée, marasme économique

## Le président Alfonsín est mobilisé sur tous les fronts

Trente-sept personnes sont mortes et soixante-cinq ont été blessées lors de l'attaque, lundi 23 janvier, de la garnison de La Tablada par un commando présumé d'extrême gauche. Dans une courte déclaration, le président argentin Raul Alfonsín a annoncé la création d'un Conseil de sécurité national pour lutter contre la subversion.

BUENOS-AIRES  
de notre envoyé spécial

Depuis que la démocratie a été rétablie, en 1983, le président argentin a dû affronter trois rébellions militaires, deux crises économiques, une dizaine de grèves générales, et gérer l'une des dettes extérieures les plus lourdes de la région. Il a survécu à tout, et maintenant, tant bien que mal, son gouvernement. Mais si la guérilla devait occuper une fois de plus le devant de la scène — comme l'indiquaient les premières informations sur le coup de main de lundi, — ce serait pour le pays un fiasco ressemblant à un échec, et un cauchemar de plus, avec ceux qui provoquent l'inflation, qui a frôlé plusieurs fois l'hyperinflation, et l'armée.

La dernière révolte militaire en décembre a été inquiétante à plus d'un titre. Les rebelles, cette fois, n'étaient plus isolés : c'est toute la hiérarchie qui a repris, en chœur, leurs revendications. Les troupes dites « loyales » ont refusé de réprimer la révolte. Enfin, la population s'est moins mobilisée que les fois précédentes pour dire « non » aux apprentis putschistes et « défendre les institutions ».

Inquiétantes aussi les concessions faites au colonel Seineldin et à ses comparses de la part d'un gouvernement qui avait juré ses grands dieux n'avoir cédé en rien. Non seulement les soldes des militaires ont été relevés plus que ne le permettait le plan d'austérité lancé il y a six mois pour enrayer l'inflation, mais le commandant en chef de l'armée a quitté son poste, conformément aux exigences des mutins et contrairement aux promesses du président.

M. Alfonsín a donc tenu un « double langage », selon l'opposition, qui explique ainsi la faiblesse des réactions populaires. « Les Argentins ont été trompés trop souvent », selon M. Carlos Grosso, député péroniste, et secrétaire général du principal parti d'opposition. Il affirme que lors de la rébellion de la Semaine sainte, en 1987, « Alfonsín avait obtenu que tous les pays se mobilisent, mais ce fut pour négocier ensuite en sous-main avec les

rebelles, et céder à leurs exigences » — attitude qu'il a répétée en d'autres occasions.

Les péronistes s'irritent volontiers de la réputation du chef de l'Etat à l'étranger. « Il passe pour le plus grand démocrate argentin du vingtième siècle », dit M. Carlos Grosso. Mais, pour ses compatriotes, il représente l'une des plus grandes frustrations. « Et de rappeler que le parti du président — l'Union civique radicale — a souvent collaboré dans le passé avec les militaires, et fort bien accepté la proscription qui a pesé sur les péronistes pendant dix-huit ans. « Sous la dictature des généraux, les leaders radicaux sont restés libres de leurs mouvements, alors que certains des nôtres, comme Caglieri et Menem, étaient en prison. Sur 30 000 « disparus » (1), 28 000 étaient péronistes », affirme M. Hernan Patino Mayer, responsable des problèmes de défense au sein du Parti justicialista (péroniste).

L'opposition reconnaît malgré tout que M. Alfonsín a réussi la

« transition démocratique », comme Adolfo Suarez en Espagne. « Mais, comme lui, il n'a pu mobiliser les forces productives », affirme Carlos Grosso. Il n'a su s'entendre ni avec les chefs d'entreprise ni avec les syndicats.

L'Argentine démocratique continue en effet de souffrir de langueur. L'industrie est victime de sous-investissement, la croissance est négative ou dérisoire. « Toutes les comparaisons que nous avons faites avec le Sud-Est asiatique, l'Inde, l'Espagne, le Royaume-Uni, le reste de l'Amérique latine, montrent que nous sommes la lanterne rouge du développement », dit M. Nora Marcela Cristini, de la Fondation de recherches économiques latino-américaines.

Il y a soixante ans, l'Argentine comptait parmi les premiers pays industriels du monde. Elle est toujours un des greniers de la planète, bien qu'elle soit concurrencée, désormais, par de nouveaux exportateurs de blé, comme l'Inde et l'Egypte. Son sol et son sous-sol pos-

sèdent d'innombrables richesses, ce qui n'est plus, il est vrai, un gage de développement. « Singapour, qui n'a rien, progresse plus vite que nous ».

Le déclin est dû à l'instabilité politique et à la pusillanimité des possédants, qui préfèrent spéculer que produire, et placer leurs avoirs à l'étranger. On estime à 40 milliards de dollars environ la fuite des capitaux argentins, ce qui correspond aux deux tiers de la dette extérieure.

Le gouvernement Alfonsín a tenté, à ses débuts, de relancer la production par la consommation, vieille recette qui a fait faillite ailleurs et qui, en Argentine, a accélééré dangereusement l'inflation. En 1985, il a mis en route le plan Austral, qui consistait à bloquer les prix et les salaires, et qui a réussi, dans un premier temps, à stabiliser l'économie. Mais il n'a pas su réduire le déficit budgétaire, qui correspond aujourd'hui à près de 8 % du PNB. Les entreprises de l'Etat ont continué d'embaucher, et d'accumuler les déficits. A elle seule, la compagnie des chemins de fer a perdu 800 millions de dollars en 1987. La principale source d'inflation a donc subsisté.

Les faillites du plan Austral ont déclenché une nouvelle flambée des prix, compromis l'emploi et le niveau de vie. « C'est ce qui explique que notre popularité ait baissé », disent les radicaux : ils se reprochent aussi de s'être monté la tête après leurs succès électoraux de 1983 et de 1985, qui ont mis fin à la réputation du péronisme d'être imbattable dans les urnes.

### La « superbe » radicale

La soberbia (la superbe) radicale : tel a été le grand péché. Elle a conduit M. Alfonsín à des projets farfelus, comme celui du transfert de la capitale en Patagonie. Elle l'a persuadé aussi qu'il pourrait se succéder à lui-même, ce qui exigeait une réforme de la Constitution. Il s'est vu — ou ses amis l'ont imaginé — à la tête d'un « mouvement historique », qui aurait été la synthèse de ceux qu'il dirigeait et Peron ont conduits dans la première moitié du siècle pour intégrer à la vie politique la petite bourgeoisie et la classe ouvrière.

En 1987, la « superbe » a pris fin. Lors d'un nouveau scrutin, l'Union civique radicale a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés, et n'a gardé que deux gouverneurs sur vingt-deux. Les péronistes, que leurs adversaires promettaient aux oubliettes, sont revenus en force et ont gagné dix-sept provinces. C'en était fini du « mouvement historique », du transfert de la capitale, et de la révision de la Constitution. Aujourd'hui, le pays doit faire face à des problèmes plus prosaïques, tels que la pénurie d'électricité.

Le gouvernement Alfonsín a commis aussi la maladresse de « vouloir diviser la CGT et manipuler les syndicats ». Ce n'est pas l'opposition qui le dit, mais M. Oscar Fernandez Suarez, porte-parole du candidat radical à la prochaine élection présidentielle. Erreur coûteuse, s'agissant d'une centrale qui est un fier péroniste et a l'exclusivité de la représentation syndicale. M. Alfonsín a cru qu'il pourrait « doubler » le secrétaire général de la CGT, avec qui il était en guerre, en appelant au gouvernement des syndicalistes qui n'avaient pas tous été très purs sous le régime militaire. « Mais ces gens-là, une fois au pouvoir, ont continué de travailler pour leur parti », dit M. Fernandez Suarez. Et les grèves générales se sont poursuivies.

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre de l'ambassadeur de la Ligue arabe

A propos de l'article intitulé « Carlos Menem, péroniste en diable », paru dans le Monde du 20 janvier, M. Hamadi Essid, ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, nous écrit :

J'ai été profondément choqué de lire la phrase suivante : « Carlos Menem n'a pas oublié apparemment ses origines arabes (...), il n'est pas pour autant antisémite. »

Ce — pour autant — qui instaure une relation de cause à effet laissant entendre qu'il est naturel qu'un Arabe soit antisémite est non seulement une absurdité sémantique, mais une contre-vérité historique. Les Arabes, en effet, n'ont ni inventé l'antisémitisme ni ne l'ont pratiqué. (...)



M. Alfonsín a eu aussi ses réussites. La dernière en date a consisté à réduire considérablement l'inflation. Réussite provisoire, sans doute, mais obtenue dans un temps record. En août dernier, la flambée des prix était devenue insoutenable : près de 30 % par mois. Un nouveau plan de rigueur fut lancé, le plan Primavera (printemps), dont l'originalité consistait à faire baisser les prix sans recourir au blocage, en se mettant d'accord avec le patronat pour qu'il ne relève pas ses tarifs au-delà d'un certain pourcentage (4 %) et en comptant sur la même sagesse lors des négociations salariales. La tactique a porté ses fruits, puisque dès novembre, l'inflation était tombée à moins de 6 %. Les autorités monétaires ont même réussi à contrôler la fièvre du dollar, qui a aujourd'hui la même cote au marché parallèle que dans les banques.

Il en faudra bien plus, sans doute, pour redorer le blason du parti radical et donner du tonus à la campagne de son candidat, M. Eduardo Angeloz, gouverneur de la province de Cordoba. Celui-ci est devancé dans tous les sondages par son rival péroniste, M. Carlos Menem. Il est vrai qu'il n'a pas l'abattage de ce dernier. Ses qualités de sérieux, sa réputation de bon administrateur ne compensent apparemment pas la faiblesse de ses prestations en public : il est, en effet, piètre orateur.

Il a été très ferme pendant la dernière crise militaire. Il a promis de retirer sa candidature, si le gouvernement accordait aux rebelles l'amnistie qu'ils demandaient pour leurs collègues poursuivis devant les tribunaux. M. Menem n'a pas été aussi net. Aussi, plutôt qu'à celui-ci, c'est à d'autres dirigeants péronistes qu'il faut demander quelle serait leur politique avec l'armée s'ils arrivaient au pouvoir. « Nous n'accorde-

rions pas l'amnistie, ni la fin des instructions judiciaires pour violations des droits de l'homme, afin de ne pas creuser davantage le fossé entre la population et l'armée », dit M. Patino Mayer.

En revanche, un nouveau gouvernement péroniste s'efforcera de réhabiliter les militaires, de les réintégrer à la vie de la nation. Il mettrait en valeur ceux « qui se sont bien comportés pendant la guerre des Malouines », laquelle a révélé « un anti-impérialisme très sain, qui pourrait servir de nouvelle doctrine aux officiers ».

### Pluripartisme sans précédent

Les deux camps — radical et péroniste — se retrouvent en tout cas pour se réjouir d'une nouveauté : la vie politique a changé en Argentine. Les principaux partis ont renouvelé leurs cadres, en procédant à des élections internes. « Jusqu'ici, ils reposaient sur un leader », dit M. Carlos Grosso. Quand celui-ci s'effondrait, le parti le suivait dans sa chute. « M. Menem a peut-être l'image d'un caudillo, mais il a été élu par les membres du parti. Si les radicaux ont été tentés, pendant un temps, par la personnalisation du pouvoir, la défaite électorale de 1987 les a ramenés à de meilleurs sentiments. « Pour la première fois, l'Argentine a un système politique pluripartite », dit M. Grosso. Ce n'est pas le moindre mérite de la « transition ».

CHARLES VANHECKE.

(1) C'est le chiffre avancé par les organisations de défense des droits de l'homme. Le chiffre officiel est de 9 000 disparus.

## Le retour des « terroristes »

BUENOS-AIRES  
de notre correspondante

Qui sont ces terroristes qu'on croyait morts ou dispersés ? Les premiers nés sont les Montoneros, en 1969, une branche de la Jeunesse péroniste qui s'était gauchisée sur le modèle du mouvement étudiant de 1968 en Europe et qui n'avait pas hésité, en 1970, à enlever et à assassiner le général Aramburu, chef de l'Etat. Les Montoneros avaient ensuite pratiqué la guérilla urbaine avec nombre d'attentats et d'enlèvements. Tout d'abord soutenus et même encouragés par le général Peron, celui-ci les avait par la suite publiquement désavoués. Dans un communiqué publié mardi 24 janvier, ils ont désavoué l'action des guérilleros de La Tablada en rappelant que, depuis 1983, ils avaient décidé de se vouer à la lutte politique.

Spécialistes de la guérilla rurale, l'ERP (l'Armée révolutionnaire du peuple) était le bras armé du PRT, le Parti révolutionnaire des travailleurs, de tendance trotskiste. Fortement militarisée, l'ERP avait déclaré « zone libérée » la province de Tucuman (1 000 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), ce qui avait servi de prétexte à la

présidente Isabel Peron pour ordonner aux forces armées d'« annihiler la subversion », donnant ainsi le signal d'une répression sanguinaire pour une dizaine d'années. Un des cadavres de guérilleros de La Tablada a été identifié comme étant celui d'un ancien membre de cette organisation.

La résurgence de ce terrorisme a fait certainement le jeu des militaires, qui ne cessent de réclamer la reconnaissance du peuple pour l'avoir débarrassé de ce fléau et des crédits supplémentaires pour être aptes à défendre de nouveau le pays. D'ailleurs, mardi soir dans son allocution, le chef de l'Etat a rendu un hommage vibrant aux forces de sécurité qui ont combattu à La Tablada, et particulièrement à leur huit morts et quelque soixante blessés. « Personne ici », a-t-il assuré, « ne regardera d'un œil indifférent le traitement de l'autre côté pendant que certains risquent leur vie ».

Une manière de redorer le blason d'une armée qui se plaint d'être mal-aimée et de répondre, du même coup, à ceux qui, dans l'opposition, ont accusé M. Alfonsín d'être trop conciliant avec elle.

CATHERINE DERIVERY.

## Diplomatie

### Le secrétaire général des Nations unies propose de réduire de 40 % le coût de l'intervention en Namibie

NEW-YORK  
de notre correspondant

Manifestement irrité, le secrétaire général des Nations unies n'a répondu qu'en partie aux exigences formulées par les cinq grandes puissances à propos du financement de l'engagement de l'ONU en Namibie. Dans un rapport rendu public le mardi 24 janvier, M. Perez de Cuellar ne retranche rien des prévisions formulées en 1978 : les besoins restent les mêmes, écrit-il en substance, seul le climat politique semble avoir changé. Aussi le GANUPT (Groupe de transition des Nations unies en Namibie) aura-t-il toujours besoin de l'ensemble des moyens prévus par la résolution 435.

Cependant, tenu d'obéir au Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar accepte de diminuer à 4650 (au lieu de 7500) les personnels civils et militaires qui seront engagés sur le terrain dès le début de l'opération, étant entendu que le reste de la force demeurera prêt à intervenir selon l'évolution de la situation. Si les nouvelles prévisions sont respectées, le coût total de l'intervention s'établira à 416 millions, au lieu de 700 millions de dollars prévus initialement (le Monde daté 18 janvier).

Le long document du secrétaire général est à la fois un plan financier et une réponse diplomatique du berger à la bergère. Pressé par les cinq grandes puissances, pour une fois unies, de réduire les dépenses en raison des changements politiques et militaires intervenus sur le terrain, M. Perez de Cuellar — qui regrette que les membres du Conseil n'aient pas eu le courage de s'atteler eux-

mêmes à la tâche — évite de heurter de front le groupe africain, très attaché au plan de 1978, tout en donnant satisfaction aux Cinq, dont le souci financier a été exprimé avec une certaine brutalité.

Les économies, explique-t-il, ne peuvent aller « au-delà de celles qui ont résulté d'une révision des plans entreprise il y a quelques années ». Les forces de police et d'intervention présentes en Namibie ont en effet augmenté ; alors que le nombre de policiers et de militaires relevant du commandement sud-africain s'élevait à 3000 lors de la conception du plan, il atteint actuellement 8300.

A elle seule, la tristement célèbre unité anti-insurrectionnelle Koevoet comprendrait environ 3000 hommes. Bien que Pretoria affirme souhaiter diminuer ses forces à 6000 hommes avant le début de la période de transition (le 1<sup>er</sup> avril), le secrétaire général estime « capital que le GANUPT soit perçu comme capable d'assurer la pleine mise en œuvre de la résolution 435 ».

#### Les tâches des « casques bleus »

Aussi « la limite supérieure des effectifs militaires du GANUPT restera-t-elle fixée à 7500 hommes », affirme le rapport, qui propose que trois bataillons d'infanterie de 850 hommes chacun soient déployés immédiatement. Ces bataillons seraient soutenus par 1700 éléments logistiques, 300 observateurs militaires et une centaine de cadres d'état-major.

« S'il apparaissait que ces effectifs étaient insuffisants pour assurer rapidement l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres, le secrétaire général engagerait les bataillons tenus en réserve », écrit M. Perez de Cuellar, qui prévoit déjà que les cinq grandes puissances assurent elles-mêmes, en cas de besoin, le transport d'urgence de bataillons qu'elles ne souhaitent pas voir engager actuellement.

Le secrétaire général souligne que les tâches des « casques bleus » demeurent celles qui leur avaient été assignées par la résolution 435, à savoir de contrôler : 1) la cessation des actes d'hostilité par toutes les parties ; 2) la consignation des forces de défense sud-africaines dans leurs cantonnements ; 3) le personnel militaire sud-africain qui continuera d'exercer des fonctions civiles pendant la transition ; 4) le démantèlement des organes de commandement des milices civiles ; 5) la SWAPO dans des cantonnements en Angola et en Zambie ; 6) les frontières susceptibles de donner lieu à des infiltrations.

Conscient sans doute des soupçons de manipulation politique que nourrissent les parties les unes à l'égard des autres, le secrétaire général souligne à plusieurs reprises que les Nations unies ne sauraient fermer les yeux sur le moindre manquement à la discipline des accords conclus : « Il serait tragique que les divergences au sujet de la foi à accorder aux engagements qui ont été contractés entraînent de nouveaux retards dans la mise en place du GANUPT », écrit-il.

CHARLES LESCAUT.

## Sida. La situation, les mesures officielles.

Professeur Claude Gode

## RAPPORT SUR LE SIDA

Préface de Claude Évin  
Ministre de la Solidarité  
de la Santé et  
de la Protection Sociale

Flammarion

Flammarion

69F

حکومت الامم المتحدة





# Afrique

## La crise entre le Zaïre et la Belgique

### Un entretien avec le président Mobutu « Nous voulons tout remettre en cause »

KINSHASA  
de notre envoyé spécial

« Nous avons été trompés par la Belgique. On nous a eu de bonne foi. Nous nous sommes laissés faire. Malheureusement, nous ne pouvons tout remettre en cause. L'examen du contentieux que nous avons avec la Belgique va nous permettre de savoir exactement qui doit à qui. Le maréchal Mobutu a décidé de se lancer dans une guerre diplomatico-économique avec la Belgique et rien, pour le moment, ne semble être en mesure de lui faire baisser la garde. Sur les causes directes de la crise, il explique : « On doit savoir qui a commencé et pourquoi. Lorsque le premier ministre belge, Wilfried Martens, est venu ici, il a fait des propositions concernant l'allègement de notre dette. Nous n'avons rien demandé. Ni rien exigé. Ces propositions n'ont pas été à une partie de l'opinion chez lui. Il y a même eu des critiques au sein même des partis de la coalition au pouvoir qui se sont exprimés au Parlement. Et la presse a pris le relais. Une crise uniquement à cause de la presse. Une fois de plus, nous sommes en cause ? Ça fait un tout, s'enflamme le maréchal, on peut dire : c'est pas le roi, c'est pas le premier ministre, c'est pas la presse. Non, ça fait un tout. »

Mais la grande affaire du dirigeant zaïrois, c'est de profiter de la crise ouverte avec la Belgique pour renégocier en fait l'ensemble des conventions passées entre les deux pays depuis l'accession de l'ex-Congo belge à l'indépendance, en 1960. « En matière civile, on peut dire qu'il y a prescription, précise-t-il, mais pas en matière politique. » Eux, ils souhaitent que nous ne remontions pas au-delà de 1960. D'accord, nous n'allons pas aller jusqu'à Léopold II. Mais, si on veut parler de l'uranium, nous devons remonter jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Lorsqu'une partie estime qu'elle a été lésée, elle peut exiger la réouverture du dossier. »

**Rouvrir les vieux dossiers**  
Et les dossiers que le gouvernement zaïrois souhaite rouvrir sont encore terriblement présents, ne serait-ce que dans la conscience collective des Belges et des Zaïrois. Car le président Mobutu veut en effet, au cours de la table ronde qui pourrait s'ouvrir en avril, parler avec les Belges des premiers sous-payements, tragiques, de l'indépendance, et notamment de la crise du Katanga. Sur ce sujet, il est intarissable. « Je

vous parle sans notes, dit-il à son interlocuteur, depuis 1960 je suis dans le bain. Comme témoin vivant et comme acteur principal. J'ai combattu les sécessions les armes à la main. »

Principaux reproches adressés par le dirigeant zaïrois : « Le seul état au monde qui a reconnu la sécession katangaise, c'est la Belgique. Elle a même envoyé un ambassadeur auprès de Tshombe. La sécession, c'est l'œuvre du gouvernement belge. Il avait été convenu que les forces belges, une fois l'indépendance en vigueur, ne pourraient être utilisées sans l'accord de la partie congolaise. Or, dès le 6 juillet, ces forces ont été utilisées contre le Congo indépendant. »

Comment, près de trente années plus tard, « chiffrer » ce différend ? « Pendant tout le temps de cette sécession au Katanga et au sud Kasaï, les deux provinces parmi les plus riches du pays — le pouvoir central a manqué de ressources. Tous les diamants du sud Kasaï, tous les minerais du Katanga, ont-ils été allés ? En Belgique, ce n'est pas un contentieux, cela ? Et il y a bien d'autres exemples... »

Mais pourquoi déterrer la hache de guerre aujourd'hui, pourquoi avoir attendu si longtemps pour ouvrir ce contentieux ? « A l'indépendance, répond le maréchal Mobutu, nous avions à peine dix diplomates universitaires. Il a fallu attendre vingt ans pour compter sur une élite intellectuelle valable. Des juristes, des économistes, des sociologues qui m'encadrent aujourd'hui et me permettent de voir clair dans ce genre de choses. Et nous sommes tombés sur des choses inouïes. Nous nous rendons compte que tout bénéficiait toujours à la partie belge. Regardez la Sabena : elle a quatre fréquences hebdomadaires à Kinshasa, alors que toutes les autres compagnies n'en ont que deux. Cela ne me dérangeait pas que les avions de Sabena puissent atterrir trois cent soixante-cinq jours par an. Lorsque vous allez dans les pays indépendants d'Afrique, anciennes colonies françaises, UTA ou Air France atterrissent tous les jours, cela ne dérange personne. »

Mais, se rendant compte de cet état de fait, la France agit en conséquence. Je ne suis pas là pour profiter d'une crise avec la Belgique, pour encenser la France et qu'on dise que la France est derrière quelque chose. Non, mais vous savez bien, comme je le sais aussi, que, de temps en temps, lorsqu'il y a des difficultés, la France intervient pour payer la solde des militaires, le salaire des fonctionnaires. »

Le Zaïre pourrait-il, en conséquence — la question est sur toutes



« ZUKMANN »

les lèvres, et notamment à Bruxelles — changer de partenaire privilégié et se tourner vers Paris ? « Nos relations sont très bonnes avec la France, mais nous ne sommes pas un pays qui abandonne un maître pour en chercher un autre. Nous voulons des partenaires sincères et honnêtes, pas des tuteurs », répond le maréchal Mobutu, qui ne veut pas dévoiler ses cartes à l'avance et affirme « ne pas être de ceux » lorsqu'on lui demande ce qu'il pourrait advenir « au pire comme au meilleur » des relations belgo-zaïroises.

« Les Belges ont proposé une table ronde, nous l'avons acceptée. Pour nous, ce qui est prioritaire, c'est le contentieux. Eux, ils disent que c'est clos. Si on ne se met pas d'accord, on posera le problème à la Cour internationale de justice de La Haye » (1). D'autres mesures à l'encontre de la Belgique pourraient-elles être prises en cas d'échec des discussions ? « Nous ne sommes pas là pour faire des menaces », répond le numéro un zaïrois, qui reste aussi très discret sur une éventuelle intervention du roi des Belges (les deux chefs d'Etat se sont téléphonés et écrits). « Lorsque le souverain belge intervient, c'est dans le sens des intérêts belges. Moi, quand j'interviens, c'est aussi dans l'intérêt supérieur de mon pays. Une chose qu'on ne peut toutefois pas exclure : c'est que nous sommes des amis. »

JOSE-ALAIN FRALON.

(1) Le Zaïre a décidé de porter le « contentieux belgo-zaïrois » devant la Cour internationale de La Haye en réponse aux récentes propositions de la Belgique de coopérer. André Geens, affirmant qu'il n'était pas question pour son pays de revenir sur ce dossier, a annoncé, mardi 24 janvier, l'Agence officielle Zaïre Presse (AZAP).

### Kinshasa critique le paternalisme de son ancien tuteur

KINSHASA  
de notre envoyé spécial

« Je vous le dis, c'est un coup des Flamands, qui n'aiment pas le Zaïre parce que nous sommes francophones et qui préfèrent aider les pays d'Amérique latine », dit un étudiant de Kinshasa. « Mais non, c'est un coup des Français, qui veulent prendre notre place », répond un coopérant belge (francophone). Pour un troisième — anonyme — « S'il y a un coup, c'est bien le président zaïrois lui-même qui l'a monté pour faire oublier les problèmes économiques du pays. » Bref, dans la capitale du Zaïre, tout le monde ne parle que de « cela », de cette crise avec la Belgique qui a commencé voilà maintenant plus d'un mois et dont on ne sait pas très bien quand et comment elle pourrait se terminer.

Pour le moment, si on parle beaucoup, c'est sans animosité de part et d'autre. Seuls les discours officiels, retransmis à satiété par la télévision, sont agressifs. « Racistes », « perfides » : les Belges n'y sont pas à la fête. Dans les rues, dans les bureaux, en revanche, le ton est plutôt bon enfant. « Une fois de plus ils se disputent, et une fois de plus ils vont se réconcilier », commente, débonnaire, un commerçant qui conclut : « Comment voulez-vous qu'ils divorcent après tant d'années. »

Les liens, en effet, sont tellement étroits. Un coopérant français s'étonne ainsi du nombre de Belges expatriés au Zaïre qui parlent le lingala, la langue coutumière. « L'architecture des maisons coloniales montre aussi à quel point les Belges semblaient s'être installés ici pour longtemps », ajoute-t-il. Et puis, comment ne pas être frappé par les « belgicisms » qui fleurissent dans la bouche du maréchal Mobutu, le président de la République ?

« Ceux de Bruxelles »

Les plus inquiets sont les responsables de petites entreprises installées ici depuis longtemps, et qui craignent une exacerbation de la crise. Eux en veulent beaucoup à « ceux de Bruxelles ». Inquiétude aussi, mais ils en parlent moins ouvertement, chez de nombreux responsables, qui font aussi, et depuis longtemps, de nombreux affaires avec la Belgique et aimeraient avant tout que les choses se calment.

La crise semble, pourtant, prendre des dimensions internationales. L'accusation selon laquelle ce seraient « les Français qui auraient tout manigancé » — souvent entendue à Bruxelles — semble beaucoup amuser le maréchal Mobutu. Il n'a, en revanche, pas apprécié du tout les « avertissements » du gouvernement belge qui estimait, en substance, que le Zaïre, dans cette crise, pouvait perdre une partie de sa crédibilité internationale. Arguant d'autant moins pointé ici que le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, avait benoîtement déclaré vouloir donner « un conseil de bon père de famille » aux Zaïrois (avant de se rattraper et de dire qu'il ne voulait bien entendu pas adopter une attitude « paternaliste » à l'égard du Zaïre).

Réponse du berger à la bergère : jeudi 19 janvier, le vice-premier ministre zaïrois convoquait les représentants du groupe des pays « amis » du Zaïre — RFA, Japon,

**BÉNIN : pour calmer l'agitation sociale**

**Le gouvernement accepte de payer des arriérés de salaires**

Le gouvernement béninois a choisi, mardi 24 janvier, de désamorcer la vague de mécontentement qui agite le pays depuis deux semaines, en donnant ordre aux établissements bancaires de payer les salaires dus aux militaires et aux agents de l'Etat pour les mois d'octobre et de novembre 1988. La radio nationale avait auparavant diffusé un communiqué annonçant que les forces armées avaient reçu l'ordre de tirer sans sommation sur tout attroupement (le Monde du 25 janvier).

Cette mesure intervient au lendemain d'émeutes qui auraient fait deux morts dans les rangs des forces de l'ordre à Porto-Novo, la capitale administrative du pays. Des manifestants auraient mis à sac des bâtiments publics en scandant des slogans antigouvernementaux et en brûlant le drapeau national. Des pierres avaient été lancées contre les bureaux du Trésor et des magasins avaient été pillés, ainsi que le dépôt de la Brasserie béninoise, tandis que le centre horticole avait été saccagé. (AFP, Revue)

Italie, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France — ainsi que les responsables de la Banque mondiale et du FMI. Tous, sauf la Belgique, pour leur dire en substance que cette crise était purement bilatérale et ne mettait en cause aucun autre pays. Message tout à la fois rassurant : « Vous n'êtes pas concernés » — et clair — « Ne vous en mêlez pas. »

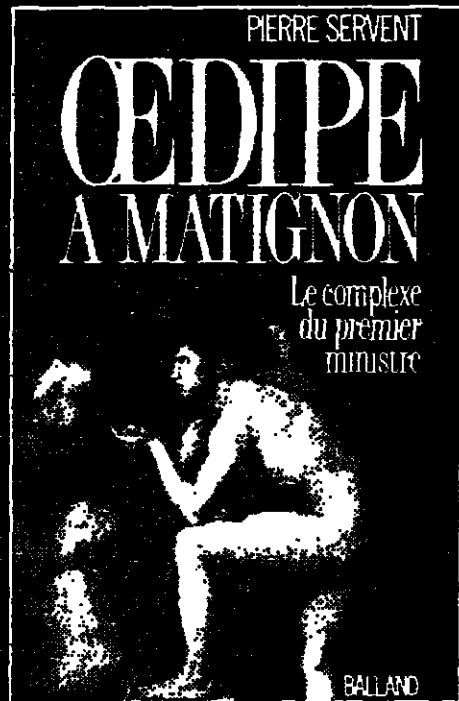
« Les Belges ont commis deux erreurs, estime un expert européen. D'abord, il ont mésestimé la gravité de la crise ; ensuite, ils ont cru que d'autres, notamment les Français, voulaient prendre leur place. »

« Même s'ils s'en défendent », les dirigeants zaïrois ne seraient pas mécontents de la naissance de malentendus, voire de frictions, entre la France et la Belgique. « Alors, Strasbourg a été battu par Bruxelles pour le siège de la capitale européenne », glisse l'un d'entre eux au tournant d'une conversation anodine. Manière de souffler sur les braises.

Pris entre ces deux « feux », les Français pour le moment adoptent le profil le plus bas possible. Par chance, le nouvel ambassadeur n'est pas encore arrivé. En attendant, la belle chanteuse de l'hôtel Intercontinental chante Donne sa chance à l'amour. Et un des films vidéo proposés aux clients est en anglais, soutiré en néerlandais. Rome est encore dans Rome.

J.-A. F.

## « Je vous ai choisi pour être mon premier ministre »



Depuis 1958, fils spirituels ou fils politiques, disciples ou simples fondés de pouvoir, ils sont dix, de Michel Debré à Michel Rocard à avoir entendu cette petite phrase magique.

**BALLAND**

Fin de 6<sup>e</sup> à terminale  
**STAGES INTENSIFS**  
d'anglais ou d'allemand

En Angleterre ou en Allemagne.  
En février, à Pâques ou l'été.  
En famille ou en collège, (ateliers de 10 élèves maximum) : le programme est à haut rendement.  
36 h de cours (matin et après-midi) + une grande excursion.  
Encore plus intensifs... les stages Bac Oral, Bac Écrit, les stages d'anglais + maths, les stages "Prépa."  
(30 h en février).

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE  
**EUROLANGUES**  
53, rue de Rivoli, 75001 Paris  
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_ Classe \_\_\_\_\_ MS7

## Proche-Orient

IRAN

### M. Bazargan espère une légalisation de son parti

Ancien premier ministre de l'imam Khomeiny, « démissionnaire » lors de la radicalisation du régime iranien qui a accompagné la prise en otage des diplomates américains à Téhéran, en novembre 1979, M. Mehdi Bazargan pourra-t-il prochainement reprendre des activités politiques légales, alors que trois de ses proches sont encore emprisonnés ? Il semble, en tout cas, optimiste si l'on en croit l'interview qu'il a accordée à la presse de son pays et dont l'agence officielle IRNA — fait exceptionnel — a rendu compte le mardi 24 janvier.

Son parti, le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), entend reprendre ses activités politiques

dès qu'il aura obtenu le feu vert du ministère de l'Intérieur, assure M. Bazargan dans cette interview, la première depuis plus de sept ans.

Celui que le guide de la révolution islamique choisit en 1979 comme premier chef de son gouvernement, avant de décider de sa disgrâce, a, malgré les différentes manœuvres d'intimidation dont il a été l'objet, manifesté à de nombreuses reprises son opposition à la politique suivie par les autorités iraniennes, notamment en matière de droits de l'homme, de même qu'il n'a cessé, depuis 1985, d'appeler à des négociations avec l'Irak.

La « relégation » du parti de M. Bazargan interviendrait dans le cadre de la loi sur l'activité des partis politiques votée par le Parlement en 1981, mais restée lettre morte depuis. L'ayatollah Hossain-Ali Montazeri, successeur désigné

de l'imam Khomeiny, pousse, depuis déjà un certain temps, le gouvernement à faire enfin entrer en vigueur cette loi. Selon la presse iranienne, vingt-huit formations ont demandé leur légalisation.

Mais ce début de « libéralisation » de la politique a ses limites. Une circulaire, approuvée par l'ayatollah Montazeri et destinée aux tribunaux, exclut en effet les prisonniers liés aux « groupes contre-révolutionnaires » de l'amnistie décrétée à l'occasion du dixième anniversaire de la Révolution — du 1<sup>er</sup> au 11 février — et qui ne vise qu'une partie des détenus de droit commun. Parallèlement, des groupes d'opposition, dont les Moudjahidines du peuple, continuent à accuser le régime de s'être livré à des exécution massives de prisonniers politiques depuis ces derniers mois.

Y. H.

**Le rapprochement entre Israël et l'URSS**

**La diplomatie du ballon rond**

TEL-AVIV  
de notre correspondant

Il y a une semaine, les basketballers israéliens du club champion Maccabi de Tel-Aviv jouaient à Moscou. Mardi 24 janvier, c'était au tour des footballeurs soviétiques de se produire en Israël. Et pas n'importe quel club : le Dynamo de Kiev, qui a affronté en partie amicale une sélection nationale israélienne.

Il y avait vingt-trois ans, depuis la rupture des relations diplomatiques,

qu'une équipe de football soviétique ne s'était pas rendue en Israël.

Le public a voulu célébrer l'événement comme il convenait, en venant relativement nombreux — quelque vingt-cinq mille personnes — mardi, en fin d'après-midi, au stade national de Ramat-Gan, dans la banlieue de Tel-Aviv. Le président Haim Herzog était au nombre des spectateurs. Ambiance solennelle et moment d'émotion lorsque fut observée une minute de silence à la mémoire des victimes du tremblement de terre d'Arménie.

Al. Fr.

سكننا من الاصل

## Europe

URSS : la préparation des élections

### Le rédacteur en chef d'« Ogoniok » et le patriarche d'Arménie seront candidats

MOSCOU  
de notre correspondant

Bête noire des forces conservatrices, le rédacteur en chef d'« Ogoniok », M. Vitali Korotitch, a finalement été élu, mardi 24 janvier, candidat d'une circonscription de Moscou au Congrès des députés du peuple, le nouveau Parlement soviétique.

Cette élection est intervenue quelques heures seulement avant l'expiration de la période d'enregistrement des candidatures qui pouvaient — innovation introduite par la nouvelle loi électorale — être présentées par toute assemblée de plus de cinq cents électeurs réunis sur un lieu de travail ou dans un arrondissement donné. Cette étape franchie, s'en ouvre maintenant une deuxième — jusqu'au 22 février — durant laquelle l'ensemble de ces candidatures seront ou ne seront pas avalisées par des réunions de circonscription.

Mal définie par la loi, l'organisation de ces réunions devrait donner lieu à de sérieux affrontements politiques dans la mesure où les réformateurs craignent que l'appareil ne les convoque et ne les tienne à la hâte, devant un public suffisamment choisi pour éliminer les personnalités les plus radicales.

Dès lundi, les *Izvestia* avaient ainsi alerté du danger les partisans de la perestroïka en expliquant dans un long article que les commissions électorales pouvaient à leur guise lancer des convocations deux jours ou deux semaines à l'avance, dans une grande ou une petite salle. Cette « liberté d'action » peut avoir des « conséquences extrêmement graves », expliquait l'organe du gouvernement, en déplorant ces « approximations » de la loi.

#### Une étape très tendue

En théorie, aucune des candidatures avancées jusqu'à présent n'est ainsi assurée d'être définitivement retenue. Il s'agit, en d'autres termes, de candidatures à la candidature, mais il est néanmoins improbable que des personnalités aussi en vue que M. Korotitch puissent être maintenant éliminées, car ces hommes ont assez de poids personnel et de soutien au sommet pour éviter les manipulations les plus grossières. C'est la raison pour laquelle les conservateurs avaient essayé de les empêcher à tout prix de franchir le premier obstacle, notamment en allant saboter, le 9 janvier, une première réunion électorale en faveur du rédacteur en chef d'« Ogoniok » (le Monde du 20 janvier).

Le problème risque en revanche d'être très réel dans des circonscriptions périphériques où des hommes nouveaux ont réussi à se faire désigner par la base sans avoir encore suffisamment de soutien pour une épreuve de force avec la nomenclature locale. L'étape qui s'ouvre maintenant a en conséquence toute chance d'être, comme l'écrivaient les *Izvestia*, « très tendue », et son déroulement pèsera lourdement, bien sûr, sur la campagne proprement dite qui aura lieu du 23 février au 25 mars, veille du scrutin.

Parallèlement au processus électoral dans les différentes circonscriptions (1), s'en poursuivra un second, au sein des organisations qui ont droit, comme le parti, l'Académie des sciences ou les syndicats, à une représentation directe au futur Congrès. Pour ces organisations aussi, la période de sélection des candidats à la candidature s'est achevée mardi soir, et elles ont maintenant jusqu'au 22 mars pour être définitivement leurs députés.

Pour ce qui est du parti, la tâche ne devrait pas être trop rude puisqu'il n'a retenu que cent candidats pour cent sièges à pourvoir, mais les batailles devraient être sévères dans les unions des créateurs (chez les écrivains en particulier) et aussi dans les Jeunesses communistes.

Mardi également, la candidature du chef de l'Eglise arménienne, le patriarche Vazgen, a été retenue par une assemblée électorale, et le Catholicon devrait ainsi — c'est une nouveauté — siéger au Congrès en même temps que plusieurs autres ecclésiastiques, orthodoxes et musulmans.

BERNARD GUETTA.

(1) Il y aura au demeurant deux sortes de circonscriptions qui désigneront soit les députés représentant l'ensemble de la population soviétique, soit les trente-deux députés « nationaux » auxquels a droit chacune des quinze républiques, indépendamment de sa taille.

GRÈCE : après l'assassinat d'un procureur

Les magistrats se mettent en grève

ATHÈNES  
de notre correspondant

L'assassinat du procureur Anastassios Varnardos, lundi 23 janvier à Athènes, par deux terroristes du « groupe révolutionnaire du 17 mai », a suscité une vague d'indignation en Grèce. En signe de protestation, les syndicats de magistrats, d'avocats et de fonctionnaires des tribunaux ont déclenché une série de grèves. Celle de l'Union des procureurs durera dix jours. Les partis de l'opposition et les associations de juristes réclament la démission du ministre de l'ordre public, M. Georges Petros, ainsi que celles des responsables de la police et des services secrets. Le gouvernement est accusé d'« incurie » et d'« incompréhension ». Certains vont même jusqu'à le soupçonner de « profiter du crime » pour détourner l'opinion publique des grands problèmes politiques actuels, à commencer par la réforme de la loi électorale qui devait être discutée au Parlement à partir du jeudi 26 janvier.

Mardi soir, le chef du gouvernement socialiste, M. Andreas Papan-dréou, a tenu un conseil extraordinaire consacré au dossier du terrorisme. La participation à cette réunion du chef d'état-major de la défense nationale, le général Nicolas Kouris, a surpris et parfois « inquiété » les observateurs. Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'une nouvelle gamme de mesures antiterroristes serait présentée mercredi 25 janvier. « Vous comprendrez alors la raison de la participation du chef d'état-major de l'armée à ce conseil », a ajouté M. Koutsyorgas, ministre à la présidence du conseil.

Th. M.

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

La lettre manuscrite de l'ancien premier ministre a été authentifiée

Le parquet de Bruxelles et la famille de l'ancien premier ministre belge ont authentifié, mardi 24 janvier, la carte d'identité et la lettre manuscrite de M. Vanden Boeynants parvenues le matin par courrier au quotidien *le Soir*. Ces deux documents étaient accompagnés d'un court message signé de la mystérieuse « Brigade socialiste révolutionnaire », qui avait revendiqué l'enlèvement il y a une semaine.

« Nous avons maintenant un certain espoir de retrouver M. Vanden Boeynants », a indiqué le procureur du roi, M. André Rutten, en soulignant toutefois que les documents ne prouvaient pas que M. Vanden Boeynants soit encore vivant. Il y a une semaine pour pourvoir, la BSR — inconnue avant le début de cette affaire — avait fait parvenir au même journal une demande de rançon de 30 millions de francs belges (5 millions de francs) pour l'ancien président du Parti social chrétien (PSC). La BSR demandait que 20 millions de francs belges aillent à des organisations caritatives et le reste pour elle-même. Dans son nouveau communiqué envoyé au

*Soir*, la BSR affirme que Paul Vanden Boeynants « comparaitra libre devant le peuple, lorsque ses deux revendications seront satisfaites ». L'ancien premier ministre « vit et va avouer. Nous enregistrons ses aveux », ajoutent les ravisseurs.

Dans une lettre qu'il a rédigée, Paul Vanden Boeynants s'engage de son côté, une fois libéré, à « fournir une aide importante à des organisations caritatives ». Le texte, sans date et sans signature, a visiblement été tronqué. Un blanc succède à la phrase « Je vous propose ceci » : alors que l'auteur aborde les modalités d'un éventuel versement de la rançon. L'écriture est celle d'un homme en pleine possession de ses moyens », a indiqué le procureur du roi.

Le parquet possède désormais les preuves qu'il réclamait depuis plusieurs jours par l'intermédiaire de la presse aux ravisseurs. M. Rutten a prévenu que ses services allaient désormais s'entourer « d'une certaine discrétion » dans la suite de cette affaire, et il a écarté les questions des journalistes sur l'éventuel versement de la rançon. — (AFP.)

RDA

Amnesty International dénonce les procès à huis clos

Dans un rapport intitulé « Justice secrète », publié mercredi 25 janvier, l'organisation Amnesty International accuse l'Allemagne de l'Est de détenir des prisonniers d'opinion en vertu de lois restreignant la liberté d'expression, la liberté de rassemblement, la liberté d'association, la liberté d'opinion et le droit de quitter son propre pays.

Amnesty estime que « le secret considérable qui entoure le traitement des infractions politiques empêche toute évaluation des efforts faits par la RDA pour se conformer aux normes des droits de l'homme qui entrent dans le cadre du mandat d'Amnesty International ». Elle dénonce les « procès à huis clos » et accuse les autorités de RDA de faire pression sur les familles et les proches de prisonniers d'opinion pour qu'ils ne donnent pas d'information sur eux.

L'organisation internationale avoue son impuissance à donner un nombre approximatif de prisonniers d'opinion, qu'elle estime cependant largement supérieur à une centaine. Elle souligne que la législation allemande permet aux autorités d'incarcérer virtuellement qu'elles veulent pour « activité politique jugée indésirable ». Elle ajoute que si peu de prisonniers d'opinion passent plus de deux ans en prison, la menace de lourdes condamnations est utilisée pour convaincre des dissidents d'émigrer.

Le magazine *Stern* a également mis en cause le groupe Siemens, qui aurait livré à la Libye pour 3,3 millions de deutschemarks (plus de 11 millions de francs) de matériel électrique et d'instruments de mesure. — (Interim.)

RFA : l'affaire de l'usine chimique de Rabta

Nouvelle mise en cause du groupe Salzgitter

BONN  
de notre correspondant

L'état se resserre autour des firmes ouest-allemandes accusées d'avoir participé à la construction du complexe libyen de Rabta. Les dernières révélations de l'hebdomadaire *Stern* à paraître jeudi 26 janvier mettent à nouveau sur la sellette la société Salzgitter-Industriebau GMBG (SIG), filiale du groupe nationalisé ouest-allemand SAL.

Selon le magazine de Hambourg, un technicien de l'entreprise Imhausen-Chemie (la première firme à avoir fait l'objet de soup-

çons) aurait porté de graves accusations, aussi bien contre son employeur que contre Salzgitter-Industriebau au cours d'une déposition devant le parquet d'Offenburg. Il aurait indiqué que la société Salzgitter-Industriebau GMBG a livré, non pas une partie, mais l'ensemble des plans pour la construction de l'usine de Rabta. « Tout le monde savait que ces plans n'étaient pas destinés à la construction d'une usine Pharma-150 à Hongkong, mais bien en Libye », et que la prétendue usine de produits pharmaceutiques était en fait destinée à fabriquer des armes chimiques, aurait-il déclaré, selon *Stern*.

Le procureur général d'Offenburg, M. Hubertus Voßgele, a confirmé mardi dans la soirée qu'il y avait bien eu déposition et qu'elle concernait une dizaine de jours. Il s'est cependant refusé à en commenter le contenu. Le porte-parole de la société Salzgitter, M. Jürgen Rohweder, a quant à lui, vigoureusement rejeté les nouvelles accusations portées contre sa filiale SIG.

Le magazine *Stern* a également mis en cause le groupe Siemens, qui aurait livré à la Libye pour 3,3 millions de deutschemarks (plus de 11 millions de francs) de matériel électrique et d'instruments de mesure. — (Interim.)

PAYS-BAS

La Haye souhaite libérer deux criminels nazis détenus depuis 1946

LA HAYE  
de notre correspondant

Le gouvernement néerlandais a annoncé, mardi 24 janvier, son intention de gracier Franz Fischer et Ferdinand aus der Flinten, les « vétérans » des criminels de guerre allemands en Europe occidentale, détenus à la prison de Breda, dans le sud des Pays-Bas, depuis 1946. Agés de quatre-vingt-dix et soixante-dix-neuf ans, ils avaient été condamnés à la peine de mort, commuée en détention à perpétuité cinq ans plus tard, pour la déportation de dizaines de milliers de juifs néerlandais.

Les autorités de La Haye ont réouvert, par leur décision, un dossier délicat de la vie publique néerlandaise. Des appels à la clémence avaient été lancés à plusieurs reprises, ces derniers mois, par un groupe de dix-neuf personnalités,

parmi lesquelles figurent des résistants et des représentants des victimes de l'occupation allemande. Dans une longue lettre adressée au Parlement, M. Fritz Korthals-Altes, ministre de la justice, a fait leur conviction : « Il est dans l'intérêt des principes de l'Etat de droit de mettre fin à la détention des deux criminels de guerre. (...) Nulle part au monde des criminels de guerre n'ont été aussi longtemps emprisonnés. »

La perspective de cette grâce prochaine heurte cependant de nombreux Néerlandais. Tout au long de

la journée de mardi, des organisations de résistants, la Fédération sioniste, la Fondation contre l'antisémitisme, se sont déclarées choquées. Des personnes âgées, arborant leurs décorations militaires et civiles, ont protesté à l'entrée de la résidence du premier ministre.

En 1972, le gouvernement de l'époque avait dû renoncer à gracier les deux prisonniers au terme d'un débat qui avait donné lieu à des scènes poignantes, jusque dans les tribunes de la Chambre des députés. Celle-ci débattait jeudi soir de la décision gouvernementale.

CHRISTIAN CHARTIER.

La « bataille » du siège du Parlement de la Communauté

Le Luxembourg saisit la Cour européenne de justice

Le Luxembourg va introduire un recours devant la Cour européenne de justice contre le récent vote du Parlement européen en faveur d'un transfert partiel de ses activités à Bruxelles, a annoncé le ministre des affaires étrangères luxembourgeois, M. Jacques Poos, mardi 24 janvier, à l'issue d'une rencontre à Paris avec son homologue français, M. Roland Dumas.

La France « déterminera ultérieurement » l'opportunité d'une initiative similaire, mais pourrait dans un premier temps déposer auprès de la Cour un mémoire pour appuyer le

recours luxembourgeois, a indiqué M. Dumas.

Les deux ministres ont « souligné avec force » dans une déclaration commune que « les règles de droit » qui fixent notamment le siège des institutions « sont à la base même de la Communauté » et que « leur respect s'impose aux douze Etats membres comme à toutes les institutions communautaires ». Des experts juridiques des deux gouvernements vont se réunir pour examiner les différentes actions possibles, précise cette déclaration. — (AFP.)

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE  
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

Ordres de bourse en « direct »

PREMIER ANNIVERSAIRE

Depuis le 13 janvier 1988,

nos clients peuvent

passer directement

leurs ordres de bourse

sur minitel

grâce à Norvidéo,

notre service

de banque à domicile.

41.000 ordres

ont été enregistrés

sur ce service.

Le Crédit du Nord

souhaite la bienvenue

à ceux de ses confrères

qui s'apprennent à proposer

un service analogue

à leurs clients.



Crédit du Nord  
VOUS D'ABORD

C'est

CORTAL.



## Asie

### JAPON

#### M. Mitterrand assistera aux funérailles de Hirohito

TOKYO  
de notre correspondant

Le gouvernement japonais est soulagé. On craignait, en effet, à Tokyo que l'absence de certaines personnalités internationales aux funérailles de l'empereur Hirohito, le 24 février, ait clairement la signification d'un désaveu de la manière dont le Japon a cherché depuis la guerre à tirer un trait sur certains aspects de son histoire. Si dans quelques capitales il y a eu hésitation sur le choix entre la mémoire du passé et la puissance que représente aujourd'hui le Japon, il semble qu'il ait été tranché en faveur du second critère : la liste des hautes personnalités qui viendront rendre un dernier hommage à l'empereur défunt s'allonge de jour en jour. Après le nouveau président américain George Bush, le duc d'Edimbourg, le président de la RFA et le ministre chinois des affaires étrangères, le président français, M. Mitterrand, a annoncé mardi 24 janvier qu'il assisterait aux obsèques.

Si le souci du gouvernement japonais de faire oublier l'histoire et de tourner la page sera en quelque sorte entériné, le 24 février, par la communauté internationale, il n'en va pas de même sur l'archipel : après une longue période de « retenue », des voix se font désormais entendre pour rappeler les responsabilités de Hirohito dans la guerre. Les communistes ne sont plus les seuls à soulever cette question : c'est aussi le cas, par exemple, des mouvements chrétiens. La présidente du PS, M<sup>me</sup> Doi, a récemment déclaré que le Japon devait accepter « humblement » les critiques des autres pays sur son passé et qu'il ne fallait pas « fermer les yeux » sur les responsabilités de l'empereur.

La diplomatie a des impératifs qui ne concourent pas toujours avec les considérations de politique intérieure. Il y a aussi des rapports de force sous-jacents. Dans le cas des pays d'Asie du Sud-Est, l'ascendant du Japon dans la région s'est clairement fait sentir : du premier ministre Lee Kuan Yew de Singapour à la

présidente Aquino des Philippines, en passant par le président indonésien, des dirigeants de pays où les souvenirs de l'agression japonaise sont encore amers, personne n'a voulu risquer d'offenser le grand voisin : tous viendront, oubliant les massacres dont furent victimes leur population au nom de Hirohito.

En revanche, le président sud-coréen, M. Roh Tae-woo a décidé de ne pas être présent : Séoul sera représenté par son premier ministre : « Il est impensable que le plus haut représentant du peuple coréen vienne prier pour le repos de l'âme d'un criminel de guerre », écrivait récemment le quotidien *Chosun Ilbo*. La Chine, où l'agression japonaise se traduit par vingt millions de morts (selon Pékin), n'a pas non plus baissé la tête : elle sera représentée par son ministre des affaires

étrangères, M. Qian Qichen (qui n'a pas de hautes responsabilités au sein du PC). Qui viendra pour l'Union soviétique ? On l'ignore encore.

En 1945, Hirohito fut « sauvé » par les Américains d'un procès que voulaient les autres alliés et « lavé » de toute responsabilité dans la guerre. Washington estimait en avoir besoin pour mener à bien l'occupation de l'archipel. Le jour de son inhumation, il sera définitivement absous par le reste du monde. La Chine ou l'URSS ont dû affronter leur passé récent (le maoïsme pour l'un, le stalinisme pour l'autre), l'Italie a dû faire ses comptes avec le fascisme et l'Allemagne ne s'est pas encore dégagée de sa mauvaise conscience. Au Japon, rien de tel : « Le passé est comme l'eau du fleuve, il disparaît dans un océan où tout se confond. »

PHILIPPE PONS.

### AFGHANISTAN

#### Le ravitaillement aérien de Kaboul se poursuit

Des avions soviétiques ont continué, le mardi 24 janvier, de débarquer des vivres, principalement de la farine de blé, à l'aéroport de Kaboul pour pallier les difficultés de passage sur la route du Salang, qui relie la capitale afghane à l'URSS, a-t-on indiqué de source soviétique à Kaboul. Des informations selon lesquelles des combats avec les moudjahidins avaient de nouveau paralysé cette voie stratégique du nord n'ont pas été confirmées à Kaboul. Mais on indique, de source soviétique, que la progression des convois est de toute façon très gênée par la neige et par deux avalanches dans la région du Salang. Les travaux de déblaiement avaient cependant beaucoup avancé lundi, indique-t-on de même source. L'URSS, rappelle-t-on, a annoncé sa décision de livrer d'ici la fin janvier 3 500 tonnes de farine pour réduire la pénurie, enrayer la spéculation et faire baisser les prix. Les livraisons aériennes se déroulent sans difficulté, la capitale afghane connaissant depuis décembre un net répit dans les attaques à

la roquette. Pour sa part, l'agence Tass a accusé, mardi, des responsables communistes afghans de haut rang de « négligence criminelle », voire de « sabotage délibéré », pour n'avoir pu faire face à la crise alimentaire dans la capitale.

Entre-temps, les Etats-Unis ont une nouvelle fois dénoncé, mardi, les bombardements « inacceptables » de l'aviation soviétique en Afghanistan, à trois semaines du retrait des troupes soviétiques.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a rappelé, mardi, que ces « bombardements intenses » et quotidiens étaient une violation des assurances soviétiques données à Washington en décembre 1988 de ne pas mener d'opérations offensives pendant le retrait de l'armée rouge. « Les moudjahidins font preuve de retenue en permettant le retrait sans encombre des troupes soviétiques, nous croyons que l'Union soviétique devrait faire preuve de la même retenue », a-t-il ajouté. — (AFP.)

#### Un troisième ministre contraint de démissionner après le scandale Recruit Cosmos

TOKYO  
de notre correspondant

Nouvelle victime du scandale politico-boursier Recruit Cosmos, le vice-premier ministre et directeur de l'agence de planification, M. Ken Harada, a été contraint de démissionner de ses fonctions, mardi 24 janvier. Il a été remplacé le jour même par M. Koichiro Aino.

M. Harada est la troisième personnalité gouvernementale contrainte de démissionner à cause de ce scandale, après le ministre des finances, M. Miyazawa, et M. Hasegawa, ministre de la justice dans le nouveau cabinet. M. Harada avait accepté des contributions financières (dont le montant n'a pas été révélé) de la part de Recruit, et ce jusqu'à novembre dernier, soit bien après que le scandale eut éclaté.

M. Takeshita, qui a nommé un membre de sa faction à la tête de l'agence de planification, n'est peut-être pas au bout de ses peines : la presse a révélé, mercredi, que M. Aino avait également reçu des donations de la même société (sous forme d'achat par celle-ci de billets pour participer à des réceptions destinées à recueillir des fonds politiques). Il semble de plus en plus difficile au premier ministre de trouver des hommes politiques qui ne soient pas mêlés à ce scandale.

Ph. P.

● CAMBODGE : M. Hun Sen à Bangkok. — Le premier ministre de Phnom-Penh est arrivé, mercredi 25 janvier, à Bangkok pour deux jours d'entretiens avec les autorités thaïlandaises. Il a fait escale à Vientiane, où il a rencontré les dirigeants laotiens. M. Hun Sen doit rencontrer, mercredi après-midi, le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai. Il doit également s'entretenir avec le « patron » de l'armée thaïlandaise, le général Chaowalit, et le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sarwesila. — (AFP.)

### CHINE

#### Le panchen lama dénonce « les erreurs de gauche » au Tibet

Le panchen lama, deuxième personnalité religieuse tibétaine et vice-président de l'Assemblée nationale populaire chinoise, a critiqué sévèrement les excès commis au Tibet. « Certains, a-t-il déclaré dans des propos cités mercredi 25 janvier par le *China Daily*, ont complètement oublié la tragédie [de la révolution culturelle] et d'autres ont même commencé à répéter ces erreurs. » Le prix payé par le Tibet depuis trente ans, après l'entrée des troupes chinoises à Lhassa, dépasse les gains qu'il en a retirés, a-t-il ajouté, et les destructions causées par les « erreurs de gauche » ont été pires que celles infligées par les droitistes.

Le panchen lama, qui avait déjà à plusieurs reprises déclaré que les « influences gauchistes » du maoïsme existaient encore, a estimé que si le Tibet a enregistré un développement important dans de nombreux domaines, « nous avons aussi payé un prix fort, une erreur que nous ne devons jamais répéter ». — (AFP.)

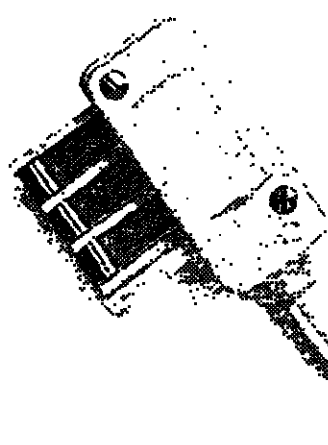
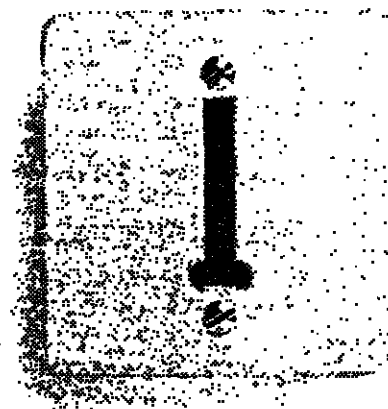
(Publicité)

#### CONTRE LE DANGER NUCLÉAIRE, CERTAINS

ONT TROUVÉ UN REMÈDE EFFICACE :

LE SILENCE.

C'est très facile d'installer chez vous une banque qui rémunère les comptes chèque de 6 à 7%.



CORTAL

Vous avez parfaitement lu et compris notre proposition. Il existe enfin une Banque qui innove, une Banque qui rémunère l'argent que vous laissez sur votre compte chèque. Cette Banque, filiale de la Compagnie Bancaire, c'est la Banque Cortal. Pour bénéficier d'un compte rémunéré, c'est très simple : déposez 100 000 F chez Cortal. Mais chez Cortal, l'innovation ne s'arrête pas à la rémunération des comptes chèque. Si vous devenez client, vous aurez à votre disposition, jusqu'à 20 h, sur simple appel téléphonique, un conseiller financier qui vous connaîtra et que vous connaîtrez. Il gèrera votre patrimoine en vous faisant profiter de toutes les opportunités des marchés financiers. Il le fera en fonction de vos objectifs personnels. Pour en savoir plus, sur le compte chèque rémunéré et le service Cortal, demandez la documentation Compte Optimal en appelant le 16(1) 47.47.11.29 ou en nous retournant le coupon réponse ci-contre :

Demande de documentation sans engagement. Je souhaite recevoir un dossier d'information complet sur le Compte Optimal.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. (dom.) \_\_\_\_\_ (bureau) \_\_\_\_\_

Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Remoyez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libre-réponse 9703-75, 75789 Paris Cedex 16

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

سكنا من الاميل

# Politique

## La polémique sur le rachat d'American Can par Pechiney

Le porte-parole de l'Elysée et le ministre de l'Intérieur ont à nouveau démenti, mardi 24 janvier, les informations du Monde. « Aucun document, aucune note — on ne parle déjà plus de rapport — n'a été remis au président de la République, soit par ses collaborateurs, soit par le ministre de l'Intérieur, au sujet des derniers développements de l'affaire Pechiney », a déclaré M. Hubert Vedrine, porte-parole de M. François Mitterrand.

M. Pierre Joxe, après que le Monde ait affirmé que les Renseignements généraux étaient à l'origine du document remis au président de la République (le Monde du 25 janvier), a fait diffu-

ser le communiqué suivant : « 1. Ce n'est pas la police nationale, mais la Commission des opérations de Bourse, et elle seule, qui est compétente pour l'enquête concernant le dossier Pechiney à son stade actuel. 2. Le cas échéant, c'est la police judiciaire, et elle seule, qui en sera saisie. 3. Les informations rapportées par des journalistes à des fonctionnaires des Renseignements généraux et relatives au rachat d'American Can sont, bien entendu, portées à la connaissance du ministre de l'Intérieur, parmi d'autres échos de presse. 4. Dans cette affaire, tous ceux qui s'expriment sur le fond ou les procédures en cause devraient songer dorénavant à apporter des preuves. »

Interrogé au journal de 20 heures d'Antenne 2, le ministre de l'Intérieur a répondu en ces termes à la question : « L'affaire atteint-elle le président ? » : « Je sais... C'est lorsque le chef de l'Etat, le président de la République, qui, Dieu sait, n'est pas un homme d'argent, voit son nom à la une d'un quotidien, et de son ami — comme s'il n'avait qu'un ami, — un ami qui a dû lui causer bien du chagrin en se mettant dans une situation pareille [sic], ça ne profite pas au président, ça ne profite pas à la France. Parce qu'on jette la suspicion sur une affaire d'argent où le président de la République n'a rien à voir. »

En outre, les autorités suisses ont reçu, mardi 24 janvier, une demande formelle d'entraide judiciaire des Etats-Unis, tandis que la Banque cantonale vaudoise de Lausanne démentait avoir effectué des opérations liées au rachat d'American National Can : « 1) Durant toute la période soumise à enquête des autorités américaines, elle n'a traité aucune opération de Bourse sur des actions Triangle Industries Inc., que ce soit pour elle-même ou pour des tiers. 2) Il n'y a eu, à aucun moment, des actions Triangle Industries Inc. enregistrées sous dossier auprès de la Banque cantonale vaudoise. »

### Les interventions de l'Elysée et du ministère de l'Intérieur

Aux informations du Monde, maintenant qu'une note sur l'affaire Pechiney avait bien été transmise au président de la République (le Monde du 25 janvier), l'Elysée a une nouvelle fois, mardi 24 janvier, répondu par un démenti affirmant que M. Mitterrand n'avait pas été informé de l'évolution de l'enquête officieuse menée par les services du ministère de l'Intérieur. « Contrairement aux informations parues dans le journal le Monde d'aujourd'hui, a déclaré M. Hubert Vedrine, porte-parole de l'Elysée, aucun document, aucune note — on ne parle déjà plus de rapport — n'a été remis au président de la République, soit par ses collaborateurs, soit par le ministre de l'Intérieur au sujet des derniers développements de l'affaire Pechiney. »

Cette réaction rapide, qui contraste avec la lenteur de la réaction aux premières informations publiées dans le numéro daté 22-23 janvier, a été accompagnée d'un communiqué de M. Pierre Joxe affirmant que si les renseignements généraux portaient à la connaissance de leur ministre, « parmi d'autres échos de presse », « les informations rapportées par des journalistes », ce n'était pas « la police nationale mais la Commission des opérations de Bourse, et elle seule, qui [était] compétente pour l'enquête concernant le dossier Pechiney à son stade actuel. »

Au journal de 20 heures d'Antenne 2, le ministre de l'Intérieur avait dit encore : « Les services de police n'enquêtent pas sur cette affaire. (...) Nous n'allons pas aller de démenti en démenti (...), il suffit simplement de laisser fonctionner ceux qui ont la charge de faire cela. » Parant d'une « agitation malsaine », M. Joxe a déploré cette « exploitation politique » qui « ne profite pas au président de la République, (qui) ne profite pas à la France parce qu'on jette la suspicion sur une affaire d'argent où le président n'a rien à voir, ce qui est l'opinion internationale sait très bien. »

Affirmant qu'« aucun de ses services n'a d'informations autres que celles que chacun peut entendre bruite dans tous les sens », M. Joxe a paradoxalement ajouté : « Attendez quelques jours, je pense qu'il y aura un certain nombre de surprises, surtout pour ceux qui se sont engagés trop vite. »

Le décret du 17 novembre 1981 fixe la mission générale des renseignements généraux, chargés « de la recherche et de la centralisation des renseignements d'ordre politique, social et économique nécessaires à l'information du gouvernement ». Quelque 3 200 policiers répartis en 3 sous-directions, 22 services régionaux, 103 départements et 229 villes de France métropolitaine ou d'outre-mer en forment l'effectif actuel. La section « presse » de la direction centrale ne compte qu'une vingtaine de fonctionnaires : celle de la préfecture de police de Paris en compte une cinquantaine. Ils sont chargés de réunir des informations dans les milieux de la presse, de faire les revues de presse à l'attention du président de la République, de faire la tournée des imprimeries pour rassembler les journaux, revues et livres, ils ont encore pour mission de se procurer, si possible avant la parution, les manuscrits des livres jugés et intéressants.

D'autres sections, plus ou moins isolées, sont chargées de la collecte des renseignements dans tous les domaines. Enfin la sous-direction de la recherche, dont les effectifs ont été notablement renforcés au cours des dernières années, est chargée du renseignement en matière de terrorisme.

### Le compte n'est pas bon

Sur combien d'actions Triangle Industries porte l'enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC) ? A quelles dates ont eu lieu les transactions jugées suspectes par le « gendarme » de Wall Street ? Quels sont les intermédiaires et les acheteurs identifiés ? La polémique autour du rôle de M. Roger-Patrice Pelat et des informations transmises à l'Elysée a quelque peu détourné l'attention de ces questions qui sont pourtant au cœur de l'enquête menée actuellement par la Commission des opérations de Bourses (COB).

● LA CHRONOLOGIE. — C'est seulement le 7 juillet 1988 que naît Triangle Industries par une opération complexe de fusion qui permet à Nelson Peltz et Peter May de prendre le contrôle de 66 % du capital et de 89 % des droits de vote, au grand dam des actionnaires minoritaires (le Monde d'aujourd'hui du 26 novembre 1988). Les deux hommes, unis

depuis près de vingt ans, sont des casse-cou de la finance américaine, spécialistes des junk bonds, ces « obligations de pacotille » à haut risque et à taux d'intérêt élevés, qui permettent de grandes opérations avec un minimum de mise de fonds. C'est cinq jours plus tard, le 12 juillet, que la négociation sur le rachat d'American National Can, filiale de Triangle, par Pechiney est amorcée lors d'un rendez-vous au ministère des finances à Paris entre Alain Boublil, directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, et M. Peltz, accompagné par Samir Traboulsi, financier libanais installé à Paris et ami de l'Américain comme du Français. Puis le 28 juillet commencent les véritables discussions, au siège parisien de Pechiney, suivies de deux rendez-vous de travail, les 11 et 18 août, le premier en Corse, le second à Monte-Carlo.

Or c'est du 18 août que la SEC date les premiers achats suspects

d'actions Triangle sur le marché hors cote de la Bourse new-yorkaise, qui se poursuivront jusqu'au 11 novembre. A l'époque, guère plus d'une dizaine de personnes au total sont directement au courant de la négociation en cours. En revanche, à partir du 22 août, les discussions s'accroissent, de plus en plus de gens seront dans la confidence, onze cabinets d'avocats étant consultés en cours de route. Le 27 septembre, les négociations sont rompues à l'initiative de M. Peltz. Elles s'étaient entremises auprès de M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, le 11 octobre. L'accord de principe est acquis le 11 novembre, l'aval des pouvoirs publics français est obtenu entre le 14 et le 18 novembre. L'OPA amicale de Pechiney est officiellement rendue publique le 21 novembre.

Entre le moment où MM. Gandois et Peltz sont arrivés à cet accord de principe et l'annonce officielle, ont lieu, exactement les 16, 17 et 18 novembre, une seconde série d'achats suspects. Le volume des transactions durant ces trois jours atteint un total de 221 100 actions échangées. Si on y ajoute les 88 000 actions achetées entre le 18 août et le 11 novembre, on atteint un total de 309 100 titres suspects. Pour autant, le délit d'initié ne porte pas forcément sur ces seules 309 100 actions. La SEC ayant fractionné les informations qu'elle délivre selon les pays d'où proviennent les achats, il est possible qu'elle enquête aux Etats-Unis — et non plus seulement en France, en Suisse, au Luxembourg et à Anguilla — sur d'autres transactions. Le volume total des opérations a, en effet, concerné 113 855 titres durant le mois d'août 1988, 236 517 en septembre, avant de retomber à 72 654 en octobre...

● INTERMÉDIAIRES ET ACHETEURS. — En l'état actuel des informations disponibles, le total de 309 100 actions douteuses peut être divisé en quatre catégories : celles qui ont été achetées avant le 11 novembre depuis la Suisse (88 000) ; celles qui le furent depuis la Suisse les 16, 17 et 18 novembre (50 500) ; celles qui ont été achetées aux mêmes dates à partir du Luxembourg (15 000) ; celles, enfin, qui ont été achetées, également aux mêmes dates, depuis Paris (52 300).

On le voit d'emblée, le compte n'est pas bon : 205 800, sur le total de 309 100. Restent donc 103 300 actions. Autrement dit, nous ne connaissons les intermédiaires — et parfois les acheteurs qui y ont eu recours — que pour 205 800 actions. Aussi l'enquête de la SEC américaine réserve-t-elle des surprises : sans nul doute, elle a identifié les intermédiaires, sinon les acheteurs, pour ces 103 300 actions qui manquent à l'appel. Aux Etats-Unis ? En Europe ? Ailleurs ?

De plus, pour les 205 800 actions dont la piste a été retrouvée, les acheteurs ne sont pas tous formellement identifiés. Ils le sont seulement pour 55 700 titres : 52 300 depuis la France, 3 400 depuis la Suisse. Pour les premiers, ce sont MM. Max Théret (32 300), Roger-Patrice Pelat (10 000), Pierre-Alain Marsan de la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe (5 000), Ricardo Zavala de la société de Bourse Mangin Cordelle (5 000). Pour les seconds, de Joseph Jossua, remisier connu sur la place parisienne, et résidant à Lausanne.

Restent donc 150 100 actions dont les acheteurs sont, pour l'heure, toujours inconnus. Sur ce total, les intermédiaires sont formellement désignés pour 132 700 titres. C'est-à-dire 88 000 en Suisse (la société Socofin de Genève agissant pour le compte de l'International Discount Bank and Trust d'Anguilla, qui n'est qu'un paravent), 20 000 en Suisse (la société Expertia Treuband de Zurich), 9 700 en Suisse (la Banque populaire suisse de Zurich) et 15 000 au Luxembourg (Petrus Securities International). On comprend ainsi l'inquiétude du gouvernement français : nombreux sont les acheteurs et les intermédiaires dont la presse est encore dans l'impossibilité de livrer avec certitude l'identité. Il n'est aucunement certain que la COB française, qui dispose de peu de moyens d'investigation, arrivera à faire toute la lumière dans ce dédale financier. Et si au lendemain de la remise du rapport français, le 31 janvier, la SEC américaine révélait qu'un ou des acheteurs français se cachent derrière les actions qui ne sont actuellement attribuées à personne ? De là l'angoisse des responsables politiques qui sentent sur eux l'épée de Damoclès.

EDWY PLENEL

### La COB, la COB, la COB !

(Suite de la première page.)

Une affaire qui a déjà provoqué la démission du directeur du cabinet du ministre de l'Economie, et qui met en cause la crédibilité de Paris au tant que place financière. A moins qu'un entourage zélé ne retienne des informations désagréables pour ne pas alarmer le président.

Beaucoup de bruit aussi autour de M. Pelat. Les 40 000 actions qu'il aurait acquises par la Suisse avaient déjà été mentionnées quelques jours auparavant dans le *Quotidien de Paris*. Prenant-elles plus d'importance quand elles sont citées dans le Monde ? En laissant entendre de manière occasionnelle, dans son communiqué, que la seule activité des renseignements généraux dans le cas présent consiste à reproduire les échos de presse, le ministre de l'Intérieur en dit peut-être sur cet épisode plus long qu'il n'y paraît. Sachant qu'il était de plus en plus question de ce paquet de 40 000 actions, les services compétents — où qu'ils puissent leurs informations — auraient voulu mettre en garde le chef de l'Etat sur d'éventuelles révélations concernant un de ses amis qui, selon M. Joxe, « a dû causer bien du chagrin » au président, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Après quarante-huit heures de réflexion à l'Elysée et de silence de la part de M. Pelat, la ligne de défense a été définie : un démenti, réitéré autant que besoin, portant non sur les 40 000 actions — sur le fond, l'Elysée en remet à la COB, mais sur l'existence même d'une note ; démenti d'autant plus ferme que quarante-huit heures auraient largement suffi pour s'assurer auprès de M. Pelat que ces 40 000 actions n'existaient pas et que l'industriel avait acheté « seulement » 10 000 American Can.

Beaucoup de bruit sur un des aspects parmi d'autres de l'affaire. Car ce sont toujours plus de 250 000 actions sur 309 100 ayant opportunément changé de mains quand Pechiney était en train de négocier avec Triangle le rachat d'American Can dont les acheteurs restent « non-identifiés ». C'est beaucoup plus que la plus-value relativement modeste réalisée par M. Pelat et par M. Max Théret, lequel a admis en avoir acheté 32 300. Or rien jusqu'à présent n'est venu accréditer l'idée que les deux filiales, la française et l'américaine, pourraient avoir des traces communes.

Toute la complexité de cette affaire réside dans ce doublement. Car la Commission des opérations de Bourse, dont les milieux officiels semblent aujourd'hui tout attendre, est un bel oiseau dont les ailes sont coupées. Non seulement elle n'a aucun pouvoir pour enquêter en dehors de France, c'est-à-dire sur la partie la plus importante de l'affaire, mais ses possibilités dans l'Hexagone même sont sévèrement limitées. L'invocation officielle « la COB, la COB, la COB » risque de conduire à bien des déceptions, à moins que sa relative impuissance n'arrange beaucoup de monde.

L'ennui pour tous ceux qui auraient intérêt à voir les investigations se perdre dans les sables, c'est que le principal acteur n'est pas le malheureux COB, mais la SEC américaine, sur laquelle l'influence française est évidemment nulle. Personne ne sait ce que ses enquêteurs, qui eux ont officiellement invoqué l'accord d'entraide judiciaire avec la Suisse, trouveront et divulguent. Cette désagréable incertitude explique le murmur de certains protagonistes et la défense strictement formelle des autres. Ah ! que l'affaire Pechiney aurait été belle si on avait pu la régler entre nous !

DANIEL VERNET.

### La SEC s'intéresse aussi aux deux vendeurs de Triangle

Couronnant une décennie de succès industriels et financiers fulgurants, Nelson Peltz et Peter May peuvent désormais profiter des 5 milliards de francs (830 millions de dollars) qu'ils ont touchés en novembre lors de la vente de leur joyau, American National Can (ANC), au groupe français Pechiney. Pour combien de temps ?

Les deux dirigeants de Triangle Industries, la maison mère d'ANC, seront prochainement entendus par la Securities and Exchange Commission (SEC), organisme de contrôle des opérations boursières aux Etats-Unis, dans le cadre de son enquête sur les transactions effectuées pendant la négociation et dans les jours précédant l'annonce de la vente. Dans l'établissement « de la finance américaine, nombreux sont ceux qui ne seraient pas mécontents de voir Nelson Peltz et Peter May avoir des démêlés avec la justice. En France, de même, un débat a commencé, qui ne porte pas sur les éventuels délits d'initié commis lors de la transaction, mais sur le prix trop élevé qu'aurait payé Pechiney.

Pendant longtemps, les deux hommes qui s'étaient rencontrés dans l'entreprise familiale du père de Nelson Peltz au début des années 70, ont en effet été considérés à Wall Street comme des gagne-petits, formés à la magie des junk bonds, ces opérations à haut risque et à taux d'intérêt élevés popularisées par la firme Drexel Burnham Lambert, qui vient d'être accusée officiellement de délit d'initié (lire page 40), et son employé-vedette, Michael Milken.

C'est de leur rencontre avec M. Milken qu'est partie la grande aventure financière de Nelson Peltz et Peter May. Lorsque leur ascension s'est traduite par une réussite industrielle d'envergure (la constitution de l'un des plus grands groupes mondiaux de l'emballage, à partir du rachat de National Can et de American

Can en 1985 et 1986), il est devenu difficile pour Wall Street de ne plus les prendre au sérieux.

La jalousie provoquée par leur succès n'a pas manqué d'être exacerbée par leur style de vie extravagant, couronné en 1987 avec l'achat par Nelson Peltz de l'une des plus onéreuses propriétés des Etats-Unis, à Palm Beach (Floride), pour la bagatelle de 100 millions de francs. Les salaires que se versaient les deux compères en tant que dirigeants des divers sociétés leur appartenant, faisaient aussi beaucoup jaser. Ils sont sans commune mesure avec les pratiques habituelles de l'industrie américaine. Chacun d'eux aurait reçu de Triangle 228 millions de francs en 1986, en seuls salaires et primes !

Contrairement aux protestations de leurs actionnaires minoritaires aussi bien que des industriels américains, MM. Peltz et May avaient pris l'habitude de rétorquer que leurs salaires exceptionnels n'étaient que le fruit de leur travail et correspondaient aux résultats non moins exceptionnels de leur groupe. A ceux qui leur faisaient remarquer que leur empire a été construit uniquement sur des dettes, Nelson Peltz, aujourd'hui âgé de quarante-sept ans, répliquait que « à défaut d'hériter il faut emprunter ». Leur carrière, leurs liens avec Drexel Burnham Lambert, le groupe financier américain qui a accepté de coopérer avec la justice sur plusieurs affaires de délits d'initié, ce qui pourrait entraîner l'inculpation de Michael Milken, l'ami de M. Peltz pour l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, qui a joué un rôle d'intermédiaire dans le rachat d'ANC par Pechiney (le Monde du 18 janvier) : les anciens propriétaires de Triangle Industries sont décidément au centre de beaucoup d'événements. Wall Street ne serait pas mécontent de les voir trébucher.

FRANÇOISE LAZARE.

### LA COTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGES

Sur la Côte d'Azur, surplombant le Cap Ferrat, BEAULIEU-SUR-MER offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES y a ouvert depuis le 15 janvier 1989 l'hôtel \*\* FRANTOUR VICTORIA et vous propose de bénéficier jusqu'au 15 avril des formules promotionnelles en pension complète ou en demi-pension.

#### RENSEIGNEZ-VOUS

— à votre agence de voyages FRANTOUR  
— par téléphone : SOPHIE au 45-63-03-14  
— par correspondance : FRANTOUR VOYAGES, BP 62-08, 75362 Paris Cedex 08



## FAITS ARGUMENTS

Mensuel  
Nouvelle série

### Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à S.A. Faits & Arguments S.P.A. 162-92358 Le Plessis-Robinson Cedex

Nom :

Adresse :

Souscrit : abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : « FAITS & ARGUMENTS »

MO 89



## Politique

après les divers démentis

### M. Gandois a-t-il payé trop cher ?

Pechiney et son président M. Gandois ont-ils payé trop cher l'acquisition du géant américain de l'emballage American National Can (ANC) ? Telle est l'une des interrogations soulevées par « l'affaire ». C'est en effet la différence entre le cours de l'action Triangle, société mère d'ANC, aux alentours de 10 dollars et le prix de 56 dollars par action conclu par le groupe français qui est à l'origine des confortables gains réalisés par les « initiés ».

Pechiney comme son conseiller financier aux Etats-Unis, Yves André Istel, patron du cabinet Wasserman-Pereira de New-York, justifient le prix d'achat en considérant que la comparaison entre 10 et 56 dollars n'a pas de signification :

— Pourquoi le prix d'achat de 56 dollars ?

— Pechiney n'était intéressé que par ANC, l'activité emballage du groupe Triangle. Mais ANC étant détenue à 100 % par celui-ci, seul coté en Bourse de New-York, il lui fallait acquérir Triangle auprès de ses actionnaires majoritaires (68 %). MM. Nelson Peltz et Peter May, ex-minoritaires, pour acheter cette filiale, Pechiney a donc, pour fixer son prix d'acquisition, raisonné sur la valeur d'ANC, entreprise industrielle, en lui appliquant les critères généralement admis pour ce secteur. Ainsi, en estimant ANC à 2,4 milliards de dollars, le français a appliqué un coefficient multiplicateur (le « price earning ratio ») de 16 au résultat net de ANC, soit 150 millions de dollars. La différence entre ce ratio de 16 et celui de l'ordre de 12, généra-

lement appliqué pour les transactions effectuées dans le secteur de l'emballage — notamment le rachat du britannique Metal Box par le français Canaud — s'explique, selon Pechiney, par la « prime » qui s'attache à toute prise de majorité. Le français prend ainsi pour exemple les primes de 50 % à 100 % pratiquées dans les OPA (offres publiques d'achat).

— Pourquoi l'action Triangle se traitait-elle aux environs de 10 dollars ?

— Le groupe était gravé par des charges d'exploitation d'activités autres que l'emballage, comme les juke-boxes, l'immobilier... et par les « frasques » que MM. Peltz et May faisaient supporter à leur holding : yachts, jets privés, propriété luxueuse en Floride, séjours annuels de 15 millions de dollars... Triangle supportait également le coût des obligations à haut risque (« junk bonds »), pour un montant de 1,9 milliard de dollars à des taux d'intérêt de 15 %, émises pour l'acquisition d'American Can, puis de National Can, dont la fusion devait donner naissance au numéro un américain de l'emballage. Ces « bonds » entraînaient des charges financières de 80 millions de dollars par an.

Ces charges, plus le fait que les minoritaires n'avaient quasiment pas de droits de vote — MM. Peltz et May s'étaient arrangés pour en détenir 91 %, — expliquent que l'action dont le marché était très limité se traitait autour de 10 dollars.

— Quelle dette a repris Pechiney ?

— Le français n'a repris que la dette « normale » s'attachant à l'activité emballage, soit 1,4 milliard de dollars. Cette reprise vient en déduction du prix d'acquisition de 2,4 milliards de dollars fixé par ANC. Cette dette a été refinancée avant l'acquisition par Pechiney (le coût du refinancement est donc à la charge des vendeurs) à un taux d'intérêt normal de 10 %, par une offre lancée aux détenteurs d'obligations. Si ces détenteurs n'avaient pas répondu favorablement comme ils l'ont fait (97 % ont apporté leurs « bonds »), Pechiney avait fait savoir qu'il ne garantirait pas ces titres. Ce qui est possible, American Brands en ayant donné l'exemple dans un passé récent.

— Doit-on considérer les arguments de Pechiney comme convaincants ?

— Pour l'essentiel sans doute. On ne peut cependant exclure que le prix ait été « tiré » de quelques dollars. A la fois par le volonté de Pechiney et de son président de réaliser une opération d'envergure qui donne au groupe la dimension internationale qui lui manquait et par celle d'Alain Boubillat, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, d'illustrer la réussite de la politique industrielle dont il était le défenseur à travers l'acquisition spectaculaire menée par une nationalisée.

Il est vrai, en outre, que la plupart des achats effectués actuellement par les sociétés françaises aux Etats-Unis se situent à des niveaux très élevés.

CLAIRE BLANDIN.

### Les réactions dans les milieux politiques

L'audition de M. Pierre Bérégovoy, jeudi 26 janvier, par la commission des finances de l'Assemblée nationale sera vraisemblablement publique. Cette décision devrait être prise jeudi matin. M. Bérégovoy, en tout cas, y est favorable. Il ne voit « que des avantages » à une audition publique, indique-t-il dans une lettre adressée à M. Dominique Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances.

M. Edouard Balladur, qui n'assistera pas à cette audition parce qu'il donne au même moment, à Lisbonne, une conférence sur les privatisations, s'efforce de garder son calme. Il ne cherche pas, dit-il, à « souffler l'affaire ». Sa vocation, a-t-il remarqué sur RTL, n'est ni celle d'un « pompier » ni celle d'un « procureur ». Chacun, dans la majorité et l'opposition, assure qu'il n'a qu'un souci : que toute la lumière soit faite sur les « affaires » le plus rapidement possible. C'est le cas notamment de M. Charles Pasqua, selon lequel « on serait mal venu de rendre le président de la République responsable des actes d'amis qu'il connaît depuis trente ou quarante ans, même si, naturellement, c'est mauvais pour son image ».

Les propos de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, mercredi, dans une interview à la Tribune, s'inscrivent dans la même démarche. Il estime « urgent » de rompre avec « d'une part, l'utilisation trop facile et abusive de l'argent public et, d'autre part, l'irresponsabilité de certaines décisions prises sous le couvert de l'Etat ».

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, maire (RPR) de Bordeaux, est préoccupé par les conséquences des affaires sur la vie politique et économique. Dans une interview au quotidien espagnol

Ya, il estime que l'affaire Pechiney provoquera « beaucoup d'abstentions » aux élections municipales et que la place financière de Paris, ainsi que les investissements, en subiront le contrecoup.

Seul M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, adopte un ton violent. « Les valeurs morales du parti socialiste sont plus proches des valeurs mobilières », a-t-il déclaré à RTL. Il juge « scandaleux (gu) des proches du président » aient pu se « remplir les poches ».

#### Une commission d'enquête demandée

Les socialistes retiennent surtout du comportement de l'opposition l'accusation, lancée, dimanche 21 janvier, à « RTL-le Monde », par M. Juppé, secrétaire général RPR, contre « la gauche la plus pourrie

du monde ». « En ce domaine, affirme M. Pierre Mauroy, la droite parle d'or. Cette droite, qui reste celle de la Garantie foncière, de la villette, des ministres assassinés, la droite des diamants qui scintillent, des nœuds qui s'endurcissent, la droite du silence complice étouffant sous les scandales, la droite des coquins et des copains ».

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, souligne qu'il n'existe pas de « délit d'amitié ». Selon lui, M. Juppé « retrouve spontanément le vocabulaire préféré des ligueurs de l'extrême droite française pendant l'entre-deux-guerres ».

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, parle de « procès en sorcellerie » et inscrit M. Juppé dans la « meilleure tradition de l'extrême droite ». M. Chevènement affirme la nécessité « d'assainir la Bourse ».

Les députés communistes ont rendu public, mardi, le texte de leur proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Il s'agit dans leur esprit « d'établir les conditions exactes des opérations spéculatives, les responsabilités exactes dans celles-ci, ainsi que le rôle des sociétés et des établissements financiers dont l'Etat est l'actionnaire principal ». La commission d'enquête devrait aussi, selon eux, « étudier comment et au profit de qui les nœuds ont été constitués pour les sociétés dénationalisées par la droite et comment ces blocs à contrôle se sont modifiés depuis ».

#### M. Mauroy : « L'ami qui tombe »

Interrogé, mercredi 25 janvier par TF 1, sur les relations d'amitié entre le président de la République et M. Roger-Patrice Pelet, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a répondu : « Est-ce qu'on est responsable d'un ami qui tombe ? Trahisons le président de la République sur ce problème-là, comme on traiterait n'importe quel citoyen français. »

(Publicité)

TENDEZ L'OREILLE  
DANS LE N° 4  
D'EXPLORA

LE NOUVEAU MENSUEL  
IMAGINÉ PAR TÉLÉRAMA ET  
LA CITÉ DES SCIENCES.

EXPLORA. TOUS LES MOIS LE QUOTIDIEN DE DEMAIN.

de 14 à 18 ans  
L'ANNÉE  
SCOLAIRE  
aux U.S.A.

Vivre et étudier « à l'américaine », pendant un semestre ou une année.  
Accueil en famille. Cours quotidiens dans une « High School ».  
Prix année scolaire : 18 800 F + voyage.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES  
53, rue de Rivoli, 75001 Paris  
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
C.P. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_ Classe \_\_\_\_\_

MAS7

**WINSTON**  
ULTRA LÉGÈRES

**Winston**  
ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE  
ULTRA LOW TAR

NICOTINE: 0,15 mg. GOUDRON: 1,5 mg.

سكوا من الأصل

## Politique

### La préparation des élections

Querelle entre socialistes à Noisy-le-Grand

## Une annexe de Disneyland

Deux Max ont bouleversé presque en même temps l'existence de Michel Pajon, premier secrétaire-secrétaire de la section du PS de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le premier, Max Salomon, est un parachuté fabusien, qui en quelques années s'est si bien implanté qu'il vient de lui ravir l'investiture socialiste pour la tête de liste lors des prochaines municipales. Le second est un chien, trouvé dans une rue de Noisy, que Michel Pajon a adopté et baptisé Max par dérision, parce qu'il présentait dès cette époque que la bataille contre l'autre Max allait mobiliser l'essentiel de son énergie.

Avant que la guerre fratricide ne ravage la section de Noisy, la mairie était unanimement jugée gagnable sur le maire sortant Mme Françoise Richard (RPR). Il a fallu bien du talent aux socialistes pour se placer en position de ne pas faire tomber dans l'escarcelle du PS cette municipalité de l'Est parisien, riche de l'installation prochaine de plusieurs industries à haute valeur ajoutée, et destinée à recevoir de nombreuses répercussions touristiques du futur parc Disneyland tout proche.

A qui veut le voir, Michel Pajon exhibe le résultat du travail accompli : un impressionnant dossier de contentieux, où dorment des années d'incidents, d'investives, de complots, bref de haine inter-socialiste. A lui seul, un sous-dossier intitulé « délation » laisse entrevoir qu'il peut arriver que l'on se persécute

entre camarades, comme entre voisins de pavillon irascibles ou entre époux en instance de divorce.

L'origine de la déchirure ? Ah la malheureuse question ! « C'est politique ! », assurent les amis de Michel Pajon, qui jurent que le puissant député et maire de Neuilly-sur-Marne, commune voisine, Jacques Mahéas, a tout fait pour empêcher l'élection à Noisy d'un maire rocardien qui pourrait menacer ultérieurement son siège de député. De toute façon, « Michel Pajon n'avait pas les qualités d'un maire de grande ville », rétorquent ses adversaires, arguant du caractère emporté et ombrageux du premier secrétaire.

La chronique locale colporte plusieurs épisodes hauts en couleur, comme cette soirée électorale des cantonales de 1985. A l'époque, candidat socialiste, Michel Pajon s'était vu opposer un dissident, Lucien Serresne (on le retrouvera), qu'il soupçonnait fort d'être manipulé et financé en sous-main par son voisin Mahéas. Consulté par Pajon, des imprimeurs amis avaient délivré leur expertise : les tracts des dissidents sortaient bien des mêmes rotatives que ceux de Jacques Mahéas. Ulcéré, Michel Pajon prit le maire de Neuilly-sur-Marne au collet lors d'une réunion électorale. Bousculade que la légende, bien plus tard, magnifia — à tort — en gifle. Ainsi naissent les rancœurs éternelles.

C'est à cette époque que Max Salomon suppléant du député

Mahéas et vieux militant, hier miterrandiste et aujourd'hui fabusien, à la fidélité éprouvée — « Apparatchik ! », disent les pionniers — fit son apparition à Noisy, et commença à tenter de déstabiliser Michel Pajon. Une bataille de procédures ici pour des convocations non envoyées dans les formes ; une sombre querelle là, à propos d'un nouveau local déniché par Michel Pajon dans des conditions très avantageuses, dont on feint de le soupçonner d'avoir tiré un profit personnel. On encore l'organisation de deux colloques rivaux sur des thèmes voisins.

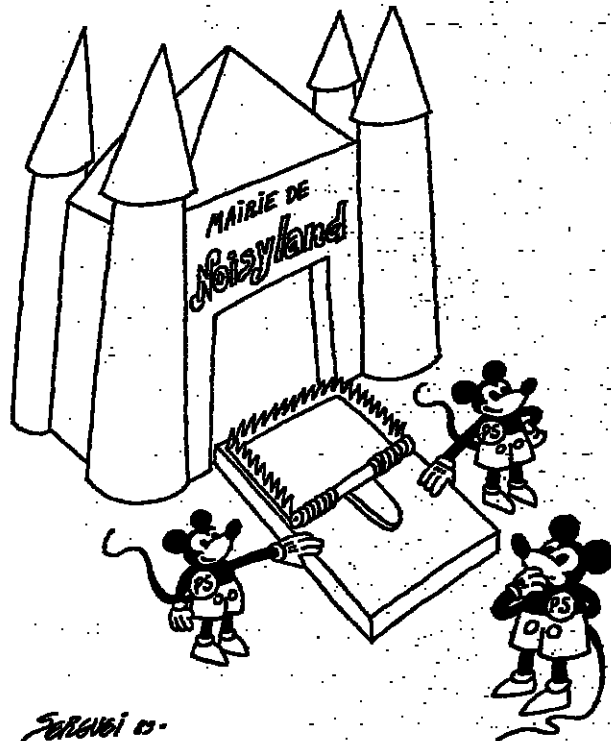
« Noisy, c'est jolli mais... »

Jusqu'à l'an dernier, donc, où les municipales approchant, Michel Pajon se montre soucieux de conforter sa suprématie dans « sa » section. En un mois, cent quarante-quatre nouveaux adhérents apparaissent miraculeusement dans cette section, qui n'en comptait jusqu'alors que soixante-dix. D'où viennent-ils ? « Beaucoup de sympathisants qui voulaient nous rejoindre ont saisi l'occasion », assure Michel Pajon, sous les sourires ironiques des fabusiens — locaux et nationaux — qui affirment avoir entendu, le jour de leur arrivée à la section, certains de ces nouveaux adhérents s'exclamer bruyamment : « Noisy, c'est jolli, mais c'est diffi-

cile à trouver. » « Cent quarante-quatre ! Vous vous rendez compte ! Si encore il avait fait venir dix ou vingt copains », soupire-t-on avec effacement au siège du PS, à Paris. C'est pour avoir voulu trop en faire que Michel Pajon va finalement tout perdre. Max Salomon conteste évidemment ces nouvelles adhésions, si bien que le 24 octobre, la fédération impose de désigner la tête de liste aux municipales en votant dans deux urnes distinctes. Dans la première urne, les militants « incontestés ». Dans la seconde, tous les autres.

Michel Pajon remporte dans la première urne une majorité relative (45 voix sur 97, contre 31 à Max Salomon et 18 à Lucien Serresne, qui a réintégré le parti depuis sa « dissidence » de 1985) et réalise, dans la seconde, un score « bananier » (81 voix sur 86). Mais les opérations de dépouillement ayant pris du temps, on n'organise pas le second tour qui eût été nécessaire pour départager les adversaires. D'autorité, la fédération départementale, qui décide de ne prendre en compte que les bulletins de la première urne, ajoute alors les voix Salomon aux voix Serresne pour proclamer vainqueur Max Salomon.

Epuisés par le feuilleton noisien, les instances nationales, où l'on préfère encore, selon le mot exaspéré d'un autre responsable du PS, « un nul » à « un fou », entérinent la décision fédérale. Ni la fureur des rocardiens, ni leur proposition de dernière minute de désigner un « troisième



homme », ni même une brève conversation téléphonique entre Pierre Mauroy et Michel Rocard, saisis de cette affaire d'Etat, n'y changeront rien : Max Salomon est aujourd'hui le candidat socialiste et se propose ingénument de réserver

« une place de choix » sur sa liste à Michel Pajon. Si par extraordinaire ces deux-là arrivaient à la mairie, il faudrait penser à y ouvrir une annexe de Disneyland.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Un colloque à Montpellier

## Faut-il marier la Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil constitutionnel ?

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

On rencontre peu de cabris dans les réunions de réflexion qui rassemblent des juristes. Ordinairement, chacun demeure sagement rivé à sa chaise le temps qu'il faut. Mais un détail, un mot, un thème rappellent de plus en plus souvent la plaisante et classique description du général de Gaulle : « L'Europe ! l'Europe ! ». Aucun cabri en tout cas n'aurait pris le risque de s'arrêter à Montpellier les 20 et 21 janvier pour y sautiller en comparant dessein et dessein de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg et du

Conseil constitutionnel (1) : le sujet, s'il n'interdit pas les mouvements d'humeur, arrête toute velléité de fantaisie.

Au fait : pourquoi se compliquer la vie ? Elle n'est déjà pas si simple à suivre depuis trente ans, ou du moins depuis ses premiers pas d'institution d'adulte, au début des années 70, la petite mais puissante troupe des neuf juges français du Palais-Royal. Qu'il jauge les lois pour y déceler les traces de contradiction avec la Constitution et sa poupée russe de références variées, qu'il trace la frontière entre la loi et le règlement ou qu'il arbitre le déroulement des scrutins présiden-

tiels ou les élections litigieuses de députés, le Conseil constitutionnel en déconcerte souvent plus d'un et ses intentions, quand elles sont perceptibles, ne sont pas toujours des plus faciles à comprendre.

A qui bon alors tourner par surcroît son regard vers Strasbourg ? Pourquoi faire monter sur la galère la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'une des instances chargées de veiller à son respect, la Cour européenne des droits de l'homme ?

Cette institution encore mal connue en France, forte d'autant de juges que le Conseil de l'Europe compte de membres, qui statue, éventuellement, au terme d'une procédure assez complexe, après épuisement des voies de recours internes propres aux Etats, n'est guère étonnée. Il est vrai que la France a ratifié tardivement la convention, reconnue encore plus récemment (en 1982) le droit de recours des individus, ce qui ne lui a encore donné le temps que d'être condamnée une seule fois, pour une extradition déguisée en expulsion.

Deux institutions fort différentes en apparence, donc, qui pourtant parlent souvent de la même chose : des droits et libertés. Leur défense est la mission exclusive de la Cour européenne de Strasbourg. Le Conseil constitutionnel, depuis sa célèbre décision de 1971 sur la liberté d'association, a eu maintes occasions, à travers l'examen des lois qui lui étaient déférées, de se pencher sur leur sauvegarde et le renouvellement des définitions de certaines d'entre elles.

« L'Europe ! l'Europe ! », M. Dominique Rousseau, professeur à l'université de Montpellier-I et coorganisateur de ce colloque, avait sur le sujet une idée simple en apparence. En apparence seulement : les choses étant ce qu'elles sont, suggère-t-il, pourquoi ne pas intégrer dans le « bloc de constitutionnalité » la Convention européenne

des droits de l'homme, favorisant ainsi l'élaboration d'une charte européenne élargie : « jurisprudentielle des droits et libertés » ?

Cette nouvelle machinerie juridique, surtout vouée dans l'esprit de M. Rousseau à la reconnaissance de libertés nouvelles, ne saurait cependant se décrire ou procéder d'un coup de baguette magique.

### Une situation inextricable

Car le Conseil constitutionnel refuse, depuis une décision de principe de 1975 (loi relative à l'interdiction volontaire de grossesse), de faire figurer les traités dans le bloc de constitutionnalité (qui comprend déjà tous les articles de la Constitution, bien sûr, son préambule et les textes auxquels il renvoie : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, préambule de la Constitution de 1946, plus un certain nombre de principes fondamentaux progressivement dégagés dans le passé par la jurisprudence du Conseil d'Etat).

En affirmant, en 1975, au prix d'un raisonnement un peu tortueux qu'une loi contraire à un traité ne serait pas pour autant contraire à la Constitution, alors que l'article 55 de la Constitution affirme la suprématie des traités sur les lois, le Conseil constitutionnel s'interdisait de contrôler pleinement dans la suite le respect de l'article 55, et donc de prendre en compte directement le large catalogue des droits et libertés exposé par la convention et enrichi par la jurisprudence de la Cour européenne.

Une loi nouvelle peut-elle, en conséquence, violer inopinément la convention européenne des droits de l'homme, faisant de la France un territoire difficilement accessible aux exigences conventionnelles en la matière ? Ce n'est pas le cas. A l'inspiration de la Cour de cassation, les juridictions ordinaires se reconnais-

sent le droit d'appliquer le droit communautaire, fût-ce au détriment d'une loi postérieure à la convention (entre autres textes).

Mais pour achever de rendre la situation française inextricable, le Conseil d'Etat se refuse, de son côté, à faire ce qu'admet la Cour de cassation.

Pour autant, la solution préconisée par M. Rousseau n'est pas, à coup sûr, la plus heureuse. On peut rappeler les objections juridiques ou pratiques que soulèvent les meilleurs esprits dès qu'il est question de plonger le Conseil dans l'océan des références issues des traités. Mais surtout, fût-il objecté à Montpellier, si le Conseil constitutionnel fait entrer la Convention européenne des droits de l'homme dans son corpus de références alors qu'il est conduit à censurer *a priori* et dans l'abstrait de possibles violations, qui, en France, sanctionnera après coup et concrètement ces violations ? Pas le Conseil d'Etat, qui ne veut pas, ni les juridictions ordinaires, qui ne pourraient pas courir le risque d'entrer en contradiction frontale avec les décisions du Conseil.

En sorte que le réseau très différencié de recours de niveaux et de statuts différents qui existe aujourd'hui, y compris l'arme suprême encore méconnue et difficile à utiliser de la Cour européenne, est peut-être préférable à un système théoriquement intégré et homogène qui laisserait démunies des victimes de violations des droits de l'homme dans un univers juridiquement parfait.

### Pragmatisme

Au mariage des normes juridiques il faut donc sans doute préférer un lointain couinage du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme. Soumis à des contraintes différentes, ils ne s'ignorent pas, comme devait le souligner M. Marc André Eissen, greffier à la Cour de Strasbourg, ne serait-ce que

par lecture attentive et réciproque des décisions et arrêts rendus par l'une et l'autre juridiction.

Et si le Conseil constitutionnel ignore le ruychke (notamment de Mme Danièle Lochak, professeur à l'université d'Amiens) de s'engager plus souvent que de raison dans les marécages de l'opportunité, mieux vaut à tout prendre qu'il puisse laisser prise à un autre contrôle, à Strasbourg, soumis à d'autres formes d'opportunité et disposant aussi de marges d'appréciations différentes.

Ce couinage n'est du reste peut-être pas si éloigné, devait souligner M. François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel. Ce dernier se heurte à la souveraineté du Parlement. La Cour de Strasbourg affronte la souveraineté des Etats. Les méthodes d'interprétation de l'un et l'autre (des lectures évolutives de la Constitution et de la convention) sont « au fond extrêmement semblables ».

Rassuré, enfin, par l'absence de conflit de jurisprudence entre les deux juridictions, M. Luchaire, même s'il déplore les incohérences du système français, ne leur trouve rien de réducteur. Et s'il faut encore un trait commun aux deux juridictions, l'ancien membre du Conseil le trouve dans leur « lourde responsabilité », qui peut glisser très vite vers « pas de responsabilité du tout ». A coup sûr, loin de tout débat technique, les victimes de violations des droits de l'homme s'acrocheront plus volontiers à la première hypothèse qu'à la seconde.

MICHEL KAJMAN.

(1) Colloque organisé par le Centre d'études et de recherches comparatives constitutionnelles et politiques et l'Institut de recherche sur les droits de l'homme et l'identité culturelle, qu'assistent MM. Dominique Rousseau et Frédéric Sauter, respectivement professeurs à l'université de Montpellier-I et de Lyon-II.

**PARCE QUE VOUS N'AVEZ PAS LE TEMPS DE TOUT LIRE...**

Un dossier de synthèse des Cahiers Français

MONNAIE ET FINANCE sous la direction de Dominique Meurs et de Jean-Yves Capul

Le système financier français. Le mécanisme de la création de monnaie. Les politiques monétaires. L'intégration financière internationale.

47F.

**LA DOCUMENTATION FRANCAISE**  
31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> Tél. (1) 40.15.70.00

AUX  
**Quartiers**

BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

DU LUNDI 23 AU SAMEDI 28 JANVIER

**COUP DE VENT SUR LES COLLECTIONS D'HIVER !**

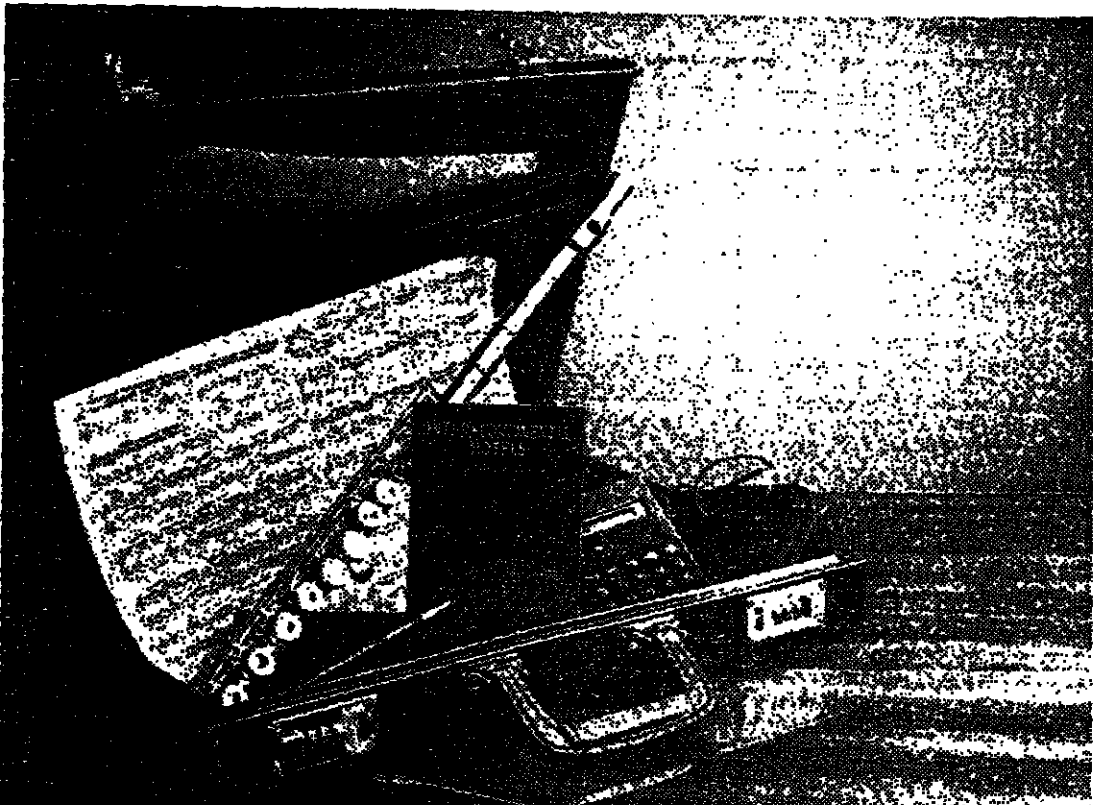
**-40% -50% -60%**

DANS TOUS LES RAYONS\* MAGASINS MADELINE ET OPÉRA

\*DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES



INTERPRÉTEZ VOS AFFAIRES AVEC BRIO...



... ET TRIOMPHEZ À L'ENTRÉE.

## Au programme:

Le *Préside Inter-Continental* - pour le salon d'hiver, les tarifs sont au mode saison.

Cet hiver, vous pouvez donner à vos voyages d'affaires toute l'élégance, l'agrément et le luxe du service d'un hôtel de classe mondiale. Du 1er Décembre au 28 Février, les Hôtels Inter-Continental et Forum vous invitent au tarif spécial d'hiver. Comme point d'orgue à votre séjour, si vous descendez à nos hôtels pour deux nuits ou plus, nous vous offrons en souvenir un très joli cadeau.

## Et un Final pour le week-end.

Si vous séjournez deux nuits en semaine, votre prochaine réservation d'un week-end dans l'un des Hôtels Inter-Continental ou Forum participant à cette promotion sera inscrite, sans frais supplémentaires, dans une

suite ou une chambre de catégorie Luxe.

Pour recevoir des informations détaillées sur nos tarifs d'hiver spéciaux, renseignez-vous auprès de votre agence de voyage. Pour vos réservations, contactez-nous au numéro ci-dessous.

529 FF	639 FF	749 FF	965 FF	1190 FF
HANDWERK MÜNCHEN POTTS WIESBADEN	ATHÈNES LUXEMBOURG AMSTERDAM ANVERS BRUXELLES LONDRES PARIS VIENNA ZÜRICH	BRUXELLES LUXEMBOURG AMSTERDAM ANVERS BRUXELLES LONDRES PARIS VIENNA ZÜRICH	LE GRAND PARIS GENÈVE ROME MILAN HELSINKI	LONDRES BATHON PORTMAN THE AMSTEL HOUTERLOO PARIS THE STRAND HELSINKI

**INTER-CONTINENTAL HOTELS**  
FORUM HOTELS

RÉSERVATIONS: 19.05.90.85.55.

## Politique

## La préparation des élections municipales

## Les Verts espèrent multiplier par dix le nombre de leurs élus locaux

Les Verts, qui ont réuni, les 21 et 22 janvier à Paris, leur conseil national interrégional (CNIR), ont désigné les quinze premiers titulaires de leur liste européenne, dont le chef de file sera M. Antoine Waechter, candidat du mouvement écologiste à la dernière élection présidentielle (3,78 % des voix).

Toutes les places paires sont réservées aux femmes: M<sup>me</sup> Solange Fernex, tête de liste Europe-Ecologie en 1979, est ainsi en seconde position. La troisième place, réservée à un candidat dit d'ouverture, a été attribuée à M. Max Simonet, conseiller régional de Corse, secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste). « Pour nous, la revendication identitaire est à la base des revendications écologistes », a souligné, lundi 23 janvier, M. Waechter, qui avait bénéficié du soutien de dix-huit maires corses pour se présenter à l'élection présidentielle.

Porte-drapeau des écologistes aux élections européennes de 1984, M. Didier Anger, conseiller régional de Basse-Normandie, battu sous l'étiquette « majorité présidentielle » aux législatives de juin 1988, occupe la

neuvième place, et M. Yves Cochet, qui était en seconde position en 1984, est relégué à la cinquième place. MM. Anger et Cochet, anciens porte-parole des Verts, ne défendent pas les mêmes orientations que M. Waechter mais ne s'opposent plus frontalement, comme auparavant, à lui.

La huitième place, qui est la deuxième « poste d'ouverture » de la liste européenne des Verts, a été proposée à un représentant de la Nouvelle Gauche (NG) de M. Pierre Juquin. Reçu, à sa demande, par la direction des Verts, une délégation de la Nouvelle Gauche aurait considéré que cette proposition était « inacceptable ».

Le CNIR a examiné aussi la question des élections municipales. Les Verts présenteront des listes autonomes sous leur sigle et, selon le cadrage général qui a été défini, trois cas de figure sont envisagés: si la liste (fait moins de 5 %, elle se retire sans se désister; si elle obtient plus de 10 %, elle se maintient; entre 5 et 10 %, elle passe soit une convention, soit un contrat municipal pour être présente sur une autre liste.

Sur les trente-six villes de plus de cent mille habitants, les Verts seront présents dans au moins vingt-deux d'entre elles dont Paris (totalité des arrondissements), Marseille et Lyon. Sur les deux cents quarante villes de plus de trente mille habitants, les écologistes se présenteront au moins dans soixante, chiffre pouvant aller jusqu'à une centaine. Les Verts seront surtout présents dans les petites communes. Leur objectif est de multiplier par dix les trois cents élus locaux dont ils disposent actuellement.

Nous publions ci-dessous les premières têtes de liste des Verts:

Paris: Un triumvirat est constitué par M<sup>me</sup> Laure Schneider (conseillère d'arrondissement sortante), MM. Pierre-Alain Brossault et Jean-Louis Vidal.

Marseille: M. Gérard Monnier-Besombes; Nice: M. Guy Marimor; Strasbourg: M<sup>me</sup> Andrée Buchmann (conseillère régionale); Bordeaux: M. Michel Duchêne; Saint-Etienne: M. Christian Brodhag; Montpellier: M<sup>me</sup> Nicole Stamm; Rennes: M. Yves Cochet; Toulouse: M. Michel Pizzolo; Lille: M. Dominique Plancke; Tours: M. Dominique Boutin; Aix-en-Provence: M. Yvon Roche; Mulhouse: M. Antoine Waechter (candidat à l'élection présidentielle).

Lorient: M<sup>me</sup> Renée Conan; Quimper: M. Alain Uguen; Sarreguemine: M. Philippe Le Pont; Gap: M. Joël Prevost; Istres: M<sup>me</sup> Ghislaine Cozza; Caluire-et-Cuire: M. Etienne Tête (trésorier des Verts); Bron: M. Jean Brière; Saint-Chamond: M. Paul Privat.

## Nouvelle-Calédonie:

M. Laffeur reçu par M. Mitterrand. — Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Laffeur, député RPR, a été reçu mardi après-midi 24 janvier, à l'Élysée, par M. François Mitterrand. Au terme de son entretien avec le président de la République, qui a duré une demi-heure, il s'est borné à indiquer que « la rencontre s'est bien passée ». M. Laffeur, qui est en métropole depuis plus d'un mois, s'était déjà entretenu le 27 décembre avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et le 17 janvier avec le président du RPR, M. Jacques Chirac.

## SITUATIONS

● ARGENTAN (Orne). — Ministre du commerce et de l'artisanat, M. François Douhin, ancien président du MRG et conseiller municipal de Soligny-la-Trappe (Orne), est candidat à la tête d'une liste de « large union de la gauche », dans une ville gérée depuis vingt-quatre ans par le RPR.

M. Jean Vimal du Bouchet qui brigue un cinquième mandat. Alors que récemment encore le socialiste M. Pierre Pavis, proche de M. Douhin, était désavoué par la section locale de son parti hostile à une éventuelle candidature du ministre, le conseiller régional est aujourd'hui en deuxième position sur la liste Douhin. Une liste sur laquelle figurent également MM. Roger Jousé, communiste rénovateur, et Razah Raad, gaulliste de gauche. Le « docteur Raad », élu en mars 1983 sur la liste de M. Vimal du Bouchet, dont il est adjoint, vient d'ailleurs de démissionner. Négociations en cours dans l'affaire des otages du Liban, M. Raad a expliqué qu'il se ralliait officiellement à la majorité présidentielle que « je soutiens en fait depuis longtemps ». — (Corresp.)

● CAEN (Calvados). — Secrétaire départemental du RPR, M. Yves Leasard ne figurera pas sur la liste unique d'opposition conduite par le maire sortant M. Jean-Marie Girault (UDF-PR). « Il ne s'agit pas d'une querelle de personnes mais d'une question de principe », explique le maire et sénateur. « Je veux qu'il existe une certaine distance entre la liste qui va gérer la ville et les appareils politiques. » Une décision qui concerne également les secrétaires fédéraux du CDS et du PR. Le RPR obtient quant à lui cinq places d'adjoint sur seize. Et pour M. Girault, « l'incident est clos ». — (Corresp.)

(Publicité)

89 POUR L'ÉGALITÉ



## 89 POUR L'ÉGALITÉ

**E**n France, deux cents ans après la Révolution, la citoyenneté n'est toujours pas la même pour tous. Habitants d'une commune, quelle que soit notre nationalité, nous payons tous les impôts locaux, nous avons tous les mêmes devoirs, nous respectons tous les mêmes lois.

Pourtant, lorsqu'il s'agit d'élire ceux qui nous représenteront, les immigrés, eux, sont exclus du choix.

Etre égaux en devoirs mais ne pas l'être en droits, c'est une curieuse conception de l'égalité.

C'est une injustice et c'est un obstacle à l'intégration.

En France, à la Sécurité sociale, nous votons tous dès lors que nous cotisons.

En entreprise, nous votons tous dès lors que nous travaillons.

Dans plusieurs pays européens, les immigrés participent aux élections locales.

Le Parlement européen lui-même s'est prononcé en faveur de ce droit.

Ensemble, réussir l'intégration des immigrés dans la société française, c'est possible.

Pour cela, il faut l'égalité dans tous les domaines, l'éducation, le logement, les rapports avec la police, la justice ou l'administration, la citoyenneté.

Célébrer le bicentenaire de la Révolution, c'est faire un pas en avant dans la conquête de l'égalité des droits.

Et pourquoi nous nous adressons aux parlementaires du pays où, il y a deux cents ans, furent proclamés les Droits de l'homme.

Il faut, sur tous les plans, que change la situation des immigrés, et cela doit être l'objet:

- D'UNE LOI CADRE POUR L'INTÉGRATION
- ET DU DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS AUX ÉLECTIONS LOCALES

## 89 PREMIERS SIGNATAIRES

Harlem DESIR, Hayette BOUDJEMAH, Malek SOUTH, Eric GHEBALI, Kaïssa TITOUS, Pierre AJOENBAUM, David ASSOULINE, Azouz BEGAG, Pierre BÉDIEU, Gérard BOULANGER, Joëlle BRUNERIE-KAUFFMANN, Jean-Denis BREDIN, Jean-François BATELIER, Jean BENGUIGUI, Breyten BREYTENBACH, Guy BEDOS, Pierre BERGE, Arié BENSHEMOUN, Patrice CHÉBAU, Mehdi CHAREF, COSTA GAVRAS, Véronique COLUCCI, Marie CARDINAL, Michel CANTAL DUPART, Antoine DE CAUNES, Julien DRAY, Marguerite DURAS, Gilles DELEUZE, Jacques DERRIDA, Manu BANGO, Isaac DE BANKOLE, Monique EWANGE EPEE, André FROSSARD, Luis FERNANDEZ, Max GALLO, Félix GUATTARI, Marcel GOTLIB, Mgr GAILLOT, Hervé HAMON, Marek HALTER, Bernard HENRY LEVY, Gérard KEFF, Guy KONOPNICKI, Christophe LAMBERT, Pascal LEGITIMUS, Maxime LEFORESTIER, LOUP, Hervé LEBRAS, Simone LACOUTURE, Jean LACOUTURE, Denis LAPOIRE, Guy LE NEQUANNIC, Mathilda MAY, Daniel MESGUISH, Christophe MALAVOY, P. MILLEZ, Denis MANUEL, Jean-Pierre MIGNARD, P. MINKOWSKI, Alain MANEVAL, Claude MAURIAU, Albert MEMMI, MATHIEU, NIAGARA, Yves NAVARRE, Sami NAIR, Georges PAU-LANGEVIN, Michel PICCOLI, Gilles PERRAULT, Frédéric POTTECHER, Kiki PICASSO, Patrick ROTMAN, Sonia RYKIEL, D. Willy ROZENBAUM, Françoise SAGAN, Yves SIMON, Yannick SIMBRON, SINE, SPANIN, Laila SEBAR, Pierre-André TAGUIEFF, Alain TOURAINE, Haroun TAZIEFF, Francis TERQUEM, Francis TEITGEN, Isabelle THOMAS, Pierre VIDAL-NAQUET, Jean-François VILAR, WOLINSKI.

## ET AUSSI...

J.-C. BARBARANT, Michel BERGER, P. BEZARD, M. BÉLUF, F. BRANDON, L. CATHALA, O. CESSOT, Y. COLLIN, CHEB KADER, J.-P. CHEVÈNEMENT, C. CHEYSSON, Michel DELEBARRE, P. BELFAU, B. DEROSIER, M. DESTOT, R. ERRACARET, Carlo FRECCERO, France GALL, E. GRACIA, Benoît GROUT, Roger HANIN, A. HAZAN, Edmonde HERVÉ, Jacques HIGELIN, P. JUQUIN, Jean KASPAR, ALBERTINE, R. LAMPS, J.-C. LESCOTNET, C. LABRES, V. LOUSTAU, J.-P. MAILLE, Alain MANEVAL, A. MARTINEZ, S. MERCIER, G. MORIN, Philippe NOIRET, Hélène PARMEPIN, Roland PETIT, Ernest PIGNON, P. BÉBÉROLLES, RENAUD, Bertrand RENOUVIN, J.-M. REYSSIER, K. SANLI, D. SCIORIA, Solly SMITH (ANC), Anne SYLVESTRE, J. TILLARD, D. TRICAUD, Antoine WAECHTER, G. WASSERMANN, M. WOLFF.

**PLUS DE 150 MAIRES ONT DÉJÀ SIGNÉ**  
**SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION NATIONALE**

## A L'APPEL DU COLLECTIF « 89 POUR L'ÉGALITÉ »

APTF, ARC-EN-CIEL, CFDT, CGT CORRECTEURS, CIMADE, CNAFAL, CNAL, CNCNF, FCPE, FEM, FETRANI, FIDL, JCR, JEC, LCR, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, MÉMOIRE COURTE, RÉNOVATEURS COMMUNISTES, MRG, MRJC, NAR, NOUVELLE GAUCHE, PSA, PSU, RIPOSTE, SAF, SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE, SNU, SNU-PEGC, SOS RACISME, UNEF ID.

**MEETING LE 8 FÉVRIER 89 A PARIS, SALLE DE LA MUTUALITÉ, 20 h 30**

Envoyez vos signatures à « 89 Pour l'égalité », 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 PARIS - Tél.: 48-06-40-00 - CCP 45-24-23 V PARIS

L'ensemble des signatures sera comptabilisé par huissier et déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

سكنا لالاحل





# Communication

Inculpé de forfaiture

## M. Michel Droit bénéficie d'un non-lieu

Le juge d'instruction du tribunal de Rennes, M. Guy Richard, a rendu, lundi 23 janvier, une ordonnance de non-lieu à l'encontre de M. Michel Droit. Le juge indique qu'il ne résulte pas de l'information des charges suffisantes contre M. Michel Droit, ni contre quiconque d'avoir commis la crime de forfaiture, ni contre quiconque d'avoir commis les infractions de corruption active ou passive.

L'inculpation avait été inculquée le 27 octobre 1987, par le juge parisien Claude Grellier, sur plainte de Radio Larsen. Cette dernière estimait que M. Michel Droit, membre de la CNCL, avait favorisé l'attribution d'une fréquence à Radio Coubertin. Mais le 30 octobre, l'avocat de M. Michel Droit déposait une requête en suspension légitime contre

le juge d'instruction. Tout en rejetant cette requête, la Cour de cassation avait, le 10 décembre, dessaisi Claude Grellier du dossier, confié désormais au tribunal de Rennes « pour une bonne administration de la justice ». Le juge renvoie à très vite l'estimation qu'il n'existe pas de charges suffisantes pour prouver la forfaiture. Le parquet lui avait pourtant demandé un supplément d'enquête à la suite de nouvelles révélations concernant l'académicien.

Entre-temps, en effet, le juge Grellier avait inculqué l'académicien de corruption passive. Une enquête de police avait révélé l'existence de liens financiers entre M. Michel Droit et le groupe de presse de M. Robert Hersant, dont il avait été

l'employé. Des liens qui semblaient incompatibles avec les fonctions de M. Droit à la CNCL. L'inculpation de l'académicien avait d'ailleurs été immédiatement suivie de celle de M. Yves de Chaisemartin pour corruption active.

Le 5 janvier 1989, une ordonnance du juge Grellier a renvoyé MM. Droit et de Chaisemartin devant le tribunal correctionnel. Une ordonnance dont le parquet a immédiatement fait appel pour vice de forme. C'est donc aujourd'hui à la chambre d'accusation de la cour d'appel de décider du sort du dossier.

« Je ne suis pas surpris », déclare M. Michel Droit à propos du non-lieu de Rennes, « parce que je savais depuis le début qu'il n'y avait rien contre moi. J'étais le premier

inculpé pour forfaiture en France depuis soixante-dix ans. Le précédent était un ministre soupçonné d'avoir fourni à l'ennemi les plans d'une contre-offensive pendant la guerre de 1914. » Pour Jean-Louis Bessis, avocat de Radio Larsen, cette décision « est tout sauf une surprise. M. Michel Droit et son conseil n'avaient-ils pas déjà annoncé leur non-lieu rennais par voie de presse en avril 1988 puis en juillet 1988 ? Ce qui est troublant, c'est qu'il ait fallu dix-huit mois pour estimer que les charges de forfaiture pesant sur M. Michel Droit n'étaient pas suffisantes. Il serait pitoyable que cette péripétie rennaise serve à masquer l'affaire centrale de la corruption ».

Les nominations au Conseil supérieur de l'audiovisuel

## MM. Mitterrand et Fabius ont désigné les six derniers « sages »

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est au complet. Après la désignation par M. Alain Poirer, président du Sénat, de M<sup>me</sup> Daisy de Galard et de M<sup>me</sup> Roland Faure et Francis Baile (le Monde du 25 janvier), le chef de l'Etat et le président de l'Assemblée nationale ont fait connaître leur choix. François Mitterrand a, comme le veut la loi, nommé le président de la nouvelle institution. Il s'agit de M. Jacques Boutet, conseiller d'Etat et ancien président de TF1. M. Boutet est nommé pour six ans. M. Mitterrand aura donc l'occasion, avant la fin de son mandat à la tête de l'Etat, de nommer le second président du CSA.

Les choix du président de la République se sont portés ensuite sur M<sup>me</sup> Geneviève Guichenev, journaliste présentatrice à « Soir 3 », puis sur RTL-TV, nommée pour huit ans, et sur Roger Burnel, président de l'Union nationale des associations familiales, nommé pour quatre ans. M. Laurent

Fabius a désigné, pour huit ans, M<sup>me</sup> Monique Augé-Lafon, inspecteur de l'éducation nationale. M. Bertrand Labrusse, seul rescapé, avec M<sup>me</sup> de Galard, de la CNCL, est nommé pour six ans. Le producteur et réalisateur de télévision Igor Barrère a un mandat de quatre ans.

Les choix de M. Poirer avaient séduit par leur modération. Ceux de MM. Mitterrand et Fabius intriguent et déçoivent quelque peu. On n'y trouve aucun des grands noms qui avaient circulé ces dernières semaines et peu de traces d'une ouverture politique. Certes, M<sup>me</sup> Guichenev, MM. Labrusse et Barrère sont des professionnels de la télévision mais on attendait aussi des personnalités ayant des compétences dans les domaines des nouveaux médias, des télécommunications et de l'industrie. Enfin, M. Boutet, qui prend la présidence du CSA, n'a pas laissé que des

bons souvenirs à TF1 lors de son passage à la tête de la chaîne en 1981.

Il semble que nombre de personnalités, pressenties ces derniers jours, se soient récusées devant la difficulté de la tâche. Le CSA, qui succède à deux institutions sacrifiées à l'alternance politique, devra en effet faire face à de redoutables échéances. Le dossier des radios locales est toujours explosif. Ceux du câble et du satellite sont loin d'avoir trouvé leurs équilibres. La désignation de nouveaux responsables du service public devra accompagner une réforme qui s'annonce difficile. Enfin, dès les prochaines semaines, les bilans des télévisions privées mettront les neuf « sages » devant une lourde responsabilité : se montrer plus ferme que la défunte CNCL, au risque d'aggraver les difficultés économiques de la 5 et de M 6.

J.-F. L.

### M. Jacques Boutet Un éphémère PDG de TF1

Les professionnels de l'audiovisuel étaient loin d'imaginer recroiser un jour ce haut fonctionnaire qui, en juillet 1981, avait débauché, tel un Martien, dans leur univers, tel un visiteur, les cadres d'espionnage, les journalistes et la mise en scène. M. Jacques Boutet avait en effet eu bien du mal à endosser les habits de PDG de



TF1 que lui avait attribués, en ce début d'été fiévreux de 1981, le conseil des ministres. Un cadeau empoisonné pour cet énarque aux amitiés plutôt socialistes, né le 16 mars 1928 à Rodez (Aveyron) auquel il manquait les codes, les références et la connaissance de l'audiovisuel pour maîtriser une chaîne secouée par des querelles politiques internes et sujette à moult pressions extérieures. Sa maladresse et un certain sectarisme critiques sans lui faire perdre optimisme et jovialité.

Auditeur en Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA en 1955, maître des requêtes en 1962, il est alors placé en détachement de longue durée, devenant ainsi notamment président de la chambre administrative de la Cour suprême d'Alger et directeur adjoint de l'Institut international d'administration publique. En 1978, il assiste M. Robert Fabre dans sa mission sur les problèmes de l'emploi et préside, en 1981, la commission de contrôle des émissions officielles de propagande électorale. Quittant la présidence de TF1 en septembre 1982 — la Haute Autorité y avait nommé Michel May — il prend la direction générale des relations culturelles au ministère des affaires étrangères jusqu'en 1985, avant de devenir président de la section des finances du Conseil d'Etat, et vice-président de la cour de discipline budgétaire et financière.

### M. Roger Burnel La voix des familles

Les associations familiales ont désigné un des leurs au sein du nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel, en la personne de M. Roger Burnel. Ce Normand de soixante-deux ans — il est né le 27 octobre 1926 à Hambye (Manche) — a toujours été un militant fervent de la cellule familiale, dont il explique en accordant à la présidence de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), en 1976, qu'elle « a un besoin permanent de liberté, de sécurité et de respect ».

Diplômé d'études supérieures de philosophie, puis professeur de 1948 à 1961, M. Burnel a ensuite pris le virage du privé en entrant en 1962 dans l'entreprise d'instruments de précision Jaeger, dont il dirigea la division horlogerie. Associé depuis 1980 des Progress SA et administrateur de l'UAP, membre du Conseil économique et social depuis 1976, cet ancien militant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et de l'UNEF, qui a souvent rencontré le président de la République afin de défendre devant lui la cause des familles, mais aussi des exclus, des handicapés et des immigrés au nom de l'UNAF, est aussi l'auteur de déclarations étonnantes. Ainsi, il défendait récemment dans un entretien avec la Croix le principe du mariage contre l'union libre, en expliquant que « sacraliser civilement ou religieusement l'amour, c'est le valoriser ». Nul doute qu'en une période où la violence et le sexe ont envahi les médias, M. Burnel saura faire entendre la voix des familles.

### M<sup>me</sup> Geneviève Guichenev Une professionnelle au regard critique

La rumeur donnait Christine Ockrent. Ce sera Geneviève Guichenev, qui, une fois encore, n'échappe pas à un rapprochement qui l'a toujours agacé. Fille d'un médecin de Bourgneuf-la-Forêt (Mayenne), elle interrompit, en 1977, une carrière de professeur d'anglais, puis d'interprète au département des relations culturelles et scientifiques des affaires étrangères, pour entrer à TF1. Ce ne sera qu'un passage éclair : en septembre de la même année, elle rejoint FR 3, où elle présente d'abord le Journal régional puis l'édition nationale, « Soir 3 », au redressement duquel elle participe largement, sous la houlette de son rédacteur en chef, Christian Dauriac.

L'amertume de Geneviève Guichenev n'en sera que plus grande lorsque en 1986, le nouveau directeur de l'information, M. Christian Bernadac, lui préfère Jacqueline Alexandre. Victime d'une « chaise

aux sorcières », elle se sent alors lésée et déçoit par tous ceux, qui, bien encore, courtoisement la voient de l'audiovisuel. Dégoûté mais pas inactif. Après un bref intermède à Super-Channel, la chaîne britannique de télévision par satellite, elle prend la rédaction en chef de RTL-télévision, dont elle présente l'édition du soir, en direct du Luxembourg. Forte de son expérience, cette benjamine du CSA (elle a quarante-deux ans) jettera sans doute un regard sans complaisance sur les flatteries que ne manquera pas de susciter sa nomination.

### M<sup>me</sup> Monique Augé-Lafon Inspecteur général de l'éducation

Normandienne, agrégée, présidente d'université, recteur : à cinquante-deux ans, M<sup>me</sup> Monique Augé-Lafon a franchi à vive allure, et avec le sourire, toutes les étapes de la carrière universitaire. Née le 26 mai 1936 à Argentan (Orne), ancienne élève de l'Ecole normale supérieure et agrégée de mathématiques, M<sup>me</sup> Augé-Lafon est nommée en 1958 maître de conférence, à l'université de Clermont-Ferrand. Professeur deux ans plus tard, puis à Toulouse (1967), elle est enfin nommée à l'université Paris XII-Créteil (1973), dont elle devient directrice de l'UER de sciences économiques en 1976, avant d'être élue présidente de l'université en 1982.

L'année suivante, elle est la première femme élue par ses collègues à la tête de la conférence des présidents d'université. A peine un an plus tard, elle est nommée recteur de l'académie d'Orléans-Tours puis, en 1985, de l'académie de Nice, où elle sera rapidement remplacée, en juillet 1986. Depuis cette date, elle était inspecteur général de l'éducation nationale et avait participé en 1987 aux groupes de réflexion et de travail réunis autour de M. Laurent Fabius, alors secrétaire national à l'éducation du Parti socialiste.

### M. Igor Barrère Un réalisateur passionné de vulgarisation

Ses hantises ? L'immobilité et le « déjà vu ». Sur les lieux de tournage, le réalisateur de télévision Igor Barrère affectionne le style baroudeur : veste de combat, col de chemise ouvert, regard perpennement aux aguets. Cet ancien élève du cours privé Saint-Louis-de-Gonzague, licencié ès lettres et docteur en médecine, né le 17 décembre 1931 à Paris, a choisi très tôt le camp des salubres plutôt que celui des notables.

Assistant en 1952 de René Clair et d'Orson Welles, il entre en 1954 à la télévision : où, profitant de sa formation, il crée de nombreuses émis-

sions médicales — « les Médicales », avec Etienne Lalou dès 1956, « Médicos à la une », récemment, sur TF1. Mais il participe ou dirige aussi des grands reportages et des documents qui font maintenant partie du livre d'or de la télévision (« Cinq colonnes à la une », avec Pierre Lazareff et Pierre Desgraupes, « Face à face », « En direct avec... », « Vingtième siècle », etc.), et des films qui lui valurent notamment un Lion d'or à Venise en 1962.

Collaborateur de nombreux ouvrages (Le Dossier confidentiel de l'euthanasie, En direct de la médecine, Le Médicaire de la liberté), ce réalisateur de télévision passionné de vulgarisation est aussi, depuis 1985, le maître d'œuvre d'Euro-médecine, colloque sur la recherche scientifique et médicale organisé régulièrement à Montpellier.

### M. Bertrand Labrusse De la CNCL au CSA

« Cher Bertrand... » Au-delà de ses clivages, voire des conflits féroces qui l'ont parfois traversé, la CNCL ne dédaignait pas les mondanités. Et disons-le tout net ! Bertrand Labrusse y était pour quelque chose, lui qui peut se targuer d'avoir fait rire le Paris des médias de son humour impitoyable.

Ancien élève de l'ENA, il se disait prêt, il y a quelques jours encore, à regagner la Cour des comptes où il avait débuté en 1959. Mais au fil d'une carrière qui l'a d'abord vu chargé de mission au Quai d'Orsay (1963-1965), conseiller technique dans différents cabinets de Maurice Couve de Murville (1966-1969), rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1971-1976), c'est son image de professionnel de l'audiovisuel qui a fini par s'imposer.

Il est nommé en octobre 1978 président par intérim de la SFP (Société française de production), poste qu'il retrouve en 1981 jusqu'à sa démission en 1986 alors que cette société a retrouvé un fragile équilibre financier. Quelques mois plus tard, M. François Mitterrand le nomme à la CNCL avec Catherine Tasso. Il y joue alors le rôle de lance de la contestation, chaque fois que l'instance présidée par Gabriel de Broglie s'engage dans des choix qui ne lui paraissent pas pluralistes. Le voilà... récompensé.

Galerie TENDANCES  
105, rue Quinquempois Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. 32 78 61 79

**OTTO DIX**  
1<sup>er</sup> décembre - 15 février

# A CES TARIFS VOUS POUVEZ MAINTENANT VOUS OFFRIR LE STYLE AMERICAN AIRLINES

NEW YORK	2 690 F
CHICAGO	3 660 F
MIAMI	3 850 F
WASHINGTON	3 100 F
HOUSTON	3 985 F
BOSTON	2 690 F
LOS ANGELES	4 450 F
SAN FRANCISCO	4 450 F
PHILADELPHIE	3 420 F



## American Airlines

Prix aller/retour au départ de Paris-Orly en Classe Économique, offre valable du 15 mars au 15 juin 1989. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et sujets à l'approbation gouvernementale. Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22.

حكايا من الامم

# Société

Un marché de 18 milliards de francs

## Arianespace va commander cinquante fusées Ariane

Arianespace, qui assure le lancement des fusées spatiales européennes, signera le 15 février un contrat de commande portant sur la fourniture de cinquante lanceurs Ariane-4. Annoncee mardi

24 janvier par M. Frédéric d'Allest, président-directeur général de la société, cette commande sans précédent représentera un marché proche de 18 milliards de francs.

A peine plus de six mois après son premier vol, effectué depuis le centre spatial guyanais de Kourou le mercredi 15 juin 1988, Ariane-4, la dernière née des fusées européennes, s'annonce comme le « cheval de bataille de l'Europe pour les dix années à venir », selon M. d'Allest. Les cinquante exemplaires de ce lanceur lourd, dont le lancement s'étagera de 1991 à 1999, seront construits par les principaux maîtres d'œuvre européens, parmi lesquels Aérospatiale, Matra, la Société européenne de propulsion (SEP) et la société ouest-allemande Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB). Avec un objectif clairement énoncé : donner à l'Europe, dans les prochaines années, les moyens d'assurer la moitié du marché des services de lancement de satellites du monde occidental. En attendant la mise en service du lanceur super-lourd Ariane-5, qui devra offrir à la fin des années 90 une réduction des coûts de mise en orbite plus grande encore.

En effet, la première conséquence de ce contrat sans équivalent sera — en passant à la production en série — d'abaisser considérablement le montant de fabrication des lanceurs. Selon les estimations des responsables d'Arianespace, cette stratégie pourrait réduire de 20 % les dépenses nécessaires à la construction des différents étages de la fusée. Equipée de ses quatre propulseurs d'appoint à liquide et à poudre, une Ariane-4 complète devrait ainsi coûter « entre 90 millions et 100 millions de dollars » — soit environ 620 millions de francs. Un prix de revient qui, à son tour, permettra à la société de proposer aux propriétaires de satellites des tarifs plus intéressants, face à une concurrence internationale de plus en plus sévère.

Concurrence américaine (avec notamment le lanceur Titan, auquel un important marché militaire assure de longues séries), mais peut-être aussi asiatique : l'arrivée prochaine de la Chine sur le marché des

lanceurs de satellite étrangers (le Monde du 25 janvier) pourrait modifier dans les prochaines années l'échiquier spatial international. Ce pays propose les services de ses pays voisins, voire inférieurs à ceux pratiqués dans le monde occidental.

Évoquant l'année qui vient de s'achever, M. d'Allest a précisé que le bénéfice net d'Arianespace, après impôt, atteignait en 1988 environ 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs. Avec un carnet de commandes s'élevant au total à trente-six satellites et neuf lancements programmés pour 1989 (dont sept assurés par des Ariane-4), Arianespace escompte des résultats comparables pour 1989. Premier vol de cette année : une Ariane-2 doit être lancée de la base de Kourou dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 janvier, afin de mettre en orbite un satellite de télécommunications international Intelsat-V.

CATHERINE VINCENT.

En raison d'un coût jugé trop élevé

## Le ministère de la santé décide de limiter l'utilisation d'un médicament destiné aux insuffisants rénaux

Le ministère de la santé a décidé de limiter l'utilisation d'un nouveau médicament permettant de soigner des personnes sous rein artificiel, atteintes d'anémie.

Une centaine de médecins spécialistes vont lancer dans quelques jours un « cri d'alarme », faisant

valoir que cette décision met en cause « leur liberté de prescription ». Du côté des pouvoirs publics, on souligne le coût élevé du médicament et la nécessité de limiter l'utilisation de ce produit qui ne pourra pas, en toute hypothèse, être prescrit chez l'ensemble des 18 000 Français insuffisants rénaux sous rein artificiel.

Le conflit était prévisible depuis l'annonce par les responsables de la firme pharmaceutique Ortho-Cilag (multinationale américaine Johnson and Johnson) de la commercialisation d'une hormone — l'érythropoïétine — naturellement synthétisée par l'organisme humain, où elle a la propriété de multiplier le nombre des globules rouges. « Compte tenu des prix exorbitants auxquels sont commercialisées certaines molécules pharmaceutiques produites par manipulations génétiques, nous sommes très inquiets pour les malades insuffisants rénaux », confiaient, il y a un an, des spécialistes (le Monde du 29 janvier 1988), alors qu'aucune indication n'était encore donnée sur le prix de vente de ce médicament. Compte tenu notamment des investissements réalisés par Ortho-Cilag pour obtenir cette substance que l'on ne savait pas jusqu'à présent fabriquer à l'échelle industrielle, ce prix correspond aujourd'hui à des traite-

ments compris entre 3 000 et 4 000 F par mois, soit près de 50 000 F par an. L'autorisation de mise sur le marché de l'érythropoïétine a été accordée en France il y a quelques semaines. Ce médicament devait être uniquement délivré dans les pharmacies d'hôpitaux. Au ministère de la santé, on souligne la nécessité de définir, en liaison avec la profession médicale spécialisée et avec les associations de malades, les situations auxquelles devra répondre la prescription de ce produit. On explique aussi que si la décision dans ce domaine devra être prise rapidement, « rien d'officiel n'a encore été arrêté ». Pour leur part, des médecins spécialisés en néphrologie — une centaine à ce jour — font actuellement circuler une pétition auprès de leurs confrères. « Nous lançons un cri d'alarme et alertons l'ensemble de l'opinion publique devant le grave problème d'éthique auquel nous allons être confrontés, expliquent-ils dans leur texte. Les malades que nous soignons

vivent grâce au traitement contraignant qu'est le rein artificiel. Bon nombre n'ont même pas l'espoir d'une greffe. L'anémie dont souffrent beaucoup de ces patients hémodialysés porte parfois gravement atteinte à la qualité de leur vie et impose des transfusions sanguines nombreuses non dénuées de risques. Un nouveau médicament permet de guérir cette anémie. Le ministère de la santé vient de décider de limiter la prescription de ce médicament à 10 % des malades hémodialysés. Cela est largement en dessous des besoins réels de ces patients. »

Selon ces médecins, cette proportion de malades ne pourra, en toute hypothèse, être inférieure à 30 %.

« Nous ne pouvons accepter le principe même d'un quota, poursuivait ces médecins. Il met en cause notre liberté de prescription. »

J.-Y. M.

### ÉDITION

#### Pour le développement des « librairies de création »

Quatre éditeurs — La Découverte, Gallimard, Minuit et Le Seuil — et le club de vente par correspondance France-Loisirs ont constitué une fondation : l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC). Lundi 23 janvier, ils ont présenté au Centre national des lettres leur association, à laquelle ont déjà adhéré seize autres éditeurs et un distributeur distique. Le ministère de la culture a confirmé que le directeur du livre, M. Gattegno, participera également à l'association.

Les librairies dites « de création » — elles sont deux cent cinquante à trois cents en France — sont celles qui consentent un effort pour diffuser et promouvoir les œuvres nouvelles dont la vente est lente ou difficile. Ce sont aussi celles qui offrent à leur public un fonds d'ouvrages importants. A Paris ou en province, notamment dans des villes moyennes, ce sont elles qui permettent aux éditeurs — et donc aux créateurs — de publier la littérature et la pensée vivantes. Mais le rôle culturel qu'elles remplissent se traduit pour elles par des charges financières supplémentaires et rend souvent leur existence fragile.

C'est pour les aider à assurer leur survie, à moderniser leurs structures, à améliorer la formation de leurs libraires que s'est créée l'ADELC. Elle interviendra sous forme de prêts, de soutien technique, de subventions d'exploitation ou d'aides de formation à partir des dossiers qui lui parviendront et qui seront étudiés par une commission exécutive.

Que quelques-uns des grands éditeurs soient à l'origine de l'initiative ne surprend pas. Il y a longtemps, par exemple, que Jérôme Lindon, le PDG des Éditions de Minuit, se bat sur tous les fronts pour sauvegarder en France un réseau de librairies de qualité. Il est plus surprenant — mais bien intéressant — que France-Loisirs, géant de la vente par correspondance — plus de 4 millions d'adhérents — participe à cette opération de soutien. On a pris conscience d'une solidarité d'intérêt à long terme qui dépasse largement la concurrence immédiate des réseaux de vente : « Sans un bon réseau de librairies, il n'y aura bientôt plus de bons livres, et s'il n'y a plus de bons

livres, il n'y a plus de France-Loisirs », déclare l'un de ses dirigeants.

Et il ne s'agit pas pour le numéro un mondial de la vente de livres par correspondance d'une participation symbolique : chaque adhérent de l'ADELC versera chaque année 15 pour mille de son chiffre d'affaires. France-Loisirs donne à lui seul 3 millions des 4 millions de francs qui ont été reçus par l'ADELC en 1988. Mais il ne s'agit nullement de philanthropie : « Nous avons besoin d'une édition forte, donc d'une librairie saine. Il n'y a pas de fatalité à ce que de bonnes librairies ne gagnent pas d'argent. »

Ce raisonnement pourtant est loin d'être encore partagé par tous. Si la liste des adhérents à l'ADELC est prestigieuse, on remarque néanmoins qu'aucun des éditeurs des deux grands groupes éditoriaux français — Hachette et le groupe de la Cité — n'en fait partie ; et plus que Flammarion, Laffont ou Albin Michel. Comme leur abstention n'est sans doute pas due à des motifs financiers, il faut supposer que ces groupes développent une autre politique de la librairie et du livre en général : « Nous ne voulons pas faire de discrimination entre un point de vente du livre et un autre, tous ont leur qualité et leur fonction, commente, officiellement, un responsable du groupe de la Cité. »

Le ministère de la culture et sa direction du livre sont, en tout cas, décidés à appuyer l'action de l'ADELC dont les fonds sont actuellement abrités par la Fondation de France : « Pour la première fois, souligne M. Gattegno, des éditeurs s'intéressent à la librairie autrement que par leur rachat ou par des prises de participation. »

PIERRE LEPAPE.

### JUSTICE

#### Pour avoir brutalisé un jeune homme Deux policiers municipaux de Wattrelos condamnés à trois ans de prison

Deux policiers municipaux de Wattrelos (Nord), qui avaient brutalisé et jeté par deux fois dans un canal un jeune homme âgé de dix-sept ans (le Monde du 15 septembre 1988), ont été condamnés, mardi 24 janvier, à trois ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Lille. Dans la nuit du 10 au 11 septembre 1988, les deux policiers municipaux, Patrick Gresset, trente-quatre ans, et Jean-Marie Declercq, trente-huit ans, avaient interpellé ce jeune garçon, français d'origine maghrébine, et sous prétexte de contrôler son identité ils l'avaient conduit dans les locaux de la police municipale de Wattrelos où le jeune homme avait été frappé. Par la suite, les policiers municipaux, après avoir enfermé le garçon, menottes aux poignets, dans le coffre d'une voiture de fonction, l'avaient conduit au bord du canal de Roubaix et jeté à l'eau à deux reprises. Un témoin devait alors alerter police-secours et le SAMU.

Révoqués, les deux policiers municipaux avaient été inculpés de violences avec préméditation, séquestration de personne et non-assistance à personne en danger, et écroués. Lors de l'audience du tribunal correctionnel, le 17 janvier, le procureur adjoint de la République, M. Serge Dintroz, avait requis une peine de dix-huit mois à deux ans de prison ferme contre les deux policiers. Les magistrats du tribunal correctionnel de Lille sont allés au-delà de ces réquisitions en condamnant les deux hommes à trois ans de prison ferme et à une peine d'amende de 20 000 F. La ville de Wattrelos et la Ligue des droits de l'homme, qui s'étaient constituées parties civiles, obtiennent 1 F de dommages et intérêts.

En marge de l'affaire Villemin

#### Quatre policiers contre trois journalistes

Quatre policiers du service régional de police judiciaire de Nancy, mis en cause gravement dans des articles publiés au mois de février 1988 par le *Républicain lorrain* et le *Figaro Magazine*, articles les accusant d'avoir fabriqué de fausses preuves matérielles dans l'intention de confondre Christine Villemin, soupçonnée de l'assassinat de son fils Grégory, ont réclamé, mardi 24 janvier, devant le tribunal correctionnel de Nancy, 4 millions de francs de

dommages et intérêts aux auteurs des articles et aux directeurs des publications concernées. Au terme d'une audience marathon de neuf heures, émaillée d'incidents de procédure, le tribunal a mis son jugement en délibéré au 14 février.

Les directeurs de publication des deux journaux ainsi que les trois journalistes, Jean-Claude Hauck, Catherine Lévy et Michel Serres, avaient été inculpés à la suite d'articles parus les 19 et 20 février 1988. Ces articles accusaient notamment les policiers d'avoir « parsemé » l'ancien domicile des Villemin de « morceaux de cordelette » identifiés à celle qui entravait le corps de Grégory, trouvé mort dans la Voie le 16 octobre 1984. Conseil des plaignants, M. François Biner, estimant « qu'il n'y avait jamais eu en vingt ans d'accusations aussi graves portées avec autant de légèreté envers des fonctionnaires de police », a demandé 500 000 francs de réparation par journal et pour chacun des quatre policiers mis en cause, le commissaire principal Jacques Corazzi, les inspecteurs principaux Jean-Pierre Pesson et Hubert Kimmel et l'inspecteur Hervé Bartolozzi.

Le procureur de la République, M. Bernard Aldige, évoquant « l'attaque outrée et grossière » des journalistes, a requis la publication intégrale du jugement dans les journaux incriminés ainsi que dans trois journaux au choix de la partie civile. Le procureur ne pouvait demander de sanction pénale, les faits reprochés se trouvant amnistiés depuis la loi du mois de juillet 1988.

Enfin, les avocats de la défense, qui ont demandé un sursis à statuer en attendant la fin de l'affaire Villemin, avaient fait citer six témoins susceptibles de venir appuyer les affirmations des journalistes. Le tribunal, se fondant sur des irrégularités de procédure, a refusé d'entendre ces témoins sur le fond de l'affaire, se limitant à des témoignages sur la bonne foi des prévenus. La défense a protesté contre cette situation.

#### Un règlement de comptes de « luxe »

Le 15 septembre 1988, Jamil n'était pas content. Son ami Nahas n'avait pas été « régulier » : il ne lui avait versé qu'une partie de la commission promise sur une « affaire ». Il lui a donc donné rendez-vous dans une chambre d'hôtel et, comme Nahas refusait d'être plus généreux, il le menaçait avec un revolver Smith et Wesson calibre 38 spécial. Nahas s'enfuyait dans les couloirs et Jamil tira les cinq balles qui contenaient son arme, l'atteignant à quatre reprises à la poitrine. Grièvement blessé, Nahas s'est hospitalisé pendant un mois.

Habituellement, la police appelle ce genre de fait divers « un règlement de comptes » et, pour la justice, c'est tout simplement « une tentative de meurtre ». Mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'un conflit opposant deux immigrés. Jamil Pacha est un milliardaire syrien qui demeure à Houston (Texas). Il vend des usines « clés en main », et c'est pour une affaire de moulin industrielle construite en République fédérale d'Allemagne et destinée à la Syrie que son compatriote Saeb Nahas, vice-président de la chambre de commerce franco-arabe, devait lui verser une « petite » commission de 3 millions de dollars américains. Comme il ne lui avait donné que 980 000 dollars, Jamil Pacha avait exigé la différence l'arme au poing dans une chambre de l'hôtel Plaza-Athènes.

Ce « contexte luxueux » est-il susceptible d'avoir impressionné la justice ? Toujours est-il que Jamil Pacha fut reçu en liberté après six mois de détention provisoire contre une caution de 800 000 F, et l'inculpation criminelle de tentative de meurtre s'est transformée en délit de « coups et blessures volontaires avec arme ». Il est vrai que M. Nahas avait pardonné, justifiant le retrait de sa constitution de partie civile en déclarant au juge d'instruction : « Je ne veux

pas qu'une erreur réponde à une erreur. »

Jamil Pacha était donc venu de Houston (Etats-Unis) pour comparaître, mardi 24 janvier, devant le dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Courtoisement, le président Jean-Louis Péro s'inquiéta du comportement de l'homme d'affaires : « Vous approchez des personnes très importantes, parfois même les grands de ce monde... Poliment, par le truchement d'un interprète anglais, Jamil Pacha s'expliqua son attitude : « Tout le monde a son point de rupture, je ne voulais pas lui faire de mal, je suis désolé de ce qui est arrivé. »

Dans un bref réquisitoire, M. Dominique Planchette, substitut du procureur de la République, a demandé une peine de trois ans et demi de prison avec sursis et six mois de prison ferme couvrant la détention provisoire, sanction que M. Pierre Jacques trouve suffisante et que le tribunal prononce peu après en ajoutant une amende de 42 000 F.

Au début de cette même audience, le tribunal, en invoquant le « trouble à l'ordre public », avait refusé une demande de mise en liberté présentée par un jeune Maghrébin, au casier judiciaire vierge, détenu depuis neuf mois sous l'accusation d'avoir voulu dérober la caisse d'un hôtel d'immigrés armé d'un pistolet à grenailles. Il sera jugé plus tard dans la box, entre deux gendarmes. Jamil Pacha, lui, va retourner à Houston sans être reconduit à la frontière et sans interdiction de séjour. Certes, aucune affaire judiciaire n'est comparable, mais les lourdes peines prononcées pour des actes bien moins graves envers des personnes qui ont elles aussi atteint leur « point de rupture » ne peuvent que ramener en mémoire le vers de La Fontaine :

Selon que vous serez puissant ou misérable... MAURICE PEYROT.

**L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST**

**VIENT DE PARAÎTRE**

**19<sup>e</sup> Édition**

L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST sous la direction de F. Barry et T. Schreiber

Union soviétique, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie : l'année politique, économique et sociale en 1988.

Notes et Études Documentaires, 284 p., 80 F.

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

31, quai Voltaire Paris 7 • Tél. (1) 40.15.70.00

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

**"UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE ET DE QUALITÉ"**

**Marceau Long**

Jean Massot et Jean Marinbert

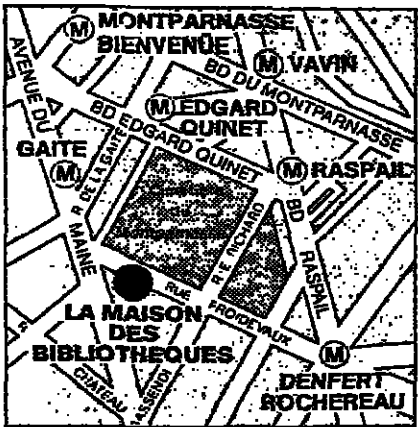
Le statut actuel du Conseil d'Etat et la réforme des juridictions administratives. Les activités du Conseil à travers ses fonctions consultatives, d'étude et juridictionnelles.

Notes et Études Documentaires, 296 p., 80 F.

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

31, quai Voltaire Paris 7 • Tél. (1) 40.15.70.00





# La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14<sup>e</sup>

**23**  
MAGASINS  
POUR  
VOUS  
GUIDER

ARPAJON : 13, Route Nationale 20 (200 m avant la sortie ArpaJon-centre) - 64.90.05.47 - BORDEAUX : 10, rue Bouffard - 56.44.39.42 - BRIVE (Point Expo) : 30, rue Louis-Latrade - 55.74.07.32 - CLERMONT-FERRAND : 22, rue Georges-Clemenceau - 73.93.97.06 - DIJON : 100, rue Monge - 80.45.02.45 - DRAGUIGNAN (Point Expo) : Zac de St-Hermentaire - 94.67.33.19 - GRENOBLE : 59, rue Saint-Laurent - 76.42.55.75 - LILLE : 88, rue Esquermoise - 20.55.69.39 - LIMOGES : 57, rue Jules-Noriat - 55.79.15.42 - LYON : 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville - Louis-Pradel) - 78.28.38.51 - MARSEILLE : 109, rue Paradis (métro Estrangin) - 91.37.60.54 - MONTPELLIER : 8, rue Sérane (près gare) - 67.58.19.32 - NANCY : 8, rue Piétonne St-Michel (face St-Epvre) - 83.32.84.84 - NANTES : 16, rue Gambetta (près rue du Coulmiers) - 40.74.59.35 - NICE : 2, rue Offenbach - 93.88.84.55 - POITIERS : 42, rue du Moulin-à-vent - 49.41.68.46 - RENNES : 18, quai Emile-Zola (près du Musée) - 99.79.56.33 - ROUEN : 43, rue des Charrettes - 35.71.96.22 - SAINT-ETIENNE : 40, rue de la Montat - 77.25.91.46 - STRASBOURG : 11, rue des Bouchers - 88.36.73.78 - TOULOUSE : 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin) - 61.22.92.40 - TOURS : 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles) - 47.38.63.66.

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

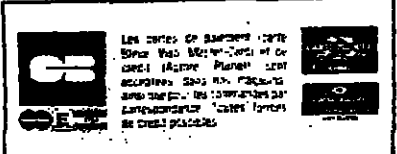
et à **PARIS**

61, rue Froidevaux, 75014

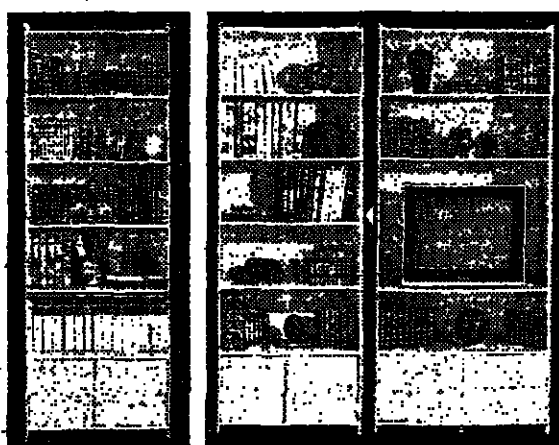
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h.

Métro : Denfert Rochereau - Gaité - Edgar Quinet - Bus : 28/38/58/68 - RER : Denfert Rochereau - SNCF : gare Montparnasse.

• CREDITS PERSONNALISES (après acceptation du dossier)  
• DEVIS GRATUITS • EXPEDITIONS FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE

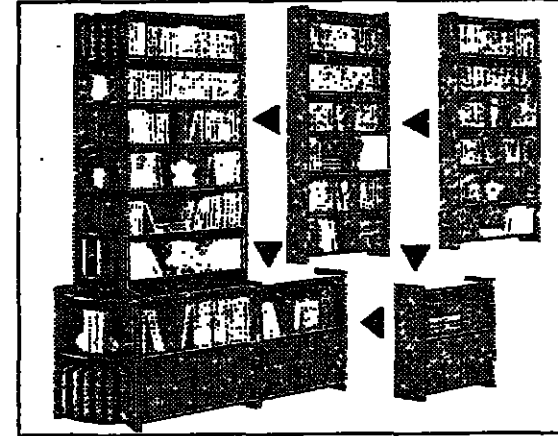
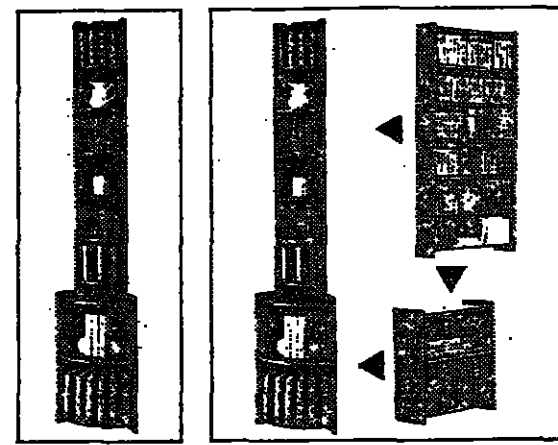


présente en permanence le plus grand choix de  
**BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®**  
pouvant former des ensembles à la mesure  
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES  
**JUXTAPPOSITION**  
ET  
**SUPERPOSITION**

SANS FIXATION MURALE  
DONC  
AISEMENT DEMONTABLES  
DEMEGEABLES A VOLONTE  
ET AGRANDISSABLES  
AU FIL DU TEMPS  
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"  
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en tréne clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en écajou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis plus de 30 ans.



DEMANDE DE CATALOGUE  
24 H/24 SUR ENREGISTREUR  
(1) 43.20.73.33

## NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part votre catalogue : 80 pages toutes en couleurs, avec photos, dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de chaque modèle. Merci.

☐ M. ☐ Mme NOM PRENOM  
☐ Mlle  
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

هكذا من الاصل

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Patricia et Jean-Philippe  
sont heureux d'annoncer la naissance de

**Clara,**

le 21 janvier 1989.  
Patricia Chapuis  
et Jean-Philippe Blanquis,  
184, rue Héroult,  
92190 Meudon.

— Ana-Béatrix,  
Philippe-Emmanuel  
et Gabriela CLIN,  
ont la très très grande joie d'annoncer la naissance, le 20 janvier 1989 de

**Edgar-Emmanuel,**

huitième petit-enfant de  
M<sup>me</sup> et M. Claude et Gérard Clin,  
et troisième petit-enfant de  
M<sup>me</sup> et M. Lella et Roberto de Saboya.

1, rue du Capitaine-Scott,  
75015 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Gilbert BRAHAMSHA,  
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

**Simon,**

le 16 janvier 1989, à Paris,  
chez Nozama et Brigitte INAZUMA.

P.O. Box 1, Khartoum,  
Soudan.  
126, rue La Fayette,  
75010 Paris.

## Mariages

— Paris, janvier 1989.

**Monique KISSEL**

et  
**Thierry BONDoux,**  
sont heureux de faire part de leur mariage.

— Le pont suspendu,  
Aux plantes grimpantes  
S'accrochent nos vies...  
(Matsuo Bashô).

## Décès

— Brigitte Beaujard,  
Max et Nicole Beaujard,  
Annie et Sigrid,  
La famille et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Denise BEAUJARD,**

née Legagneur,  
survenu le 24 janvier 1989, à l'âge de  
soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 27 janvier, à 8 h 45, en  
l'église Sainte-Bathilde, 43, avenue du  
Plessis, à Châtigny-Malabry, suivie de  
l'inhumation au cimetière nouveau local  
de Châtigny-Malabry, rue de l'Égalité,  
dans la sépulture de famille.

10, avenue de Robinson,  
92290 Châtigny-Malabry,  
14, allée de Clairbourg,  
91370 Verrières-le-Buisson.

— Nous apprenons le décès du

**général (CR)**

**Charles CHRISTIENNE**

(Né le 11 février 1920 à Lorient (Morbihan) et  
ancien élève de l'école de l'air à Salon-de-  
Provence (Bouches-du-Rhône). Charles Chris-  
tienne s'engage dans l'armée en 1943 les  
Forces armées françaises libérées en Grande-  
Bretagne. Il est notamment navigateur sur  
groupe de bombardement Lorraine jusqu'à la fin  
de la seconde guerre mondiale. Après plusieurs  
affectations sur des bases aériennes en France,  
il commande, entre 1953 et 1956, l'escadron  
de chasse de la base de Pau-Montélimar, dans  
la région pyrénéenne, qui sert aux missions  
secrètes du service de documentation extérieure  
et de contre-espionnage (SDCE), devenu en  
1982 la direction générale de la sécurité exté-  
rieure (DGSE). Après une série d'affectations,  
notamment au secrétariat général permanent  
de la défense nationale et à l'état-major de  
l'armée de l'air, il commande, en 1966, la  
base aérienne de Villacoublay avant d'occuper  
diverses fonctions de responsabilité à l'état-  
major des armées. Il est promu général de bri-  
gade aérienne en 1971. Il sera ensuite chef du  
service historique de l'armée de l'air, avant  
d'occuper, contre ordre de réserve (CR) la pré-  
sidence de la Fédération des officiers et sous-  
officiers de réserve républicains (FORR) et  
FSORH, qui rassemble des cadres militaires de  
sensibilité proche de la gauche communiste et  
socialiste).

— M<sup>me</sup> Jacques Gilbert-Collet,  
son épouse,  
Jacqueline et Stéphane,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> André Boulet,  
M. et M<sup>me</sup> François Jacquet,  
ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Sophie et Philippe,  
ses neveux et nièces,  
Les familles Babolat, Ghetamallah,  
Gilbert-Collet, Jacquet, Michel, Pascal,  
Sequetoux et Vivier,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jacques GILBERT-COLLET,**  
agréé de géographie,  
directeur-fondateur  
de l'école normale d'instituteurs  
du Val-de-Marne,  
commandeur  
de l'ordre des Palmes académiques.

survenu le 22 janvier 1989, en son domi-  
cile, à l'âge de cinquante et un ans.

La levée du corps aura lieu le ven-  
dredi 27 janvier, à 13 heures, en la salle  
de conférences de l'école normale d'in-  
stituteurs, route de Brévannes, Bonneuil-  
sur-Marne (Val-de-Marne).

L'inhumation se fera dans le caveau  
de famille, à 15 h 30, au cimetière de  
Taverny (Val-d'Oise).

— Le conseil d'administration de  
l'école normale d'instituteurs du Val-de-  
Marne. Les personnels et élèves-instituteurs,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jacques GILBERT-COLLET,**  
agréé de géographie,  
directeur-fondateur  
de l'école normale du Val-de-Marne,  
commandeur  
de l'ordre des Palmes académiques.

Un hommage solennel lui sera rendu  
vendredi 27 janvier, à 13 heures, à  
l'école normale du Val-de-Marne, route  
de Brévannes, Bonneuil-sur-Marne.

Les témoignages pourront être portés  
à partir de 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fleurs acceptées, dons à la recherche  
contre le cancer.

Chèques à l'ordre du foyer socio-  
éducatif ENI 94.

— M<sup>me</sup> Paul Giroud,  
son épouse,  
Jean-Paul Giroud,  
son fils,  
Et Paul Johan,  
son petit-fils,  
ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Paul GIROUD,**  
membre de l'Académie nationale  
de médecine,  
chef de service honoraire  
de l'Institut Pasteur,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
médaillé d'or des épidémies.

survenu le 21 janvier 1989, dans sa  
quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi  
26 janvier à 8 h 30, en l'église Saint-  
Jean-Baptiste-de-la-Salle, rue du  
Docteur-Roux, 75015 Paris.

Une assemblée aura lieu à 16 heures, ce  
même jour, en la cathédrale de Moulins.  
L'inhumation se fera au cimetière de  
Moulins, dans le caveau familial.

(Né le 6 juin 1908, à Hainay (Allier), le docteur  
Paul Giroud fut l'assistant du professeur  
Charles Nicolle. Chef du service des réacti-  
vités à l'Institut Pasteur, de 1940 à 1968, on  
lui doit en particulier la mise au point du vaccin  
contre le typhus.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Max GRIGNON,**

professeur honoraire  
au lycée de Saint-Cloud,  
ancien résistant,

survenu le 22 janvier 1989, dans sa  
quatre-vingt-septième année.

De la part de M<sup>me</sup> Max Grignon,  
son épouse,  
Madeleine et Jean Cerf,  
ses enfants,  
Hélène et Eric Danon,  
ses petits-enfants,  
Et ses arrière-petits-enfants.

Les obsèques auront lieu dans la plus  
stricte intimité.

— M<sup>me</sup> Etienne Harispe,  
ses enfants et petits-enfants,  
font part du décès de

**Etienne HARISPE,**

à Paris, le 23 janvier 1989.

Une messe sera célébrée le samedi  
28 janvier, à Saint-Séverin, sa paroisse,  
à 11 heures.

Le souvenir de son fils  
**Louis-Edmond** sera associé.

— Alain,  
son mari,  
Alexandre et Jean-Baptiste,  
ses fils,  
La famille Biffi,  
La famille Krasler,  
Albert et Aude Dingli,  
ont eu le douloureux chagrin de perdre

**Elisabeth KREISLER,**

née Biffi,  
décédée le 21 janvier 1989, dans sa  
quarante-deuxième année, au terme  
d'une longue maladie supportée avec un  
grand courage.

Service religieux le 25 janvier, à  
15 h 30, en l'église Saint-Thérèse de  
Boulogne, suivi de l'inhumation au  
cimetière ancien de Boulogne.

— Comment pourrais-je jamais vous  
oublier, puisque je n'ai pas à me souve-  
nir de vous : vous êtes le présent qui  
s'accroît.

**René Char** (Le Poème pulvérisé).

147, rue de Sully,  
92100 Boulogne.

— Jacky Coolen,  
Berka Lazerges, Antoine, Alexandre,  
Thomas et Sarah,  
Les familles Laporte, de Baecque et  
Polakoff,  
Ses amis et proches.

ont la douleur de faire part du décès de

**Catherine LAPORTE-COOLEN,**  
survenue à l'Hôpital américain de  
Neully, le 24 janvier 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
Levée de corps le jeudi 26 janvier,  
à 10 heures.

Obsèques en l'église de Ciboure, le  
29 janvier à 10 h 30.

79, boulevard Malesherbes,  
75008 Paris.  
Résidence Gregorio,  
place des Recollets, Ciboure,  
64500 Saint-Jean-de-Luz.

— M. Jean Massis,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Laurence Massis,  
M. Philippe Massis,  
M. et M<sup>me</sup> Thierry Massis,  
ses enfants,  
Ses huit petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Edouard Heibronner,  
sa sœur,  
Ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Jean MASSIS,**

née Marie-Louise Oppenheim,  
survenue le 21 janvier 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis,  
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16,  
suivie de l'inhumation au cimetière de  
Varengueville-sur-Mer (Seine-  
Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Jacqueline Millot,  
son épouse,

**Jean-Marie et Nicole Millot,**

Etienne et Vanessa,  
Marie-Agnès et Patrice Froc,  
Laetitia et Benjamin,  
Madeleine Millot,  
Lucien et Yvette Millot.

M<sup>me</sup> André Salar  
et sa famille,

font part du décès du

**docteur Jean MILLOT,**

ancien chef de clinique cardiologique  
à la faculté de médecine de Paris,  
directeur d'enseignement clinique  
à l'université Paris-VII,  
chevalier de l'ordre national du Mérite.

survenu le 16 janvier 1989, dans sa  
soixante-neuvième année, dans la paix  
et l'espérance.

Le service religieux a eu lieu dans la  
plus stricte intimité en l'église Sainte-  
Marie des Batignolles, à Paris-17, suivi  
de l'inhumation au cimetière parisien de  
La Villette.

— Notre ami

**Patrick NIPOTE,**

nous a quittés.

Une messe sera célébrée le lundi  
30 janvier, à 18 h 30, en l'église Saint-  
Roch, 296, rue Saint-Honoré, 75001  
Paris.

— M<sup>me</sup> Paul Parpaïs,  
née Lucienne Cadet,  
Jean et Calixte Parpaïs,  
née Rostand,  
Sylvain et Julie Parpaïs,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Parpaïs,  
Les familles Parpaïs, Cadet, Michon,  
Courange, Andrieux, Monnier, Rolland,  
Bruneau, Chaulat et Lemoine,  
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès, le  
20 janvier 1989, de

**Paul PARPAÏS,**

à l'âge de soixante-deux ans.

4, square Bugeaud,  
92360 Meudon-la-Forêt.

— Le conseil d'administration  
Et la communauté scolaire du lycée  
Pierre-de-Fermat de Toulouse,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Claude RIVALS,**

ancien élève  
de l'école normale supérieure  
de Saint-Cloud,  
professeur agrégé de sciences physiques  
aux grandes écoles scientifiques.

2, rue Bégna-Devid,  
31400 Toulouse.

— M<sup>me</sup> Marc de la Serre,  
son épouse,  
Stéphane, Cécile, Eric,  
ses enfants,  
Le général et la baronne du Passage,  
ses beaux-parents,  
M. et M<sup>me</sup> Guy de la Serre  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> René de la Serre,  
M. et M<sup>me</sup> Yves de la Serre  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Hubert de Sazilly  
et leurs enfants,  
Ses frères, sœur, belles-sœurs, beau-  
frères, ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Marc de la SERRE,**

sous-directeur  
au ministère de l'Industrie  
et de l'aménagement du territoire,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
survenu le 18 janvier 1989, dans sa cin-  
quième année.

Les obsèques ont eu lieu à Raquin-  
ghem (Pas-de-Calais) dans l'intimité  
familiale.

Une messe sera célébrée à son inten-  
tion le lundi 13 février, à 18 heures, à  
Paris, en l'église Saint-Germain-  
des-Prés, 75006 Paris.

— M. Christian Marbach,  
directeur général de l'Industrie,

M<sup>me</sup> Maud Bailly-Turchi,  
sous-directeur,  
ancien secrétaire général de la direction  
générale de l'Industrie et de l'amé-  
nagement du territoire.

Et leurs collaborateurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Marc BARBIER de la SERRE,**

sous-directeur,  
ancien secrétaire général de la direction  
générale de l'Industrie,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
survenu dans sa cinquième année, le  
18 janvier 1989.

(Né en 1938, M. Marc Barbier de la Serre,  
ancien élève de l'école navale, est entré au  
ministère chargé de l'Industrie en 1970.  
Administrateur civil en 1974, il est nommé  
en 1982 sous-directeur d'administration cen-  
trale puis ensuite de la direction générale  
de l'Industrie, nouvellement constituée, à par-  
tir de la fusion de la direction générale de  
l'Industrie et de la direction générale de la  
recherche de Champagne-Ardenne. Nommé en  
1987 secrétaire général de la direction générale  
de l'Industrie, nouvellement constituée, il par-  
ticipa activement à sa mise en place en tant que  
proche collaborateur du directeur général.)

— Le bâtonnier Gérard Cahn et M<sup>me</sup>,  
Leurs fils et petits-fils,  
M. et M<sup>me</sup> François Wormser  
et leurs filles,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Wormser  
et leurs filles,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Wormser  
et leurs enfants.

Et toute la famille,  
ont la tristesse d'informer du décès de

**M<sup>me</sup> René WORMSER,**

née Suzanne Ruff,

survenue le 23 janvier 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité de la famille.

23, rue de Turenne,  
90000 Belfort.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Pawlowsky  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Berger  
et leurs familles,  
Et leurs familles,

remercient tous leurs amis d'avoir montré  
leur affection à l'occasion du décès de

**Charles PAWLOWSKY,**

dont l'inhumation a eu lieu, vendredi  
20 janvier 1989, au cimetière du Père-  
Lachaise.

— M<sup>me</sup> Louis Roché,  
Ses enfants et petits-enfants,  
très sensibles aux nombreuses marques  
de sympathie reçues lors du décès de

**M. Louis ROCHÉ,**

prient de trouver ici l'expression de  
leurs plus sincères remerciements.

## Anniversaires

— Paris, Grasse.

La famille de

**Georges FEINTUCH**

rappelle son souvenir à l'occasion du  
1<sup>er</sup> anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans,

**Michèle**

nous quitte.

Notre chagrin est immense.

— Il y a deux ans,

**Régine ROUSSEAU**

nous quitte prématurément.

— Tu es toujours là.

87220 Feytiat.

## Avis de messes

— Une messe sera célébrée à l'inten-  
tion du président

**Georges BIDAULT**

le mercredi 1<sup>er</sup> février prochain, en  
l'église Saint-Louis des Invalides, à  
18 h 30.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-I. — Le samedi  
28 janvier, à 9 h 30, salle 308, entrée  
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,  
escalier L (Sorbonne), M. Francis  
Freundlich : « Le monde du jeu à Paris  
au XVIII<sup>e</sup> siècle ».

— Université Paris-I. — Le samedi  
28 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard  
(Sorbonne), M. Jean-Claude Waquet :  
« Le système des finances toscanes sous  
les derniers Médicis (vers 1670-vers  
1750) : recherches sur la stabilité des  
institutions dans les anciens Etats ita-  
liens ».

— Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne). — Le lundi 6 février, à  
9 h 30, salle 308, entrée 1, rue  
V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, esca-  
lier L (Sorbonne), M. Christian Vey-  
seyre : « Les implications morales de la  
notion d'existence chez Heidegger et  
Sartre ».

— Université Paris-I. — Le lundi  
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée  
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,  
escalier L (Sorbonne), M. Elie Cohen-  
Gower : « Eléments pour une philoso-  
phie de l'éducation : promouvoir la  
croissance consciente de l'être en tant  
qu'individu ».

# Société

## Les célébrations parisiennes du Bicentenaire

### Nivôse à la Concorde

Un vrai temps de nivôse ! Et  
pourtant, à voir Pierre Mauroy assis  
mardi soir 24 janvier à la gauche de  
Jacques Chirac, on se prendrait à  
imaginer que la concorde renaissait  
dans le vieux pays gaulois. Comme  
si, après deux siècles, jour pour  
jour, la supplice formulée par la  
royale convocation des Etats géné-  
raux avait été entendue : les « abus  
de tout genre » allaient être  
réformés et la « félicité publique »  
assurée.

Le maire de Paris avait choisi  
l'anniversaire de la signature par  
Louis XVI de la lettre qui signifiait  
son intention de tenir trois mois  
plus tard les « Etats libres et géné-  
raux » pour ouvrir la célébration par  
la Ville de Paris du bicentenaire de  
la Révolution. L'occasion elle-  
même ne manquait pas de...  
noblesse. Les huit statues qui, sur  
la place de la Concorde, illustrent  
chacune une grande ville française  
symbolisent l'unité de la nation.  
Rongées par vents, gels et orages,  
ces statues avaient dû se relayer  
menées à l'automne 1987 se ter-  
minant. Le groupe des banques  
CIC s'appropriait à honorer le plus  
gros moitié de la facture, près de  
6 millions de francs. La Ville de  
Paris réglerait l'autre moitié ou  
presque (5,8 millions de francs), le  
solde de 1,5 million incombant au  
ministère de la culture. On pouvait  
donc « rendre les statues au  
public ».

Ce qui fut fait, promptement  
mais en fanfare. Lecture de l'écrit  
de convocation par le comédien  
Henri Poitou et de la déclaration  
d'ouverture par le maire de Paris.  
Cinq mille petits ballons lâchés par  
des enfants s'envolèrent dans la nuit.  
Roullements de tambour des Petits  
Poufots de Montmartre. Et, tandis  
que trompettes et trombones  
jouent l'« Ode de Monteverdi », les  
corolles tricolores qui voilent les  
statues glissent deux par deux et s'effa-  
cent. Des cloches sonnent dans les  
haut-parleurs et Heindel remplace  
Monteverdi. Haendel, l'Allemand  
nourri d'italianisme et mort en  
Angleterre ? L'Europe flamboie. Au  
milieu de la place, les fontaines de  
Hector s'embranchent, mêlant l'eau et  
le feu. En seize minutes, tout est  
accompli.

Avec un arrière-goût glacé qui  
s'attarde. Nivôse encore, tout pro-  
che puisque pluviôse ne régnait, au  
dire du calendrier, que depuis trois  
jours. Pas seulement. Cette trône  
aussi : Jacques Chirac et Pierre  
Mauroy côte à côte, certes. Mais  
des huit maires de la province,  
trois, pas plus, s'étaient défilés :  
celui de Lille, Georges Karbat  
(Brest, RPR) et Michel Chauby  
(Nantes, RPR). Ceux de Strasbourg  
(Michel Rudloff, UDF), Bordeaux  
(Jacques Chaban-Delmas, RPR) et  
Rouen (Jean Lecanuet, UDF)  
s'étaient fait représenter. Lyon et  
Marseille, elles, étaient franche-  
ment absentes. Absentes, les deux  
villes qui partagent avec la capitale  
un statut particulier. Absentes, les  
deux, cités traversées de vents  
contraires en cette période électo-  
rale. Peut-être, avant de décider ou  
non de leur venue, les deux maires  
avaient-ils médité devant l'image  
de la statue qui représente leur ville  
place de la Concorde : François-  
co Colombe (UDF) n'a dû guère  
apprécier l'écheveau, fil-à-de-soie,  
qui ténue la pensée lyonnaise. Ni  
Robert Vigouroux (socialiste) la dis-  
parition du rempart d'olivier des  
maires de Marseille le superbo.

CHARLES VIAL.

## SPORTS

### TENNIS : les Internationaux d'Australie

#### Le grand retour d'Ivan Lendl

Les demi-finales des Interna-  
tionaux d'Australie de tennis  
opposent, vendredi 27 janvier,  
le Tchèque Ivo Lendl et son compa-  
triot au Soudan Jan Gunnarsson  
et l'Autrichien Thomas  
Muster au Tchèque Ivo Lendl, qui a éliminé, mardi,  
l'Améric



# Le Monde CAMPUS

UN ARTICLE DE M. LIONEL JOSPIN

## Construisons ensemble l'école de demain

(Suite de la première page.)

L'enseignement secondaire s'est trouvé déséquilibré. C'est à son niveau que l'inflation des horaires et des programmes a été la plus forte. C'est à son niveau que la rigidité des parcours scolaires et l'orientation sans recours ont causé les dommages les plus importants.

L'enseignement technique, longtemps laissé à la lisière de l'enseignement « noble », a souffert du manque de moyens. Pourtant, c'est peut-être là depuis quelques années que le contenu novateur a été le plus grand.

L'enseignement supérieur est sans conteste celui qui a le moins supporté la croissance des effectifs. Le fait que mai 1968 ait commencé en son sein, et qu'il ait connu, avec les lycées, les événements de décembre 1986, n'est sans doute pas un hasard. Il n'a pas reçu les moyens d'accueillir dans de bonnes conditions la masse des étudiants en allant culture générale et professionnalisation.

Je ne voudrais pas laisser croire que j'attribue la responsabilité de ces retards aux enseignants ni à mes prédécesseurs. Beaucoup se sont engagés dans des réformes, beaucoup ont pris des mesures sans lesquelles le système se serait effondré. Tous ont presque manqué de temps et de moyens. François Mitterrand a compris la nécessité de changer de cap et a fait de l'éducation nationale la priorité du nouveau septennat. Il m'incombe d'en proposer la politique. Il sera indispensable de nous en donner les moyens et pendant plusieurs années. Ne manquez pas ce rendez-vous historique.

C'est par l'amélioration de la qualité que l'on répondra aux besoins exprimés en quantité. En retour, l'augmentation de la quantité contribuera à améliorer la qualité. L'étude faite récemment par deux sociologues de l'éducation (sous le titre *Le niveau monte*) vient de le montrer.

La Suède a une belle équipe de tennis parce qu'elle a de nombreux pratiquants de ce sport. Les Etats-Unis ont beaucoup de Prix Nobel, parce qu'ils sont aussi les premiers en nombre d'étudiants par habitant.

Pourtant, pour amplifier l'effet du couple qualité-quantité, il faut y ajouter un troisième élément : la diversité.

Les hommes sont divers, leurs talents, leurs qualités, leurs profils sont multiples. Décider qu'il existe un cursus majeur, une matière noble, un profil idéal, c'est se priver de tous ceux qui n'entrent pas dans le moule. Contrairement à une idée trop répandue, la diversification des modes de contrôle des niveaux, des universités, des cursus n'est pas contraire à l'égalité républicaine. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut veiller à ne pas la rigidifier. Si, sous couvert d'orientation, l'école effectue une sélection prématurée, sans recours, elle sélectionne les enfants dont le milieu ou les aptitudes permettent de déterminer précocement. Einstein ou Pasteur n'étaient pas de ceux-là.

### Apprendre

#### la fraternité

La gestion du temps est l'une de nos préoccupations dominantes. L'adaptation de notre système d'enseignement au monde moderne ne saurait résulter d'une révolution brutale, les moyens nécessaires doivent être étalés dans le temps. Pourtant, si nous n'avons pas assez vite, la situation conduira à un désenchantement.

Il faut donc agir sans délai en sachant que toute action entreprise aujourd'hui ne pourra donner des résultats profonds que dans trois ou dix ans.

Aller vite sur tout ce qui détermine l'avenir : infrastructures,

formation des maîtres, réflexions sur les contenus, revalorisation de la fonction enseignante. Aller lentement sur les changements qui peuvent heurter enfants, parents ou enseignants sans méconnaître l'évolution des mentalités, etc.

Un autre de mes soucis est l'Europe. C'est au niveau de l'école que se forgeront la capacité de la France et sa conscience de l'identité européenne. Cela demande que nous amplifions pour nos enfants, notre jeunesse, nos enseignants, les échanges, les contacts, les stages. La présidence française nous fournira l'occasion de faire des propositions. L'école doit avoir pour but de former les femmes et les hommes de demain, de leur permettre de gagner leur vie, de trouver et d'assurer un métier, et plus encore d'assumer leur vie.

### Un processus

#### continu

Les experts prévoient que dans le futur chacun devra se reconverter ou tout au moins s'adapter à des conditions nouvelles de travail. L'équilibre sera à trouver entre une nécessaire préparation à la professionnalisation et une culture générale permettant cette souplesse d'adaptation que requiert désormais notre société. Mais l'évolution du monde moderne, c'est aussi l'augmentation du temps libre, journalier, hebdomadaire, annuel, et celui de la retraite. Pour beaucoup d'hommes et de femmes dont la perspective passée était d'abord de survivre, le problème de demain va être de vivre. La formation qu'ils auront reçue à l'école, le goût de la lecture, de la culture, du sport, de l'esprit de groupe seront autant d'éléments qui leur permettront de bénéficier pleinement de ce temps libre. La lutte contre la drogue, la délinquance ou la dépression passe aussi par l'éducation. La fraternité s'apprend d'abord à l'école dans la diversité des enfants, de leurs origines, de leurs cultures, de leurs religions.

L'école doit à la fois apprendre le goût du travail et la joie de vivre. Elle doit former des hommes et des femmes mais aussi des citoyens. Apprendre l'épanouissement individuel et la vie en groupe et dans la société.

Naturellement chacune de ces questions se pose différemment aux divers niveaux de nos enseignements. A l'école élémentaire la formation de base prime. Lire, écrire, compter restent des exercices imposés sur lesquels se greffent et se développent de multiples illustrations. A l'école élémentaire, il faut que les enseignements soient harmonisés, coordonnés, tout en laissant se développer le talent et l'imagination des maîtres. Même si elle est décentralisée dans sa gestion, l'école doit rester unique dans la formation qu'elle donne.

Au collège et au lycée, le double souci de donner des formations de base communes, d'apprendre à apprendre et d'apprendre à choisir, doit amener à concevoir, autour d'un tronc commun, des parcours flexibles à options multiples, sans orientation précoce.

A l'université, où se crée et se diffuse le savoir, il se préparent les cadres de demain, professionnalisation, adaptation, évolution rapide des contenus des enseignements doivent être la règle. La diversité des méthodes, des styles, des parcours permettra seule d'accueillir les talents divers dans des filières multiples et variées.

L'éducation est un processus continu. Il faut lier soigneusement les divers ordres d'enseignement et les contenus pédagogiques auxquels ils correspondent.

Garder la division : école, collège, lycée, université, est une bonne manière de marquer les étapes de l'éducation. Ces divers



cycles correspondent à l'évolution des enseignements. Pour autant, l'ensemble de la profession a droit à un égal respect et à une égale considération. J'y veillerai.

Certes il est nécessaire d'introduire dans le système éducatif la notion d'évaluation, la notion d'excellence dans le travail, de promotion récompensant la qualité : évaluation des hommes, de leurs performances, de leurs résultats, évaluation des établissements, des filières, des modalités d'enseignement, des responsabilités... Mais rien ne se fera dans l'éducation sans la participation et plus encore l'adhésion de tous les personnels de l'éducation nationale et tout d'abord des enseignants. La prise en compte de leurs problèmes, de leurs espoirs, de leurs critiques, de leurs revendications, de leurs suggestions doit être au cœur de notre démarche. Oui, ils doivent être revalorisés, d'abord financièrement mais aussi par leur place et leur statut dans notre société. Le dialogue social qui s'engage avec les syndicats doit être le plus ouvert et le plus constructif possible.

### Une large

#### participation

Le processus de revalorisation financière obéit à des règles clairement définies, le gouvernement et, d'abord, le premier ministre fixent les enveloppes, il m'appartient après concertation de proposer la manière de les répartir. Tous les systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients et je n'ai pas d'idées fixes *a priori*.

Le processus d'élaboration de la loi d'orientation devra associer les enseignants mais au-delà l'ensemble du pays : il aura pour but de définir des objectifs clairs autour desquels le plus grand nombre de Français pourront se retrouver. J'appelle à une large participation. C'est dans cet esprit que j'aborde la phase de négociations et de discussions que j'ouvre avec tous les partenaires du système éducatif, afin de construire ensemble l'école de demain.

A la démarche législative, je veux ajouter une approche pragmatique, progressive et continue. En ouvrant des chantiers successivement, nous allons nous efforcer de modifier progressivement le paysage, sans heurts et sans recherche du spectaculaire.

Cette politique de chantiers multiples impliquera une intense concertation. Nous devons chercher à mobiliser les très nombreux talents qui existent dans l'enseignement et à l'extérieur. Au lieu d'inhiber les imaginations dans des convictions figées, nous allons chercher à faire travailler sur des sujets concrets où les compétences s'expriment le mieux. J'en donne ici une liste non exhaustive

mais faite pour illustrer une méthode.

### Les enseignements supérieurs

Meurtris par des années difficiles, ponctuées souvent par des affrontements stériles et un manque constant de moyens, ils ont besoin d'une action en profondeur. Nous nous sommes engagés dans une entreprise de rénovation autour de quelques axes essentiels.

— La dynamisation de la recherche universitaire et des études doctorales : avec le ministre de la recherche, nous nous sommes fixés l'objectif de doubler le nombre de nos thèses. Pour cela nous avons mis en place un système d'allocations revalorisées, dont le nombre, la durée vont être accrus.

— La politique contractuelle avec les universités : sa mise en place, allée à une simplification des règles de gestion, fera entrer en pratique une réelle autonomie des établissements d'enseignement supérieur dans des conditions compatibles avec leur mission de service public, tout en garantissant la diversité. Les schémas académiques concertés, des formations post-baccalauréat permettront d'améliorer l'accueil des étudiants et leur réussite dans les premiers cycles universitaires.

Un plan de construction et de rénovation des campus : il devrait permettre, avec le concours de tous, de redonner à nos universités une allure architecturale et urbanistique digne d'elles.

Enfin c'est capital, une revalorisation importante de la condition étudiante va être entreprise. Elle concernera les bourses, les logements, les bibliothèques...

### La formation des enseignants

C'est là, une priorité essentielle. Nous proposons de créer des instituts universitaires de formation des maîtres dans lesquels se formeront, par académie, instituteurs, professeurs de collège et de lycée. Dans ces instituts de niveau universitaire enseigneront des maîtres relevant de tous les ordres d'enseignement : ils développeront ensemble des équipes de recherche pédagogique décentralisées.

Pour le supérieur, avec la création progressive du monitorat et des centres d'initiation à l'enseignement supérieur, nous mettrons en place aussi un système de formation.

Mais la formation initiale ne saurait suffire dans un monde où les savoirs changent si vite. La place de la formation continue départementale et académique sera décisive.

### Les contenus et les modalités des enseignements

Ils sont le cœur même de l'école. Je désire mettre fin à l'empilement des connaissances,

engager ou plutôt amplifier un dialogue avec les enseignants, les parents d'élèves, les collectivités locales, les associations, les centres culturels, pour bâtir un système qui sera diversifié mais qui assurera l'accueil dans l'école mais aussi autour d'elle.

### École et médias

J'ai dit que c'était là l'un des enjeux essentiels pour l'avenir. C'est là où nous avons besoin d'une réflexion profonde et d'une évolution des esprits. Une série de mesures importantes seront prises en liaison avec mes collègues, responsables de la culture et de la communication. Elles sont actuellement à l'étude.

### Moderniser et déconcentrer la gestion

Tous ces efforts impliquent une évolution dans les structures mêmes de l'éducation nationale, dans ses pratiques de gestion et d'évaluation.

L'administration de l'éducation nationale est de qualité : pourtant sa structure trop centralisée et trop réglementée ne permet pas assez aux talents individuels de s'exprimer. Il faut assouplir, simplifier et déconcentrer.

Mais l'éducation nationale n'est pas une entreprise, c'est un service public. Pourrait-on admettre que sous prétexte d'autonomie (mais d'une autonomie sans frein) soit remise en cause l'égalité des chances ? Peut-on admettre qu'il n'existe pas de cohérence nationale dans le statut et la situation des enseignants ? Je m'y refuse.

L'éducation nationale est au service du pays et donc d'abord au service des élèves et des étudiants. C'est en pensant à leurs besoins, à leur avenir que nous devons entreprendre cet immense effort.

Cela implique qu'ils soient au centre de la rénovation engagée et que leur participation active soit recherchée comme celle des personnels de l'éducation. Au-delà, c'est l'ensemble du pays qui doit se mobiliser. Si elle veut être à la hauteur des enjeux, l'école de demain doit être une école ouverte, ouverte sur l'avenir comme sur le monde. Elle doit être l'école de tous. Mon objectif, c'est de rassembler la nation autour de son école.

LIONEL JOSPIN.

(Tire et interstitres sont de la rédaction.)

MS ESC LYON  
MASTERS  
SPECIALISES

CHOISISSEZ  
UN AN D'EXCELLENCE :

■ MS EN MANAGEMENT  
DES ENTREPRISES DE SERVICES.

■ MS EN MANAGEMENT  
DE LA TECHNOLOGIE.

■ MS EN INGENIERIE  
FINANCIERE.

Diplômés des grandes écoles de gestion,  
d'ingénieurs ou de l'université,  
renseignez-vous !

Information et dossier de candidature auprès de :  
NATH. PIERRE - MASTERS INTERNATIONAL  
BP 174 - 69122 LYON 14 CEDEX FRANCE - Tél. 72 20 23 23.

Groupe ESC Lyon  
UN GRADUATE NETWORK OF BUSINESSES

حکومت الامم المتحدة

**Comment choisir sa prépa**  
Toutes les Prépas (hec) de France  
**le N° 30 F**

**hec**

**SALON ADREP 89  
STAND 225**

**Un rédactionnel exceptionnel dans quatre numéros :** les sujets corrigés des concours, des QCM inédits de langues, des articles de droit, d'économie, des exercices de maths, les rapports des correcteurs, des conseils pour les oraux, la vie et la scolarité dans les grandes écoles, les métiers, les stages, etc.

**« CORRIGES DE MATHÉMATIQUES ».**  
Vous y trouverez les sujets et les corrigés  
des épreuves de mathématiques des  
grandes écoles.

## « SPECIAL TERMINALES ».

Pour vous procurer ces numéros, il vous suffit de nous renvoyer le coupon-réponse ci-dessous dûment rempli à :

e s p a c e  
**PREPAS**

24, rue de Lisbonne, 75008 Paris  
Tél.: 42.93.21.46

**Souhaite recevoir :**

☐ Le « SPECIAL TERMINALES » n° 15 - 30F

☐ L'abonnement ESPACE PREPAS 88/89 n° 13,14,15,16 - 85 F

Pour toute commande, joindre le règlement par chèque à l'ordre de IDP - 24, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

**Le ministère vient de publier la répartition des 4 000 postes d'enseignants disponibles à la rentrée prochaine. Un double événement par l'importance du nombre et la date précoce de la publication.**

**L**e ministère de l'éducation vient de publier au *Bulletin officiel* du 19 janvier, l'ensemble des postes disponibles pour l'année 1989 dans l'enseignement supérieur (universités, instituts universitaires de technologie, écoles d'ingénieurs, etc.). Cette publication précoce répond à la volonté de rationaliser la gestion de ces postes et d'amé-

tuts universitaires de technologie, écoles d'ingénieurs, etc.).

Cette publication précoce répond à la volonté de rationaliser la gestion de ces postes et d'amé-

	Transf. maîtres de conf. en professeurs	Postes créés en 1989	Postes vacants en 1989	Total 1989	Rappel postes créés en 1988
Alsace .....	17	42	186	165	18
Asturies-Cygne .....	4	12	22	38	11
Aquitaine .....	19	38	114	171	23
Auvergne .....	9	13	53	75	3
Bourgogne .....	7	15	52	74	5
Bretagne .....	16	49	121	186	14
Centre .....	10	33	72	115	8
Champ-Ardenne .....	5	12	56	73	5
Corse .....	3	5	8	16	2
Franche-Comté .....	7	20	46	73	15
Ile-de-France .....	81	162	583	828	79
Langue-Roum .....	17	28	77	114	2
La Réunion .....	3	9	7	19	2
Limousin .....	4	9	32	45	3
Lorraine .....	17	45	149	211	13
Midi-Pyrénées .....	20	49	141	210	13
Nord-Pas-de-Cal. ....	28	99	184	312	33
Basse-Normandie .....	7	21	53	81	13
Haute-Normandie .....	9	28	64	101	15
Pays de la Loire .....	17	51	102	170	21
Picardie .....	6	14	57	77	4
Poitou-Charentes .....	8	13	76	97	15
Provence .....	30	49	134	213	28
Rhône-Alpes .....	51	110	291	452	37
Unit. du Pacifique .....		28	1	21	8
Total .....	306	632	2681	3619	400

*Peu à peu, un enseignement supérieur s'installe à Dunkerque. Et l'idée d'une « université du littoral » fait son chemin.*

**U**NE université à Dunkerque comme l'une des réponses à la décadence de la ville, c'était l'idée dominante au début des années 80 par une poignée de professeurs. A l'époque, des pans entiers de l'économie menaçaient ruine (navale, sidérurgie). Depuis, certains se sont effondrés. Une idée qui, à l'époque, n'était pas prise au sérieux. Mais c'était faire peu de cas de la détermination de l'ensemble des responsables locaux, élus, décideurs économiques, enseignants... Surmontant leurs divergences politiques, la communauté urbaine et la ville s'allient avec la chambre de commerce pour fonder le Comité dunkerquois pour la recherche, l'Université et l'industrie (CDRCI), chargé de préparer l'implantation d'un enseignement supérieur dans le port de la mer du Nord.

On ne parle plus aujourd'hui d'une université à Dunkerque. Mieux vaut, estiment les responsables, constituer une antenne universitaire performante, bien intégrée au sein des universités de la métropole lilloise et explorer les créneaux retenus (commerce international, énergie, tourisme), plutôt que d'opérer un établissement de troisième zone. D'autant que la concurrence s'annonce rude et que d'autres schémas sont envisageables, comme une université du littoral, répartie entre Boulogne, Calais et Dunkerque, qui tiendrait compte des spécificités de chacun.

Les responsables locaux cherchent à élargir le choix des filières, à développer des deuxièmes et troisièmes cycles. La population étant jeune, le nombre d'étudiants va continuer de croître. Il faudra fournir aux industries et aux entreprises actuelles ou à venir les techniciens, et les cadres nécessaires, et s'attaquer au problème de la recherche.

Lors d'un colloque tenu en 1984, tous les partenaires régionaux s'étaient déclarés prêts à consentir un effort financier pour obtenir gain de cause. Un langage qui a su persuader leurs interlocuteurs, notamment les universitaires lillois et l'Etat.

Là où n'existait qu'un département de l'Institut du littoral, trois DEUST se sont ouverts à la rentrée 1987 (1). Cette antenne universitaire a été installée dans les locaux d'un ancien collège rénové par la communauté urbaine avec la participation de la ville et de la chambre de commerce et d'industrie. Les établissements se sont créés : l'Institut supérieur du commerce international de Dunkerque (ISCID), l'Institut supérieur des sciences et technologies avancées (ISSTA), un deuxième cycle de marketing, culture, communication (MCC).

En octobre dernier, un DUT génie thermique est venu compléter cette panoplie. D'une certaine il y a quelques années, le nombre d'étudiants est passé à plus de mille cent. Avec les classes préparatoires, les BTS, l'école régionale des beaux-arts, l'école normale des Gravelines et différents autres établissements supérieurs, plus de deux mille jeunes suivent actuellement une formation post-

Une nouvelle étape sera franchie avec la mise en service du pôle universitaire à la rentrée 1990 dont la première pierre a été posée le 14 janvier. Il rassemblera, dans le quartier historique de la Citadelle, les enseignements universitaires actuellement dispersés. D'un coût de 83 millions de francs, il sera financé par l'Etat, la région, le département, l'Europe, la communauté urbaine, la ville et la chambre de commerce. Pierre après pierre, Dunkerque construit ce qui lui permettra de sortir de la crise.

**GUY LE VIFVE.**

(1) Actuellement, l'antenne de Dunkerque comprend deux départements de l'UIT du littoral, qui relèvent de l'université de Lille-I (sciences et technique), dont dépend aussi un DEUG. Les deux autres DEUG sont du ressort de Lille III.

A la suite d'une erreur matérielle, le tableau des business schools européennes, publié dans « le Monde-Campus » du jeudi 19 janvier, et repris de l'Economist était inexact. Nous le republions rectifié.

	RÉPU- TATION	COUT DES ÉTUDES	DYNA- MISME
ASHRIDGE MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XXX	XXX
ASTON MANAGEMENT CENTRE	XX	XX	XX
BATH SCHOOL OF MANAGEMENT	XX	XX	XX
BOCCONI-SDA (Milan)	XX	XX	X
UNIVERSITY OF BRADFORD	XXX	XX	XX
CARDIFF BUSINESS SCHOOL	X	X	X
CITY UNIVERS. BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XXX
CRANFIELD SCHOOL OF MANAGEMENT	XXX	XX	XX
EAP (Paris)	X	XXX	X
ESADE (Barcelona)	XX	XXX	XX
GLASGOW BUSINESS SCHOOL	X	XX	X
HELSINKI SCHOOL OF ECONOMICS	XX	XXX	X
HENLEY MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XX	XX
IIESE (Barcelona)	XXX	XXX	XX
IMCB	XX	XXX	XX
IMEDE (Lausanne)	XXX	XXX	XX
IMH (Genève)	XXX	XXX	XXX
IMPERIAL COLLEGE	XX	XX	XX
INSEAD (Fontainebleau)	XXX	XXX	XXX
ISA (Paris)	XX	XXX	X
KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN	XX	XX	X
LONDON BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XX
MANCHESTER BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XX
NETHERLANDS SCHOOL OF BUSINESS (Nijenrode)	X	XX	XX
NORWEGIAN SCHOOL OF ECONOMICS	X	X	X
ROTTERDAM SCHOOL OF MANAG.	X	X	XX
STRATHCLYDE BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XXX
TEMPLETON COLLEGE, OXFORD	X	XX	X
UNIVERSITY OF WARWICK	XXX	XX	XXX

**Coût des études :** XXX Elevé ; XX Modéré ; X Bon marché.

**Dynamisme : XXX Innovateur ; XX Bonne volonté ; X.Conformiste**

**LES CAHIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES**  
6, avenue Léon-Heuzeay 75016. Tél. : 45.27.10.15

**Des ouvrages qui font autorité et qui tentent d'éclairer les grands problèmes de notre temps**

• LA CONSTITUTION DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE. LE MONG NGUYEN, 4<sup>e</sup> édition  
« Pour la première fois en France, la pensée et l'action du Chef de l'État, passé ou présent font  
l'objet d'une analyse en profondeur et de manière objective »

« Un excellent ouvrage de référence et de réflexion sur la destinée exceptionnelle de la V<sup>e</sup> République ».

• L'ADMINISTRATION FRANÇAISE FACE AUX DÉFIS DE LA DÉCENTRALISATION

« L'administration de notre vieux pays unitaire et jacobin peut-elle, vu-t-elle, relever les défis de la décentralisation ? A l'approche des échéances de la fin du siècle, l'enjeu est de taille et nous concerne tous. L'auteur : J.-F. COSTA, Conseiller d'Etat, Secrétaire général de l'I.F.S.A. L'auteur : Y. JÉGOUZO, ancien Doyen de la faculté de droit d'Aupers, professeur à l'Université de Paris 1.

**Des autres**

**IS**  
**Plus**  
**NOUVEAU PROC**  
**SCIENCES**  
• Enseignement  
**HEC - ESC**  
• Intégrations in  
• Enseignement  
• Stages intern  
**DE**  
Année : 6, Université  
Niveau : 22, Grande



## Le blues des profs de « Rotrou »

Les professeurs du lycée Rotrou de Dreux n'ont pas apprécié un article paru dans le Monde. Son auteur est allé en discuter avec eux.

« **M**ONSIEUR, le ton de l'article que vous avez publié dans le Monde daté du 12 janvier (1) montre que vous n'avez jamais enseigné. Venez donc remplacer notre collègue de philosophie en congé de maladie, et prendre en charge ses sept classes, soit dix-huit heures par semaine avec 207 élèves et 207 copies à corriger chaque mois... Vous vous chargez aussi de la classe d'une autre collègue, souffrante, elle aussi... L'invitation parée par 35 des 125 professeurs était trop pressante. Nous sommes donc rendus au lycée Rotrou de Dreux (Eure-et-Loir).

Dans le brouhaha de la cantine, l'atmosphère est détendue. Avant d'entamer leur rosbeef-jardinière, nourriture très laïque de ce vendredi, les enseignants s'offrent un petit kir en l'honneur de l'anniversaire d'un collègue. » En province,

on sait vivre, commente un professeur d'allemand. Pour combien de temps encore ? Nous n'avons plus qu'une heure pour déjeuner. Le lycée doit tourner à plein. Avec ses 1.870 élèves, soit 200 de plus par an depuis 1985. « Rotrou » n'échappe pas à la ruée sur l'enseignement secondaire long. Le paisible établissement, inauguré en 1966 sur un minicampus pour remplacer un ancien collège, est devenu le point de mire de la plupart des parents bien au-delà de la ville de Dreux elle-même. Dans la salle des professeurs, meublée de l'inévitable distributeur de café et décorée de proclamations syndicales, le menu des discussions est moins appétissant.

Comme si le ministre venait, avec ses projets, de remuer l'immense marmite où bouillonnent les mille rancœurs et frustra-

tions du milieu enseignant. Curieux fument où l'on discerne, pêle-mêle, la grogne du professeur de base dont le salaire a augmenté, dit-il, deux fois moins vite que le prix des voitures, le découragement de l'agrégé de sciences naturelles qui en a « marre d'avoir à se battre sans arrêt pour tout », le désappointement du certifié (titulaire du CAPES) de maths parvenu au sommet de sa carrière à quarante-quatre ans, le blues du maître auxiliaire d'anglais à 6 000 F par mois et trois heures de transport (il vient de Paris), et la déprime de l'adjoint d'enseignement de maths à 7 500 F après quinze ans dans l'éducation nationale, qui, à ce rythme, ne se voit pas promu avant l'âge de la retraite. Sans parler des premières déceptions du professeur stagiaire débutant, qui voudrait ne plus « être traité comme du bétail que l'on jette dans les classes les plus dures ».

chantage exercé sur la conscience professionnelle des profs ».

L'idée des salaires modulés est encore trop neuve pour avoir vraiment percé. Mais la volonté affichée par de nombreux enseignants d'« aller voir ce qui se passe dans le privé », si on leur en donne la possibilité comme le souhaite M. Jospin, montre à la fois leur attrait pour un autre mode de relations de travail et... leurs illusions sur « l'extérieur ». « Si je pouvais quitter le lycée pendant un an, je vivrais à Edimbourg », annonce le prof d'anglais. « Je travaillerais en entreprise pour voir ce qui attend mes élèves », envisage sa collègue de maths. « Je n'aurais plus de copies à corriger ni la tête pleine de mes élèves, rêve un troisième. Mais je reviendrais les voir, c'est sûr. Sinon, je serais en manque... »

PHILIPPE BERNARD.

Les mesures de M. Jospin, qui sont immédiatement positives pour tous — prime de 500 F dès janvier, possibilité de congés de reconversion, — ont à peine attiré l'attention de ces professionnels de la désillusion. Doute et méfiance. Sous la nouvelle prime, ils flairent le piège : « Va-t-on exiger en contrepartie notre présence à tous les conseils de classe ? interroge un professeur de maths. A raison de sept réunions par trimestre, c'est impossible. D'autant que certaines ont lieu à la même heure ! ». En dépit des efforts de M. Jospin pour expliquer qu'il ne proposait pas de « roc » et pour nier toute référence au « mérite », les enseignants ont l'impression d'un marché de dupes. L'attribution d'indemnités liées à des tâches particulières choque leur égalitarisme de principe : « Pourquoi des enseignants qui font le même travail gagnent-ils différemment leur vie ? » demande un prof d'anglais non certifié. « La compétition entre nous n'existe pas », jure son collègue de maths. Nous voulons tous réussir ensemble.

### « Nous passons pour des Branquignols »

Presque unanimement, ils accueillent comme un coup de poignard l'annonce de rémunérations supplémentaires pour ceux qui acceptent de suivre individuellement les élèves et d'encadrer des activités périscolaires. « Cela accredit l'idée que nous n'assurons pas ces tâches. Une fois de plus, nous passons pour des paresseux, des Branquignols », lâche un adhérent du SNES. Nous n'avons pas attendu Jospin pour « travailler autrement ». Mais nous refusons de travailler plus pour gagner plus.

Sur quels critères et par qui les primes et les promotions seront-elles attribuées ? se demande-t-on avec inquiétude. On évoque « l'arbitraire », les risques de ségrégation hommes-femmes et surtout le spectre de la notation par le chef d'établissement. « Nous avons été sélectionnés pour un concours qui se veut objectif. Nous refusons les notations à la queue du client », renchérit une enseignante.

Pourtant, cette vénéfrique réprobation collective présente quelques fissures. Grosso modo, deux points de vue s'affrontent. Un professeur certifié de maths à 8 000 F par mois, père de famille, évoque ses « fins de mois difficiles » et exprime sa déception à l'égard de la revalorisation à la sauce Jospin. A l'inverse, son collègue agrégé — donc mieux payé et astreint à quinze heures devant les élèves, au lieu de dix-huit — et célibataire, préférerait sans hésiter « avoir vingt élèves dans (sa) classe plutôt que davantage d'argent ».

Déjà divisés en catégories très hiérarchisées — auxiliaires, certifiés, agrégés, — les professeurs, surtout devant un « étranger », préfèrent rester discrets sur leurs divergences. La même pudeur leur fait rejeter le « mérite » dans les discussions publiques. Mais qu'en est-il au fond d'eux-mêmes ? Tel enseignant se souvient qu'il était devenu un « missionnaire laïque » au temps du mouvement de « rénovation » pédagogique lancé par M. Savary. « Nous avons été découragés, faute d'être récompensés ». Et telle autre se déclare « fatiguée du bénévolat et du

### UNIVERSITÉ

#### Eco et Wenders à la Sorbonne

SUR l'estrade du grand amphithéâtre de la Sorbonne, parmi l'ardor des toges jeunes et roses, il y a quatre hommes en robe noire, l'épaule gauche enluminée de rouge, de bleu et de blanche hermine. Cette épitoge témoigne de leur appartenance toute fraîche à l'université parisienne. Selon un rite délicieusement empressé, habituel à ce genre de cérémonies, ils viennent d'être faits docteurs honoris causa par Robert Ellrod, président de l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris III.

Il y a là trois professeurs et un maître. Les professeurs sont éminents. L'un, René Richterich, de l'université de Lausanne, est une sommité de la linguistique. Son ouvrage publié en 1973 fait tellement autorité qu'on ne le désigne plus que par « le Richterich 73 ». Histoire de le distinguer du « Richterich 77 » et des suivants. Un autre, Siegfried Lienhard, dirige le département d'indologie à l'université de Stockholm. Fin connaisseur de l'Inde et du Népal — leurs cultures, leurs langues, leurs religions, leurs poésies, — il s'agit pour lui d'un retour aux sources, puisque c'est dans les bibliothèques parisiennes qu'il a acquis les bases de son érudit exotique, il y a un quart de siècle.

#### Des allures

##### d'étudiant attardé

Faut-il présenter le troisième professeur ? Médiéviste, philosophe et sémiologue, il aurait dû se contenter de la célébrité confidentielle des deux autres si ses travaux, d'apparence hétéroclite, ne s'étaient trouvés fondus et sublimés par l'alchimie d'un roman, un best-seller mondial vendu à plus de huit millions d'exemplaires et porté à l'écran. Auteur du Nom de la rose, Umberto Eco, de la prestigieuse université de Bologne, a reçu son parchemin sorbonnard avec émotion, humour et modestie.

Quant au quatrième larron de cette foire de l'excellence, il n'est pas professeur. A sa crinière rebelle, à son regard clair encastré de lourdes montures noires et à son demi-sourire un peu diabolique, on le devine peu habitué à la pompe universitaire. Wim Wenders, quarante-quatre ans, a des allures d'étudiant attardé. Quand il est arrivé à Paris, vers 1966, ce n'était pas pour fré-

quenter la Sorbonne. Le jeune Allemand venait de laisser tomber ses études de philosophie et de médecine ; il haïssait la cinématographie d'Henri Langlois.

Réalisateur et théoricien de cinéma, Wim Wenders est un maître. Palme d'or du Festival de Cannes et lion d'or de Venise valent bien des peaux d'âne aux yeux de la Sorbonne nouvelle qui a décelé dans ses films, au-delà de « la petite musique wender-sienne inimitable », une longue « méditation sur le cinéma ». Docteur ès images animées, l'artiste allemand a été le plus applaudi par un public fervent d'étudiants (1). Sans avoir eu à prononcer un seul mot.

Les remerciements, Umberto Eco s'en est chargé au nom de tous les quatre, avec sa truculente érudite. Cet homme à barbe noire est l'un des rares à pouvoir truffer ses discours de citations latines sans laisser ni paraître fat. On sut que sa première visite au Quartier latin datait de l'époque où il faisait sa thèse sur saint Thomas d'Aquin. Sa curiosité l'avait poussé à venir sur les lieux où saint Thomas ferait avec Guillaume de Saint-Amour, un homme redoutable qui se battait pour interdire à certains étudiants l'entrée de l'université. Eco s'interrogeait : en ce temps-là, m'aurait-elle accueilli, ainsi que Richterich, ou encore Lienhard qui étudie la langue des infidèles ? Et Wenders, dont l'art n'existait pas encore ?

La communauté universitaire pouvait ensuite s'abîmer dans l'écoute des Bagatelles pour quintette à vent, une série de courtes miniatures de Georgy Ligeti. De son côté étonné, Wim Wenders semblait suivre sous les lambris la course sinueuse de la flûte, pourchassée et rattrapée par la clarinette, le hautbois, le cor et le basson. Ses confrères docteurs patientaient. Lorsque les instruments se turent, tous se retirèrent pour un cocktail. Seul Eco et Wenders, de corvée d'autographes.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Wim Wenders avait été plébiscité pour les Altes du désir par les étudiants français dans un sondage IPSOS-Le Monde-PUF sur les goûts culturels des étudiants en décembre 1987. Le précédent sondage, en mars 1987, avait consacré Umberto Eco pour le Nom de la rose en « Livre de poche » et à l'écran...

## L'école de l'an 2000

### EFFICACITÉ DES ADMINISTRATIONS ET DES SERVICES

Des améliorations importantes sont possibles. Des gains de productivité aussi, au bénéfice des usagers : élèves, lycéens, étudiants, adultes en formation continue et pour la valorisation de tous les personnels qui y travaillent.

### REVALORISER LES ENSEIGNANTS

Pour la réussite des enfants, il faut trouver, former et garder des professionnels compétents, et motivés. Tout ça ne peut se faire pour 6000 F par mois.

### HIÉRARCHIE HÉRITÉE ET VIEILLES MANIES

Depuis Jules Ferry et la Libération, la société a changé, les élèves aussi, et les besoins encore plus. Va-t-on garder entre les enseignants de bonnes vieilles hiérarchies ? Va-t-on encore mesurer la considération et le salaire à la taille ou à l'âge des élèves ?

## DES CLÉS POUR NÉGOCIER



Fédération de l'Éducation Nationale 48 rue La Bruyère 75440 Paris Cédex 09 Tél. (1) 42.85.71.01

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
Plus qu'un Institut, une Institution

NOUVEAU PROGRAMME  
**SCIENCES-PO 2<sup>e</sup> Année**  
• Enseignements complets de JANVIER à JUIN

**HEC - ESCP 2<sup>e</sup> Année**  
• Entretiens individuels  
• Enseignements écrits et oraux de JANVIER à MAI  
• Stages intensifs de 5 semaines en JUILLET/AOÛT

TAUX DE RÉUSSITES CONFIRMÉS  
Admission : 6, moyenne Léon-Roux 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 +  
Téléc. : 83, avenue de l'Inde 75013 PARIS - Tél. : 45.95.59.35 +

هكذا من الاجل

هكذا من الأصل



INFORMATIQUE

La première programmeuse

TRADITIONNELLEMENT on attribue l'invention de l'ordinateur à Von Neumann, en 1946, à Princeton, aux Etats-Unis. En fait, l'ordinateur a été pratiquement inventé au dix-neuvième siècle en Angleterre par un précurseur de génie : le mathématicien Charles Babbage.

En effet, celui-ci conçoit en 1837 une « machine analytique » dont il dessine les plans. Cette machine à calculer mécanique comporte déjà toutes les composantes d'un ordinateur : un processeur central qu'il appelle « le moulin », une unité de contrôle formée de cylindres à picots, une mémoire — « le magasin » —, une unité d'entrée des données et des instructions enregistrées sur des cartes perforées et une unité de sortie des résultats imprimés.

Le mathématicien avait déjà inventé en 1822 une « machine différentielle », dont il avait confié la réalisation au mécanicien Clement. Il invente ensuite sa machine analytique, mais il se brouille avec son mécanicien et avec le gouvernement qui le subventionne. Il ne peut réaliser ce dernier projet, et meurt en 1871. Un prototype de machine analytique est cependant fabriqué en 1883 par son fils : il permet d'imprimer les quarante-quatre premiers multiples du nombre Pi, avec vingt-neuf décimales ; mais à partir du trente-deuxième multiple, la machine fait des erreurs de calcul : on la retrouve au musée.

Babbage s'est heurté de son temps à de nombreuses difficultés. Il a laissé une œuvre écrite abondante. Mais, paradoxalement, ce n'est pas à travers ses écrits que sa machine est la mieux connue, mais par un article de synthèse rédigé par Augusta Ada Byron, comtesse de Lovelace, fille du poète Lord Byron. Elle était devenue l'un de ses disciples et avait traduit en

1843 un article d'un ingénieur italien sur la machine analytique en ajoutant des commentaires plus importants que l'article lui-même.

En quelque sorte, Lady Ada a inventé la programmation de la machine analytique : c'est elle qui a introduit les notions d'exécution d'un algorithme, de branchement, de boucle dans un programme, de sous-programme. Elle est donc considérée comme le premier programmeur au monde.

Pour rappeler cela, le département de la défense des Etats-Unis (le DoD) a donné son prénom, ADA, au langage de programmation qu'il a normalisé en 1980. Le DoD est l'organisme qui commande le plus de programmes au monde : déjà, dans les années 50, effrayé par la tour de Babel des langages de programmation, il a essayé d'y remédier en faisant normaliser les langages Fortran et Cobol.

Mais, dès la fin des années 70, il décide, compte tenu des besoins nouveaux, de définir un nouveau langage. Pour cela, il lance un concours international : les propositions retenues sont rendues anonymes et les plaignant dans des chemises de couleur différentes, puis envoyées pour évaluation à différents laboratoires. Au bout du compte, le langage green (vert) est déclaré vainqueur et baptisé Ada.

Ce langage avait été développé par une équipe internationale travaillant chez CIL Honeywell-Bull, sous la direction du Français Jean Ichbiah. Ce dernier a créé sa propre entreprise, qui réalise des compilateurs (programmes permettant d'utiliser un langage évolué sur une machine) pour le langage Ada. Ce n'est pas une mince affaire : dans ses spécifications, le DoD a défini une procédure très lourde de qualification de ces compilateurs pour assurer une conformité et une standardisation rigoureuses.

Ada est maintenant enseigné à l'université et dans les écoles d'ingénieurs. Il y a d'assez nombreux ouvrages sur Ada en français, le meilleur d'entre eux est sans doute celui de J.-P. G. Barnes (*programmer en Ada*) qui est traduit de l'anglais. L'auteur a travaillé à l'élaboration du langage avec l'équipe de J. Ichbiah : ce dernier a d'ailleurs préfacé le livre. Il comporte de nombreux exemples et exercices corrigés.

Cependant, pour les programmeurs expérimentés, il existe en anglais l'ouvrage d'A. N. Habermann et D. E. Perry (*Ada for experienced programmers*), qui fait référence pour ceux qui veulent aller plus loin.

VLADIMIR MERCOURIOFF.

— John Barnes, *Programmer en Ada*, Interéditions, 495 pages, 275 F.

— A. Nico Habermann et Dewayne E. Perry, *Ada for Experienced Programmers*, Addison-Wesley Publishing Company, 479 pages, 1983.

ANTHROPOLOGIE

Les idées de l'anthropologie

par Philippe Descola, Gérard Leach, Carlo Severi et Anne-Christine Taylor.

Une présentation des « idées » — grandes doctrines sur l'homme social et sur les lois de l'évolution historique, théories philosophiques de la connaissance, critiques des sciences de la nature — auxquelles l'anthropologie s'est référée pour comprendre et expliquer la diversité des cultures humaines.

★ Armand Colin, collection « Anthropologie au présent », 204 p., 99 F.

DROIT

Contentieux communautaire

par Maurice-Christine Bergeres.

Ce manuel de droit juridictionnel étudie successivement la Cour de justice des Communautés européennes (organisation, compétences, techniques juridiques), la procédure communautaire contentieuse et les différents recours.

★ Presses universitaires de France, collection « Droit fondamental », 346 p., 145 F.

EDUCATION

Les uns et les autres, intégration scolaire et marginalisation.

Des chercheurs du Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire (CRESAS) présentent des enquêtes, des études monographiques, et des

« recherches-actions », dont l'objectif est de permettre l'intégration scolaire des enfants souffrant de handicaps physiques ou de troubles psychologiques.

★ L'Harmattan, collection « CRESAS » n° 7, 221 p., 110 F.

Comment préparer les grandes écoles de commerce et de gestion ?

Un guide pratique qui complète sa présentation des classes préparatoires, et des différents concours, par une typologie des principales écoles de commerce et de gestion, une étude de leurs spécificités et des débouchés auxquels peuvent prétendre les diplômés.

★ Groupe Signa Editions (Diffusion Vuibert), 374 p., 84 F.

HISTOIRE

Des charités bien ordonnées, les confréries normandes de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle au début du XVI<sup>e</sup> siècle

par Catherine Vincent. Une étude historique précieuse sur les origines, l'organisation et la fonction d'intégration sociale des « charités normandes », ces réseaux de secours mutuel qui devaient connaître un formidable essor dans une société médiévale travaillée par la peur de la mort.

★ Collection de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles, 359 p., 240 F.

OFFRES DE STAGES EN ENTREPRISE

Les stages en entreprise sont devenus une nécessité pour les étudiants. Ils sont un complément indispensable de formation, une initiation à la vie professionnelle et, très souvent, un premier pas vers l'emploi. Mais trouver un stage n'est pas toujours facile. Si les grandes écoles ont généralement des services spécialisés, la plupart des universités sont moins bien outillées. Les stages, de toute façon, n'ont pas à être « octroyés » aux étudiants par leur établissement. Il est normal que ceux-ci prennent l'initiative de les chercher.

Pour les aider Le Monde Campus, qui a déjà organisé la Bourse permettant de gagner une certaine de stages en Europe, publiera régulièrement, à partir de ce numéro, un choix de stages offerts par des entreprises.

Ce service est assuré par le CDTE (Centre de développement des techniques d'enseignement), une association créée par des enseignants et des responsables d'entreprise, et reçoit le soutien de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) et de l'ANCE (Agence nationale pour la création d'entreprise).

Deux possibilités

Les étudiants intéressés doivent contacter directement le CDTE en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel : 3615 JOBSTAGE.

Les étudiants recherchant un stage ne correspondant pas à ce qui leur est proposé aujourd'hui peuvent consulter les autres propositions figurant sur le minitel ou renvoyer au CDTE la fiche ci-contre.

Si vous cherchez autre chose :

2 possibilités :

1. — Par Minitel : 3615 JOBSTAGE

Vous pouvez consulter régulièrement les offres de stages en indiquant le domaine et la date de stage. Sélectionnez les références qui vous intéressent. Vous pourrez alors nous appeler et vous aurez les coordonnées de l'entreprise.

2. — Par téléphone ou courrier : Vous pourrez à tout moment être contacté par le CDTE ou par une entreprise. Pour vous inscrire, remplissez ce document et renvoyez-le accompagné de son règlement de 95 F (75 F adhérent MNEF) :

CDTE

110, av. A.-Briand  
92120 MONTROUGE  
Tél. : 47-35-43-43

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : 6 mois à mi-temps. Indemnité : à négocier. Obs. : ingénieur commercial. M. 1178.

Lieu : Cachan. Profil : bac+2. Date : février. Durée : indéterminée. Indemnité : remboursement de frais + commissions. Obs. : développement commercial (démarche stratégique à étudier, suivi clientèle. M. 1195.

ÉLECTRONIQUE

Lieu : Paris. Profil : bac+1. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Indemnité : 1 500 F/mois. Obs. : réalisation d'écrans graphiques à l'aide d'un éditeur DAO. A. 1084

BIOLOGIE

Lieu : Ivry-sur-Seine. Profil : bac+3. Date : mi-juillet. Durée : 2 à 3 mois. Indemnité : 3 000 F/mois. Obs. : réaliser mesures de décontamination de textile en salle propre. B. 1183.

GESTION

Lieu : grandes villes de France. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : 3 mois en pré-embauche. Indemnité : 6 500 F/mois. Obs. : faire partie de l'équipe de gestion d'une unité régionale, être délégué des OM. 100 postes. M. 1151.

Lieu : Viroflay. Profil : bac+3. Date : mars. Indemnité : à négocier. Obs. : participer à l'élaboration de la politique de recrutement et à sa réalisation. C. 1192.

SECRÉTARIAT

Lieu : Verneuil-en-Halatte (60). Profil : bac+1. Date : juillet. Indemnité : 3 500 F/mois. Obs. : réaliser un argumentaire sur Macintosh. (Compétence EXCEL).

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : janvier. Durée : 2 mois en pré-embauche. Indemnité : 5 000 F/mois pendant le

stage. Obs. : secrétariat, bonnes notions comptables demandées. S. 1166.

INFORMATIQUE

Lieu : Boulogne Billancourt. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : développement analyse, conception logiciel en langage C sous UNIX. I. 1151.

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 3 mois. Indemnité : 2 000 à 5 000 F. Obs. : analyse et programmation D BASE 3. I. 1137.

COMMUNICATION

Lieu : grandes villes de France. Profil : bac+2. Date : janvier. Durée : 3 mois puis « en barbe ». Indemnité : 6 500 F/mois. Obs. : animer une équipe commerciale, être délégué des OM. 100 postes. M. 1151.

Lieu : Verneuil-en-Halatte. Profil : bac+2. Date : juin. Durée : 1 mois. Indemnité : 4 000 F/mois. Obs. : étudier un système de communication interne. Connaissances en info nécessaires. C. 1191.

Lieu : Paris. Profil : bac+1. Date : août. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 000 F/mois. Obs. : agent d'accueil et d'information. Connaissances en langues étrangères appréciées. C. 1189.

Lieu : Verneuil-en-Halatte (60). Profil : bac+2. Date : juin. Durée : 1 mois. Indemnité : 4 000 F/mois. Obs. : étudier un système de communication interne utilisant des panneaux électroniques (connaissances en informatique). C. 1191.

MARKETING

Lieu : Bouafle. Profil : bac+3. Durée : 2 mois. Indemnité : frais payés. Obs. : étude de marché internationale (secteur du décor en bâtiment). M. 1183.

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : immédiat. Durée : à convenir selon emploi du temps. Indemnité : 90 F par rendez-vous. Obs. : marketing. Direct

suprès de responsables d'entreprises. M. 1199.

Lieu : Villeurbanne. Profil : bac+2. Date : indéfini. Durée : 1 mois. Indemnité : 2 000 F. Obs. : étude de marché. M. 1194.

Lieu : Bordeaux. Profil : bac+3. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Indemnité : à convenir. Obs. : réaliser une étude de marché ou plusieurs études financières. M. 1138.

Lieu : Laguy. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 3 mois minimum. Indemnité : 4 500 F/mois. Obs. : assistant chef de produit marketing. M. 1184.

Lieu : Fresnes-sur-Escault (59). Profil : bac+2 ou bac E ou F. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Indemnité : à convenir. Obs. : étude de marché. M. 1072.

Lieu : Lourdes. Profil : bac+1. Date : février. Durée : 1 mois. Indemnité : à négocier. Obs. : démarches marketing pour l'implantation d'un nouveau média. C. 1172.

PSYCHOLOGIE

Lieu : Paris. Profil : psycho. Date : janvier. Durée : 3 à 6 mois. Obs. : psychologues bénévoles pour régulation téléphonique. P. 1180.

DIVERS

Lieu : Seailis (60). Date : février. Durée : 2 mois. Indemnité : 5 000 F/mois. Obs. : organisation d'ateliers. Étude d'implantation de machines. I. 1175.

Lieu : Paris. Profil : bac+2. Date : février. Durée : 2 mois. Indemnité : 1 500 à 3 000 F/mois. Obs. : attaché commerciale en informatique. C. 1221.

et de nombreuses autres propositions sur minitel :

3615 JOBSTAGE

ou en nous appelant au :  
47-35-43-43

<b>FICHE-PROFIL ÉTUDIANT</b>	<b>Domaine du stage</b>	<b>Formation complémentaire</b>
Identité : _____	Gestion <input type="checkbox"/>	Comptabilité <input type="checkbox"/>
Nom : _____	Personnel <input type="checkbox"/>	Personnel <input type="checkbox"/>
Prénom : _____	Marketing <input type="checkbox"/>	Marketing <input type="checkbox"/>
Rue : _____	Commerce int. <input type="checkbox"/>	Commerce int. <input type="checkbox"/>
Ville : _____	Vente <input type="checkbox"/>	Vente <input type="checkbox"/>
C. postal : _____	Publicité <input type="checkbox"/>	Publicité <input type="checkbox"/>
Tél. : _____	Électronique <input type="checkbox"/>	Électronique <input type="checkbox"/>
Age : _____	Biologie <input type="checkbox"/>	Biologie <input type="checkbox"/>
Sexe M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>	Physique <input type="checkbox"/>	Physique <input type="checkbox"/>
Nationalité : _____	Droit <input type="checkbox"/>	Droit <input type="checkbox"/>
Adhérent MNEF <input type="checkbox"/>	Secrétariat <input type="checkbox"/>	Secrétariat <input type="checkbox"/>
ou <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	Autres : _____	Autres : _____
Sports : _____	Temps complet <input type="checkbox"/>	Temps partiel <input type="checkbox"/>
Dérogé OM oui <input type="checkbox"/>	Province <input type="checkbox"/>	Paris <input type="checkbox"/>
Expériences : _____	Étranger <input type="checkbox"/>	Étranger <input type="checkbox"/>
Souhaitez-vous que votre stage débouche sur un emploi OUI <input type="checkbox"/>	Date du stage Du _____ au _____	Disciplines maîtrisées
Niveau Bac + _____	Bts <input type="checkbox"/> Iut <input type="checkbox"/>	GESTION
1 2 3 4 5	Ecole <input type="checkbox"/> Univ. <input type="checkbox"/>	Contrôle gestion <input type="checkbox"/>
La stagiaire s'engage par le présent document sur tous les renseignements fournis. Il reconnaît que les indications données sont rigoureusement exactes, et peut, sur simple demande du CDTE, lui fournir tous justificatifs nécessaires. Il s'engage en outre à régler ses droits auprès du CDTE, soit 95 F (75 F pour les adhérents de la MNEF) correspondant à la loi du 6/01/1978, un droit d'accès et de rectification d'écrits est ouvert. Vous autorisez le CDTE, destinataire de ces informations, à les diffuser sur ses antennes intéressées par votre profil.	Dernier diplôme : _____	Gestion stocks <input type="checkbox"/>
		Gestion product. <input type="checkbox"/>
		Logistique <input type="checkbox"/>
		Analyse valeur <input type="checkbox"/>
		Gestion qualité <input type="checkbox"/>
		Analyse financière <input type="checkbox"/>
		COMPTABILITÉ
		Compt. Génér. <input type="checkbox"/>
		Compt. analyt. <input type="checkbox"/>
		Compt. Sté <input type="checkbox"/>
		Fiscalité <input type="checkbox"/>
		PERSONNEL
		Recrutement <input type="checkbox"/>
		Gestion <input type="checkbox"/>
		Psychologie <input type="checkbox"/>
		Travail <input type="checkbox"/>
		Ergonomie <input type="checkbox"/>
		Graphologie <input type="checkbox"/>
		Secrétariat <input type="checkbox"/>

<b>MARKETING</b>	<b>Techniques audio</b>
Étude marché <input type="checkbox"/>	Animation-radio <input type="checkbox"/>
Plan marketing <input type="checkbox"/>	Organisation manif. <input type="checkbox"/>
Zone Chalandise <input type="checkbox"/>	ELECTRONIQUE
Mise en place force de vente <input type="checkbox"/>	Électronique <input type="checkbox"/>
Merchandising <input type="checkbox"/>	Automatisme <input type="checkbox"/>
Panel <input type="checkbox"/>	Fitzage <input type="checkbox"/>
COMMERCE INTERNATIONAL	Microprocesseurs <input type="checkbox"/>
Import <input type="checkbox"/>	Asservissements <input type="checkbox"/>
Export <input type="checkbox"/>	Circuits intégrés <input type="checkbox"/>
Crédit documentaire <input type="checkbox"/>	Micro-ondes <input type="checkbox"/>
Mission Coface <input type="checkbox"/>	BIOCHIMIE
VENTE	Chimie organique <input type="checkbox"/>
Vente <input type="checkbox"/>	Chimie générale <input type="checkbox"/>
Prospection <input type="checkbox"/>	Biologie <input type="checkbox"/>
Marketing direct <input type="checkbox"/>	Agrochimie <input type="checkbox"/>
Gros systèmes <input type="checkbox"/>	Textiles, Plastiques <input type="checkbox"/>
Petits systèmes <input type="checkbox"/>	Biotechnologies <input type="checkbox"/>
Base données <input type="checkbox"/>	Procédés aliment. <input type="checkbox"/>
Basic <input type="checkbox"/>	Boissons <input type="checkbox"/>
Fortran <input type="checkbox"/>	brasserie <input type="checkbox"/>
Cobol <input type="checkbox"/>	INFORMATIQUE
Pascal <input type="checkbox"/>	Agromonie <input type="checkbox"/>
Turbo pascal <input type="checkbox"/>	Conditionnement <input type="checkbox"/>
PL 1 <input type="checkbox"/>	Géologie <input type="checkbox"/>
Phlog <input type="checkbox"/>	Génétique <input type="checkbox"/>
MIS DOS <input type="checkbox"/>	Hydrologie <input type="checkbox"/>
Macintosh <input type="checkbox"/>	Industrie textile <input type="checkbox"/>
UNIX <input type="checkbox"/>	PHYSIQUE
Langage C <input type="checkbox"/>	Physique <input type="checkbox"/>
Assembleur <input type="checkbox"/>	Mécanique <input type="checkbox"/>
OS 2 <input type="checkbox"/>	Électromécanique <input type="checkbox"/>
Système expert <input type="checkbox"/>	Raffinage <input type="checkbox"/>
CAO <input type="checkbox"/>	Physique quantique <input type="checkbox"/>
EAO <input type="checkbox"/>	Métallurgie <input type="checkbox"/>
CEAO <input type="checkbox"/>	Thermodynamisme <input type="checkbox"/>
GPAO <input type="checkbox"/>	Optique <input type="checkbox"/>
EXCEL <input type="checkbox"/>	Génie spatial <input type="checkbox"/>
DBASE <input type="checkbox"/>	Génie civil <input type="checkbox"/>
MULTIPLAN <input type="checkbox"/>	DROIT
LOTUS <input type="checkbox"/>	Droit commercial <input type="checkbox"/>
COMMUNICATION	Droit sociétés <input type="checkbox"/>
PUBLICITÉ	Droit social <input type="checkbox"/>
Création <input type="checkbox"/>	Droit fiscal <input type="checkbox"/>
Publicitaire <input type="checkbox"/>	Droit européen <input type="checkbox"/>
Relations <input type="checkbox"/>	Droit construction <input type="checkbox"/>
publiques <input type="checkbox"/>	Droit international <input type="checkbox"/>
Design industriel <input type="checkbox"/>	SECRETARIAT
	Textor <input type="checkbox"/>
	Word <input type="checkbox"/>
	Pagemaker <input type="checkbox"/>
	Dactylo <input type="checkbox"/>
	Steno <input type="checkbox"/>
	LANGUES

DOCUMENT A RETOURNER AU CDTE ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT DE 95 F (75 F pour adhérents MNEF)



# Enquête

Le débat sur l'urbanisme et l'avenir de la deuxième ville de France

## Marseille, ou le poids du décor

A l'approche des élections municipales, Marseille, la deuxième ville de France, est à nouveau au centre de l'actualité. Les trois principaux candidats ont fait de l'urbanisme l'élément dominant de leur programme.

MARSEILLE  
de notre envoyé spécial

« **L**a beauté sera convulsive ou ne sera pas », proclamait les surréalistes, qui associaient volontiers beauté et modernité. A ce titre, Marseille est la plus belle ville de France. Et la plus moderne. Vue de l'extérieur, c'est le lieu géométrique de toutes les « convulsions » que peut offrir un roman noir : rackets et règlements de compte (bar du Téléphone, tuerie d'Auriol, assassinat du juge Michel), « affaires » en tous genres (Lucet, fausses factures), trafics divers (drogue, grâce médicales). Son image politique n'est pas meilleure : après la « lettre d'amour » adressée à Léo Pen par les électeurs de la ville, les successeurs de Gaston Defferre s'épuisent en querelles fratricides sous l'œil pugnard d'une droite qui sait qu'elle devra composer avec le Front national, tandis qu'un capitaine d'industrie avisé médite une OPA sur l'hôtel de ville.

Un désordre municipal largement tributaire de l'urbanisme chaotique de la cité, avec son centre en voie de décomposition, sa périphérie bétonnée, coupée de voies rapides infranchissables et trouée de friches industrielles. Le moral de ses habitants est à l'image de la ville : au plus bas. Aussi Marseille en a-t-elle perdu en dix ans plus de cent cinquante mille, cadres et classes moyennes, désormais installés sur les communes avoisinantes. Le cycle de la paupérisation et de la discrimination est engagé, annoncent les pessimistes qui constatent le divorce grandissant entre les arrondissements du nord, « au bord de la faillite », et ceux du sud, « qui redoutent le déferlement des hordes d'immigrés ».

### Le ghetto de la porte d'Aix

La Canebière, la principale artère de Marseille, fait figure de frontière entre ces deux moitiés de la ville, no man's land déserté dès 21 heures. Philippe Sanmarco, député socialiste du 3<sup>e</sup> secteur, explique cette situation : « *Lorsqu'on a décidé de prolonger l'autoroute du nord vers la Canebière, sous l'impulsion des élus centristes à l'époque chargés de l'urbanisme (Théo Lombard et Jean-Claude Gaudin), la ville racheta tout le quartier autour de la porte d'Aix. Faute de moyens, le projet ne fut pas réalisé. L'autoroute s'arrêta à la porte d'Aix. Aussi on a reloué ce qui venait d'être acheté. Et à qui ? Aux gens qui acceptaient de s'installer dans ces logements insalubres mais bien placés, entre le port et la gare Saint-Charles ; c'est-à-dire aux immigrés nord-africains. Quant aux commerçants, désertés, ils furent repris par ceux qui voulaient bien commercer avec ces nouveaux habitants. Des immigrés encore. Tout ce quartier s'est donc transformé en ghetto avec des logements vétustes, non entretenus, dans la dégradation rapide des conditions de vie. J'ai fait construire ce grand ensemble parce qu'il n'était pas possible de faire autrement. Aujourd'hui, quand je vois comment les gens y vivent, je me demande s'il ne faut pas faire un geste symbolique et spectaculaire : en démolir un pour qu'il soit clair que nous ne voulons plus de cette politique.* »

Defferre était fier des grands équipements dont il avait doté sa ville : le métro, la station d'épuration — inaugurée après sa mort — ou la plage du Prado, incontestable réussite populaire. Mais, là encore, on est surpris par le peu de soins apportés aux finitions d'un projet si ambitieux. Pas un seul arbre n'a été planté. On est étonné d'apprendre que le bail de l'hippodrome tout proche vient d'être renouvelé pour dix ans, alors que ce vaste périmètre où croustissent des bâtiments jaunâtres jouxte le Bardo comme le parc Borély et qu'il y avait donc la possibilité de réaliser une superbe zone verte en contact avec le rivage. Les nouveaux quartiers

résidentiels ne sont pas non plus des réussites. A Bonneveine, l'île de Jean-Claude Gaudin, les petits cubes de béton et de verre fumé s'alignent le long d'avenues sans âme.

Comment a-t-on pu en arriver là ? « *On ne comprend rien à l'histoire récente de Marseille*, note le premier adjoint chargé de l'urbanisme, Jean-Victor Cordonnier, si l'on ne mesure pas la poussée démographique qui, entre 1955 et 1965, a fait augmenter la population de la ville de moitié. Il faut même remonter un peu plus loin. Au lendemain de la guerre, Marseille doit rapidement penser ses places. Le quartier du Vieux-Port est par terre. Il est urgent de loger ses habitants. Fernand Pouillon se charge des immeubles qui encadrent la mairie. Un Grand Prix de Rome, Labouret, construit les trois « radiateurs » géants qui déshonorent le cours Belsunce. Les années 50, c'est l'époque où le port tourne à plein rendement,

### La bastide de Pagnol

Même situation à Saint-Antoine où les trois cités, la Castellane, la Bricarde et le Plan d'Aou, prévues pour 14 000 personnes, n'ont pas 10 000 locataires. La plus mal lotie des trois est la dernière, qui surplombe les deux autres, avec une vue imprenable sur la mer et la chaîne de l'Estaque. Il vaut mieux d'ailleurs se concentrer sur l'horizon. L'environnement proche est carrément sordide : portes et fenêtres murées, façades lézardées, graffiti omniprésents. Le centre commercial n'est plus qu'un souvenir. Du côté du rivage, une ancienne carrière de gypse jonchée d'ordures développe ses formes vagues sur une centaine d'hectares. Presque toutes les rues qui font communiquer la cité avec les pavillons plus anciens qui l'entourent sont coupées de murs élevés par les habitants des quartiers adjacents. Plus loin, à la cité des Flamands, naguère célèbre pour une « bavure » policière relatée par les médias (un jeune Arabe abattu par un CRS), on a implanté au douzième étage d'un immeuble une école d'infirmières pour égarer l'endroit.

Vers Saint-Barthélemy, les tours du Blanc de Fourvet ne peuvent communiquer entre elles : une voie rapide les sépare. Au Merlan, la route passe carrément au-dessus des toits. « *Au petit séminaire, du côté de Saint-Joseph, raconte l'architecte Paul Chemetov, une HLM est transformée en forge de Vulcain. La cité est habitée par des gitans ferrailleurs qui brûlent devant leurs fenêtres des carcasses de voitures. Et il est pour le moment impossible de reloger ailleurs ces professionnels d'un type bien particulier qui polluent tout un ensemble.* »

Ici on la, on voit encore les vestiges des anciennes bastides, ces « campagnes » qui cernaient Marseille : beaux arbres, lambeaux de murs d'enceinte, entrées majestueuses. Mais le massacre continue : du côté de la Busine, vers Aubagne, on va lotir la bastide de Marcel Pagnol. Pourtant, vers la fin de sa vie, Gaston Defferre avait réagi publiquement devant le désastre : « *J'ai fait construire ces grands ensembles parce qu'il n'était pas possible de faire autrement. Aujourd'hui, quand je vois comment les gens y vivent, je me demande s'il ne faut pas faire un geste symbolique et spectaculaire : en démolir un pour qu'il soit clair que nous ne voulons plus de cette politique.* »

Defferre était fier des grands équipements dont il avait doté sa ville : le métro, la station d'épuration — inaugurée après sa mort — ou la plage du Prado, incontestable réussite populaire. Mais, là encore, on est surpris par le peu de soins apportés aux finitions d'un projet si ambitieux. Pas un seul arbre n'a été planté. On est étonné d'apprendre que le bail de l'hippodrome tout proche vient d'être renouvelé pour dix ans, alors que ce vaste périmètre où croustissent des bâtiments jaunâtres jouxte le Bardo comme le parc Borély et qu'il y avait donc la possibilité de réaliser une superbe zone verte en contact avec le rivage. Les nouveaux quartiers

résidentiels ne sont pas non plus des réussites. A Bonneveine, l'île de Jean-Claude Gaudin, les petits cubes de béton et de verre fumé s'alignent le long d'avenues sans âme.

Comment a-t-on pu en arriver là ? « *On ne comprend rien à l'histoire récente de Marseille*, note le premier adjoint chargé de l'urbanisme, Jean-Victor Cordonnier, si l'on ne mesure pas la poussée démographique qui, entre 1955 et 1965, a fait augmenter la population de la ville de moitié. Il faut même remonter un peu plus loin. Au lendemain de la guerre, Marseille doit rapidement penser ses places. Le quartier du Vieux-Port est par terre. Il est urgent de loger ses habitants. Fernand Pouillon se charge des immeubles qui encadrent la mairie. Un Grand Prix de Rome, Labouret, construit les trois « radiateurs » géants qui déshonorent le cours Belsunce. Les années 50, c'est l'époque où le port tourne à plein rendement,

béton qui sert d'écran aux vestiges du vieux port grec.

A défaut de grandes entreprises, le maire lance sa « grande politique de petits projets ». La situation politique de Marseille facilite ce saupoudrage inefficace. « *On dit volontiers que Marseille c'est un aggrégat de villages distincts*, note Jean Viard, un universitaire qui enseigne à Aix. C'est surtout un quadrillage où chacun défend son pré carré. Les élus ont une vision parcellaire de la ville, qui n'est unifiée que par un discours affectif. On s'est donc épuisés à arroser la périphérie, sans résultat. Parce qu'il n'y avait aucun projet global. »

De plus, si l'administration de la ville est nombreuse (12 000 personnes), elle est divisée. Une opposition sourde règne en permanence entre la ville Valmer, où travaillent les techniciens de la municipalité, et l'hôtel de ville, où siègent les politiques. Les années 50, c'est l'époque où le port tourne à plein rendement,

cadre de collines qui basculent dans la mer, un paysage si fort, si véhément, qu'il supporte presque la brutalité du chaos urbain. Ce port a surtout une position géographique exceptionnelle, au débouché d'une vallée qui s'enfonce au cœur du pays. Cette situation, à l'approche de l'ouverture du grand marché européen, peut contribuer à lui redonner un second souffle. Encore faut-il que la future équipe municipale sache régler les problèmes aigus qui se posent à la ville.

### Le Petit Larousse illustré

Les dossiers prioritaires sont les mêmes pour tous les candidats : reconquête du centre, amélioration de l'habitat de la zone nord, reconstruction du port, règlement des problèmes de circulation. Les approches et les réponses diffèrent sensiblement.

Le projet de Jean-Claude Gaudin est le plus ambitieux. Il porte

porte de l'Orient. Les immigrés ? « *Refuser le ghetto. Jouer la carte de l'intégration* », elle se fera plus vite qu'on ne le pense, par les femmes notamment, — éliminer ceux qui la refusent obstinément.

Jean-François Mattéi voit grand. Trop peut-être. « *Ce projet, c'est le Petit Larousse illustré*, ironise un de ses adversaires. Ce qui est important, ce n'est pas de dresser le catalogue de tout ce qu'on peut faire mais de décider ce qu'on doit faire d'abord. » Pour Robert Vigouroux, qui occupe le fauteuil de Gaston Defferre à la mairie, les choix sont déjà engagés. La reconquête du centre est en cours. La rénovation de la place d'Estienne-d'Orves, naguère défigurée par un parking de cinq étages, est quasiment achevée, comme le sont le réaménagement du cours Julien, où l'on peut regretter le choix du mobilier urbain — celui de la rue Saint-Ferréol, devenue piétonne, ou celui des allées de Meilhan. Sa principale préoccupation est actuellement la reconstruction du quartier de la porte d'Aix. Adrien Fainsilber, l'architecte de la Cité des sciences de Paris, est chargé de coordonner les travaux de l'ensemble du triangle Sainte-Barbe. La nouvelle faculté des sciences économiques s'est installée dans l'ancien hôpital des incurables, méconnaissable. La halle Pugeat a retrouvé sa sobriété égarée, mais il est hélas question de la bourrer d'équipements divers. Une partie des vieilles maisons de la rue d'Aix sont rénovées. Sur la place Jules-Guesde, en face de l'hôtel de région de Jean-Michel Baudet, qui doit être complété par Claude Parent, Mario Botta doit construire un bâtiment où seront installés un hôtel, des salles de réunion, des commerces et des bureaux.

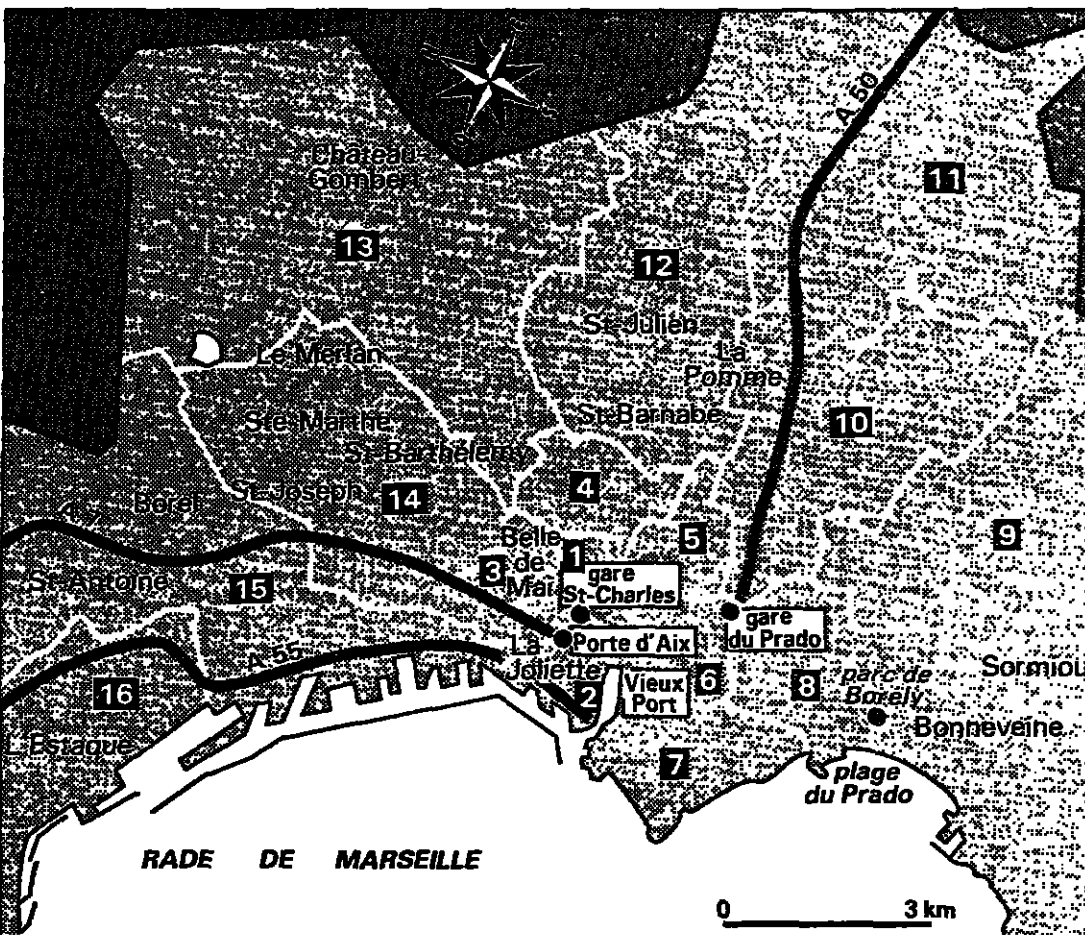
Une architecture violente qui effraie certains édiles. Ces derniers préfèrent sans doute les médiocres projets choisis pour les îlots qui bordent la rue Colbert.

« *Notre programme est lancé*, soutient Robert Vigouroux. Nous n'avons pas besoin d'affiches voyantes. Ceux qui fréquentent la Vieille Charité ou le Théâtre de la Criée le savent bien. Mais il faut accélérer ce mouvement et le chiffrer : 300 millions de francs ont été débloqués pour la rénovation de l'habitat de la zone nord. Nous avons besoin de 700 millions de francs pour achever la rocade qui contournera la ville et de 200 millions de francs pour faire communiquer la gare du Prado et le tunnel du Carénage par une voie souterraine.

### La qualité architecturale

Michel Pezet, comme ses concurrents, évoque la reconstruction du centre, la réhabilitation du nord et le réaménagement du port. Mais il insiste sur le sens et la cohérence de ces diverses actions : « *Il ne suffit pas d'écrire sur les murs « Marseille, capitale du Sud ». Montpellier, Nîmes ou Nice peuvent demain nous ravir cette place. Il ne s'agit pas d'additionner les réalisations ponctuelles, si indispensables soient-elles, pour tirer la ville de l'ornière où elle s'enfonce. Il faut réfléchir, voir grand et, compte tenu de l'image de la ville, jouer la qualité architecturale.* » Aussi s'est-il entouré des conseils de Paul Chemetov et de Boris Huidobro, les architectes du ministère des finances à Bercy. Eux-mêmes travaillent au sein d'un groupe, Marseille, ville et citoyens, qui définira ses buts le 27 janvier au cours d'une conférence de presse. « *Il faut sortir des histoires marseillaises*, affirme Paul Chemetov, sinon cette ville va mourir, et ce n'est pas seulement embêtant pour Marseille, mais pour le pays tout entier. La chance de Marseille, c'est d'être demain la grande porte de l'Europe face au Sud. C'est un enjeu formidable qui ne se règlera pas à coups d'incantations chateaubaines. Gènes et surtout Barcelone ambitionnent la même place. Et la municipalité de la capitale catalane a bien compris que pour remplir ce rôle il fallait, à côté de l'industrie et du commerce, jouer à fond la carte de l'urbanisme et de l'architecture. Aucune grande ville ne se développe si elle n'est pas désirée. Une ville que les touristes évitent ne provoque pas le désir. »

EMMANUEL DE ROUX.



grâce aux derniers feux de l'empire colonial multipliés par le mouvement qui accompagne les guerres d'Indochine et d'Algérie.

Avec l'exode des pieds-noirs, la ville va devoir absorber 300 000 personnes. Le béton coule à flots. La ville aux cent dix quartiers développe ses banlieues à l'intérieur de ses limites (25 000 hectares). On construit sur les anciennes bastides sans toucher aux structures des villages qui les entourent. Les tours étoilées des urbanisations plus anciennes, en ignorant, comme s'ignorent bien souvent les habitants qui peuplent ces mondes différents. Des autoroutes sont tracées, jusqu'au centre de la cité. Et tant pis si, au passage, elle étreint des quartiers entiers comme celui de la Belle de mai, ou si elles passent à la hauteur du troisième étage des immeubles, comme sur le qual de la Joliette. Le bourgeois local préfère l'argent facile de l'immobilier à celui des activités traditionnelles (huileries, savonneries, briquetteries...). Cette activité fébrile marque le déclin relatif du port. La ville nourrit la ville.

### La crise comme partout

Dix ans plus tard, la crise s'installe comme partout. Les entreprises ferment les unes après les autres. Les chantiers de réparation navale, excellents mais chers, sont en difficulté. Le chômage touche particulièrement les emplois non qualifiés, nombreux à Marseille. Defferre, encouragé depuis Paris par les augures du Plan, croit toujours au mirage du Fos : la région marseillaise doit devenir la Ruhr française, estime-t-il. Sa grande idée est de faire de Marseille une importante ville tertiaire, siège des sociétés travaillant sur Fos. L'avenir incertain de Fos et l'échec du « centre directionnel » marseillais ont fait s'évanouir le mirage. Seul a été réalisé le centre Bourse, hideux tas de

technique », remarque Philippe Sanmarco.

« *L'urbanisme marseillais est un urbanisme électoral*, renchérit Jean-Claude Gaudin, le candidat de la droite aux élections municipales. « *Il porte la marque du déferrisme.* » Et quand on lui fait remarquer qu'il fut longtemps en charge de cet urbanisme, avec Théo Lombard, il s'indigne : « *Il faut tordre le cou à ce mauvais procès que me font les socialistes. Peut-on imaginer un seul instant, quand on a connu Gaston Defferre, que l'implantation de 3 000 ou 4 000 logements puisse avoir été décidée par les seules personnes chargées de l'urbanisme à la mairie ? Ce serait nier la personnalité de Defferre, que les socialistes avouaient tous les jours. C'est vrai qu'on a dû construire vite, mais les implantations des cités nouvelles ont trop souvent été faites en dépit du bon sens. Moi-même, j'ai dû me battre contre Gaston Defferre qui voulait, contre toute logique, construire 4 000 logements dans le quartier de la Cayolle, au Baou de Sormion, un endroit où il n'existait ni voirie, ni voies de communication, ni emplois.* »

### Un cadre admirable

Les adversaires de l'ancien maire lui reprochent également d'avoir refusé, quand il en était encore temps, la création d'une communauté urbaine avec ses voisins : d'avoir manqué d'ambition en choisissant à Châteaue-Gombert un terrain trop exigu (180 hectares pourtant), isolé et mal desservi, pour implanter le technopôle de Marseille où doivent fleurir les industries de pointe qui lui font défaut : d'avoir, enfin, éparpillé les universités aux quatre coins de la ville, loin du centre. En dépit de ces handicaps, parfois grossis, souvent réels, Marseille a d'admirable la chance de posséder un admirable

صكنا من الامم





# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Cop de James B. Harris

### Tous

Tueur patenté du cinéma américain, James Woods devient flic dans Cop. Un film qu'il coproduit avec James B. Harris, ex-producteur de Stanley Kubrick et réalisateur farouchement indépendant. Tous deux cependant tiennent à récupérer leur mise et font ce qu'il faut pour, en adaptant et simplifiant le roman d'un auteur dans le vent, James Ellroy.

DANS une cabine téléphonique, un homme qu'on ne voit pas essaye de joindre la police. C'est un petit caennais. Il s'explique. En forçant la porte d'un appartement, il a découvert le meurtre particulièrement horrible d'une femme. Il veut le signaler anonymement. Lignes occupées, opératrice indifférente, répondant, c'est la version californienne du « 22 à Asnières ». Enfin, il tombe sur un flic. LE flic, James Woods, dans le film de James B. Harris, Cop.

Homme dévoré par son métier, policier brutal et même grossier, excessivement individualiste, James Woods prend la relève de Dirty Harry, tout aussi efficace,

mais beaucoup moins rigoureux. Il rappelle un autre rôle de Clint Eastwood, que James B. Harris, dit-il, « admire profondément » (voir ci-dessous). Le flic ambitieux de *Cop* de Harris, dont les pulsions équivoques se révèlent tandis qu'il poursuit un meurtrier sadique.

Avec son long visage grêlé, sa grande bouche sensible, ses yeux à fleur de front, James Woods n'a besoin de rien ni de personne pour paraître équivoque — il a eu son plus beau rôle et gagné un Emmy dans *Best Seller*, avec son inénarrable personnage de tueur à gages impassible, qui aime chanter *Plaisir d'amour*. Ici, il aime son métier et la pratique de façon passionnelle. Il se plante là où a eu lieu un meurtre, examine, renifle, suppute, et, avec le regard précis d'un tireur d'élite, découvre l'indice nécessaire. Il est marié et a une petite fille qu'il adore, à qui il raconte le soir les horreurs vécues dans la journée. Ce qui la ravit autant et sans doute plus que le Chaperon rouge. Lui veut l'éduquer pour qu'elle ne devienne pas une de ces pauvres femmes éternellement victimes pour avoir cru à la bonté humaine et aux fins heureuses. La mère n'apprécie pas. Elle n'apprécie pas non plus la perpétuelle tension de son mari. Elle s'en va avec la petite.



James Harris et James Woods

### névropathes

James Woods ne s'embarrasse pas de scrupules. Il n'hésite pas à embarquer une pute dont il vient d'abattre le client, puis une autre qui a connu la femme horriblement assassinée, et qui elle aussi sera tuée. De ses observations autant que par intuition, il déduit que ces crimes font partie d'une série commise par un même cinglé. Au cours de son enquête, James Woods flingue un flic douteux (Charles Haid, Renko dans *Capitaine Furillo*) et drague une poétesse féministe doucement névrosée (Lesley Ann Warren) qui tient d'Emma Bovary et de Blanche Dubois. James Woods est entouré de figures pittoresques décrites avec acuité et ironie, dont le capitaine méthodiste à l'impeccable costume trois pièces, lucide quant à la mentalité de son subordonné, réprobateur mais pragmatique.

L'histoire est tirée d'un foisonnant roman de James Ellroy, *Lune sanglante*, avec lequel elle n'a plus qu'un vague rapport. Ellroy entrecroise deux vies, celle de l'assassin et celle du flic, qui sont comme le reflet l'une de l'autre. Le film est vu uniquement du côté de James Woods. Coproduit par le film, il ne quitte pas l'écran d'une seconde. Quels que soient

son talent et sa séduction bizarre, il est beaucoup trop présent.

D'autre part, la « scène première » de cette série de meurtres est pour le moins différente dans le film et le livre, où l'assassin, alors adolescent amoureux de la jeune poétesse, se fait attirer dans un piège. Une bande de jaloux — parmi lesquels le flic douteux — lui ont fait croire que sa bien-aimée lui donnait un rendez-vous, et, profitant de sa surprise, l'ont violé. Dans le film (censure ou autocensure ?), c'est la poétesse qui s'est fait violer, d'où sa névrose, et son féminisme. Les clichés machistes ne font pas peur, mais, du coup, les motivations de l'assassin paraissent, si l'on ose dire, légères. Et, surtout, on se demande pour quelles raisons le viol d'une jeune fille serait plus acceptable, choquerait moins le public que celui d'un homme.

Bien que James B. Harris préfère le style aux intrigues à rebondissement, il a seulement réalisé sur le rythme haletant de rigueur un film d'action standard — spécialité américaine, autant que le jazz et le roman noir — avec cependant un « plus » de désinvolture, d'ironie élégante jusque dans la façon de raconter l'horreur.

COLETTE GODARD.

Rencontre avec le réalisateur

## « Le succès permet de continuer »

CINQUANTE-NEUF ans, mais l'énergie d'un jeune homme, petit, caustique, rageur, James B. Harris ne tient pas en place et parle à la vitesse d'une mitrailleuse. Il a fait ses débuts en fondant avec un camarade de classe une maison de distribution pour le cinéma et la télévision. Il avait vingt et un ans. Pendant la guerre de Corée, il a tourné plusieurs documentaires, puis a rencontré Stanley Kubrick, avec lequel il s'est associé, et a tourné *Ultimate Razzia*, les *Sentiers de la gloire*, *Lolita*. Après avoir travaillé sur *Docteur Folamour*, il se lance en 1965 dans la réalisation et met en scène *Aux postes de combat*. Huit ans plus tard, *Sleeping Beauty*, et en 1981 un premier film avec James Woods, *Fast Walking*.

James B. Harris est l'un des plus farouches « indépendants » du cinéma américain. D'où de longues périodes d'attente. Ce ne sont pas les propositions qui manquent, mais il place la barre très

haut. Il se sent, dit-il, « l'obligation de trouver des sujets et un matériau du même calibre que Stanley Kubrick et moi aurions envisagé. Un tel idéalisme devient vite négatif ».

Pourtant, James B. Harris ne se pose pas en victime : « On ne va pas reprocher aux financiers de vouloir faire de l'argent. Mais le salut viendra des stars. Leur consentement suffit à enclencher les investissements, et comme les acteurs qui sont parvenus à ce statut de star souhaitent le conserver, ils veulent participer à des œuvres qui donnent un tant soit peu à réfléchir. Seul le succès permet de continuer ».

Cela posé, le public de certains films est ciblé, limité. Il existe, en tout cas, et parfois, avec un peu de chance, on peut trouver le moyen de faire le pont entre différentes catégories de spectateurs. C'est un peu comme avec le jazz et la musique pop, certains artistes parviennent à

intéresser les deux types d'audience.

Avant même de chercher une star, James B. Harris a décidé qu'il tournerait *Cop* et a écrit l'adaptation du roman d'Ellroy, auteur que l'on compare parfois à James Cain, Raymond Chandler, Charles Williams ou Jim Thompson...

On me parle souvent de Jim Thompson, sans doute à cause de sa collaboration à *Ultimate Razzia* et *Sentiers de la gloire*. Kubrick et moi lui avons commandé et payé rubis sur l'ongle un roman dont nous aurions gardé les droits pour le cinéma, et qu'il pouvait publier chez son éditeur habituel. Il nous a livré son manuscrit, qui s'appelait *Un fou en liberté*. Et voilà que nous en avons perdu la seule copie. Nous avions autre chose en tête. Nous étions en pleine préparation de *Lolita*. Stanley l'a peut-être enfoui au fond de ses garages, on bien c'est moi... Mais si quelqu'un, un jour, le retrouve...

James B. Harris déplore le manque de considération du public pour le roman noir, de même que Clint Eastwood — qu'il admire profondément — regrette l'indifférence générale vis-à-vis du jazz.

Deux formes pourtant spécifiquement américaines. Mais les gens jugent le roman noir pas assez léger, amusant. Dans leurs lectures comme au cinéma, les Américains veulent se distraire. Or la distraction peut prendre bien des masques. Pour ma part, je la trouve précisément dans ces œuvres sombres, stylisées, étranges, et qui provoquent en moi une sorte de jubilation mentale.

Probablement sous l'influence de la télévision, la plupart des spectateurs s'ennuient dès que tout n'est pas dit en deux minutes treize, et préfèrent les intrigues à rebondissement — un événement par page — au style. Or la littérature noire

ressemble au jazz. La ligne mélodique est indiquée d'entrée. Si vous la gardez présente en mémoire, vous savourez les variations des musiciens. Aujourd'hui, au cinéma, la ligne mélodique me semble trop présente tout du long. On a l'impression de réécouter quarante fois d'affilée le même thème.

Il ne sera jamais un héros romantique à la Redford. Mais il possède un tel magnétisme que l'on s'attache à lui, même si ses personnages sont déplorables. Comme Robert Duvall ou Klaus Maria Brandauer, il est fascinant parce que anticonventionnel. Au

cours de nos premières discussions, il m'a avoué avoir toujours rêvé d'interpréter un flic qui tente de défoncer une porte à coups de pied, alors qu'il lui aurait suffi de tourner la poignée. Eh bien, voilà ! Il le fait, et c'est le style de Cop. Dur, avec des moments d'humour insolite.

Lorsque j'écris un scénario, je m'arrange pour que l'histoire se tienne sans trous d'air. Une fois sur le plateau, je reste à l'écoute. On accorde trop de crédit au metteur en scène mais, s'il sait écouter, il y gagne. Les trouvailles viennent souvent des autres. En tournage, on doit être capable de créer un libre mouvement des idées et garder les siennes en réserve, au cas où personne ne saurait quoi faire. Pour James Wood, il faut plutôt le retenir, le canaliser. En reprenant la comparaison avec le jazz, il est le meilleur soliste sur la place.

HENRI BÉHAR.

Portrait de l'auteur

### L'effet Ellroy

PREMIER volet d'une trilogie des aventures du sergent Lloyd Hopkins, de la police de Los Angeles (LAPD), *Lune sanglante*, de l'Américain James Ellroy, adapté à l'écran par James B. Harris sous le titre *Cop*, a été pour le lecteur français de romans noirs l'événement de l'année 1987. A cause de la nuit et la Colline aux suicidés, n'ont fait qu'affirmer l'évidence du talent révélé par le premier titre. Le succès n'a pas faibli puisque, avec *Clandestino*, paru en décembre dernier, les éditions Rivages ont publié six romans de James Ellroy, un dix-huit mois dont le prodigieux *Dafnia noir*.

Lloyd Hopkins, le sergent de *Lune sanglante*, possède une hérité chargée. Comme le Philip Marlowe de Chandler, il est le meilleur et, à l'image du Sam Spade d'Hammett, il est violent. Et comme le Mike Hammer créé par Mickey Spillane il frappe fort. Le sergent Lloyd arbore le regard écorché de l'inspecteur Harry, popularisé par Clint Eastwood, en butte aux procédures légalistes de la police. Comme beaucoup de solitaires qui peuplent le genre, il tient du héros de western et trône ses bottes de justicier dans une ville — Los Angeles — trop civilisée pour lui. Même s'il se situe résolument du côté des victimes, il a l'ardeur dan-

gereuse des héros troubles, tel le paumé de *Taxi Driver*, de Martin Scorsese, qui veut sauver une innocente.

Mais, plus que tout, Lloyd Hopkins fonctionne à l'intuition et à l'identification avec le meurtrier, comme le héros du *Dragon rouge*, de Thomas Harris, adapté par Michael Mann dans le *Sixième Sens*.

Les héros d'Ellroy rendent jaloux ceux du 87<sup>e</sup> District d'Ed McBain. Leur vrai père est Joseph Wambaugh, celui du *Copacouca* des flics, qui « s'intéresse aux policiers déstabilisés par leur métier, blessés par leur travail ».

En trois mouvements Lloyd Hopkins a brillamment conquis sa place dans l'enfer des psychopathes, au même titre que les criminels et autres personnages d'Ellroy. Mais, dans ce royaume-là, un Robert Bloch l'a largement devancé, ne serait-ce qu'avec le *Monde des ténés*. Si les romans d'Ellroy s'appuient sur une solide documentation, ils ne possèdent pourtant pas la rigueur de ceux des maîtres du roman de procédure que sont Hillary Wough et Ed McBain. Ils n'atteignent pas, non plus, la force descriptive d'un Herbert Liberman dans *Necropolis*, par exemple.

L'effet Ellroy vient d'une savante assimilation de ce qui le précède. Il crée la nouveauté

par un lyrisme sans égal servi par un style et un ton inusités. L'effet Ellroy vient d'une écriture agressive et travaillée pour emporter soit l'adhésion, soit le rejet du lecteur. Sa lecture n'offre pas de demi-mesure : elle fascine qui en accepte l'excès et la démesure, parce qu'il est, avant tout, un fabuleux conteur. De plus, il s'y ajoute une mystique habile de la violence qui présente le grand confort d'identifier le mal, à défaut du bien. La mécanique Ellroy s'articule autour de thèmes populaires, résolument accrocheurs, comme l'innocence (des victimes mais aussi des criminels), le péché originel et la rédemption. Dans ce contexte, le héros tient plus du missionnaire que de l'enquêteur salarié : « Je l'attraperai, et il s'éloigne, sachant que son vieil ami lui avait donné l'absolution, une carte blanche pour ce qu'il lui faudrait faire quelles que soient les règles qu'il lui faudrait enfreindre. » Ce type de messianisme se révèle payant parce que, au fond de lui, le lecteur rêve toujours au héros qu'il n'a ni le courage ni le talent d'être.

ALAIN ABELLARD.

\* *Lune sanglante* et tous les livres de James Ellroy sont publiés par les éditions Rivages dans les collections « Noir » et « Thriller ».

**AUBERVILLIERS**  
**GRUPE TSE**

DU 10 JANVIER  
AU 12 FEVRIER

**L'ETRANGE INTERMEDE**

Eugene O'NEILL  
Mise en scène  
Jacques ROSNER

« Un formidable roman-théâtre que l'on quitte à regret »  
LE FIGARO

**THEATRE DE LA COMMUNE**  
2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS  
Location : 48346767 • FNAC

صكنا من الامم

MUSIQUE



Dmitri Chostakovitch.

**Soupçonné par Staline d'irrespect envers les principes esthétiques du réalisme socialiste, député au Soviet suprême en 1962 sans que sa musique se fût véritablement « rangée », ce compositeur né en 1906 s'est toujours, en fait, trouvé en porte à faux : trop expressif aux yeux de l'avant-garde occidentale ; trop moderniste en Union soviétique alors même qu'il composait une symphonie à la gloire de la politique de reboisement... Quatorze ans après sa mort (et bien que ce ne soit pas un compte rond !) l'année 1989 a été déclarée « Année Chostakovitch ». Il y a des anniversaires plus inutiles.**

SANS qu'aucun signe avant-coureur ait pu le laisser prévoir, en l'absence de tout anniversaire, 1989 sera, en France, l'Année Chostakovitch. Ainsi en a décidé le Comité national Chostakovitch, qui, outre le patronage de l'Etat (ministère de la culture et des affaires étrangères), a su réunir, de Pierre Boulez à Iannis Xenakis, la plupart des personnalités éminentes du monde musical français, toutes tendances réunies.

Faut-il voir dans cette volonté d'accroître notablement le rayonnement en France du plus grand compositeur soviétique une réponse aux effets de la perestroïka ou une manière de stimuler les échanges entre les pays ?

Toujours est-il qu'une telle entreprise ne se heurte pas, esthétiquement parlant, à des résistances invincibles : le modernisme de Chostakovitch étant extrêmement modéré, on peut seulement s'étonner de trouver encore des absents dans la liste impressionnante des orchestres, des chefs, des solistes et des formations de chambre qui ont accepté de participer à cette célébration.

Il en viendra d'autres, c'est certain, tant il est vrai que cette musique condamnée naguère, en Occident, pour son académisme et, en URSS, pour son formalisme

bourgeois, se prête idéalement aux processus de récupération.

Une phrase suffirait à résumer l'opinion dominante de la critique musicale occidentale dans les années 70 : Chostakovitch, après des débuts qui promettaient un musicien moderne de valeur, s'est plié à des principes esthétiques (ceux du réalisme soviétique) trop opposés à la nécessité historique du matériau pour pouvoir prendre vraiment sa place dans la musique du vingtième siècle.

Un chantre critique

Deux ans avant la disparition du compositeur (en 1975), cette manière d'envisager les choses pouvait sembler acceptable : Chostakovitch avait reçu trois fois le prix Staline (en 1941, 1949 et 1950) ; il avait, certes, été condamné sévèrement en 1936, puis en 1948, mais il avait fait son autocritique et était rentré en grâce la première fois avec sa *Cinquième symphonie*, la seconde avec le *Chant des forêts*, écrit à la gloire de la politique de reboisement.

Enfin, en 1960, sa candidature au Parti communiste avait été acceptée, et l'année 1962 le verra député au Soviet suprême. On n'imaginait pas comment, dans ces conditions, un artiste aurait pu être libre et exprimer autre chose que l'esthétique officielle dictée par une bureaucratie aveugle et sourde par définition. En tout état de cause, la musique de Chostakovitch ne ressemblait pas assez à celle de l'avant-garde occidentale pour être seulement prise sérieusement en considération.

Puis en 1980 la parution à Londres d'un livre de Solomon Volkov intitulé *Témoignage : les Mémoires de Dmitri Chostakovitch*, bientôt traduit en français (chez Albin Michel, 69 F), vint

troubler les certitudes les mieux établies : le chantre officiel du régime soviétique s'y révélait essentiellement critique, ne manquant jamais d'introduire dans ses compositions des sous-entendus et des allusions contestataires.

Il fallait en quelque sorte décodifier sa musique et entendre la voix du désespoir derrière les fanfares triomphantes : victime et résistant, le personnage devenait singulièrement plus attrayant et sa musique au moins écoutable au second degré.

Ainsi la *Onzième symphonie* intitulée *L'Année 1905*, composée en 1957 pour le quarantième anniversaire de la révolution d'Octo-

tante pour qu'on puisse parler de Mémoires authentiques. D'ailleurs, ce ne sont pas les intentions qui rendent une musique plus ou moins bonne, mais le contenu de la partition.

Il est certain, cependant, que nous sommes beaucoup moins tributaires à présent des associations automatiques entre l'œuvre de Chostakovitch et le contexte politique qui l'a vu naître. Nous savons, au cas où nos oreilles n'auraient pas été assez perspicaces pour le découvrir d'elles-mêmes à travers les grands adages désespérés ou le génie de Chostakovitch éclatant plus particulièrement, que cette musique,



S. Prokofiev, D. Chostakovitch et A. Khatchaturian.

bre, mais dédiée aux victimes du dimanche sanglant de 1905 (et qui obtint le prix Lénine), devait être entendue comme une allusion directe à l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie.

Le livre de Volkov suscita beaucoup de critiques de la part des proches de Chostakovitch, qui estimaient la part prise par le rédacteur beaucoup trop impor-

comme celui qui l'a écrite, comporte une part de mystère, une ambiguïté irréductible à des catégories toutes faites.

On pense généralement que le langage volontiers tenu pour rétrograde de Chostakovitch est une concession aux « justes critiques » parues le 26 janvier 1936 dans la *Pravda* à propos de l'opéra *Lady Macbeth* qualifié de « gal-

matias musical » et qui devait entraîner le retrait immédiat de l'œuvre de tous les théâtres.

Et pourtant, si l'on écoute par exemple la *Sonate pour violoncelle et piano* composée en 1934, on constate que Chostakovitch s'était de lui-même et par avance corrigé des défauts qu'on allait lui reprocher : son style avait évolué de lui-même et, comme chez d'autres compositeurs européens, le « modernisme » un peu agressif et grinçant des années 20 avait cédé la place à un néoclassicisme plus serein.

Mahler le modèle

Si la partition de *Lady Macbeth* présentait encore quelques audaces, c'est à cause de la violence du sujet, mais dans la musique symphonique Chostakovitch n'éprouvait nullement le besoin de choquer l'auditoire. Sans doute la *Cinquième symphonie* présentée en 1937 comme la « réponse d'un artiste soviétique à de justes critiques », n'atteint-elle pas la profondeur de la *Quatrième* — cette dernière ne fut d'ailleurs créée qu'en 1960, Chostakovitch ayant jugé plus prudent de la retirer après la première répétition — mais, de même que chez Beethoven, il ne s'agit que d'un de ces mouvements de pendule nécessaires entre des œuvres successives.

En outre, Chostakovitch venait de trouver dans les symphonies de Mahler un exemple dont l'influence allait se révéler de plus en plus fructueuse. Plus qu'une découverte, il faudrait peut-être parler d'une reconnaissance, et l'importance artistique du modèle mahlerien, sans doute davantage compté pour Chostakovitch que toutes les recommandations de l'esthétique officielle.

ARTS

Après la mort du peintre

L'impatience des héritiers de Dali

(Suite de la première page.)

Dans son étude, seul le notaire de La Bisbal sait à quoi s'en tenir pour l'instant. Les autres, tous les autres, s'interrogent. Le maire de Figueras, M. Mario Lorca, se rassure : « Dali a voulu que le centre du monde dalinien soit ici ». Pourvu que sa ville décroche le gros lot ! Son confident et administrateur Robert Descharnes espère : « Peut-être a-t-il favorisé quelques proches ? ». Son avocat Miguel Domenech ne veut pas se faire de mal : « Pour moi, c'est clair. Je n'attends pas de surprise ».

Mais, comment ne pas l'envisager, même si l'on s'attend à une importante donation à la ville de Figueras et à l'Etat espagnol ? Pourquoi exclure un dernier pied-de-nez du maître ? La chronique de ses déplacements chez les notaires invite à la prudence. Qu'il suffise de rappeler la fureur de Dali et de Gala lorsque la municipalité de Figueras, en 1975, voulut débaptiser la place Gala et Salvador Dali pour

l'appeler « place de la Pêche ». Le maire était alors socialiste. Il y eut grande émotion. Une pétition se couvrit en une journée de quatre mille signatures aploptiques. Mais il était trop tard.

En 1979, le maître et sa femme annulèrent solennellement leur premier testament pour désériter Figueras l'impudente.

Il fallut bien quatre ans pour dissiper l'ire dalinesque. Il fallut surtout que M. Mario Lorca, trististe bon teint et excellent diplomate, remplace à la mairie l'inconscient débaptiseur de place.

En 1983, Dali revenait devant le notaire, celui de La Bisbal, pour lui notifier ses dernières volontés. Et rien, depuis, sinon le mystère, l'inquiétude parfois.

« Petits sous »

Au fait, depuis combien d'années mitonne-t-on cette succession ? Huit ans au moins. Plus, sans doute. Depuis que Dali n'est plus que l'ombre de lui-même, n'est plus le clown génial et éclatant qu'il fut, mais ce vieux tigre empaillé, grabataire, mélancolique, que l'on connaît sonde nasale au vent. Depuis les années 80, un nouvel entourage était en effet arrivé auprès du maître pour le conseiller et débrouiller ce qu'il avait si habilement emmêlé.

C'est que le mirobolant artiste touche-à-tout avait concurrentement bâti une œuvre et une fortune depuis les années 30. Les « petits sous » s'étaient ajoutés aux « petits sous » au point de constituer des tas d'or en hibernation dans les coffres des banques. « Avida Dollars » l'avait surnommé André Breton, réussissant là un joli anagramme après leur rupture.

Mais n'exagérons rien, car Gala, sa femme, a joué un rôle essentiel dans sa course à l'argent, à la notoriété. Et, à la décharge de Dali, beaucoup s'enrichirent et s'enrichissent encore à ses dépens. Disons qu'il fut en avance sur son temps, lorsque d'autres prétendaient seulement à bouffer de la vache enragée à Montparnasse, lui se lança comme une savonnette sur le marché américain.

Il ouvrit des comptes en banque à New-York, puis à Paris et à Genève. Le vertige le saisit, et il courut après son personnage. Dali, l'inconscient Dali, le jongleur, se mit à signer à la chaîne, en petit stakhanoviste du paraphe, des feuilles vierges par dizaines de milliers pour des tirages évidemment proclamés « limités ». La légende (mais est-ce une légende ?) veut que des manutentionnaires aient été vus sortant de sa suite à l'hôtel Meurisse à Paris poussant des diables lourdement chargés de rames de papier dûment présignées.

« Rapaces »

C'était une farce « bénaurme », superbement rentable qui consolida sa fortune, celle des éditeurs de ses lithographies et de son nouvel homme d'affaires, le Catalan Henrique Sabater. La chanteuse Amanda Lear, amie du peintre, résume : « Dali a été entouré de rapaces. Il était une poule aux œufs d'or ».

Dali voulait-il mettre un terme à cette folie ? Songeant que même l'immortalité pouvait avoir une fin, se soucia-t-il de distinguer dans son œuvre le bon du médiocre ? En 1980, à l'âge de soixante-seize ans, il fit en tout cas appel à de nouveaux conseillers. A M. Robert Descharnes, un photographe qu'il avait connu en 1950, il demanda : « Faites que l'on

arrête de me détrousser ». A M. Miguel Domenech, avocat, il confia la gestion de ses affaires générales. La succession Dali était bien ouverte. En 1982, le « Divin » met en cause quatre-vingts tableaux qui lui sont attribués, dans une exposition à Perpignan. Au bout du compte, précise M. Robert Descharnes, « cinquante imitations de sa signature ont dû être effacées ». La même année, le roi exempta toutes ses œuvres des « droits fiscaux lors de la première transmission » et l'anoblit au passage.

Une orientation décisive est prise : l'Etat, la Généralité de Catalogne et la ville de Figueras doivent, en principe, recevoir à la mort du marquis de Pubol l'essentiel de son patrimoine artistique. Ses conseils considèrent que le peintre a exécuté moins de deux mille tableaux à l'huile durant sa carrière. Ils entreprennent alors de rapatrier progressivement les collections privées du maître éparpillées entre New-York, Paris et Genève.

Quelque deux cents toiles — qualifiées d'importantes par M. Miguel Domenech — sont ainsi entreposées aujourd'hui dans les combles de la maison de Salvador Dali, sans compter des milliers de dessins, d'estampes et de gravures. Un trésor dont peuvent rêver le cercle des intimes comme les hommes d'affaires déjà cités, mais aussi son ami le plus proche, le peintre catalan Antoni Pitxot, sa jeune secrétaire Maria-Teresa Bruges, son homologue à tout faire Arturo Caminada, ancien pêcheur, enfin sa sœur cadette Anne-Marie Dali, quatre-vingt-deux ans, retirée à Cadaqués et que tout le monde semble avoir oubliée.

LAURENT GRELSAMER.

18 jan. - 5 mars  
**Regards**  
dessins du  
Stedelijk Museum Amsterdam  
Institut Néerlandais  
121, rue de Lille - Paris 7

Galerie Beaubourg  
**Louis Cane**  
Sculptures peintes  
Arianne & Pierre Nahon  
3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 46 04 34 40

**GALERIE DINA VIERNY**  
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél.: 42 61 32 83  
**GILIOLI**  
Peintures  
Jusqu'au 30 janvier

**SOTHEBY'S**  
FOUNDED 1744  
**GENEVE**  
Prépare ses prochaines ventes de mai 1989  
**Montres et Montres-Bracelets Haute Joaillerie**  
  
Montre-Bracelet chronographe, forme dite 'tonneau', Cartier vers 1925. Vendue en février 1988-365.000 FF.  
Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue de ces ventes peuvent rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :  
**à Paris, lundi 30 et mardi 31 janvier**  
Veuillez contacter :  
Sotheby's, 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél.: (1) 42 66 40 60

**LA PEINTURE DES ANNEES 60**  
  
LA PEINTURE DES ANNEES 60



## MUSIQUE

## à Dimitri Chostakovitch de la terreur et de la pitié

Outre la condamnation de 1936, Chostakovitch eut encore à subir celle que Jdanov lança en 1948 contre les compositeurs soviétiques les plus éminents (Prokofiev et Khatchaturian notamment) ; mais dans les deux cas ces condamnations pour « formalisme » — « sacrifice du contenu idéologique et émotionnel d'une composition au bénéfice de la recherche de nouveaux procédés » — ne reposaient sur aucune base réelle. Chostakovitch a toujours été, si l'on peut dire, un musicien de la communication : abstraction faite des deux années qu'il passa, dans sa jeunesse, à accompagner au piano des films muets, il écrivit tout au long de sa carrière des partitions pour le cinéma et se trouva ainsi confronté directement au problème de concevoir une musique réellement accessible au plus grand nombre.

Un artiste médiocre aurait simplement fait des concessions, mais un compositeur qui possède au même degré que Chostakovitch le souci de frapper et de toucher son auditoire ne pouvait pas se contenter de demi-mesures. Il n'en est pas moins vrai que Chostakovitch était presque naturellement doué de ce sens de l'éloquence qui permet à l'œuvre d'un artiste de dépasser le cercle des spécialités. Cela tient sans doute à son sens du discours, c'est-à-dire des détours qu'on peut se permettre sans laisser perdre le fil principal — et à son sens du temps : jusqu'où on peut aller le plus loin sans lasser l'attention. Comme Richard Strauss, il excelle à créer des situations imprévues qui s'engendrent les unes les autres, accordant à chacune le développement qui lui convient. Enfin, s'il est presque toujours resté fidèle aux lois de la tonalité, il a su jouer, comme personne peut-être avant lui, sur leur élasticité : en diminuant la force des tensions et en les faisant intervenir les unes



Chostakovitch, Malinkovski, Meyerhold, Rodtchenko  
répétant la pièce de Malinkovski « La Puisse ».

sur les autres, il multiplie les solutions à l'infini.

Pourtant, ces qualités techniques ne trouveraient pas d'écho auprès du public si la musique de Chostakovitch ne possédait cette dimension tragique où se côtoient, selon la définition antique, la terreur et la pitié : les mouvements lents sont presque toujours de longues plaintes pathétiques et désespérées, tandis que, dans les mouvements vifs, les accents épiques ou grotesques, parfois indissociablement liés, prennent des proportions terrifiantes.

Avant Mahler, on trouvait déjà cela chez Tchaïkovski et cette

filiation, de plus en plus évidente avec le recul, n'a rien qui doive surprendre. À l'évidence, la musique de Chostakovitch s'inscrit dans une tradition. Mais, outre celle des symphonistes du dix-neuvième siècle, il faut mentionner celle de la musique religieuse orthodoxe, que le compositeur connaissait intimement et à laquelle il est redevable d'une partie de son langage mélodique : cette façon particulière de faire tourner les sons sur eux-mêmes à l'infini. L'assimilation des musiques populaires a sans doute joué un rôle dans le développement esthétique de Chostakovitch, non qu'il y fasse explicitement réfé-

rence, mais parce qu'il y a trouvé associés des modèles de simplicité et d'éloquence.

L'éloquence, peut-être est-ce l'une des qualités les plus sûres de la musique de Chostakovitch, celle qui lui a permis d'être le grand musicien populaire que l'URSS pouvait souhaiter (tout en ayant tant de mal à l'accepter officiellement) et qui assure la pérennité de son œuvre. A présent que la modernité n'est plus un critère de valeur aussi tyrannique, il est moins difficile de se rendre à cette évidence.

Il reste à présent à se familiariser avec cette œuvre importante :

quize symphonies, un peu inégales mais où éclate un rare génie de l'orchestration et de la grande forme ; autant de quatuors à cordes d'une qualité d'inspiration beaucoup plus constante ; deux opéras : *Le Nez* et *Katerina Ismailova*, qui comptent parmi les réussites majeures du vingtième siècle ; des ballets ; des concertos ; de nombreuses mélodies ; deux belles sonates, *Vingt-quatre Préludes et Fugues*, pour piano, et de la musique de chambre.

L'intégrale des symphonies et l'essentiel de l'œuvre de Chostakovitch, à l'exception des quatuors, sont annoncés en disques compacts par les éditions Le Chant du monde. En l'absence d'une biographie récente en français, on attendait beaucoup du livre de Detlef Gojowy, qui vient de paraître (1) ; malheureusement, il est à peu près impossible d'en apprécier les qualités tant la traduction en est visiblement erronée dès qu'il s'agit d'explications ou de termes techniques. On en apprendra davantage en lisant, dans le supplément du *Monde* de la musique de janvier, les articles de Patrick Szersnovicz, André Lischke, Alfred Schmittke ainsi que les entretiens avec Maxime Chostakovitch (le fils du compositeur) et la pianiste Tatiana Nicolaeza. On y trouvera également la liste des concerts prévus à Paris et en province, dont une bonne partie seront retransmis par Radio-France (notre encadré).

De toute façon, la musique de Chostakovitch ne présente pas de difficultés particulières de compréhension, c'est là sa force ; elle se passe donc de commentaires. L'essentiel est qu'on puisse l'entendre davantage désormais : elle trouvera d'elle-même la place qu'on a trop longtemps, à l'Est comme à l'Ouest, voulu lui marchander.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Editions Bernard Collatz, 110 pages, 75 F.

### De concerts en festivals

À Paris :

Symphonies n° 1 et n° 9, au Théâtre des Champs-Élysées (2 février et 2 mars), et n° 8 à Radio-France (2 juin), par l'Orchestre national de France, direction : Rudolf Barshai.

Symphonie n° 11 « L'année 1905 », par l'Orchestre de Paris, direction : Semyon Bychkov, salle Pleyel (13 et 14 avril).

Concerto pour violoncelle n° 1, par Arto Noras et l'Ensemble orchestral de Paris, salle Gaveau (7 mars).

Concerto pour violon n° 2, par Guidon Kræmer et l'ONF, salle Pleyel (21 et 22 juin).

Sonate pour violoncelle et piano, par divers interprètes : salle Gaveau le 4 mars, salle Pleyel le 20 mai, au Musée Grévin le 29 mai.

En province :

Symphonie n° 9, à Monte-Carlo (16 avril) et à Lyon (25 mai).

*Lady Macbeth*, création française de la version originale, à Nancy les 26, 28, 30 mai et 2 juin. Au cours des Semaines musicales internationales de Tours (du 8 au 31 juillet), on pourra entendre la Symphonie n° 5, le Concerto pour violoncelle n° 1, un choix de quatuors et *Katerina Ismailova* en version de concert.

Le Quatuor Borodine jouera des œuvres de Chostakovitch au Festival de La Chaise-Dieu le 3 septembre, à Biarritz le 9 et à Nice quelques jours plus tard.

La pianiste Tatiana Nicolaeza interprétera les *Vingt-quatre Préludes et Fugues* à Bordeaux les 22 et 23 novembre.

### Tress à la galerie Urbi et Orbi

## Les lubies d'Arthur

Entre Greenaway et Fellini, les allégories macabres et féeriques d'un miniaturiste fantasque, héritier d'Edward Lear et de Kafka.

RÉVÉLÉ en France par Michel Tournier, l'Américain Arthur Tress bâtit depuis vingt ans une œuvre que lui-même dit surréelle. Il use de la réalité pour donner corps à l'étrange.

« Pour moi, une image est réussie quand on a le souffle coupé », déclare-t-il. Je veux faire basculer le spectateur dans un autre monde. Mais son univers, sous un air surréaliste, traite avec dérision des vrais problèmes de notre société : la pollution, l'oppression, la pourriture, la mort, la solitude. L'imaginaire est pour lui le meilleur moyen d'exprimer sa peur irraisonnée de la réalité.

Parmi ses thèmes majeurs, la sexualité homosexuelle. Tress visualisait ses fantasmes en raillant les archétypes de l'image tropique. Puis il s'est débarrassé de cette expression trop démonstrative pour mettre des bouts d'histoire en images. Il est ainsi devenu un des pionniers de la photo mise en scène avec Duane Michals et Leslie Krim.

Il a conçu alors son théâtre d'objets, nourri par un humour acide. Ce goût lui vient de son père, qui était bricoleur : « Les objets ont une vie propre et sont souvent hostiles aux individus. J'adore ceux que je trouve dans la rue, ma maison en est pleine. » C'est ainsi que naquit l'extravagant *Tea Pot Opera* (opéra de la théière), somptueuse création imaginaire que Tress amplifia avec la symphonie multicolore du *Préventorium*.

La découverte sur l'île de Roosevelt, près de Manhattan, d'un hôpital désaffecté, rempli d'appareils médicaux terrifiants et



Arthur Tress : Sonate au clair de lune, 1988.

rouillés, l'a profondément fasciné. Il les peignit à la bombe comme des sculptures. « J'adore les lieux abandonnés. Il y a en eux une tristesse et aussi un danger qui vous poussent à travailler. » Durant un an, il a donc investi les vingt-six chambres de l'hôpital habité par ses œuvres.

Son dernier travail, *The Fish Tank Serie* (la sonate de l'aquarium), présenté à Paris par Gilles Dusein, se situe dans le droit fil de cette série. Pendant dix-huit mois, Tress a sillonné les États-Unis en voiture avec un vieil aquarium et un sac plein de jouets. Sur fond de nature sauvage ou civilisée, sur les rives de l'Hudson ou au bord de la mer, il marie les objets factices à l'environnement naturel. On montre, à l'inverse, comment le paysage est dénaturé par ce qui est mécanique et industrialisé.

Ces saynètes burlesques ou

cauchemardesques, pénétrées d'allusions politiques, jouées par des figurines colorées et ricanantes, ont toutes une atmosphère et un ton différents. Titres : *Café titanesque*, *Exhortation de la guerre* ou *La police montée arrive à temps*, elles donnent lieu à une réflexion divertissante sur la relativité des échelles. Un ours happe un saumon, un gros poisson dévore un pêcheur. Ode à une nature indomptée, ces faux tableaux sont à lire, selon Tress, comme un roman initiatique. Au vu des vingt tirages exposés, on peut aussi les voir comme une suite de petits contes écologiques pervertis par la fantaisie cruelle et ludique de l'enfance.

PATRICK ROEGERS.

\* Arthur Tress, *Nouvelles Images*, présenté par la galerie Urbi et Orbi, à l'espace J. et J. Douay, 57, rue de la Roquette, Paris-11, jusqu'au 4 février.

### Gladys à l'AMC de Mulhouse

## Esthétisme japonais

Un reportage fictif qui marie sur un mode poétique les codes de la modernité et les rituels ancestraux.

LE Centre d'action culturelle de Mulhouse axe son activité sur la photographie. Son directeur, Paul Kanitzer, photographe lui-même, accorde envi-

lisation qui lui est étrangère. Elle s'applique à cerner des signes simples : des poissons dans un bocal, le motif d'une étoffe, le satin de la peau.

Sur un mode tour à tour métaphorique ou descriptif, elle tisse un patchwork de sensations imaginées. Une épaule tatouée, le dos rasé d'un chat, les voyageurs



Gladys, « Mamonaku », 1987.

ron 500 000 francs à l'image fixe sur un budget global de 6 millions de francs.

Il expose aujourd'hui les travaux de Gladys, réalisés en 1987 lors de deux séjours au Japon, grâce à une bourse de la Villa Médicis « hors les murs ». Gladys fait partie de ces auteurs dispersés dont on suit la création par bribes, au hasard d'un album ou d'une exposition collective. Elle aime mêler les genres. Ses études aux Arts décoratifs l'ont initiée à la pratique du collage et au dessin. Sensible à l'irréalité du quotidien, elle prône une photographie proche du rêve.

Fidèle à l'ontisme de sa vision, elle espère éviter à Tokyo les clichés de l'exotisme. Ainsi qu'elle le fit dans une récente série sur le nu, c'est par la danse du corps humain qu'elle traduit sa surprise et son émoi. Le langage des gestes, perçu comme une écriture, esquissé une indomptable calligraphie. Gladys déchiffre ainsi les codes d'une civi-

lisation qui lui est étrangère. Elle s'applique à cerner des signes simples : des poissons dans un bocal, le motif d'une étoffe, le satin de la peau.

Récit, pseudo-documentaire, décapage de mœurs, échappée dans l'imaginaire, ce projet décousu mise sur plusieurs plans. Par manque de rigueur, et surtout de mystère, il n'en ouvre jamais que sur le visage d'un autre signe », disait Barthes. L'œil de Gladys, fêtu d'effets factices, reste en surface. Faute de trouver une écriture propre, il verse dans l'esthétisme.

P. R.

\* Gladys, *Mamonaku*, quatre-vingts photographies, galerie AMC Mulhouse, jusqu'au 4 février.

### PHOTO

1 8 h 3 0

24 janvier - 26 février  
Sauf les mercredis 25 janvier, 1<sup>er</sup> et 8 février, et le samedi 11 février

David Mamet

LE CHÂLE

Adaptation française

Pierre Laville

Mise en scène

Yves Gasc

avec

Geneviève Casile, Yves Gasc  
de la Comédie-Française  
et Alain Fromager

Tél. 43257032

OPERA D'AVIGNON

la Ville d'Avignon

présente

MARAT

Peter WEISS

mis en scène

Gerard GELAS

SADE

avec

Pierre Clementi

Idwig Stephane

Marianne Anka

Nini Crepon

Jean-Marc Avocat

scénario et costumes

Philippe Graitson

musique

Leo Ferre

24 - 30 janvier 1989  
21 - 22 février 1989

صحنه من الاصل

**LE PROCES D'ORESTE**  
texte et mise en scène Farid Paya  
musique Marc Laurus  
45.86.55.83 et 3 FNAC - 22, RUE DU CHEVALERET PARIS 13<sup>e</sup>

"Que l'on note ce rendez-vous, impératif tant pour les médiums aventureux que pour les amateurs de théâtre post-contemporain... l'intégration des éléments scéniques et musicaux tient du miracle... un drame absolu".  
Claude SAMUEL (Le Point)  
"Des situations, une gestuelle, un langage saisissants, baroques parfois, mais d'une humanité palpitante".  
Jacques LONCHAMPT (Le Monde)

**THEATRE 14**  
Jusqu'au 19 février  
45.45.49.77

**LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITÉ**  
de Fernando PESSOA  
production Françoise LAYE, adaptation et mise en scène Alain RAIS, décor et lumières Yves PIERGIOVANNI, avec Philippe LAUDENBACH  
Spectacle très rare, très original. Un chant d'amour. C'est très beau. FRANCE CULTURE.

**LA RÉVOLUTION DU MARIVAUDAGE**  
LAFASSE SUIVANTE  
Compagnie Ivan MORANE  
JANVIER-FÉVRIER  
Théâtre de VANVES 45.45.49.77  
direction d.m. maréchal  
12, rue Sadi-Carnot, 92170 Vanves

du 19 janvier au 12 février  
**LIVROGNE DANS LA BROUSSE**  
d'après Amos TUTOIA  
traduction Raymond QUENEAU  
Editions Gallimard  
par LE THEATRE ECARLATE  
atem loc. 43.44.77 15 et 3 FNAC

**THEATRE DE PARIS**  
21H DIM. 14H 30  
**MOBIE-DIQ**  
CREATION  
MARIE REDONNET  
ALAIN FRANÇON  
YANNIS KOKKOS  
FRANCINE BERGE  
JEAN-CLAUDE JAY  
AU THEATRE DE LA BASTILLE  
76, rue de la Roquette 11<sup>e</sup>  
LOC. 42.74.22.77

**LE JOUR DE LEVEE LÉOPOLD!**  
SALLE 1  
mise en scène CHANTAL MOREL  
du mardi au samedi 20 h 30  
dimanche 17 h

**LE TEMPLE**  
SALLE 2  
SERGE VALLETTI  
ECRIVAIN DE THEATRE  
CHACQUE WEEK-END  
UN PROGRAMME DIFFÉRENT  
SAMEDI 13 h 30 - dimanche 15 h  
THEATRE DE LA TEMPLE  
10, rue de la Harpe, 75004 Paris

**8<sup>e</sup> RENDEZ-VOUS CHORÉGRAPHIQUES**  
**RENCONTRE LES PUBLICS DE DANSE**  
Prévue par le Ministère de la Culture et de la Communication  
Samedi 28 janvier - 16h  
**KARIN VYNCKE**  
TABULA-TERRA Avant-première  
**VICENTE SAEZ** Barcelone  
ENS Creation  
Samedi 28 janvier - 20h 30  
**NADJ**  
SEPT PEAUX DE RHINOCÉROS  
Vendredi 3 février - 20h 30  
**LES GÉMEAUX**  
Centre d'Action Culturelle  
49, av. G. Clemenceau - 92330 SCEAUX  
Réservations: 46.61.36.67

**7A PARIS L'HEBDO ANTI-DODO**  
**UN NUMERO MONSTRE**  
MERCREDI - 6 F

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 11 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h.  
**ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE.** Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.  
**CHATEAUX BORDEAUX.** Histoire et résidences des architectes de la civilisation du vin. Galerie du Cci. Entrée: 15 F. Jusqu'au 20 février.  
**DE MATISSE A AUJOURD'HUI.** Salle d'actualité. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 janvier.  
**ENSEMBLE D'ENSEMBLES.** Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 27 mars.  
**THOMAS HUBERT.** sept Boers. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 29 janvier.  
**SITE ET SABLE.** Atelier des enfants. Entrée: 10 F. Jusqu'au 30 janvier.  
**JEAN TINGUELY.** 1954-1987. Grande galerie - 5<sup>e</sup> étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Matignon (40-49-40-41). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 9 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h.  
**PAUL-EMILE MOUT.** VOYAGE A TAHITI ET AUX ILES MARQUISES. Exposition de peintures. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 25 avril.  
**LES PEINTURES REMBRANESQUES AU LOUVRE.** Pavillon de Flore. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.  
**REMBRANDT ET SON ÉCOLE.** Dessins du Musée du Louvre. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h.  
**ROLAND FISCHER.** A.R.C. Jusqu'au 12 mars.  
**IMAGES CRITIQUES.** DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES, Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 mars.  
**PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE.** Sélection de photographes à partir des collections du Musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.  
**GAUGUIN.** Galeries nationales (42-89-50-01). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 22 mars. Entrée: 35 F. Jusqu'au 24 avril.  
**MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-LÉON LARTIGUE.** (42-56-37-11). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.  
**QUARANTEIÈME SALON DE LA JEUNE PEINTURE.** Balcons (42-56-45-06). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.  
**IMMAGÉ CALCULÉE.** Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

Cité des sciences et de l'industrie

**LES ACQUISITIONS PHOTOGRAPHIQUES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Galerie de la Ville de Paris, 17, av. d'Iéna (42-36-51-21). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**LES ANNÉES U.A.M.** L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-30-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.  
**L'ART ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION.** L'art et les métiers dans les collections du Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-77-12-33). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.  
**CANONKOR.** ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (40-77-12-33). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.  
**COULEURS DU TEMPS.** Photographies sériologiques et autochromes prises par E. Clemenceau. Musée Rodin, hôtel Byron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.

**LETITRE.** Cent artistes et écrivains. Musée de la Poste, galerie du Messager, 34, bd de Vaugouard (43-20-15-30). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 mars.  
**HERVÉ CREPET.** Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 18 février.  
**CROCODILES ET KANGOUROUS.** Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-33-14-54). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.  
**DE TEMPS EN TEMPS.** Photographies de la France. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mars.

**JULES-ELIE DELAUNAY** (1828-1891). Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars.

18 h, mer. de 12 h 30 à 18 h. Entrée: 16 F. (8 F dim.). Jusqu'au 20 mars.  
**GARGAT-JONEMANN.** Créateurs de bijoux. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**LEONIGUIN ET L'ÉCOLE DE PONT-AVEN.** Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**LES GRANDES BAIGNEUSES DE PICASSO.** Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardins des Tuileries (42-97-01-01). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 6 mars.  
**ICÔNES ET MERVEILLES. HOMMAGE AU MILLENAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE.** Collections françaises et étrangères. Musée Carnavalet, 7, av. Velázquez (45-63-50-79). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 10 février.  
**MORCEAUX CHOISIS.** Le XIX<sup>e</sup> siècle. Les collections des musées d'Orsay et de la Ville de Paris. Musée d'Orsay, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 février.

**LE L'ORDRE DE MALTE ET LA FRANCE.** Musée national de la légion d'honneur et des ordres de chevalerie, hôtel de Salomon, 2, rue de Beaucourt (45-65-95-16). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 mars.  
**CLAUDE PERRAULT (1613-1688).** Orfèvre, architecte, sculpteur. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**POUPÉES AMÉRICAINES.** 1840 - 1988. Musée des Arts décoratifs, galerie des Joies, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 5 mars.

**QUARANTEIÈME SALON D'AFFICHES.** 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, galerie des Joies, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 5 mars.  
**ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE.** 1840-1908. Galerie Lacombe, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.

**LE TEMPS DE LA VILLE.** Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Carion (42-78-70-00). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mars.  
**TÊTES DE PUB.** LES ÉCOLES S'AFFICHENT. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.  
**UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE.** Musée national des Arts et Métiers, 194, rue de Valenciennes (42-56-45-06). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

**LES ANCIENS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre national des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-06-16). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**ANSTEDTANART.** Regards: dessins et gravures. Centre national des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-06-16). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**ART ET MYTHOLOGIE.** Figures théologiques. Fondation Dargès, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 février.

**LOUIS BOUCHARD, JEAN-BERNARD SOHREZ.** Centre national des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-06-16). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.  
**ROMAN CIESLEWICZ.** Affiches. Accatone (ex-Studio Cajas), 20, rue Cujas (46-33-86-86). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 23 h 30.  
**FRANCE AUSTRALIE.** Neuf artistes australiens (2<sup>e</sup> partie). Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital. T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 février.  
**KJELL LANDFORS.** PEINTURES. SCULPTURES. ILON WILKAND. (dessins et aquarelles). Centre culturel suédois, hôtel de Marie - 11, rue Payenne (42-71-82-00). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 9 mars.

**MATIAS SPECH.** NOT VITAL. Centre culturel suédois, 22, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-30). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 janvier au 18 février.

**CHRISTOS TZIVELOS.** Galerie Carte blanche, Caisse des dépôts et consignations, 15, quai Voltaire. T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, et fêtes de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 février.

**MARCEL ALLOCO.** Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 25 février.  
**AREKI.** Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazaria (43-26-25-35). Jusqu'au 18 février.  
**BABOU.** Galerie Krief, 50, rue Mazaria (43-29-32-37). Jusqu'au 12 février.  
**EDWARD BARAN.** Galerie Française Pallard, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 10 février.  
**MOIAND.** (peintures, dessins). Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Lisbonne (42-56-43-26). Jusqu'au 25 février.  
**BEUYS, BROODTHAERS, RAUSCHENBERG, WARHOL.** Galerie Jay Brochot, 35, rue Guénégaud (43-54-25-40). Jusqu'au 11 mars.

**CHRISTIAN BOLTANSKI.** Archives. Galerie Guillaume Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 23 février.  
**LOUISE BOURGEOIS.** Dessins 1948-1988. Galerie Lajou, 14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 25 février.  
**VICTOR BRAUNER, MAX ERNST, PAUL THER.** Galerie Samy Kline, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 25 février.  
**FREDÉRIC BRECK.** Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-45). Jusqu'au 2 février.  
**LES BRONZES DE REMBRANDT.** BUGATTI (1885-1916). Galerie Charles et André Bailly, 25, quai Voltaire (42-60-36-47). Jusqu'au 10 février.

**LOUIS CANE.** Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 2 mars.  
**BRUNO CECOBELLI.** Galerie Yvon Lambert, 108, rue de la Vierge-de-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 2 février.  
**LEONARDO DELFINO.** Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.  
**FRED DEUX.** Le voyage des signes. Galerie Jeanne-Schuch, 53, rue de Seine (43-26-23-32). Jusqu'au 4 mars.

**OTTO DIX.** Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Tondano, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.  
**DORNY.** Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 14 février.  
**CELENE, BUTNER, HEROLD, CELENE.** Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 26 janvier au 4 mars.  
**FERRANTE FERRANTI.** Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 4 février.  
**FORMES ET COULEURS.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-42-21). Jusqu'au 21 février.

**ALAIN GROSJEAN.** Galerie Nage Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 25 février.  
**LES GENES DE 1968.** Artistes nés entre 1950 et 1968. Galerie Lacombe, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). Du 31 janvier au 25 février.  
**RAYMOND HAINS.** Galerie Heyman - Marcel Semler, 46, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.  
**HASTAIRE.** Galerie Marie-Thérèse Cochin, 49, rue Quincampoix (48-04-94-16). Jusqu'au 18 février.  
**HELION, MASSON, MOORE.** Œuvres américaines. Art of This Century, 3, rue Visconti (43-53-57-70). Jusqu'au 11 février.

**DAVID HODGES.** Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (48-07-24-78). Du 28 janvier au 13 février.  
**HOUSASSON.** Peintures 1963-1978. Galerie Rognon, 46, rue de l'Université (42-77-19-61). Jusqu'au 11 février.  
**JEAN-PAUL HUFTIER.** Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 23 février.  
**HYUN SOO CHOI.** Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 4 mars.  
**ELKA KABAPOV.** Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.

**HARALD KLINGELHÖLLER.** Galerie Guillaume Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 7 février.  
**GERARD KOCH.** Galerie Chas Scream, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 4 février.  
**ANCE LECCLA.** Galerie Montesson, 31, rue Mazaria (43-54-25-30). Jusqu'au 11 février.  
**JEAN-FRANÇOIS LEPAGE.** Composition de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue de Valenciennes (43-44-11-36). Jusqu'au 4 mars.

**SOL LEWITT.** Incomplète Open Cube. Galerie de la Photographie, 18, rue Keller (48-07-24-78). Du 31 janvier au 11 mars.  
**CHRIS VAN MULLIGEN.** Galerie Beroc-Fugler, 27, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 11 février.  
**MAX NEUMANN, HEILA SANTA-ROSSA, THOMAS LANGE.** Trois peintres berlinois. Galerie Pierre Birschnitzky, 156, bd Hausmann (43-62-88-86). Jusqu'au 28 janvier.  
**OSMAN.** Galerie Philippe Casoli, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 14 février.

**JEAN-LUC PARANT.** Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 11 février.  
**HERVÉ BABOT.** Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-95-62). Jusqu'au 4 février.  
**DAVID SEIDNER.** Galerie Samia Soudry, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 24 février.  
**SERGE III.** Galerie J. et J. Dougny, 57, rue de la Roquette (47-00-10-44). Jusqu'au 4 février.

**RICHARD STANKIEWICZ.** Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 9 mars.  
**TAPIES, MANOLO VALDES.** Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 31 janvier.  
**TITUS-CARMEL.** Intérieurs 1987 - 1988. Galerie Lajou, 14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 25 février.

**LAWRENCE WEINER.** CARL ANDRE. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 8 février.  
**CHRISTOPHER WILLIAMS.** Galerie Crouzet-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 18 février.  
**KEZYSZTOF WODCZKO.** Galerie Gabrielle Maubrun, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-97). Jusqu'au 11 février.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** Costume à danser. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-64-77-05). T.l.j. 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.  
**CORREIL-ESSONNES.** Tania Mourad. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (80-89-00-72). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 27 février.  
**EVRY.** Identités. Peintures et abstractions de la Fondation Camille. Air libre. Art contemporain. Agora, 110, Grand-Place (60-77-94-80). T.l.j. 10 h à 20 h, dim. de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 22 février.

**JOUY-EN-JOAS.** Un, deux, trois... Sculptures. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 février.  
**MEAUX.** De Nicole dell'Abate à Nicolas Poussin: aux sources de la classique. (1550-1650). Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-04-45). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.  
**MONTEUIL.** Philippe Soupault. Le voyageur magicien. Centre des expositions de Montreuil, esplanade B-Franchon (48-70-60-99). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 14 h. Entrée: 20 F. Jusqu'au 28 février.

**PARIS-LA DÉFENSE.** Carte blanche à la galerie Daniel Templeton. Officier Dabry, Patrice Gioria, Jean Le Gac. Galerie La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de la Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 23 février.  
**PONTOISE.** A boire et à voir. Musée de Pontoise, Taver-Delaunay, 4, rue Lestierier (30-38-02-40). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.



## THEATRE

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

THE DINING ROOM. Galerie 55 (43-26-63-51) (dim., lun.) 20 h 30 (en anglais) (25).

22-54. Gaieté Montparnasse (43-27-88-61) (dim., lun.) 22 h 15.

ANTONIN MAL CONCU. Au Bec Fin (42-96-29-35) 19 h (25).

LA FÊTE DE L'AMOUR. Arts Hébertot (43-87-23-23). Les accords et vendredis 20 h 30 (25).

LA LOCANDIERA. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (dim., lun.) 20 h 30 (25).

HIRONDELLE DE SAUCISSON. Cergy. Théâtre des Quatre-Vingts-Quinze (30-38-11-99) (dim., lun.) 21 h (25).

LES ENFANTS DU SOLEIL. Arts Hébertot (43-87-23-23). Jeudi et mardi à 20 h 30 (26).

LA VIE DE THÉÂTRE. Mathurins (42-55-00-00) (dim.) 21 h, sam. 16 h et 21 h (26).

LA FAUSSE SUIVANTE OU LE FOURBE PUNI. Vanves. Théâtre (46-43-46-17). Jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30 (26).

LA MULE DU PAPE. Le Bouffier (43-73-47-94) (dim., lun.) 22 h (27).

LA STATION CHAMPAUDET. Boulogne-Billancourt (46-03-60-44) (lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30 (27).

LE TRIOMPHE DE LA JALOUSIE. Arts Hébertot (43-87-23-23). Le samedi à 20 h 30 (28).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (lun.) 18 h 30; dim. 14 h 30 (28).

AU BEAU FIXE. Grand Hall Montparnasse (42-96-04-06). Vendredi et samedi à 20 h 30. Dim. 18 h (27).

LES VICTIMES CLOÛTRES. Carré Silvia Monfort (45-31-28-34). Uniquement les lundis à 14 h 30.

## Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERBAU (42-00-77-11). La Ritournelle: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANES (43-38-19-70). Bandes: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

ARLEQUIN (45-89-43-22). O. Monsieur de Pourcègues: 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

ARTISTIC-ATHÉNAÏEN (48-06-36-02). O. La Ténacité au palais: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.).

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). O. La Fête de l'amour: 20 h 30 (Ven., sam.).

O. Les Enfants du Soleil: jeu., mar. 20 h 30; Le Triomphe de la jalouse: sam. 20 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Le Terrier: 20 h 30. Rel. dim., lun. Salle Louis Jouve. Mademoiselle Julie: 20 h 30. Rel. dim., lun.

BATACLAN (47-00-30-12). D. Match d'improvisation: lun. 21 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Jeu.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Les Deux Jumeaux vénitiens: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. mar. D. Les Vieux de la Révolution: jeu. 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Le jour se lève. Léopold: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. D. Valentin, dernier de théâtre: sam. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah! Ca rira, ça rira: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE DES PEULIERS (47-26-79-37). D. Le Tartuffe: ven., mar. 20 h 30, sam. 15 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). D. Nuits blanches et Ombres japonaises: lun. 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). D. Beautés du Buraku: sam. dim. 18 h, dim. 15 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-36-69). La Galerie. Zaire, ou le Fanatisme religieux: 20 h 30. Rel. dim., lun. La Ressure. John Gabriel Borkman: 20 h 30. Rel. dim., lun.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête: 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-27-21). Une femme sans histoire: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Cagnotte: 14 h, dim. 20 h 30, ven., sam., mar. 20 h 30. O. La guerre de Troie n'aura pas lieu: 20 h 30 (Lun.), dim. 14 h. D. Fin de partie: jeu. 21 h. Nicomède: sam. (abst. class. série 3) et dernière 14 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). D. Jodelot ou le maître-valet Cécile: Fous et Bouffons du XVIIIe siècle: lun. 18 h 30.

CRYPTÉE SAINT-EUSTACHE (42-36-53-82). La Porte de l'aurore: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. mar.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). D. Qu'est-ce qu'elle est ma vie?: ven. 20 h 30. Gala contre l'infirmité: sam. 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Cofit du père François: 21 h, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). O. Le Jour de la limace: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Belles Cadres: 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait ou on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim.

EDOUARD-VI SACHA GUITRY (47-45-57-49). Un mois à la campagne: 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ELDORADO (42-49-60-27). O. Rêve de Vienne: 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30, dim. 18 h, sam. 20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Borge. Le bibliothécaire de Babel: 18 h 30. Rel. dim., lun. Les Amantes Odeurs: 20 h 30. Rel. dim., lun.

FONTAINE (46-74-74-40). Quelle Famille!: 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Maître de l'Idéal: 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55-THÉATRE THEATRE OF PARIS (45-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30. Rel. dim., lun.

GALERIE DE NISLE (43-25-11-28). D. Le Magrab de casard: mar. 20 h 30.

GRAND HALL MONTORQUEIL (42-96-04-06). Au Beau fixe: ven., sam. 20 h 30, dim. 18 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Adieu Agathe: 20 h 30. Rel. dim., lun. 22-34: 22 h 15. Rel. dim., lun.

HOTEL DES MATHONS (43-26-45-24). D. La Dernière Bande: ven., sam. 20 h 30, dim. 16 h.

HOTEL LUTETIA SALON BORDEAUX (43-44-02-02). Le Dernier Quart de lune: 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice aveugle: 19 h 30. Rel. dim. La Leçon: 20 h 30. Rel. dim. La plus n'ont pas de tout ce que l'on croit: 21 h 30. Rel. dim.

JARDIN D'HIVER (42-63-59-49). La Nuit les chats: 21 h. Rel. dim., lun.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-69). La Face cachée d'Orion: 20 h 30. Rel. dim. Adieu Monsieur Tchekhov: 22 h 15, sam. 15 h. Rel. dim.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Mobie Day: 21 h, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LE BATEAU (42-06-68-99). La Terreur: 21 h. Rel. dim.

LE BOUILLON (43-73-47-94). Ce soir, on colle tout: 20 h 30. Rel. dim., lun. D. La Mule du pape: ven., sam., mar. 22 h. Rel. dim., lun.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 20 h 15, sam. 18 h. Rel. dim.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). O. Bonar Beck: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 17 h.

LIERRE-THÉÂTRE (45-86-55-83). Le Procès d'Orson: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h 45. Rel. dim. Remond et Armide: 20 h 30. Rel. dim. Le Crésus de des pères: 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Rel. dim. Quant au diable, n'en parlons pas: 21 h 30. Rel. dim.

MADEIRNE (42-45-07-09). La Foire d'empoigne: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. D. Les Sept Miracles de Jésus: jeu., ven. 18 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). O. Hommage Eliot: 20 h 30 (Jeu., ven., sam.).

MARAIS (42-78-03-53). O. Une vie bouleversée: 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., lun. mar. L'Avare: 20 h 45. Rel. dim.

MARIE STUART (45-08-17-07). Le Révizin: 18 h 30. Rel. dim., lun. Pierrot gardien de l'ordre: 20 h 30. Rel. dim., lun. La Vie après l'amour: 22 h. Rel. dim., lun.

MATHURINS (42-63-90-00). D. Une vie de théâtre: jeu., ven., sam., lun. mar. 21 h, sam. 16 h. Rel. dim.

MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Piquette: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan: 20 h 30, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit: 19 h. Rel. dim., lun. D. La Vie: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Terna: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Horla: 18 h. Rel. dim., lun. mar. Thésodore le Grandeur: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. mar.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 20 h 30, sam. 15 h 30, 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. mar.

ODÉON (43-25-70-32). Un bon patriote: 20 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (PETIT) (42-25-70-32). D. Le Châle: jeu., ven., sam., dim., mar. 18 h 30. Rel. mer., lun. Le Temps répété Collège de théâtre: lun. 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). D. Je ne suis pas Rappoport: mar. 20 h 45. Rel. dim. soir, lun.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-12-20). O. Alys: 19 h 30 (Ven., sam., mar.), dim. 19 h 30.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps: 20 h 30. Rel. dim., lun.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Doris: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. D. Bonne Année, bonne année d'après Ma maladie, mes médecins: lun. 20 h 30. mar. (dernière) 14 h 30.

PARIS-VILLETTA (42-02-02-68). Les Ridoux: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PÉNICHÉ-OPÉRA (42-45-18-20). D. Nina et les comédiens ambulants: jeu., ven., sam. 21 h, dim. 17 h.

PLAN DE TRAVAIL (42-23-81-91). D. L'Homme de bon gisant debout: mar. 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle L. Le Plus Heureux des hommes: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Journal d'une petite fille: 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Téton: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

POTINIERE (42-61-44-16). D. La Frouse: 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

RANELAGH (42-38-64-44). D. La Nœce et Sur la grand route: mar. 20 h 30.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). O. La Locandiera: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. D. Alice au pays sans nouvelle: sam. 18 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple: 20 h 45, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer: 20 h 30. Rel. dim., lun.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Alerte en cinq temps: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

TACI STUDIO (43-73-74-47). D. La Vénus sur l'amour baroque: dim. 16 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Les Sincères, et l'Épreuve: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Le Livre de l'Intranquillité: 20 h 45, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-40). Amphiryon: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-99). Salle L. O. Le Tartuffe: 20 h 30 (Lun., mar.). Salle II. O. L'Ecume des jours: 20 h 30, sam. 16 h. D. Marius: ven. 20 h 30, sam. 16 h, dim. 14 h. D. Fanny: sam. 18 h 30, dim. 16 h 30. D. Césaire: sam. 21 h 30, dim. 19 h 30. Le Journal d'un fou: jeu. 20 h 30, ven. 18 h 30. L'Émigré: jeu. 20 h 30, sam. 20 h, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Triomphe de l'amour: 20 h 45, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE MONTMONTANT (46-36-98-60). D. Piquet: jeu., ven., sam. 21 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. mar.

THÉÂTRE DU RELAX (43-46-91-93). Une chemise de nuit de flanelle: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Nana: 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). Les Femmes: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. La Reconstitution: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Monte: 21 h, sam. 15 h 30. Rel. dim. 16 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-66-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbs: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Grande salle. O. Le Retour au désert: 20 h 30 (Jeu., ven., sam., mar. dernière), sam. dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. M.L.T. O. Harcamont: 21 h (Jeu., ven., sam. dernière). Petite salle. Il dit qu'il est Nijinsky: 18 h 30. Rel. dim., lun.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Barthelemy: 19 h. Rel. dim., lun. Hélios, sans moult: 20 h 15. Rel. dim., lun. O. Les majorettes se cachent pour mourir: 21 h 30. Rel. sam. (exception), dim., lun. D. La Timbale: sam. 15 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). De l'orthographe et autres oiseaux rares: 19 h. Rel. dim., lun. Demain, j'arrête! 20 h 30. Rel. dim., lun. O. Des lyes d'amour: 22 h 15 (Jeu., ven., sam. dernière).

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Énorme Changement de dernière minute: 21 h, sam. 17 h. Rel. dim. D. Toi et moi... O. Paris: dim.

VARIÉTÉS (42-33-03-92). La Présidente: 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

Région parisienne

ANTONY (THÉÂTRE FIRMIN GÉMIER) (46-66-02-74). D. Joe Egg: mar. 21 h.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (43-64-67-67). L'Étrange Intermède: 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES PRÉVERT) (46-60-20-21). D. L'Or et la rousse: 21 h, dim. 16 h. C'est encore mieux l'après-midi: mar. 21 h.

BAGNOLET (ATELIER THÉÂTRE ET MUSIQUE) (43-64-77-18). D. L'Or et la rousse: 21 h, dim. 16 h. C'est encore mieux l'après-midi: mar. 21 h.

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Grande salle. La Tragédie du vengeur: 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Poussières: 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). D. La Station Champaudet: ven., sam. mar. 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CERGY (THÉÂTRE DES ARTS) (30-30-33-33). Sganarelle ou le coqui imaginaire, le Mariage forcé: 18 h 30, dim. 16 h. Rel. jeu., dim. soir, lun.

CERGY (THÉÂTRE QUATRE VINGT QUINZE) (30-38-11-99). O. Hironelle (de saucisson): 21 h. Rel. dim., lun.

CHELLES (THÉÂTRE DE CHELLES) (60-08-65-00). D. La Mouette: ven., sam. 21 h.

CHOISY-LE-ROI (THÉÂTRE PAUL ELUARD) (48-90-89-79). O. Tremblement de terre très doux. Festival Futuristique: 10 h, 14 h 30 et 20 h 30.

CLAMART (CENTRE CULTUREL JEAN ARP) (46-45-71-87). O. Carmen (de Bizet): 20 h 30. D. Le Secret: lun. 20 h 30.

CLICHY (THÉÂTRE RUTENBERG) (47-39-28-58). D. Fleur de cactus: dim. 15 h. Dens le tyran: mar. 20 h 30.

COLOMBES (THÉÂTRE DE COLOMBES) (47-42-42-70). D. La Mort de Danton: sam. 20 h 30, dim. 17 h.

COMES-LE-VILLE (LA COUPOLE) (64-48-69-11). O. L'ange gardien: 20 h 45 (Mar.). D. Rosel et Douce Nuit: ven., sam. 20 h 45.

CRETEIL (MAISON DES ARTS) (48-99-18-88). Grand. L'École des Femmes: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. jeu., dim. soir, lun. Petite salle. Prométhée enchaîné: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-12-90-00). D. Fleur de cactus: sam. 20 h 45.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE FRESNAY) (34-15-09-48). D. Chat en poche: dim. 16 h.

GENNEVILLIERS (THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-36-30). Salle L. Truitt et Craxie: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

IVRY (THÉÂTRE D'IVRY) (46-72-37-43). Les Moments heureux d'une révolution: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS DE MARNE) (43-24-54-28). D. La Maison de Bernarda Alba: jeu., ven., sam. 20 h 30.

MASSY (C.C. PAUL BAILLIART) (69-20-57-04). D. L'ange gardien: ven. 21 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDIERS) (47-21-18-81). Grande salle. Hamlet: 20 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Salle polyvalente. La Journée des chausures: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). O. Si bête, si calme: 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE DE NEUILLY) (47-47-96-84). D. Le Secret: jeu. 20 h 30.

NOGENT-SUR-MARNE (PAVILLON BALTARD) (43-44-08-00). D. Carmen (de Bizet): jeu. 20 h 30.

ORLY (SALLE ARAGON-TROLET) (48-92-33-66). D. Giacomo: sam. 20 h 30.

RUEIL-MAJALMAISON (THÉÂTRE ANDRÉ MALRAUX) (47-32-24-42). D. Le Secret: ven. 20 h 45.

RUNGIS (CENTRE CULTUREL DE L'ARC EN CIEL) (45-60-54-33). D. Mozart au chocolat: ven., sam., mar. 21 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (IRON-POINT LIBERTÉ) (48-89-99-101). D. Carmen (de Bizet): 20 h 45. Cidiers: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mer., lun.

SAINT-OUEN-L'AUMONE (SALLE RUEIL-MAJALMAISON) (47







Le Monde  
INTERNATIONAL

**Abidjan**

**Nicholas**

Les Laboratoires NICHOLAS S.A.  
(GAILLARD, 74) filiale du Groupe  
SARA LEE dont le siège est à Chicago (USA),  
fabriquent et commercialisent des produits  
pharmaceutiques et cosmétiques.  
Le Directeur Général France structure l'unité de Côte d'Ivoire  
rattachée récemment à la France. Il recherche un

**Directeur  
général  
d'établissement**

Mission : Consolider et développer les activités de l'unité  
ivoirienne.  
Vous êtes pharmacien.  
Vous avez une bonne expérience des circuits de  
commercialisation en Afrique Noire.  
Vous avez la volonté quotidienne d'entreprendre.  
Animateur, stratège, négociateur intègre, vous parlez  
parfaitement anglais et français.  
La rémunération intéressante correspond à celle d'un  
"LEADER" efficace (statut d'expatrié).

Pour faire évoluer votre carrière vers ce Groupe  
International, Gilles BERTHET vous remercie de lui écrire  
(Réf. 10003M).

**DB** DOMINIQUE BARRÉ S.A.,  
BP 18, 69131 ECULLY Cedex.

Lyon - Paris

British American Tobacco company est le plus important producteur  
de tabac au monde. B.A.T. Company fait partie du groupe B.A.T  
Industries (papiers, finances et distribution).  
Depuis trois ans, l'exportation de B.A.T. Benelux en Afrique s'accroît  
grâce à deux marques: Gladstone et Gold Dollar. Ce développement  
de nos activités nous amène à créer une nouvelle fonction (m/f)

**territory manager**  
pour le développement du marché en Afrique de  
l'ouest

Basé dans une grande métropole de l'Afrique de l'ouest, vous apporte-  
rez un soutien logistique à notre distributeur. En outre, vous vous char-  
gerez d'appliquer la stratégie sur le territoire.  
La coordination des activités du siège se fera au départ de la Belgique  
(B.A.T. Benelux).  
Agé d'environ trente ans, vous bénéficiez d'une bonne formation (Bac  
+ 2 ans minimum). Vous avez acquis une expérience en Produits de  
Grande Consommation. Une expérience de l'Afrique représente, à nos  
yeux, un avantage appréciable. La connaissance de l'anglais est éga-  
lement un atout. De nombreux déplacements solliciteront votre goût  
pour les voyages. De toute évidence, nous vous garantissons les condi-  
tions financières normales réservées aux expatriés.  
Votre personnalité correspond au profil que nous venons de décrire?  
Adressez votre dossier de candidature à l'attention de Monsieur  
Mathijs, à

BAT Benelux S.A.,  
rue De Koninck 38,  
1080 Bruxelles.  
Tél.: 19/32.2.422.02.11.



**SOFRECOM**

Société Service spécialisée dans l'ingénierie  
et le conseil en télécommunication à l'étranger

recherche  
pour le KOWEIT

**UN CONSULTANT**

**SPÉCIALISTE EN SOFTWARE DATABASE ET VIDÉOTEX**

Ce poste, prévu pour une durée d'un an renouvelable, à compter de mars  
1989, comporte les fonctions suivantes :

- support SOFTWARE MINI 6 GCOS 6 MOD 400 REL 2.1,  
DSS, X25, VIDÉOTEX ;
- Connaissances FORTRAN, COBOL, Assembleur, DTF.
- Administration de base de données.
- Support HARDWARE.

Formation Ingénieur ou équivalent.  
Anglais courant parlé et écrit indispensable.  
Connaissances arabe appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à  
Nicole TRAN - SOFRECOM - 8, rue de Berri, 75008 PARIS.

**DROITS DE L'HOMME EN AMÉRIQUE**

Amnesty International recherche pour son Secrétariat International à Londres un  
assistant exécutif qui travaillera dans la division Amérique du Département de la  
recherche. Il s'agit d'un contrat d'un an qui se terminera en avril 1990. Les sol-  
licitants expérimentés sont chargés principalement d'assurer la liaison avec les struc-  
tures organisationnelles d'Amnesty International et de les aider à rassembler des  
informations sur les victimes de violations des Droits de l'Homme. Il est essentiel  
que les candidats maîtrisent parfaitement l'espagnol et l'anglais, connaissent le  
français, soient capables de dactylographier leurs propres textes et procèdent  
avec méthode au traitement des données. La connaissance de l'Amérique cen-  
trale, et notamment du Guatemala, serait un avantage, ainsi que la pratique du  
traitement de texte et du traitement informatisé des données. Ils (elles) doivent  
avoir l'esprit d'initiative, être capables de travailler en équipe et sous pression.

TRAITEMENT ANNUEL : commence à £ 12.603.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 3 mars 1989.

LES ENTREVUES AURONT LIEU A LA FIN MARS 1989.

Pour obtenir d'autres renseignements et une formule de candidature, s'adresser  
à : Service du Personnel, Secrétariat International, AMNESTY INTERNATIONAL,  
1 Easton Street, Londres WC1X 8D/J (Grande-Bretagne).  
Tél. : (1) 837 3806 (24 h/24 h).

**amnesty  
International**

**PHARMACIEN**

Bienvenue dans un monde  
d'opportunités

RHÔNE-POULENC SANTE, l'un des trois premiers  
Groupes pharmaceutiques européens, recherche pour le dé-  
veloppement d'un centre de production en Afrique du Nord : un  
PHARMACIEN

Nous lui confierons la responsabilité :

- de la mise en place de l'outil de production et de son  
exploitation,
- de l'animation des hommes,
- de la fiabilité des process,
- des performances économiques.

Vous avez au moins 5 ans d'expérience de la production  
dans différentes formes galéniques (comprimés, gélules,  
sachets, sirops et solutions).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.,  
photo) sous réf. 46403 à Média System, 6/8 Impasse des Deux  
Cousins, 75049 Paris Cedex 17 qui transmettra.



" Les Programmes Intégrés Méditerranéens " recherchent

**un CHEF DE PROJET (f/m)**

dans le cadre d'une structure communautaire d'information et  
d'appui aux P.I.M. (Au service de la Commission Européenne)

- Formation universitaire, 30/40 ans.
- 5 à 10 ans minimum d'expérience dans les domaines économiques  
en relation avec les P.I.M.
- Pratique des relations institutionnelles.
- Aptitude à coordonner un projet international d'envergure.
- Connaissance parfaite français/italien, français/grec ou grec/italien.
- 3ème langue appréciée.
- 1er contrat d'un an, basé principalement à Bruxelles.

Envoyer d'urgence CV détaillé avec références à Jean LEMAITRE,  
AEIDL, 34 rue Breydel, B - 1040 Bruxelles. Fax: 32.2.230 34 82.

Succursale d'une firme suisse recherche  
pour point de vente région parisienne

**Technico-commercial**

pour la commercialisation de ses gammes de produits :  
- Système de ventilation monotubulaire.

Mission : Développement de la clientèle

Profil : Homme 28-35 ans avec expérience acquise  
dans un poste équivalent.  
Connaissance de la ventilation.  
Bons rapports avec des bureaux techniques et archi-  
tectes.

Adresser lettre de candidature + CV  
et prétentions à  
Publicitas International,  
Chiffre M/23318,  
case postale, CH-4010 Basel.

**ANDRE & CIE S.A.**  
désire s'adjoindre un  
**DELEGUE COMMERCIAL**

afin de poursuivre ses activités variées  
à LUANDA/ANGOLA.

Résidant sur place durant une période de  
3 ans minimum, il suivra, développera et  
créera des transactions exigeant l'expé-  
rience :

- du commerce international,
- du portugais, du français,
- et des connaissances d'anglais.

Veuillez adresser votre candidature à :

M. Pierre ANDRE, Directeur du Personnel,  
**ANDRE & CIE S.A.**  
Case Postale, CH-1002 LAUSANNE (Suisse)

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance de  
répondre à toutes les lettres qu'ils  
reçoivent et de restituer aux inté-  
ressés les documents qui leur ont été  
confiés.

Nous n'avons pas la structure d'une multi-  
nationale mais nous sommes un fabricant  
spécialisé d'instruments d'écriture pour un  
marché croissant d'individualistes au plan  
international.

Nous recherchons

**UN(E) RESPONSABLE  
DES VENTES**

auprès de nos clients importants et reven-  
deurs spécialisés de la région parisienne,  
dans le cadre de notre implantation sur le  
marché français.

Notre futur collaborateur est une person-  
nalité de la vente, de 30 à 40 ans, disposant  
d'une expérience déterminante dans la  
commercialisation de produits de marque -  
il se distingue par son engagement et son  
esprit d'initiative.

Si cette position correspond à votre profil,  
nous vous demandons de bien vouloir nous  
faire parvenir votre proposition écrite,  
accompagnée d'un C.V. et documents  
complets à notre adresse.

C. Josef Lamy GmbH  
B.P. 103720, D-6900 Heidelberg 1, R.F.A.



PA

Mairie de

UN AGENT

ASSISTANT  
EN P

ASSISTANT  
EN P

ASSISTANT  
EN P

ASSISTANT  
EN P

ASSISTANT  
EN P



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



• L'ESPRESSO • LA SERA • EL PAÍS • De Standaard • THE INDEPENDENT

PARUTION LE MERCREDI DATE JEUDI Renseignements 45-55-91-82 poste 4096

## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Mairie de Saint-Denis  
(Seine-Saint-Denis)  
recrute

### UN AGENT DE MISSION

AUPRÈS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES  
SERVICES TECHNIQUES DE LA VORIE

Mission : traiter les grands problèmes de circulation, stationnement, transport en commun.  
L'ingénieur généraliste de préférence qui occupera le poste est susceptible d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Député Maire,  
2, place Victor-Hugo, 93200 Saint-Denis.

Nous sommes un des  
secteurs de la QUALITÉ  
TOTALE en EUROPE  
par la nouveauté  
et l'efficacité  
de nos méthodes  
pédagogiques, nous rech.

### CONSULTANTS FORMATEURS EXPÉRIMENTÉS EN QUALITÉ TOTALE

TROIS ANS DE PRATIQUE  
DE LA FORMATION  
NECESSAIRE  
Diplôme Grande Ecole  
ou équivalent  
Ecrire avec CV, photo  
et présent. à M<sup>me</sup> Muller,  
Département  
QUALITÉ TOTALE.

### CSP

Import. 3rd études et de  
Montage développ. actual.  
ses activités de la domoie  
de la domoie (tous, écol.  
de régulation) recherche  
3 TECHNICIENS  
SUT ou STS DÉBUTANTS  
Formation Electro-Mécanique.  
L'entreprise assure aux candidats  
revenus une formation pratique  
complémentaire et leur offre des  
possibilités de carrière illimitées.  
Ecr. n° 3821 DECO PUBLICITE 10  
Suisse de Var, 76000 Paris, qui base.

PRESSE SPÉCIALISÉE  
GRAND PUBLIC  
recherche de suite

### MAQUETTISTES

Adresser CV et présent. à :  
EDRÉGIE - BP 379  
75003 Paris Cedex 16  
(Transfert siège social  
juin 1989 au  
Plessis-Trévise - 94420).

Ecole au Centre  
de Paris  
recherche  
PROFS FLE

Langue maternelle, française,  
niveau dipl. et exp. en FLE à  
la rlv. et solides. Au courant  
rech. méthodes.  
Envoyer CV + photo  
Ecrire sous le n° 8124  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy  
75007 Paris.

CABINET CONSEIL  
JURIDIQUE  
recherche  
pour Compagnie (80)

COLLABORATEUR  
Maîtrise ou DES  
Droit des affaires.  
Minimum 2 ans d'expérience  
en cabinet.

Ecrire sous le n° 8122  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy  
75007 Paris.

L'Association Centre  
d'Accueil et d'Aide  
aux Toulousains  
des Hauts-de-Seine  
recherche

1 DIRECTEUR  
pour diriger et coordonner  
les activités de la structure  
d'accueil et de son atelier de  
formation (production  
mensuelle). Formation et  
exp. souhait. dans le secteur  
socio-éducatif.

Env. CV au S. ex. Bureau 92500 RUEIL. Salaire annuel  
brut 138 000 F env.

La Ville de  
Saint-Ouen-l'Aumône  
(Val-d'Oise)  
recrute pour  
son service de personnel

RÉDACTEUR  
ou ATTACHE  
responsable de formation  
Adjoint au chef du  
Service du Personnel.

Adresser candidature  
et présentations à  
Monsieur le Maire  
95310 St-Ouen-l'Aumône.

### Revue mensuelle

Support de communication d'une organisation professionnelle  
recherche

### RÉDACTEUR EN CHEF

Excellent rédacteur, il assurera la direction de la revue, de sa  
conception à sa fabrication, à la tête d'une équipe restreinte.  
Expérience indispensable dans la presse professionnelle et la  
communication.

Envoyer lettre, CV, prétentions, à UNION PRESSE,  
16, place de la République, 75010 PARIS.

L'ASSOCIATION  
DÉPARTEMENTALE  
DE DÉVELOPPEMENT  
MUSICAL  
DU VAUCLUSE  
recrute

### UN CHARGÉ DE MISSION

Le candidat devra justifier :  
- d'un diplôme d'ens. sup.,  
- d'une solide exp. prof.

Les candidatures sont à adr.  
avant le 15 février 1989 à  
ADOM 84  
61, rue des Fourbisseurs,  
84000 AVIGNON.

INSTITUT DE FORMATION  
de l'industrie pharmaceutique  
BOULOGNE-BILLANCOURT  
recherche

### ASSISTANT H.F. EN FORMATION

Intégrité à l'analyse des  
besoins en milieu industriel,  
pour assurer la promotion  
effective des contrats  
emploi-jeunes.

Déplacements nombreux,  
voiture souhaitée. Travail  
dynamique et obtenu  
indispensable.

Adr. CV, photo, prés. en  
présentant sur l'enveloppe le  
n° 43364, BULU, 17, rue  
Labat, 94307 VINCENNES,  
Cedex, qui transmettra.

ORGANISME 1% LOGEMENT  
recherche  
pour dév. études et  
placements locaux

### COLLABORATEUR H.F.

Bon niveau, dynamique, dis-  
ponible immédiatement,  
expérience souhaitée, permis  
VL, et bonne connaissance  
Paris, banlieue.

Adr. lettre mss., CV, et prés.  
n° 4118 à CONTESSE  
20, av. de l'Opéra, 75040  
PARIS Cedex 01, qui tr.

## Le Monde INTERNATIONAL

### LECTEURS CHARGÉS DE MISSION

pour l'action linguistique et culturelle en Italie

Le Bureau Linguistique de l'Ambassade de France en Italie recrute pour l'année  
universitaire 1989/1990 quatre professeurs agrégés ou certifiés de préférence en  
lettres classiques, lettres modernes, grammaire ou italien, ayant une solide for-  
mation en FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques dans les uni-  
versités de Catane, Messine, Naples, Ferrare, Pescara et Turin :

- Contrat de trois ans renouvelable une seule fois.  
- Traitement mensuel brut de 3 700 000 à 4 100 000 lire, plus allocations  
familiales.

Adresser avant le 28 février 1989, un curriculum vitae détaillé avec photo et  
photocopies des pièces justificatives à :

BUREAU LINGUISTIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE  
Via di Montoro, 4 - 00186 ROME

Université de Lausanne.  
Nous ouvrons une inscription  
pour un poste à plein temps  
de professeur ordinaire  
d'histoire et esthétique du  
cinéma.

Titre exigé : Doctorat  
ou équivalent.  
Ecrire 1-8-88 ou à commander.  
Les candidatures doivent  
parvenir avant le 20-2-89 au  
Doyen de la faculté de let-  
tres, Université de Lausanne  
BFSH 2, CH 1015 Lausanne.  
Renseignements à la même  
adresse. Tél. : 1941  
21/685-46-02  
ou 1941 21/682-46-02.

## DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 28 ans, cherche un emploi  
fixe dans une société dyna-  
mique de relations publiques.  
Tél. : après 18 heures,  
42-71-12-86,  
ou 42-74-22-38.

PROF. AGRÉGÉE  
angl., option linguist. 78,  
orig. angl. BA Franc./Ital.  
part. bilingue, esprit ouv. et  
curieux. Étude des prop.  
emploi de communicant/rat.  
Ecrire sous le n° 8126  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy  
75007 Paris.

CHIEF DE PUBLICITÉ  
MEDIA/AGENCE  
Essentiel toutes propositions  
Tél. : 48-30-22-75.

Jeune infirmière algérienne, âgée  
de 24 ans, 5 ans d'expérience,  
diplômée d'Etat : soins  
généralistes + manipulateur  
radiologie, orthodontie, cher-  
che emploi à l'étranger. Libre  
de tout engagement.

MICHAËL MOINE  
Prêtre résident  
Beylie 35 130 (W)  
Boumerdes (Algérie).

J.F. 28 ans, ch. poste marke-  
ting, de Sté Inform. ou sémi-  
com., form. IP France  
+ 1 an exp. respons. mar-  
keting de suite. 49-48-80-74.

### CHEF COMPTABLE

Pour société de distribution  
leader dans son domaine.  
Ce poste nécessite 10 ans  
d'expérience, dynamisme et  
maîtrise de la micro-  
informatique.

Tél. : M<sup>me</sup> Lemaire, 48-44-30-30.

Pour banque parisienne  
INGÉNIEURS  
DÉBUTANTS ou EXP. ou  
TECHNICIENS  
SUPÉRIEURS

Rédaction et traduction en  
langue anglaise de docu-  
mentation technique  
moteurs d'avion.

Tél. pour R.V. heures bur.  
42-88-38-41  
Patrick Williams ou  
envoyer C.V. à T.E.  
55, rue d'Amsterdam,  
75008 PARIS.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Break Volvo essence,  
modèle 245 GL, gris métal,  
bon état, 31.000 F.  
Tél. : 43-27-61-63, après 20 h.

### Animaux

A adopter jeune chien  
noir, taille moyenne, très  
affectionné, propre et très  
sage. Tél. après 20 heures,  
50-28-54-63.

Bijoux

### ACHAT BIJOUX

Britanna, pierre précieuses,  
argent, or,  
vieux or.

PERRON, bd des Hautes  
OPERA, 4, Ch.-d'Arin  
ETOILE, 37, av. V.-Hugo  
Ventes en neuf et occasion.

Cours

LINKS ENGLISH ACADEMY.  
Cours d'anglais, enseigne-  
ment à tous niveaux petits  
groupes (6 élèves max.),  
prof. natifs diplômés.

Brochure à : 48 South Hill  
Park, London NW3 2SL.  
Tél. : 19-44-1-794-0881.

COURS D'ARABE MOD.

Extensive 2 x 3 h par  
semaine, entends 6 h/jour,  
10 semaines.  
AFAC, 43-82-82-82.

### Jeune fille

au pair

Nurses irlandaises,  
libres de suite,  
Irish Nanny services,  
Dublin, Irlande. Tél. direct  
18-353 1-898-280.

### Vacances

Tourisme

Loisirs

TIGNES (VAL-CLARET)  
Partic. tous 8 Inter Réal-  
dence, studio 4 pers.  
grand confort. Du 2 au 9 avr  
et du 9 au 16 avr.  
Tél. : 34-51-48-41.

BRETAGNE  
ILE DE BREHAT

Maison, vue sur mer,  
5 chbres, gd h., chert., jardin.  
Vacances Plages, 2 500 F/sem.  
Hors saison, 1 500 F/sem.

Justif. / Août : 10 000 F/mois.  
Tél. : 42-33-04-00, 45-52-75-72.

DRISCOLL HOUSE HOTEL  
200 chambres simples  
£ 100 par sem., 1/2 pension.  
Rens. : 173 New Kent Road,  
LONDON SE1 4YT - G.B.  
Tél. : (191) 44 1 703 41 75.

حکومتی الاصل



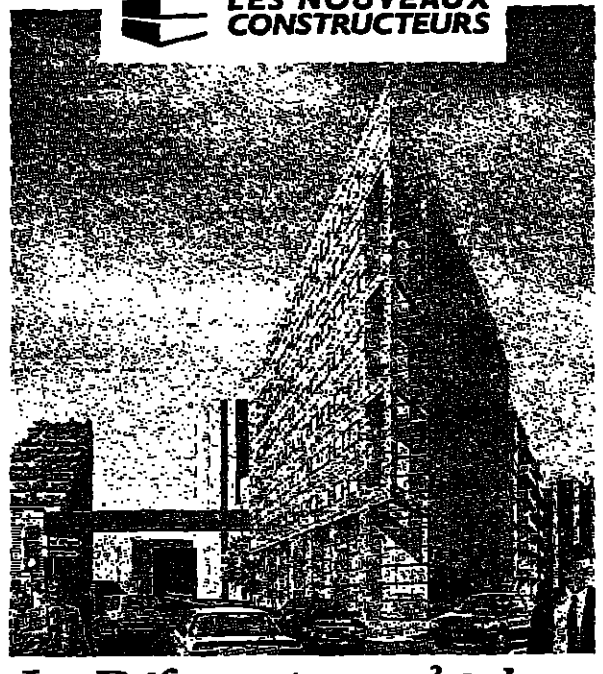


## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER  
D'ENTREPRISE

bureaux	bureaux	bureaux	bureaux	
<b>Ventes</b> <b>FEAD HAMPTON</b> <b>VENTES</b> <b>7° PROXIMITÉ</b> <b>ASSEMB. NATIONALE</b> 170 m² rénové, très bon standing. <b>14° ALÉSIA</b> Immeuble indépendant rénové R + 4. 900 m² chaudières, par plateau de 150 m². Disponible 1 <sup>er</sup> trimestre 89. Possibilité de parking. <b>17° MONCEAU</b> Bureaux professionnels et libéraux, Associations, Syndicats professionnels, Immeuble pierre de taille. 850 m² en 2 niveaux grande réception + 8 bureaux par niveau. <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-90</b> <b>Locations</b> <b>DOMICILIATION 8°</b> Bureaux, télé, télécopie. AGECO 42-54-55-28. <b>BOUYGUES IMMOBILIER</b> Conseil de gestion PROPOSE EXCEPTIONNEL <b>(92) OUEST</b> <b>530 F le m²</b> A LOUER <b>BUREAUX</b> 120 m² à 28 000 F Immeuble grand standing (avec restaurant parking et gymnase) <b>BOULOGNE</b> 1 300 m² divisibles à partir de 210 m² 145 F/m²/m L.T. parkings en sous-sol <b>ISSY-LES-MOULINEAUX</b> A VENDRE OU A LOUER <b>BUREAUX</b> de 600 m² à 30 000 F Immeubles en construction grand standing <b>BOUYGUES IMMOBILIER</b> Conseil de gestion <b>48-25-44-77.</b>	<b>CIDES</b> DES BUREAUX DE PRESTIGE POUR VOTRE SIÈGE SOCIAL <b>A L'ÉTOILE</b> DANS NOS CENTRES D'AFFAIRES * AV. VICTOR-HUGO * R. DE PONTHEU 8° * ÉTOILE-ÉNA 16° * PASSY-TROCADERO 115 m² rénové, 115 m² rénové, 115 m² rénové. DOMICILIATION: 190 F/300 F/M. CONSTITUTION SOCIÉTÉS <b>CIDES - 47-23-82-10</b> <b>MONTMARTRE</b> Bureaux, salle conférence, climatisés, télé, fax... Tél.: 43-05-14-43. <b>8° COLISÉE</b> Domiciliation, Constitution de sociétés, Bureaux et tous services <b>AFC 43-59-20-20</b> <b>SIÈGE SOCIAL</b> Bureaux équipés, services, démarches RC-RM, SOCIÉTÉS, SERVICES, CHIFFRES 47-22-55-47, MATIN 49-41-81-81 <b>VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS</b> SARL - RC - RM, Constitutions de sociétés, Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques. <b>43-55-17-50.</b> <b>DOMICILIATION DEP. 50 F/m²</b> PARIS 1 <sup>er</sup> , 8 <sup>ème</sup> , 15 <sup>ème</sup> et 17 <sup>ème</sup> . CONSTITUTION G&L, 1 000 F HT INTER DOM 12 <sup>ème</sup> , 43-40-31-46 CREADOM 17 <sup>ème</sup> , 42-67-05-93. Votre adresse commerciale ou <b>SIÈGE SOCIAL</b> Bureaux, Services, télé, CONSTITUTION STES Prix complet. Délais rapides. <b>ASPAC 42-93-60-50 +</b> <b>FEAD HAMPTON</b> <b>PROPOSE</b> <b>AUX PORTES DE PARIS</b> <b>LES MERCURIALES</b> 8.000 m² BUREAUX DIVISIBLES Métro Gallieni. Accès direct périphérique. Plateaux de 1.000 m². Restaurants d'entreprise. Loyer 500 F/m²/AN. <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-50</b> <b>PARC DE LA VILLETTE</b> 8.000 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Métro. Accès direct périphérique. Plateaux de 1.000 m². Restaurants d'entreprise. Loyer 570 F/m²/AN. <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-50</b> <b>LE ROND-POINT VICTOR-HUGO</b> IMMEUBLE INDÉP. NEUF 8.500 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Métro. Plateaux de 1.000 m². <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-50</b>	<b>FEAD HAMPTON</b> PROPOSE UNE SÉLECTION D'IMMEUBLES NEUFS AU PIED DU R.E.R. LIGNE A <b>LA DÉFENSE</b> IMMEUBLE D'AFFAIRES 8.400 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Plateaux de 900 m². Restaurants d'entreprise. Disponibles immédiatement. <b>VAL-DE-FONTENAY</b> A 12 min. R.E.R. DU CHATELET IMMEUBLE "PÉRIPOLOS" 8.600 m² BUREAUX NEUFS DIVISIBLES Plateaux de 1.000 m². Restaurants d'entreprise. <b>LES OLYMPIADES</b> IMM. INDÉP. HAUT DE GARENNE 4.500 m² BUREAUX DIVISIBLES <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-50</b> <b>FEAD HAMPTON</b> <b>LOCATIONS</b> <b>2° R. DE LA PAIX</b> EXCEPTIONNEL R+0+1, 530 m². Opération unique. a/sol équipé, 250 m². ardoises 110 m². reliée par ascenseur privatif <b>8° GEORGE-V</b> Immeuble moderne. 370 m² fonctionnels, clois. mobiles. 430 m² sur 1 plateau, rénové, 14/16 bureaux, parkings en s/sol <b>9° OPÉRA</b> Immeuble gd standing. 380 m², réception, 12 bureaux sur 1 plateau <b>10° RUE DES PETITES-ÉCURIES</b> 280 m², 10 bureaux, 2 entrées, foyer intéressement + cuisine <b>PTE DE LA VILLETTE « PARIFERIC »</b> toutes surfaces disponibles, à part de 200 m². Loyer attractif, parkings, restaurants d'entreprise <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-90</b> <b>BUREAUX PROFESSIONNELS ET LIBÉRAUX</b> <b>ASSOCIATIONS SYNDICATS PROFESSIONNELS</b> <b>8° MADELEINE</b> dans un immeuble de très bon standing. 250 m², réception 8 bureaux <b>FEAD HAMPTON</b> <b>40-08-10-90.</b> <b>BUSINESS PALACE</b> DÉCOUVRE COMME IL EST BEAU DE TRAVAILLER Bar, avec serv. centralisé, secrétariat, traductions, sémin., salles réunions, salles congrès, bar-rest., sauna, piscine... à 15 mn du centre de Paris (Italie). <b>BUSINESS PALACE</b> Location ou vente de bur., Casp. Busse, 289 Rhois (Trotel). (011) 9630222 - 96501 Tél. 214315 FAX 9687850. <b>VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE</b> 10° CHAMPS-ÉLYSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, secrét., télé, fax. Domicil.: 170 à 380 F/M. <b>CIDES 47-23-84-21.</b>	<b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> <b>45-63-08-08</b> <b>QUARTIERS D'AFFAIRES PARIS-8</b> <b>RUE DU COLISÉE</b> 115 m² rénové, disponible immédiatement. <b>MIROMESNIL</b> Marché de l'Europe 2 x 117 m², rénové, imm. p. de taille. <b>FBG ST-HONORÉ</b> 350 m², superb. rénové, open space + 3 pers. s/sol, cliques, imméd. <b>GEORGE-V</b> 416 m², plateau moderne, 5 pers., cliques, imméd. <b>ST-PHIL-DU-ROULE</b> 500 m², hôtel particulier. <b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> <b>45-63-08-08</b> <b>ÉTOILE (RER)</b> 796 m², div., 305 et 496 m², cliques, imméd. <b>MADELEINE</b> 945 m², sup. imm. sur jardin, plateaux div., décoration. <b>MONCEAU</b> 1 116 m², imm. récent, part., cliques, imméd. <b>RD-POINT CHPS-ÉLYSÉES</b> 1 236 m² sur 1 niv., loc. et emplois, prestige. <b>R. DE LA V.-L'ÉVÊQUE</b> 1 470 m² sur 2 niv. div., cliques, parcs. <b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> <b>45-63-08-08</b> <b>RUE DUPHOT</b> 1 641 m², vente ou loc., ent., rénov., cliques, dispon. mars 89. <b>PARIS-2°</b> <b>RUE DE LA PAIX</b> 800 m², entrée privat., cliques, imméd. <b>PARIS-9°</b> <b>AUBER</b> 300 m², au pied du RER, imm. pierre de taille. <b>CHAUSSEE-D'ANTIN</b> 385 m², rénové, r.d.c. + 1 <sup>er</sup> étage, entr. privat. <b>RUE DE MAUBEUGE</b> 1 381 m², ent., rénov., cliques, dispon. mars 89. <b>VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE</b> 10° CHAMPS-ÉLYSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO Bureaux, secrét., télé, fax. Domicil.: 170 à 380 F/M. <b>CIDES 47-23-84-21.</b>	<b>SÉLECTION RICHARD ELLIS</b> <b>45-63-08-08</b> <b>PARIS-16°</b> <b>MAISON DE LA RADIO</b> 250 m², r.d.c. + 1 <sup>er</sup> ét., bureaux, climatisés, cliques, fonctionnels, cliques, imméd. <b>BOISSIÈRE</b> 847 m², hôtel particulier de prestige rénové. <b>RUE DE PRESBOURG</b> 1 865 m² + plus, rénov., except., cliques, 1 <sup>er</sup> trim. 89. <b>RICHARD ELLIS</b> <b>RIVE GAUCHE</b> <b>45-63-08-08</b> <b>PARIS-15°</b> <b>JAVEL</b> 800 m², hôtel particulier rénové, à vendre ou louer. <b>FRONT DE SEINE</b> 840 m² + plus, plateau moderne cliques. <b>RICHARD ELLIS</b> <b>S.-S.-OUEST</b> <b>45-63-08-08</b> <b>ANTONY (200 m RER)</b> face parc de Sceaux, 3 100 m², div./500 m², imm. m², plus, RIE mai 89. 1 158 m², loc. ou vente, r.d.c. + 1 <sup>er</sup> ét., plus RIE, cliques, mai 89. <b>VELIZY</b> 429 m² + plus, imm. récent, plateau cliques. <b>QUAI ANDRÉ-CITROËN</b> 1 952 m² + plus, imm. neuf, div., plateau de 500 m², cliques, imméd. <b>PORTE DE VERSAILLES</b> 3 810 m² + plus, cliques, div., plateau 500 m², cliques, imméd. <b>PORTE DE VANVES</b> 3 500 m², div., + plus, cliques, imméd. <b>PARIS-6°</b> <b>ODÉON</b> 1 500 m², hôtel particulier, sur cour, belle rénové. <b>PARIS-13°</b> <b>TOLBIAC</b> 1 400 m² + parkings, imm. récent, divisible/plateau 483 m². <b>RICHARD ELLIS</b> <b>OUEST</b> <b>45-63-08-08</b> <b>BOULOGNE</b> 950 m², prox. M° + plus, 1 niv., cliques, imméd. <b>LEVALLOIS (PROX. 17°)</b> 1 400 m², imm. indép., cliques. <b>ASNIÈRES</b> 600 m², bnx, 375 m² act., imm. m², indép., plus.

**LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS**



**La Défense : 4 175 m² à louer**  
 • Divisible à partir de 250 m² • Disponible immédiatement  
**La Défense (92) Le Triangle : immeuble de standing**  
 aux parkings privés.  
 Commercialisation : Les Nouveaux Constructeurs - Tél. : 34.65.92.00

**COTE D'AZUR-FRANCE**  
**CAP BENAT**  
 VOTRE TERRE A BATIR DOMAINE PRIVÉ  
 Gardienne toute l'année Face aux îles d'Or  
 2 200 m² 1 140 000 FF TTC  
 2 800 m² 1 460 000 FF TTC  
**VUE MER**  
 Documentation sur demande  
 POSIDONIA : Département vente  
 Domaine privé du Cap BENAT, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS  
 Tél. : (33) 94-71-27-28 (29). Telefax : (33) 93-75-53-01

**GROUPE ZAUBERMAN**

**ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS**  
 paiement comptant



**PROMOVIM**  
 3, rue Etienne-Marcel  
 75001 PARIS.  
 Tél. : 42-36-56-26

**EXPERTISE VOS IMMEUBLES**  
 de toutes catégories PARIS & BANLIEUE  
 RÉNOVATION - PROMOTION

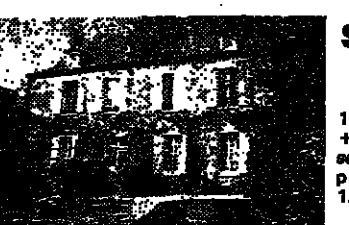
## Les Belles Propriétés du Monde

**PORTES DE CHANTILLY**  
 Propriété aux prestations exceptionnelles, superbe piscine chauffée aménagée d'été, t.-de-ch., solarium, terrasse + vaste salon, bar inder, équipé vidéo, salle gym., sauna, jacuzzi, aquariums, sport d'amis, rénové. 50 m², terrasse 110 m², cuis. aménagée, 5 chbres. 2 bns, a. billard, gar. s/terr. clos.



**AVIS VIARMES**  
 33, r. de Paris.  
 30-36-45-45.

**A. V. part. à part.**  
**SUPERBE MAISON DE MAÎTRE**  
 15 km Angers, 12 gdes p. principales + cuis., salles de b., dépend. 13 gar., serres, volières, cave voûtée, greniers, parc + jardin potager, ch. c. 1.700.000 tt compris.  
 Pour R.V. M<sup>re</sup> DRAUNET : 43-81-23-07 (H.B.), 43-81-99-84 (soir).



**AU CŒUR DE LA TOURAINE**  
 Sur 1 ha 62 a superbe PPTÉ ANCIENNE, style ferme tourangelle rust. avec goût, séj. rust., chem., salon, bar, 3 ch., tt éq., nbres dépend., belles prestations, le charme de la camp., proche de Tours, avec accès facile par aut. vers Paris. Prix 705.000 F.



**AVIS TOURS**  
 6, pl. des Halles.  
 (18) 47-38-50-10.

مكتبة من الاموال





# Emploi

Les métiers de la comptabilité

## Des fonctions plus riches

**COMPTABLE ?** On imagine encore un employé en manches de lustrine calligraphiant méticuleusement des tommes de chiffres dans un petit bureau, terne, poussiéreux et envahi par un épais brouillard. Et pourtant, l'informatique a transformé le métier. L'enregistrement des données comme les austères calculs leur échappent de plus en plus. La fonction s'est enrichie.

« La comptabilité est devenue un instrument d'analyse, de prévision, de simulation, remarque l'ONISEP (1). Autrefois mémoire du passé, elle est aujourd'hui le tableau de bord de l'entreprise, aussi indispensable au dirigeant que ses instruments de bord au pilote d'avion. » Le comptable doit être polyvalent et curieux, bien connaître le fonctionnement de l'entreprise, mais il lui faut également disposer de réelles qualités de communication », renchérit Jean-Pierre Martel, directeur des affaires administratives, comptables et immobilières d'Air Inter. Autrement dit, il faut savoir analyser les chiffres qui sortent de l'ordinateur et surtout les présenter aux autres pour qu'ils soient directement utilisables comme instrument de gestion.

Les métiers de la comptabilité en entreprise sont aujourd'hui beaucoup plus valorisants. Une qualité plus exclusivement reconnue à l'expertise exercée en cabinet. Ces deux grands secteurs de la comptabilité ont un point commun : ils embauchent. Le secteur libéral crée même continuellement des emplois : environ 2 000 par an depuis 1975. Il y avait, au 15 novembre dernier, 11 001 experts-comptables agréés inscrits au tableau de l'ordre, auxquels il faut ajouter 6 457 stagiaires. Selon l'INSEE, les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière employaient 82 174 salariés au 31 décembre 1986, dont 57 % dans les cabinets de moins de 20 salariés. On dénombrait 3 940 cabinets sans aucun salarié. Le revenu mensuel moyen était de 10 600 F (8 300 F dans les cabinets de moins de 6 salariés, 13 600 F dans ceux de plus de 100 salariés). Selon l'UNEDIC, 64 % des employés sont des femmes. Mais parmi leurs employeurs (les experts-comptables inscrits à l'ordre), on en trouve moins de 15 % aujourd'hui. Une proportion qui augmente (elle était de 8 % en 1983), mais les femmes sont rarement « associées » au sommet de la hiérarchie.

### Stabilité des effectifs en entreprises

Du côté des entreprises, l'étude 1988 de la Cégos. « Le diagnostic de la fonction comptable », révèle une grande stabilité des effectifs comptables, relativement à ses précédentes enquêtes de 1971 et 1976, qui correspondaient à 3,2 % des effectifs des entreprises. Soit environ 150 000 personnes dans les sociétés de plus de 100 salariés, où l'échantillon de la Cégos est représentatif. « Il s'agit là de l'effectif complet, précise Claude Salzman, consultant à la Cégos. Aux collaborateurs directs des services comptables viennent s'ajouter, en effet, ceux qui concourent à la réalisation des travaux comptables dans d'autres services : des informaticiens, des salariés de la facturation et du service achats... » Par exemple, un magasinier qui saisit lui-même son « bon de sortie » sur un écran. Les imputations (affectations d'une somme à un compte) sont de plus en plus effectuées par les services utilisateurs : ils indiquent eux-mêmes sur les factures les codes analytiques des comptes achats. L'angoisse du comptable ne sachant pas où affecter une dépense tend à disparaître.

Les petites entreprises ont davantage besoin de comptables et créent plus d'emplois, conclut également la Cégos, en raison d'un phénomène inverse aux économies d'échelle. Les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100 millions de francs ont un effectif comptable de 4,6 %, contre 3 % pour celles dont l'activité dépasse 1 milliard de francs. « Si l'on prend en compte les secteurs d'activité, seuls trois d'entre eux se détachent du lot, avec des effectifs comptables élevés, pré-

cise Claude Salzman : les services, les banques et le commerce, avec respectivement 4,9 %, 4,6 % et 4,1 % ».

Il distingue également six fonctions principales dont le besoin en personnel évolue beaucoup : la comptabilité générale (20 %), clients-fournisseurs (32 %), analytique (12 %), budgétisation et contrôle de gestion (10 %) et trésorerie (9 %). En 1976, l'ensemble comptabilité générale et clients-fournisseurs pesait moins de 28 % (52 % en 1988). En revanche, l'ensemble comptabilité analytique et budgétisation et contrôle de gestion représentait 40 % (22 % en 1988). Signe que la crise a conduit les entreprises à renforcer les fonctions qui permettent des gains à court terme ?

### 7 000 offres d'emploi publiées en 1988

Dans chacun de ces domaines de la comptabilité, la demande de personnel qualifié et diplômé s'accroît. Les employeurs exigent une meilleure maîtrise de l'outil informatique. « C'est le besoin de formation qui connaît la plus forte progression », souligne Maurice Petitjean, président de l'Association des comptables. Son institut de gestion et d'études financières, qui reçoit 2 000 élèves par an, propose de nouveaux stages, révélateurs des tendances du marché : la fiscalité des groupes et leur consolidation (depuis un an les sociétés et leurs filiales françaises peuvent opter pour l'intégration de leurs résultats imposables), et l'évaluation des entreprises (de plus en plus utile depuis que se sont multipliés les privatisations, les OPA et les rapprochements) ; le suivi des opérations de commerce international, les problèmes de changes, et l'ouverture à la culture comptable anglo-saxonne. Les « Big Eight », ces huit gros cabinets présents en France, offrent aux cabinets français qui s'allient avec eux la possibilité de suivre leurs clients à l'étranger grâce à de

puissants réseaux internationaux. Autre effet de leur présence : une influence sur les méthodes d'analyse et de révision comptables.

« Les employeurs sont beaucoup plus exigeants sur les diplômes », remarque Maurice Petitjean. Au premier niveau, les plus recherchés sont les techniciens supérieurs (munis d'un BTS ou d'un DUT). Mais les entreprises ont encore besoin de titulaires de bac 2, voire de BEP ou de CAP comptabilité. Cette population est naturellement la plus nombreuse. Et de loin. « Pour tant, si un BTS vient me voir, insiste Maurice Petitjean, je le place dans les dix minutes ».

Les cadres comptables sont souvent appelés « chefs comptables ». Plus de la moitié des offres d'emploi demandent l'ancien DECS (diplôme d'études comptables supérieures, de niveau bac + 4, remplacé par le DESCF, diplôme d'études supérieures comptables et financières), indique l'ONISEP (1), un diplôme d'école de commerce, option finances-comptabilité, ou un DUT ou un BTS avec une formation universitaire à la gestion et une expérience professionnelle. « Les chefs comptables avec cinq à six ans d'expérience sont très recherchés », souligne Maurice Petitjean. C'est également un bon tremplin pour atteindre des responsabilités plus opérationnelles : la direction d'une agence, par exemple, ou la direction des ventes. Une opinion que ne partage pas Claude Salzman, selon qui des chefs comptables, trop spécialisés, se retrouvent sur des « voies de garage ».

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) vient de publier une enquête sur les offres d'emploi (celles qui lui parviennent directement ou celles publiées dans la presse) (2). Le nombre des cadres occupant un poste dans la fonction comptable est évalué à 65 000 environ. La promotion interne est fréquente ; cependant, la part du recrutement externe augmente, souligne l'étude. L'APEC a recensé, pour

cette fonction, 4 200 offres, dont 14 % en cabinet. « L'informatisation des services comptables qui se poursuit, notamment dans les PME, n'a pas pour effet de diminuer les recrutements de niveau cadre. Elle s'accompagne, en effet, d'un accroissement de l'ampleur et de la complexité des tâches. » Les jeunes diplômés sont recrutés sur une base de 120 000 à 145 000 F annuels, 155 000 à 185 000 F pour un cadre confirmé, 190 000 F pour un responsable de service, 300 000 F environ pour un expert-comptable.

### L'attrait croissant du diplôme d'expertise comptable

Trois autres fonctions sont analysées par l'APEC. Le contrôle de gestion et l'audit financier : 1 572 offres en 1988, en forte augmentation depuis six ans, avec des salaires proposés de 125 000 à 160 000 F pour un diplômé débutant et de 190 000 à 230 000 F pour un confirmé. Les fonctions des services et cadres financiers : environ 950 offres en 1988, un chiffre qui a connu une brutale augmentation en 1987, avec une rémunération de 125 000 F pour un débutant et de 170 000 à 210 000 F pour un confirmé (voire 250 000 F pour un responsable). Les postes de direction comptabilité ou finances : une fonction dont la demande est très stable, avec environ 200 offres en 1988, et des salaires de 240 000 à 290 000 F (et même de 400 000 à 500 000 F pour un directeur d'audit).

Mais l'écart entre la région parisienne et la province, comme celui entre les hommes et les femmes, est grand. L'étude 1986 de l'AE-INTEC (Association des élèves et anciens élèves de l'Institut national des techniques économiques et comptables du CNAM) montrait qu'un homme chef comptable gagnait 244 000 F à Paris, contre 166 000 F pour une Parisienne et 158 000 F pour un provincial. L'éventail des

salaires est, en fait, bien plus large : de 120 000 à 350 000 F. Quant aux experts-comptables en cabinet, leur rémunération annuelle brute était, il y a trois ans, d'environ 400 000 F, ajoute l'AE-INTEC. Mais, là aussi, cette moyenne cache un large éventail. Par exemple, un jeune cabinet parisien offre 120 000 à 150 000 F aux collaborateurs, 150 000 à 210 000 F aux chefs de mission (bac + 7, deux ans d'ancienneté), 250 000 à 300 000 F aux chefs de groupe (cinq ans d'ancienneté) et 600 000 à 1 000 000 F aux associés.

Une des raisons sans doute de l'attrait croissant pour le diplôme d'expertise comptable (diplôme d'études supérieures comptables et financières en quatre ans + trois années de stage et un mémoire) : 945 diplômés en 1988 contre 537 trois ans auparavant. 95 % d'entre eux trouvent leur premier emploi en moins de trois mois, révèle une enquête du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables sur les diplômés des années 1985 à 1987. Environ deux tiers d'entre eux choisissent l'exercice libéral, plutôt que d'intégrer une entreprise : le nombre de diplômés en entreprises serait inférieur à 5 000, estime Jean-Pierre Martel, président de l'UDEC (Union des diplômés d'expertise comptable, branche « salariée » de l'Institut français des experts-comptables).

### Etre à la fois technicien, commercial et manager

Les métiers sont bien différents. Le cabinet, indépendant, répond à une clientèle nombreuse, et le plus souvent composée de petites entreprises. L'exercice libéral permet d'envisager de gros revenus... si l'on sait être à la fois bon technicien, commercial et manager. Et pas averse de son temps. Surtout si l'on a décidé de se constituer une clientèle en partant de zéro, ou si l'on rachète un portefeuille. Troisième possibilité plus commode : intégrer un cabi-

net. Une solution d'avenir dans un secteur appelé à être de plus en plus dominé par les gros (45 cabinets réalisent plus de 35 millions de chiffre d'affaires et emploient 14 400 salariés).

En outre, les missions de l'expert-comptable ont évolué. Sa fonction traditionnelle existe toujours : établir les comptes des entreprises (un domaine où la concurrence des centres et associations de gestion agréés est féroce) et émettre une « opinion » sur la qualité des documents comptables. Les experts-comptables utilisent de plus en plus leur matière grise : ils développent les missions de conseil (organisation, contrôle de gestion, gestion financière, droit de la fiscalité, droit social, informatique).

Avocats et notaires veulent également atteindre, non sans mal, la clientèle « entreprises ». Quelques experts-comptables appellent de leurs vœux la création de sociétés multiprofessionnelles. « Des cabinets de conseils d'entreprise, rêve l'Alsacien Gilles Pfrunner, président de l'Association nationale des experts-comptables stagiaires, où l'on rencontrerait experts-comptables, avocats, conseils juridiques et pourquoi pas des notaires, et où l'on dépasserait les rivalités internes. » Utopie ? Probablement, car ces professions ne peuvent admettre de s'associer avec des experts-comptables, dont la plupart acceptent des missions de commissariat aux comptes, au cours desquelles ils sont tenus de révéler les irrégularités à la justice. Pourtant, ce rapprochement semble être une excellente réponse à la concurrence anglo-saxonne. La Grande-Bretagne dispose de 132 000 chartered accountants dont 50 000 en exercice libéral (au 1<sup>er</sup> janvier 1988). Ils pourraient facilement venir alimenter le marché français.

FRANÇOIS KOCH.

(1) « Finance et comptabilité », dossier « Avenir », n° 397/398, ONISEP.  
(2) Etude résumée par Raymond Bèthoux pour la Profession comptable, n° 72 (23-12-88).

## L'explosion du marché des logiciels

### Les forts en thème ne sont plus les seuls

L'INDUSTRIE du logiciel est-elle une pépinière d'emplois nouveaux ? « Oui », répond Yves Lasfargue, auteur de Travail dans l'informatique, directeur de la section « technologie » de l'Institut français de gestion (IFG). Mais les métiers présentés comme nouveaux en 1988 seront à leur tour rejoints, et en partie supplantés, « dans dix ou quinze ans ».

Dans un document récemment publié par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), Yves Lasfargue, par ailleurs président du groupe de stratégie industrielle du commissariat général au Plan, constate que « sur 200 000 personnes employées en 1988 dans le secteur de l'informatique, plus de 75 % sont concernées par le logiciel ».

Autre constatation : les matériels évoluent vers un petit nombre de standards alors que les logiciels, et surtout les services qui leur sont liés, ont tendance à se diversifier. Tous les secteurs d'activité ont en effet un besoin croissant de programmes informatiques variés. D'où une forte diversification des emplois proposés.

« Les métiers du logiciel, ajoute Yves Lasfargue, ne sont plus forcément synonymes de complexité et de matière grise très technique. Ils ne sont plus, comme il y a quinze ans, l'apanage des seuls forts en thème. C'est un fait : l'évolution technologique a rendu transparents des mécanismes très rebarbants, comme le prouve chaque jour l'extension des micro-ordinateurs à de très nombreuses applications ».

Alors, disparaissent les « gourous » ? « Le logiciel requiert toujours de nombreuses catégories de spécialistes et d'hyperspécialistes », fait-on remarquer à l'IFG, où l'on propose, notamment aux entreprises, des programmes de « culture technologique ». « Mais certaines compétences de grande

valeur ne servent plus à grand-chose aujourd'hui. » De fait, constate-t-on, le logiciel nécessite en quantité croissante des diffuseurs, des formateurs, des professeurs de liaison entre techniciens et utilisateurs. Voire des spécialistes en sciences humaines.

### Nouvel artisanat

Le logiciel recorde donc. Beaucoup. Le nombre de diplômés arrivant chaque année sur le marché du travail a pratiquement doublé entre 1982 et 1988. Il en résulte une concurrence plus serrée, qui se traduit notamment par une formation de plus en plus exigeante. « Le recrutement se fait désormais au niveau bac + 4 et bac + 5 », relève le document de l'APEC qui note qu'une formation longue, renforcée par la formation permanente, devient plus que jamais « la clé de la réussite ». Mais la demande est là : les effectifs des ingénieurs ont augmenté de 29,2 % en quatre ans. Ceux des cadres commerciaux de 24,2 %.

Ce qui frappe encore, dans ces métiers, est la diversité des profils rencontrés sur le terrain. A l'IFG, il n'est pas rare de croiser dans les couloirs des médecins ou des architectes en quête d'une formation complémentaire en informatique. Ou en reconversion. Ailleurs, on rencontre aux côtés des ingénieurs et des informaticiens, autour du logiciel, d'anciens élèves d'IEC, des Ecoles de commerce ou de sciences politiques. « La rationalisation du processus de fabrication du logiciel a créé un « nouvel artisanat » haut de gamme », fait observer à propos de cette diversité Yves Lasfargue.

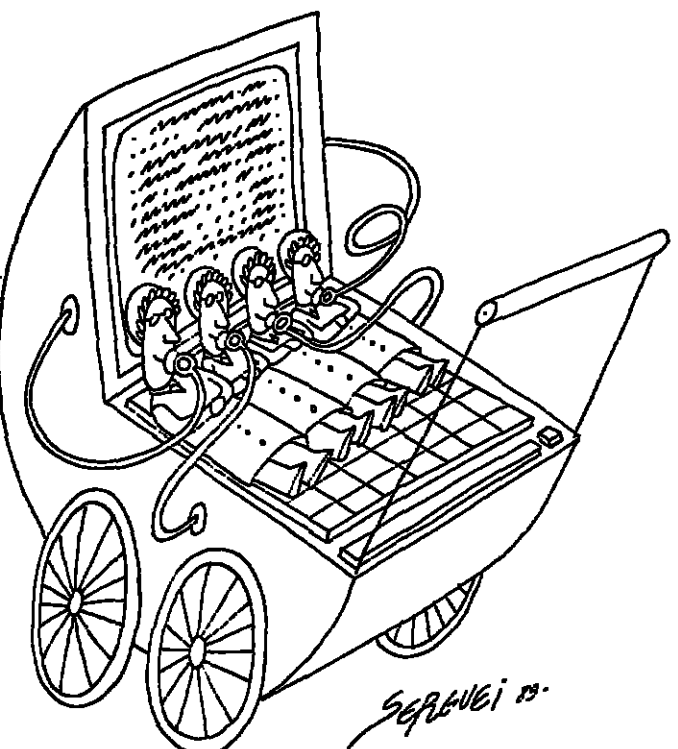
L'analyse des offres d'emplois, ainsi que le montre l'étude, conduit à distinguer deux grands types de professions : les « classiques », bien que toujours en évolution. Et les postes qui émergent en voyant croître leur importance.

« Les professions d'études générales et d'organisation « classiques » sont toujours très recherchées », constate l'APEC. Mais plus inquiétant sont peut-être les bonnes des jeunes diplômés en matière de formation générale de base. Les connaissances polyvalentes sont en effet devenues de règle dans un métier où il faut se réadapter en permanence. En matière de logiciel, le temps tourne vite. Ce qui conduit certaines sociétés, comme Bull, à consacrer plus de 10 % de la masse salariale à la formation permanente, ce qui est considérable.

### La qualité du dialogue

En aval des grandes entreprises, les métiers qui se développent le plus sont ceux qui se trouvent en contact avec le public, ainsi que le montrent les énoncés d'offres d'emplois. Des métiers de dialogues et d'écoute, essentiellement de services, qui s'ouvrent très largement à des vendeurs-conseils dont le profil est proche de l'ingénieur technico-commercial, 60 % de la vente des logiciels, en chiffre d'affaires, ne se font-ils pas dans les quelques mille deux cents « boutiques » de micro-informatique auxquelles sont venues s'ajouter récemment les grandes surfaces de distribution de type FNAC, NASA ou DARTY ?

En amont de ce phénomène de marée grand public, on assiste aujourd'hui à l'émergence de nouveaux métiers générés par le logiciel de base. L'IFG, à titre d'exemple, cite trois d'entre eux, qualifiés il est vrai de « confidentiels », mais dont les hommes qui s'y préparent seront demain « incontournables » dans les entreprises de pointe. Ces métiers ont d'autre part pour caractéristique d'être à double compétence, à la fois métier du logiciel et métier d'un secteur qui



peut être le nucléaire ou l'industrie spatiale.

Ils contraignent les Ecoles d'ingénieurs à anticiper le mouvement... avant que le marché ne soit tout à fait mûr, requièrent un niveau bac + 5 (DESS en informatique générale ou spécialisée), et voient leur croissance monter en flèche (+ 153 %). A noter : le système de sélection des étudiants porte sur des tests, mais aussi sur leur équilibre psychologique ! C'est le moins qu'on puisse demander à des futurs spécialistes en intelligence artificielle, à des cognitivistes et des qualitatifs.

Pour l'heure en France, une centaine de systèmes-experts sont opérationnels. Un millier sont en cours de réalisation, indique l'IFG. Les cognitivistes, ou « ingénieurs de la connaissance », sont au nombre de quelques centaines. « Chargés de mettre en ordre les idées de l'expert en se faisant expliquer les mécanismes du raisonnement, leur dialogue peut durer des mois », fait observer sans humour Yves Lasfargue.

Guy Poinas, quant à lui, est responsable-qualité chez Fram-

forme. « Mon travail consiste à vérifier que les produits fournis par les ateliers de génie logiciels correspondent exactement à nos besoins, c'est-à-dire à l'impératif de sécurité. Mais pour cela, il faut avoir une très bonne connaissance de l'entreprise et de ses hommes. »

A lui en effet de définir les méthodes et les normes d'assurance-qualité, faire pression pour choisir les outils de génie logiciel les plus appropriés, vérifier les normes et les procédures de qualité. Or, en France, 9 % seulement des informaticiens diplômés ont reçu une formation qualité, « condition de survie du logiciel ».

« Il faut une dizaine d'années d'expérience pour appréhender ces domaines », commente Guy Poinas. Il ajoute un rien provocateur : « Une bonne culture générale est la condition sine qua non de réussite avec si possible du grec et du latin... » Heidegger n'affirmait-il pas que « l'essence de la technique n'a rien de technique » ?

JEAN MENANTEAU.

حکومت الاعداد

هكذا من الأصل

36 Le Monde • Jeudi 26 janvier 1989 •••

# NRJ PROGRESSE DE PLUS BELLE

621 000 auditeurs gagnés en 1988\* !  
Près de 5 millions d'auditeurs chaque jour en France !  
NRJ va crescendo avec la plus belle progression  
devant toutes les grandes radios.

\* Sondage Médiamétrie 55 000, France Entière,  
Nov. Déc. 87 et Nov. Déc. 88, 15 ans et plus,  
audience cumulée veille.



Tél : 47.20.06.06

## SOMMAIRE

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989  
Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989  
Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989  
Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989  
Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

## AVIS DE

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989

Le monde sous le  
grand soleil  
1988-1989



## SOMMAIRE

■ Placé sous le signe du grand marché européen, le X<sup>e</sup> Plan (1989-1992) propose cinq grands chantiers (lire ci-dessous).

■ La régie Renault annoncera vendredi au comité central d'entreprise un plan social pour 1989 prévoyant 2 753 suppressions d'emplois (lire page 42).

■ Le budget japonais pour 1989-1990 ne devrait pas avoir d'influence sur le cycle des affaires (lire page 38).

■ Les Douze réforment le marché de la viande bovine (lire page 39).

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a approuvé le 24 janvier, en comité interministériel, le document de travail présenté par le secrétaire d'Etat au Plan, Lionel Stoléru. La conception du X<sup>e</sup> Plan est ainsi achevée et, après avoir subi les corrections souhaitées par le comité, le document sera examiné par le Conseil économique et social la semaine prochaine, puis par le Parlement au cours de la séance de printemps. Intitulé « la France, l'Europe », le document du X<sup>e</sup> Plan (1989-1992) vise avant tout à préparer la France au marché unique européen. Cette perspective doit représenter, selon M. Stoléru, non un « défi » — terme qui, appartenant au vocabulaire sportif, signifie qu'il y aura victoire ou défaite — mais une « ambition ». Un mot que l'on retrouve d'ailleurs beaucoup tout au long du rapport du Plan approuvé par le premier ministre.

Composé de quatre parties, le document du Plan fixe cinq grands chantiers prioritaires : éducation, compétitivité, solidarité, cadre de vie et services publics.

Sous le chapitre « Dans quelle France voulons-nous vivre ? », le

document évoque les menaces qui pèsent sur la cohésion sociale : perte de contrôle de l'économie mondiale si la France ne parvient pas à maintenir une forte présence économique dans le monde, montée des exclusions en raison de la dégradation du tableau de l'emploi (sous-emploi, travaux précaires), de la décomposition de la cellule familiale et de phénomènes médico-sociaux comme le SIDA. La préservation de cette cohésion nécessite des décisions politiques et sociales importantes, dont le Plan se propose de garantir la cohérence, répondant au principe que « l'Etat doit décider moins, décider mieux, décider vite ».

La réduction de ce coût doit passer par une stabilisation des cotisations sociales versées par les entreprises, voire un allègement pour les emplois faiblement rémunérés, qui font hésiter les employeurs à offrir des contrats de travail stables. Il est entendu que les pouvoirs publics devront prendre à leur charge une partie de cet allègement. Cet encouragement à l'emploi doit se faire dans le cadre d'un « nouveau partage social », résumé par M. Stoléru dans l'idée que la rémunération des facteurs de production ne doit plus porter sur la dichotomie travail/capital, mais sur la trilogie chômage/travail/capital. Ainsi est relancée l'idée d'une plus juste

répartition des fruits de la croissance, en créant des emplois pour les chômeurs plutôt qu'en acceptant d'accroître les hausses importantes de pouvoir d'achat. La responsabilité repose donc sur les salariés, qui doivent accepter des gains modérés de pouvoir d'achat, sur les entreprises, qui doivent créer des emplois, et sur l'Etat, qui doit assurer le financement de la protection sociale, notamment à travers l'instauration du revenu minimum d'insertion, financé partiellement par l'impôt de solidarité sur la fortune.

### Une croissance génératrice d'emplois

Pour que cet objectif de partage social puisse être réalisé pleinement, le document du Plan estime que la croissance française doit être obtenue par un surcroît de compétitivité, ce qui suppose une limitation de la hausse des prix, « alignée sur la meilleure performance européenne », et donc une croissance tirée par l'investissement et les exportations plutôt que par la consommation. Celle-ci, en raison de ses effets inflationnistes, pourrait en effet menacer la bonne tenue du franc.

Cette croissance génératrice d'emplois devra se faire, note le document, par une adaptation continue au grand marché européen, avec l'harmonisation des normes, la mise en place de retenues à la source pour tous les revenus de l'épargne, l'harmonisation des taux de TVA (financée partiellement par le relèvement des taux d'accises sur les alcools et tabacs) et la mise à l'étude d'un projet de retenues à la source de l'impôt sur le revenu avant la fin du Plan. Mais il n'est pas question que la France revienne en arrière sur son système de protection sociale vers un niveau européen moyen. Cette croissance, ce partage social, cette harmonisation

européenne, tels qu'ils sont définis par le secrétaire d'Etat au Plan, nécessitent des engagements financiers de la part de l'Etat, et c'est pourquoi une commission a travaillé sur le thème de l'efficacité de l'Etat, l'objectif étant de « rendre à l'Etat par la productivité ce qu'on ne peut plus lui assurer par l'impôt ». Selon M. Stoléru, cette déclaration d'intention pourrait aller loin en termes de contrôle financier, de gestion du budget de l'Etat, et de gestion des effectifs. Le gouvernement pourra, en outre, afin de respecter l'objectif de diminution du déficit budgétaire au cours des quatre années du Plan mettre en place un prélèvement proportionnel sur les revenus (celui-ci rapporterait 28 milliards de francs par point de prélèvement).

— sous le chapitre intitulé « Une ambition pour l'Europe », le document du Plan rappelle les grands enjeux européens : création d'une Europe sociale, union monétaire, défense de l'environnement, nécessité de réforme de la politique agricole, qui doit s'inspirer du souci de réciprocité. Autant de thèmes qui ne pourront progresser avec succès que si l'Europe est vécue par la France comme une ambition et non une contrainte.

### Cinq « grands chantiers »

— la définition de la stratégie nationale et européenne conduit le secrétaire d'Etat à proposer cinq « grands chantiers » à caractère prioritaire pour l'action du gouvernement à moyen terme. La détermination de ces chantiers semble ne pas avoir été facile, et Lionel Stoléru reconnaît s'être battu pour éviter le « saupoudrage » et se concentrer sur quelques choix.

Le premier est celui de l'éducation-formation. Placé en tête

de liste, il souligne l'importance donnée par le Plan au « Study-boom » qui a été jusqu'à présent sous-estimé. Le Plan retient pour objectif à l'horizon 2000 l'accès de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. La revalorisation de l'enseignement, conformément au programme présenté la semaine dernière par le ministre de l'éducation, M. Michel Jospin, l'apprentissage de deux langues étrangères et, du côté de la formation, la promotion du crédit-formation au rôle de moteur de l'éducation permanente.

Le deuxième chantier, la compétitivité prévoit l'augmentation des dépenses de recherche et de développement à 3 % du PIB, le perfectionnement du système de crédit d'impôt-recherche. L'accent est mis sur les PME, qu'il convient de soutenir dans leur effort de production, par un redéploiement des crédits du ministère de l'industrie, et un renforcement du rôle de l'Association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR). Il s'agit également de les aider à exporter, et le document du Plan rappelle les dispositions annoncées ce mois-ci dans le cadre du plan export.

La solidarité se voit consacrée un chantier, car elle est le pendant de l'objectif de partage social et est menacée par le douloureux problème du financement de plus en plus lourd de la protection sociale. A ce titre, le document considère que l'imposition d'un prélèvement proportionnel sur tous les revenus (évoqué plus haut) sera à privilégier.

Enfin, sous le titre « cadre de vie », le Plan souhaite que la politique d'aménagement du territoire permette l'émergence de métropoles véritablement européennes, et dans le chantier « service public », le document réitère ses objectifs d'accroissement de l'efficacité de l'Etat.

## AVIS D'ENQUÊTE

Préfecture des Yvelines, Préfecture des Hauts-de-Seine  
AUTOROUTE A-14 ORGEVAL (A-13) et NANTERRE (A-86)

Nouvelle enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction de l'autoroute A-14 Orgeval-Nanterre

Par arrêté interprétatif du 27 décembre 1988, il a été prescrit une nouvelle enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction de l'autoroute A-14 ORGEVAL-NANTERRE sur la commune du MESNIL-LE-ROI, dans le département des Yvelines et sur celle de NANTERRE dans le département des Hauts-de-Seine, considérant que l'effacement de l'arrêté interprétatif du 19 octobre 1988 prescrivant l'enquête publique n'a pas été effectué avant le 31 octobre 1988 dans les deux communes précitées.

Cette enquête se déroulera pendant 40 jours, du 23 janvier au 3 mars 1989.

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête :

— à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (siège de la commission d'enquête) :

du lundi au vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, ainsi que le samedi 25 février 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

— à la préfecture de NANTERRE (accusé au 2<sup>e</sup> étage) :

du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30, le samedi matin : de 8 h 30 à 12 h.

— dans les mairies des communes de :

LE MESNIL-LE-ROI :

du mardi au vendredi : de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45 et le samedi matin : de 8 h 45 à 12 h.

NANTERRE :

du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin : de 8 h 30 à 12 h.

et consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations quant à l'utilité publique du projet.

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit à M. le président de la commission d'enquête, sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, siège de l'enquête, 1, rue du Panoram, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Il est rappelé que, compte tenu des circonstances susvisées, les observations consignées dans les registres d'enquête déposés dans les communes de NANTERRE et du MESNIL-LE-ROI du 14 novembre au 23 décembre 1988, seront annexées aux registres ouverts pour la présente enquête.

Sont nommés membres de la commission d'enquête :

— membres titulaires :

— M. Louis PHILIPPON, ingénieur en chef de la Ville de PARIS,

— M. Pierre MOHR, ingénieur honoraire des services techniques de la Ville de PARIS,

— M. Pierre NAUDIN, géomètre-expert DPLG,

— M. Raymond VICTOR, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite,

— membres suppléants :

— M. Pierre FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF,

— M. Henri Martin, ingénieur des TPE honoraire.

M. PHILIPPON est président de la commission d'enquête.

Aux fins de recueillir ses déclarations éventuelles, le public sera reçu ainsi qu'il est dit ci-dessus par un des membres de la commission d'enquête :

— à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE :

le samedi 25 février 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; le jeudi 2 mars 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; le vendredi 3 mars 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

— à la préfecture de NANTERRE (2<sup>e</sup> étage) :

le lundi 13 février 1989 : de 9 h 30 à 12 h et de 15 h à 17 h.

— à la mairie de MESNIL-LE-ROI :

le samedi 11 février 1989 : de 9 h à 12 h.

— à la mairie de NANTERRE :

le samedi 11 février 1989 : de 9 h 30 à 12 h ; le lundi 27 février 1989 : de 9 h à 11 h.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des préfectures, à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CICA**  
SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA CÔTE D'AFRIQUE  
GROUPE CFAO

Le conseil d'administration, dans sa séance du 20 janvier 1989, présentant les chiffres prévisibles de l'exercice 1988, a constaté une progression de 14 % du chiffre d'affaires consolidé, qui est de l'ordre de 2 250 millions de francs contre 1 974 millions de francs l'année précédente.

Les résultats consolidés atteignent 55 millions de francs contre 67 millions de francs au titre de l'exercice 1987, qui avait bénéficié d'importantes plus-values financières.

D'autre part, le bénéfice net de la société mère s'établit à 22,5 millions de francs contre 17,4 millions de francs l'exercice précédent.

## L'emploi : rétablir la cohésion sociale

Réunie autour de M<sup>me</sup> Martine Aubry, la commission « relations sociales et emploi », chargée de préparer les travaux du X<sup>e</sup> plan, se montre sévère sur l'état actuel du fonctionnement du marché du travail.

Soucieuse de « cohésion sociale », condition indispensable au développement économique et à la croissance de l'emploi, elle critique des dérives « inacceptables », telles que les substitutions d'emplois par d'autres moins bien rémunérés ou instables, les vagues de licenciements, la multiplication des emplois précaires ou le danger que représente la situation des jeunes en insertion. Il y avait « d'autres choix » de gestion à faire que ceux réduisant la masse salariale, écrit la commission qui reproche « l'usage systématique » de pratiques « contestables ».

Pour revenir à des méthodes plus cohérentes, la commission propose le recours à des « flexibilités internes », dans les entreprises — par opposition aux flexibilités externes actuellement utilisées, — qui supposent un effort de formation, une refonte des qualifications et une volonté de multiplier les niveaux de négociation. Cela devrait notamment se faire dans les PME, et l'Etat pourrait aider financièrement les entreprises qui s'engageraient dans cette voie.

Ces sociétés rétablies, deux leviers sont retenus pour développer l'emploi. Le premier, et le plus original, vise à un changement d'assiette des cotisations sociales, cette « question fondamentale pouvant avoir des répercussions importantes sur l'emploi ». Si le coût salarial global reste compétitif, observe la commission, l'importance relative des charges sociales oblige à s'interroger sur « la structure ». Les cotisations n'ont pas forcément à être assises sur les salaires et on pourrait « modular » les taux en fonction du niveau de rémunération.

Le second levier, plus connu, suppose une action sur la durée du travail, accompagnée d'une intervention sur la durée d'utilisation des équipements. Alors que les heures supplémentaires réapparaissent, on pourrait imaginer une « gestion plus réfléchie de l'emploi », des aides financières pouvant, là encore, accélérer le mouvement.

Ensuite, la commission préconise un certain nombre de solutions pour modifier en profondeur les comportements. C'est ainsi qu'elle accorde une grande importance aux objectifs

de développement local, et au rôle des différents partenaires et acteurs locaux. Mais elle s'intéresse surtout au développement des services, une fois dénoncée « l'opposition artificielle » entre l'emploi industriel et celui du secteur tertiaire, les politiques « d'externalisation » des entreprises ayant pour conséquence de favoriser la croissance du second degré au détriment du premier. « Un accroissement » de l'emploi dans les services, indique-t-elle, doit être supérieur à « la croissance tendancielle » et il faut en enrichir « le contenu en emploi ». D'où la nécessité d'aider à l'apparition d'une nouvelle demande, de soutenir les activités peu solvables pour des publics en difficulté. Mais, souligne la commission, il faudrait définir le statut de ces salariés, « le contrat de travail étant l'élément essentiel d'intégration professionnelle et sociale ».

Cela fait, la commission retrouve là son souci de cohésion, renforcé par les exigences de l'Europe sociale.

A. Ls.

## Peu de pistes nouvelles

« Le gouvernement ne fait pas de plan pour proposer des idées générales, appliquées par des gens quelconques », Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan, entend bien situer le X<sup>e</sup> Plan dans un contexte politique et donner une nouvelle impulsion à la planification française. Le X<sup>e</sup> Plan, définitivement adopté en comité interministériel le 24 janvier, est qualifié par le secrétaire d'Etat de « programme d'action pour les quatre années où nous allons gouverner », ces quatre années représentant en outre la période qui reste à parcourir à la France pour l'entrée en vigueur du marché unique européen. Quoi de plus normal que le plan français pour 1989-1992 soit donc organisé autour de l'axe européen ?

Dépassant l'« ardente obligation » de l'époque des premiers plans, le discours du X<sup>e</sup> Plan s'affirme comme une « ardente ambition », à quelque sorte un cadre d'accompagnement des mesures politiques, économiques et sociales à mettre en place, si elles ne le sont pas déjà, par le gouvernement Michel Rocard. « Affirmant que ce plan est fait par et pour le premier ministre », Lionel Stoléru, qui a lancé les travaux du Plan l'été dernier,

conçoit son rôle comme celui d'un chef d'orchestre. Il a organisé la concertation entre les partenaires sociaux et économiques, coordonné les travaux des commissions chargées d'élaborer le rapport final, établi les liens nécessaires entre commissions et ministères et, en dernier ressort, demandé l'arbitrage du premier ministre. On est loin des experts de la rue de Marignac, qui plénient sur leurs dossiers jusqu'à ce que le gouvernement intervienne pour signer le projet.

Cette conception de l'élaboration du Plan va de pair avec une limitation du nombre des objectifs. Il s'agit avant tout, selon M. Stoléru, d'un « plan stratégique de l'entreprise France », pour lequel les chiffres sont moins nécessaires que la définition de quelques grandes priorités. Ce passage du traditionnel cadrage macro-économique à un projet général, qui ne fait, dans de nombreux domaines, qu'accompagner des politiques déjà conçues (éducation, exportation...), explique certainement la rapidité avec laquelle le X<sup>e</sup> Plan a été élaboré et surtout ses esquisses rendues publiques. Son atout majeur réside indéniablement dans la clarté et la simplicité de son raisonnement, alors que certains plans précédents avaient parfois sacrifié ces critères à la volonté de couvrir l'ensemble des problèmes. Son principal défaut est peut-être de ne proposer que peu de pistes nouvelles.

La « cohésion sociale » dans la perspective de l'entrée dans le marché unique européen nécessite une croissance soutenue par les exportations et les investissements plutôt que par la consommation. C'est pourquoi il est nécessaire que la France ajuste son taux d'inflation sur la meilleure performance de la CEE (donc sur celui de la RFA) et défende la tenue du franc. Rien de bien original. De là, la France sera en mesure d'enrayer la montée des exclusions liées à l'emploi, car « lorsque le chômage n'est plus une réalité, l'emploi devient une nécessité ». M. Stoléru évoque le nouveau partage social, qui ne va pas sans rappeler les idées défendues par M. Rocard, à la fin des années 70. Au fil du temps, l'autogestion a fait place à la responsabilisation des employés.

Ces orientations stratégiques pour la France au sortir de la crise économique et à l'entrée dans le grand marché européen marquent en tout cas la volonté gouvernementale, sinon de faire véritablement renaitre la planification française, du moins de soutenir les objectifs politiques, économiques et sociaux du gouvernement pour les quatre années à venir.

FRANÇOISE LAZARE.

## TRANSPORTS

Après trois mois de conflit

## Les mécaniciens d'entretien d'Air France reprennent le travail

Les mécaniciens au sol d'Air France, qui cessaient le travail de façon intermittente depuis le 18 octobre dans les ateliers de Roissy, Orly et Toulouse, ont voté le 24 janvier la fin de leur mouvement.

Cette grève, qui avait dans un premier temps le soutien de la CGT, de la CFDT et du Syndicat autonome des mécaniciens au sol (SNMASAC), visait à obtenir des augmentations salariales et d'effectifs. La CGT, elle, avançait sa revendication traditionnelle de 1 500 francs de plus par mois.

Le conflit a coûté entre 350 et 400 millions de francs à la compagnie, qui a été contrainte d'annuler, entre le début du mois de novembre et le 24 janvier, sept cent six vols. La direction estime à 2,5 points la diminution du coefficient d'occupation de ses avions en décembre. Lassés des retards et des annulations de vols, la clientèle manifestait de plus

en plus bruyamment son mécontentement et se tournait vers les compagnies étrangères, plus fiables. Les négociations avaient valu aux grévistes la création de quatre cents emplois, des moyens de formation supplémentaires et un accord salarial d'entreprise prévoyant une augmentation de 2,2 % en 1989 et une prime uniforme annuelle de 5 000 francs. En outre, la direction a amélioré l'accord de participation et le système d'intéressement.

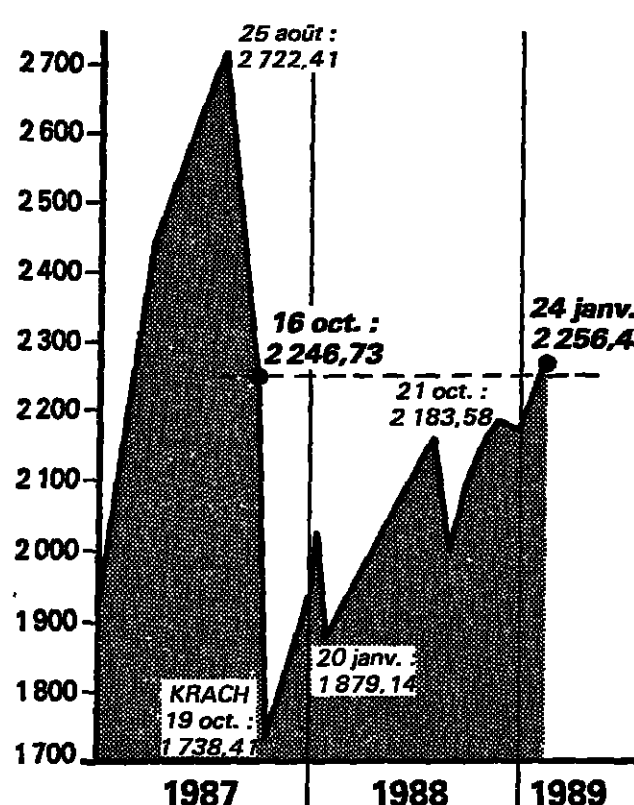
Depuis plusieurs semaines, le mouvement s'était effrité, certains syndicalistes jugeant que la direction ne pouvait aller plus loin. Le pourcentage des grévistes était tombé de 30 % à 8 %. M. Bernard Attali, président d'Air France, avait brandi la menace de licenciements si la paralysie des ateliers continuait à faire baisser les recettes de la compagnie. Il faudra plusieurs jours pour que la flotte d'Air France redevenue totalement disponible et puisse tenir les horaires prévus.

هكذا من الأصل

# Économie

## ÉTRANGER

### WALL STREET : un trait sur le krach



Wall Street a effacé, mardi 24 janvier, les dernières traces du krach d'octobre 1987, l'indice Dow Jones dépassant enfin son niveau atteint à la veille du terrible lundi noir. Ce jour-là, le célèbre baromètre chutait de 508,32 points. La Bourse de New-York rejoint ainsi ses homologues de Bruxelles, Tokyo et Paris, dont les indices ont effacé leurs pertes, respectivement en février, en avril et en septembre 1988. Le chemin à parcourir pour retrouver le niveau de l'avant krach, tant à Londres qu'à Francfort, reste, quant à lui, parsemé d'embûches.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Avec des dépenses en hausse de 6,6 % en 1989-1990

### Le budget japonais ne devrait pas avoir d'influence sur le cycle des affaires

TOKYO Correspondance

Avoir le beurre et l'argent du beurre : cette quadrature du cercle budgétaire, le Japon va l'approcher en 1989 grâce à la croissance particulièrement vigoureuse de son économie.

Le projet de budget pour l'année fiscale qui commence le 1<sup>er</sup> avril prochain prévoit à la fois la plus forte progression des dépenses générales en huit ans et une très nette réduction du recours à l'emprunt pour financer le déficit budgétaire, le tout allant de pair avec la mise en route d'une vaste réforme fiscale.

Le projet de loi de finances, qui a reçu mardi 24 janvier au soir le feu vert du gouvernement de M. Takeshita, indique que les dépenses du budget général représenteront 60 414 milliards de yens (3 020 milliards de francs), soit une progression de 6,6 % sur le budget initial pour 1988.

Cette hausse, la plus importante depuis celle de 9,9 % enregistrée au cours de l'année fiscale 1981, doit cependant être relativisée. Le 19 janvier, le gouvernement avait adopté, au titre de l'année fiscale en cours, un énorme collectif budgétaire prévoyant 5 152 milliards de yens de dépenses supplémentaires et portant le total pour l'année fiscale 1988 à 61 851,7 milliards de yens, soit une hausse de 9,1 % sur le budget initialement prévu.

En fait, estimant que l'économie de l'archipel connaît une croissance autonome, le ministère des finances a opté en 1989 pour une stricte neutralité fiscale. « Le budget n'aura pas d'influence sur le cycle des affaires », affirme un responsable de la banque du Japon.

En 1989, comme en 1988, les caisses de l'Etat vont recevoir une manne inespérée, les recettes fiscales étant tout naturellement gonflées par les très bons résultats financiers des entreprises ainsi que

par la hausse des cours de Bourse et des prix des terrains. Le budget général prévoit d'ailleurs une progression de 13,1 % des rentrées fiscales.

C'est la gestion de l'énorme dette publique japonaise qui en sera le principal bénéficiaire. Le gouvernement a décidé de réduire de 54,9 % le montant des nouvelles émissions obligataires destinées à couvrir le déficit budgétaire. Elles ne devraient atteindre que 1450 milliards de yens, contre 3151 milliards dans le budget initial pour 1988.

Au total, en tenant compte des emprunts destinés à couvrir le remboursement des vieilles dettes venues à échéance, l'Etat ne fera appel au marché que pour 711 milliards de yens, soit une baisse de 19,6 % par rapport au montant inscrit dans le budget de 1988.

#### Stopper l'endettement public

Le ratio de l'emprunt par rapport au total des ressources alimentant le budget général retomberait à 11,8, le chiffre le plus faible depuis 1975, lorsque l'Etat japonais a commencé à s'endetter massivement pour permettre à l'économie de surmonter le premier choc pétrolier. Cesser de créer de nouvelles dettes à partir du budget de l'année fiscale 1990 est un objectif que le gouvernement est assuré d'atteindre, affirme-t-il, mardi soir, le ministre des finances, M. Tatsu Murayama.

Il s'agit ensuite de s'attaquer à la réduction de la pyramide de dettes édifiée au fil des ans, et qui représentera en mars 1990 la coquette somme de 162 000 milliards de yens, pour un produit national brut de 390 000 milliards de yens si l'objectif officiel de 4 % de croissance en termes réels est atteint.

Si, sur le plan intérieur, le ministère des finances s'est montré plutôt pingre, il a accepté d'ouvrir plus largement sa bourse pour répondre aux

engagements internationaux du Japon. Les dépenses de travaux publics ne progresseront que de 1,9 %, nettement moins que la croissance du PNB. Compte tenu de l'introduction d'une TVA de 3 % le 1<sup>er</sup> avril, cet engagement traduit en fait une stagnation en termes réels. C'est sans doute le signe le plus évident de la « neutralité » de ce budget.

En revanche, la défense, avec une progression de ses crédits de 5,9 %, et surtout l'aide publique au développement, en hausse de 7,8 %, ont été choyés. Selon les estimations du ministère des finances, le total consacré à l'aide extérieure devrait approcher les 11 milliards de dollars si l'on ajoute les crédits venus du programme d'épargne et d'investissement, ce « second budget » japonais alimenté pour l'essentiel par l'épargne postale. En valeur absolue, le Japon confirmera, aisément, sa place de champion de l'aide au développement.

Ce second budget, adopté également mardi 24 janvier, va augmenter de 9 % par rapport à l'exercice précédent, dépassant pour la première fois le seuil des 30 000 milliards de yens pour s'inscrire à 32 270 milliards. Cependant, la hausse sera très faible, 3,9 % seulement pour les fonds réellement investis (26 340 milliards), le solde alimentant le portefeuille de placements du ministère des postes et télécommunications. Toujours la prudence. Alors, un budget parfait ?

« Nous ne voyons dans ce budget aucun stimulus qui pourrait augmenter l'appétit du Japon pour les importations », remarque un responsable de la banque de Tokyo. « Cela pourrait justifier certaines critiques », ajoute-t-il. En effet, rien ne garantit à ce jour une poursuite de la croissance des importations, chancelante à la fin de l'année dernière face à une forte reprise des exportations. Pour le Japon, cela reste le danger principal.

BERNARD HAMPEL

### Le secrétaire américain au Trésor est favorable à un allègement de l'impôt sur les dividendes

Sans attendre les propositions du président George Bush pour réduire le déficit budgétaire annoncées pour la mi-février, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a clairement rappelé, mardi 24 janvier, sa détermination à lutter contre toute pression inflationniste. Estimant le rythme actuel de la croissance difficile à soutenir indéfiniment sans risque, M. Greenspan en a appelé à une rapide baisse du déficit budgétaire et à une remontée de l'épargne.

Cette mise en garde impliquant la possibilité d'un resserrement de la politique du crédit comporte un risque : un relèvement des taux d'intérêt alourdirait encore le très fort endettement des entreprises américaines, qui, depuis quelques années, se sont lancées à corps perdu dans les opérations de *leveraged buy out* (LBO), ces rachats d'actions par les sociétés elles-mêmes en recourant à l'emprunt. Une menace dont le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, est parfaitement conscient.

Intervenant devant la commission des finances du Sénat, M. Brady a rappelé que les LBO sont passés d'un total de 11 milliards de dollars (730 milliards de francs) entre 1978 et 1983 à 160 milliards au cours des cinq dernières années, dont 60 milliards durant la seule année 1988. Afin d'apaiser cette boulimie et de détourner l'intérêt des entreprises d'un endettement permettant des déductions fiscales, le secrétaire au Trésor s'est prononcé en faveur d'une réduction de l'impôt sur les dividendes. Une mesure délicate à mettre en œuvre au moment où l'austérité budgétaire est de mise, mais qui répond à l'attente des milieux d'affaires.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1988 au 25 février 1989 seront payables, à partir du 26 février 1989, à raison de 176,40 F par titre de 2 000 F contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,60 F (montant brut : 196 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 29,38 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,92 F, faisant ressortir un net de 143,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 43 067 obligations comprises dans les séries de numéros 373 794 à 381 905 et 404 173 à 439 151, sorties au tirage du 22 décembre 1988, cessant de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 11 au 26 février 1990 et suivants attachés.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- 1982 : 430 756 à 461 947
- 1983 : 089 800 à 102 088
- 1984 : 567 525 à 569 232 et 569 236 à 581 020
- 1985 : 131 202 à 147 025
- 1986 : 381 906 à 404 172
- 1987 : 461 948 à 497 327
- 1988 : 1 à 15 330 et 678 799 à 700 000

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 15,30 % janvier 1983

Les intérêts courus du 7 février 1988 au 6 février 1989 seront payables, à partir du 7 février 1989, à raison de 68,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 76,50 F (montant brut : 765 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 114,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,30 F, faisant ressortir un net de 358,50 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations janvier 1984 - 13,70 %

Les intérêts courus du 6 février 1988 au 5 février 1989 seront payables, à partir du 6 février 1989, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 F (montant brut : 685 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 102,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,70 F, faisant ressortir un net de 500,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable, soit 10 % pour 1989

Les intérêts courus du 6 février 1988 au 5 février 1989 seront payables, à partir du 6 février 1989, à raison de 430 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50 F (montant brut : 500 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 74,97 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10 F, faisant ressortir un net de 365,03 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### S.A.P.A.R. - Obligations à taux variable août 1982 Taux pour 1989 : 11 % (application du taux minimum)

Les intérêts courus du 17 février 1988 au 16 février 1989 seront payables, à partir du 17 février 1989, à raison de 495 F par titre de 5 000 F, contre détachement du

coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 55 F (montant brut : 550 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 82,46 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11 F, faisant ressortir un net de 401,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9 % 1983

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 26,10 F par titre de 290 F, contre détachement du coupon n° 26 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,14 F (montant brut : 29,24 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 4,17 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,38 F, faisant ressortir un net de 21,35 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « E », « A », « D » et « B » sont respectivement remboursables depuis les 25 février 1976 et 1986.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,75 % 1986

Les intérêts courus du 25 février 1988 au 24 février 1989 seront payables, à partir du 25 février 1989, à raison de 20,70 F par titre de 400 F contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 2,30 F (montant brut : 23 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 3,44 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,46 F, faisant ressortir un net de 16,80 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « C » et « A » sont respectivement remboursables depuis les 25 février 1976 et 1986.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 10,10 % janvier 1988

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 454,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50,50 F (montant brut : 505 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 75,72 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,10 F, faisant ressortir un net de 368,68 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « C » et « A » sont respectivement remboursables depuis les 25 février 1976 et 1986.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations TMO janvier 1988 - 1988/1995 et 1988/1996 Taux pour 1989 : 8,6736 %

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 390,31 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 43,37 F (montant brut : 433,68 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 65,02 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 F, faisant ressortir un net de 316,63 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,30 % janvier 1987

Les intérêts courus du 9 février 1988 au 8 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 415 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 103,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,30 F, faisant ressortir un net de 307,95 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations TMO février-mars 1987 et 1987

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 433,68 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 108,42 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 F, faisant ressortir un net de 316,60 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,60 % octobre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 14 novembre 1988 au 14 février 1989 seront payables, à partir du 15 février 1989, à raison de 109,50 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 27,37 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,18 F, faisant ressortir un net de 79,95 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,30 % juin 1988

Les intérêts courus du 11 juillet 1988 au 8 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 192 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 48 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,84 F, faisant ressortir un net de 140,16 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,30 % octobre 1988

Les intérêts courus du 14 novembre 1988 au 14 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 99 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 24,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,98 F, faisant ressortir un net de 72,27 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,30 % octobre 1988

Les intérêts courus du 14 novembre 1988 au 14 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 99 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 24,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,98 F, faisant ressortir un net de 72,27 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Éco

AGRICULTURE

Les Douze de la

AFFAIRES

Saillite - exemple

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la

Le Miroir de la



# Économie

## AGRICULTURE

### Les Douze réforment le marché de la viande bovine

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La réforme de l'organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine qui a été décidée mardi 24 janvier par les ministres de l'Agriculture des Douze, après des mois de palabres, se caractérise par une limitation du volume comme du montant des achats publics d'intervention, mais également par une augmentation des primes accordées aux producteurs spécialisés.

Il s'agit de décourager les exploitants qui élevaient du bétail en le destinant à l'intervention, sans chercher à s'imposer sur le marché, et d'encourager la production de qualité. Cet aménagement de l'OCM est parfaitement conforme à la politique entreprise depuis 1984 par la Communauté pour mieux maîtriser sa production, et devrait donc être plutôt bien accueilli par les producteurs des pays tiers avec lesquels la CEE a engagé un débat difficile dans le cadre de l'« Uruguay Round ».

Les achats publics d'intervention seront désormais limités à 220 000 tonnes par an. Ils seront opérés par adjudication, à des prix légèrement inférieurs à ceux pratiqués jusqu'ici. Cependant, M. Henri Nallet, le

ministre français de l'Agriculture, a obtenu que, même au-delà de ces 220 000 tonnes, l'intervention puisse être réouverte en cas de chutes des cours. Ce système permettra alors de ramener le prix de marché à 80 % du prix d'intervention, considéré comme un seuil minimum.

Les primes accordées aux producteurs de bovins naites seront portées de 25 ECU (175 F) à 40 ECU (280 F) par tête, mais elles seront plafonnées à quatre-vingt-dix bêtes par exploitation. Les ministres ont donné leur feu vert à la mise en œuvre par les États membres de programmes d'aide directe aux revenus.

Les Français, qui considèrent ces programmes comme un risque de maintenir la production, notamment en RFA, des exploitations peu rentables ont voulu qu'ils soient mis en œuvre dans des conditions restrictives. Ils devront ensuite être réservés aux exploitations dont le revenu est inférieur à la moyenne régionale, et qui ont été affectées par la réforme de la politique agricole commune élaborée depuis 1984, et pour qui, enfin, l'agriculture représente une partie significative du revenu. La commission européenne, à qui les programmes seront soumis par les administrations nationales, contrôlera ces points.

PHILIPPE LEMAITRE.

## AFFAIRES

### Faillite «exemplaire» près de Longwy

METZ  
de notre correspondant

Prononcée il y a quelques jours par le tribunal de commerce de Briey, la liquidation des biens de la société Techniméca-Europe (cinquante-deux salariés) implantée depuis 1987 à Longwyville (Meurthe-et-Moselle), sur ce qu'on appelle le pôle européen de développement des trois frontières autour de Longwy, suscite de nombreuses interrogations sur la gestion de cette unité. Cette décision intervenant un mois après le dépôt de bilan de l'entreprise spécialisée dans la mécanique de précision met en lumière un passif de 25 millions de francs accumulé par la société. Un chiffre qui n'est qu'une évaluation, faute de comptabilité précise à ce jour. Le chiffre d'affaires de Techniméca-Europe depuis sa création n'est que de 3,5 millions, le déficit d'exploitation étant évalué à 8 millions. Le tribunal de commerce de Briey n'a pas hésité à qualifier de « somptuaires » certaines dépenses engagées par l'entreprise : 800 000 F de mobilier pour l'aménagement de bureaux. Techniméca a bénéficié pour son implantation de quelques

10 millions de francs d'aides publiques (dont une prime d'aménagement du territoire de 7,2 millions de francs et d'un prêt d'une société de conversion de la sidérurgie de 1,4 million, ainsi que de la mise à disposition par un organisme dénommé public de la métropole lorraine de locaux d'une superficie d'environ 5 000 mètres carrés.

J.-L. T.

[Cette affaire soulève à nouveau une question essentielle : comment les autorités publiques, c'est-à-dire en l'occurrence la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) et les collectivités locales, établissent-elles leurs critères pour accorder ou refuser des primes, donc l'argent des contribuables, à des entreprises qui s'installent dans des régions en difficulté ? Quel est, du point de vue des finances publiques, le volume annuel des fonds accordés à des entreprises qui, six mois, un an ou deux ans après leur inauguration, font faillite ?

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé des reconversions et de l'aménagement du territoire, doit prochainement assister, le 30 janvier au conseil d'administration du pôle européen de développement à Longwy, et cette question ne manquera pas de lui être posée. — F. Gr.]

### Le litige Mercure International-PTT

### Le juge des référés se déclare incompétent

Le tribunal de Paris siégeant en référé sous la présidence de M. Robert Diet, a rendu mardi 24 janvier, un jugement par lequel il s'estime incompétent pour trancher le conflit qui oppose la société Mercure International au ministère de la Poste, des télécommunications et de l'espace.

Victime des grèves qui ont perturbé le service postal au cours du dernier trimestre de l'année 88, Mercure International demandait que le ministre de la Poste soit contraint d'acheminer gratuitement le courrier de l'entreprise pendant un mois et de lui verser une indemnité de 500 000 F (le Monde du 19 janvier). Dans son jugement, le tribunal considère que le litige relève de la compétence des juridic-

tions administratives. Mercure International en révélant que la poste avait signé un accord avec le Syndicat des entreprises de vente par correspondance prévoyant sous certaines conditions la distribution gratuite de messages commerciaux. Mais les juges déclarent que la société Mercure « ne justifie pas avoir saisi le ministre ou le directeur de la poste compétent d'une réclamation tendant à l'octroi de facilités semblables à celles qui ont été accordées, à titre exceptionnel, aux entreprises de vente par correspondance (...). Elle anticipe donc sur le refus qui pourrait être opposé à une requête, qui n'a pas encore été présentée, en dénonçant prématurément l'inégalité du traitement qui lui serait appliqué ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# LENINE A-T-IL RAISON?

En affirmant «on n'a jamais raison contre les faits», Lénine a-t-il encore raison?

Fait accompli: la cotation au Second Marché de Remy & Associés est intervenue, précédée d'une mise en garde exceptionnelle de la Commission des Opérations de Bourse. Cette cotation est-elle acceptable?

Faits accomplis:

Bénéfices\* après impôts des différentes sociétés  
(arrêtés au 31 mars)

Rémy & Associés SA      Remy Martin et Compagnie SA

1985 ..... (-233 275 F) .... 59 823 631 F  
1986 ..... 5 149 989 F .... 46 898 320 F  
1987 ..... 13 620 392 F .... 21 021 750 F  
**1988 ... 31 505 264 F ..... 24 339 F**

\*Bilans publiés

Ce transfert de substance, opéré sans consulter l'assemblée générale des actionnaires de Remy Martin, le droit peut-il l'admettre?

Après la cotation de Remy & Associés, les actionnaires minoritaires de Remy Martin se posent, avec vous et sans Lénine, ces questions.

POUSADAS

Pour les amoureux du PORTUGAL

le confort et le raffinement des POUSADAS

à partir de **2.050 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, (pour un week-end), avec logement et petit déjeuner. Pour connaître tous les programmes et les détails consultez votre Agence de Voyages.

**TOP PORTUGAL** ou le Centro de Turismo de Portugal em França  
Tél.: (1) 47 42 55 57

Pousadas du Portugal

صكنا من الامم

## Marchés financiers

مركز من الأصل

### La Ruche méridionale : la CFAO surenchérit

Nouvel épisode dans la bataille boursière qui oppose le groupe Rallye à la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) pour la prise de contrôle du succursaliste La Ruche méridionale (LRM).

Mardi 24 janvier, la CFAO a décidé de surenchérir en portant de 1 900 F à 2 700 F par action son offre de reprise des titres LRM pour contre la proposition de Rallye qui a atteint 2 450 F. Cette nouvelle offre déposée auprès de la Société des Bourses françaises vise à acquérir l'ensemble des actions LRM, soit par cession directe, soit par échange de cinq obligations convertibles CFAO 6,25 % 1988 pour deux actions LRM. Le montant de cette OPA atteint à présent 1,38 milliard de francs.

En volant au secours de La Ruche, attaquée par Rallye, la firme de négoce international veut réaliser son projet d'association appelée Univer Sud, un pôle leader d'enseignements de distribution à l'échelle de l'Europe du Sud.

Quelques heures avant l'annonce de cette surenchère, le président de Rallye, M. Albert Cam, s'exprimait pour la première fois publiquement sur cette affaire, paraissant sûr de son fait : « Notre OPA est comme le gruit breton, c'est du solide ». En cas de victoire, le groupe formerait avec LRM un ensemble de quarante hypermarchés et de cent supermarchés pour un chiffre d'affaires en libre service de 14 milliards de francs. Il lui faudrait maintenant 166 valeurs son offre s'il veut vraiment l'emporter.

### Drexel officiellement accusée de délit d'inités

La firme Drexel Burnham Lambert a été officiellement accusée mardi 25 janvier de six délits boursiers pour lesquels elle avait annoncé le mois dernier qu'elle acceptait de plaider coupable et de payer une amende record de 650 millions de dollars.

Les accusations sont contenues dans un document remis à un tribunal fédéral de Manhattan. Elles vont du délit d'inités à la manipulation du cours des actions dans plusieurs opérations de prise de contrôle d'entreprises.

Plusieurs d'entre elles mentionnent un cadre supérieur de Drexel, qui serait M. Michael Milken, le spécialiste des « junk bonds » de la firme, qui devrait être inculpé prochainement d'opérations frauduleuses. — (AFP.)

### Numéro un mondial de l'assurance Nippon Life est le nouvel actionnaire du groupe Bouygues

Nippon Life, numéro un mondial des assurances, est le nouvel actionnaire japonais, qui a pris récemment une participation de 1,7 % dans le capital du groupe français Bouygues, numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, a indiqué, mercredi 25 janvier, un porte-parole de la compagnie d'assurances.

L'entrée de Nippon Life dans le capital de l'entreprise française, faite en plein accord avec Bouygues, a été négociée par l'intermédiaire du Crédit lyonnais, Alexander Leung et Cruikshank Securities, l'Agence financière de la banque française à Tokyo, a-t-on appris par ailleurs. Les titres ont été cédés par le Crédit lyonnais, chef de file bancaire et important actionnaire de Bouygues. — (AFP.)

### ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR INSPECTION DE LA PROTECTION CIVILE

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RELATIF À LA FOURNITURE DE PRODUITS PESTICIDES POUR LA LUTTE ANTI-ACRIDIE (SÉANCE NON PUBLIQUE)

Dans le cadre de la lutte anti-acridienne, le ministère de l'Intérieur envisage l'acquisition de produits pesticides pour la lutte anti-acridienne. Cette acquisition s'effectuera par voie d'appel d'offres à la concurrence internationale.

- LOT n° 1 : MALATHION 96 % ULV.
- LOT n° 2 : FENTROTHION 50 % ULV.
- LOT n° 3 : CHLORPYRIFOS ETHYL 240 G/L ULV.
- LOT n° 4 : LAMBDA CYALOTHRINE 4 % ULV.
- LOT n° 5 : DELTAMETHRINE 12,5 G/L ULV.
- LOT n° 6 : ALPHACYPERMETHRINE 60 G/L ULV.
- LOT n° 7 : CYFLUTHRINE 9 G/L ULV.
- LOT n° 8 : TRALOMETHRINE 16,5 G/L ULV.
- LOT n° 9 : PERMETHRINE C 21, H 20, C 12 : 0,3, 25 EC.

Les sociétés intéressées devront faire parvenir leurs offres pour l'un ou les autres lots au ministère de l'Intérieur (inspection de la protection civile) au plus tard le 31 janvier 1989, à dix-huit heures.

LES OFFRES DOIVENT ÊTRE PRÉSENTÉES COMME SUIT :

1. - La soumission établie sur papier timbré.
2. - Le bordereau des prix détaillé estimatif établi conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres avec indication des prix unitaires en toutes lettres.
3. - Le cahier des prescriptions spéciales dont chaque page aura été paraphée et la dernière signée avec, en plus, au-dessus de la signature la mention manuscrite « lu et accepté ».

Le bordereau des prix détaillé estimatif et la soumission devront être placés dans une première enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du soumissionnaire ainsi que l'indication de l'objet de l'appel d'offres.

4. - Un dossier sur les références administratives et techniques comprenant :
  - La déclaration sur l'honneur en double exemplaire prescrite par l'article 6 et 5 du décret n° 276.479 du 14 octobre 1976 relatif aux marchés de travaux, fournitures ou services au compte de l'Etat.
  - Une attestation mentionnant l'activité au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé, délivrée depuis moins d'un an par le percepteur et certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière.
  - Une note indiquant les moyens humains et techniques de la société et le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations exécutées.
  - Les certificats ou attestations délivrés par les administrations bénéficiaires desdites prestations.

Ce dossier sera placé dans une deuxième enveloppe cachetée portant la mention « références techniques ».

Les deux enveloppes doivent enfin être placées dans une enveloppe portant de façon apparente l'indication précise du jour fixé pour l'appel d'offres, de l'objet des fournitures.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès de l'inspection de la protection civile (services administratifs), 29, rue Hamza Agdal, Rabat.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### Le Carnet des Entreprises

M. Pierre Simonet, trente-sept ans, ENSAE, diplômé de l'Institut des actuaires français, diplômé d'études supérieures de sciences économiques, précédemment président du directeur de Robert Lefèvre, maison de titres, et directeur général adjoint de Techniques de gestion financière, succède à Jacques Liénard à la direction financière de Mutuelle Assurance Artisanale de France (MAAF).

M. Pierre Simonet assume également les fonctions de directeur général de la Compagnie financière de la MAAF (CFM). La CFM, présidée par Yves Thire, directeur général de la MAAF, a pour vocation de regrouper les participations bancaires (Banque Hypothécaire Européenne, Financière de Banque et de l'Union Meunière, Financière Colbert) et financières de la MAAF ainsi que de ses filiales d'assurances et, à ce titre, d'assurer la coordination des activités du groupe.

### NEW-YORK, 24 janvier ↑

#### Retour à l'avant-krach

Lourde en début de semaine, la Bourse new-yorkaise s'est très vivement redressée mardi. Si vivement même que, pour la première fois, elle a retrouvé ses niveaux d'avant le krach du 19 octobre 1987. En clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 256,43, enregistrant ainsi une progression de 38,04 points. Le 16 octobre 1987, il était à la cote 2 246,74.

Le bilan de la journée a été le reflet de ce résultat. Sur 1 982 valeurs traitées, 1 009 ont monté, 477 ont baissé et 496 n'ont pas varié. Selon les analystes, la remontée du dollar et le raffermissement du marché obligataire ont encouragé les investisseurs à repenser des ordres antérieurs ont commencé aussi à dériver des programmes d'achat.

La communauté financière a généralement été rassurée par la détermination du président de la Fed de tout mettre en œuvre pour combattre l'inflation. L'activité s'est accrue, et 189,62 millions de titres ont changé de mains, contre 141,64 millions la veille.

VALEURS	Cours du 24 jan.	Cours du 25 jan.
Alcoa	61 3/4	61 1/4
A.T.T.	29 3/8	30 5/8
Bear	58 1/4	58 1/2
Boeing	31 1/2	31 1/2
De Pont de Nemours	33 5/8	36 3/8
Eastman Kodak	48 1/8	47 1/4
General Motors	45 1/4	45 1/4
Ford	52 3/8	52
General Electric	45 1/8	45 7/8
General Motors	27 3/8	28 5/8
Goodyear	47 1/2	48
I.B.M.	122 1/8	123 3/8
Johnson & Johnson	53 1/4	53 1/4
Mobil Oil	47 1/2	47 3/8
Pfizer	56 1/8	57
Schering-Plough	51 1/8	51 1/8
Tesoro	54 1/4	54
UAL Corp. en Alaska	112 1/4	112 1/2
Union Carbide	50 1/4	51 1/2
Westinghouse	30 3/8	31
Westinghouse	53 3/8	53 7/8
Weyerhaeuser	58 1/4	58 1/2

### LONDRES, 24 janvier ↑

#### Nette hausse

Les valeurs ont consolidé leurs gains de la veille de la cotation dans le sillage de l'ouverture ferme de Wall Street, terminant en hausse mardi. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 16,4 points, à 1 941,1.

Le volume d'activité a légèrement diminué, avec 562,8 millions de titres échangés (contre 649,9 millions la veille). La tendance a été soutenue par la publication par le patronat (CBI) de son rapport sur l'industrie manufacturière du dernier trimestre 1988, faisant état d'un ralentissement de l'économie britannique. Un tel rapport semblerait démontrer le bien-fondé de la politique monétaire restrictive de M. Nigel Lawson et éloignerait les craintes d'une nouvelle remontée des taux d'intérêt. La majorité des secteurs se sont améliorés, notamment les magasins (Woolworth), les banquiers (Midland), les brasseries (Bass) et les internationales (ICI).

La banque japonaise Sumitomo a été admise, mardi, sur l'Intercontinental Stock Exchange. A la fin 1988, 2 580 firmes étaient cotées à la Bourse, dont 526 étrangères. Sumitomo est le cinquième établissement japonais à faire son apparition après la Dai-ichi Kangyo Bank, la Fuji Bank, la Mitsubishi Bank et la Sanwa Bank.

### FAITS ET RÉSULTATS

Merck : 33 % de bénéfice en plus. - Le premier fabricant mondial de médicaments annonce, pour 1988, une augmentation de 33 % de son bénéfice net, dont le montant atteint 1,21 milliard de dollars, soit une hausse des profits d'affaires accrue de 17 % à 5,94 milliards de dollars. Le président du groupe américain attribue la hausse des profits à l'augmentation des ventes, aux meilleures lignes de produits, à l'application de la productivité et à l'effet favorable des taux de change.

Bénéfices records pour Monsanto. - Le numéro trois de la chimie américaine annonce, pour 1988, un bénéfice net record de 591 millions de dollars (+ 36 %) pour un chiffre d'affaires de 6,29 milliards de dollars (+ 9 %). - Monsanto a eu une excellente année 1988 et est en position de continuer à avancer en 1989 et au-delà, a souligné son président, M. Richard Mahoney. Monsanto est le deuxième grand groupe chimique américain à publier ses résultats pour 1988. Union Carbide avait également annoncé une très forte amélioration de ses résultats : son bénéfice net a plus que triplé (720 millions de dollars, contre 232 millions de dollars), pour un chiffre d'affaires en hausse de 20 %, à 8,32 milliards (contre 6,91 milliards).

DSM : la souscription est ouverte à 108 florins. - Les actions du groupe chimique d'Etat DSM, que l'Etat néerlandais a décidé de privatiser, sont proposées au cours de 108 florins (324 F). C'est ce qu'on annonce, mardi 24 janvier, les autorités financières des Pays-Bas, en ouvrant officiellement la souscription. Douze millions de titres,

### PARIS, 25 janvier ↑

#### Près du sommet

Ce n'était que partie remise. A demi paralysé pendant vingt-quatre heures par la grève des personnels (Bourse et sociétés de Bourse), le marché parisien a retrouvé mercredi le plein usage de ses mouvements.

Déjà en belle forme la veille malgré ses entraves, il a poursuivi sur sa lancée. La matinée s'était ouverte sur une note très ferme (+ 1,23 %). La hausse devait se poursuivre ensuite à bonne allure (1,7 % à midi) avant de se ralentir un peu dans l'après-midi.

L'indicateur instantané s'est inscrit à 1,6 % au-dessus de son niveau précédent. Bref, en quarante-huit heures, la Bourse a monté d'environ 3,5 %. Le nouveau mois boursier débute en fanfare. Surtout, le marché n'est plus très loin (1,6 % environ) du sommet de son histoire qu'il avait atteint le 26 mars 1987 (480,4 à l'indice).

Dans l'immédiat, Paris, selon les professionnels, a surtout réagi à l'effet Greenspan. Le président de la Réserve fédérale américaine avait, en effet, déclaré la veille qu'il mettrait tout en œuvre pour éviter le surchauffe aux Etats-Unis. Cette détermination affichée a fait les délices de Wall Street (voir ci-contre).

Les boursiers étaient formels : il y a de gros courants d'échanges. Les britanniques, en particulier, seraient très bien disposés à l'égard de la Bourse française. Mais « ils veulent de très belles valeurs », sur lesquelles on peut travailler sans risque de gros décalages de cours. D'une façon générale, le sentiment était très favorable. Une chose, d'ailleurs, est cependant certaine : le marché risque de buter sur ses plus hauts niveaux. Serait-ce le cas ?

Trois valeurs ont tenu la vedette, SCOA, Metallurg (ex-Penaroya) et Raffinage, avec plus de 9 % de hausse. Le taux des reports a été fixé en baisse à 7 7/8 % contre 9 1/8 % à fin décembre.

### TOKYO, 25 janvier ↑

#### Nouveau record

Des ventes bénéficiaires ont été enregistrées, mercredi, au Kabuto-Cho. Mais elles ont été très bien absorbées. A telle enseigne que le marché japonais a réussi à battre un nouveau record. Mais d'attente, la hausse, à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 31 567,79, avec une très modeste avance de 10,11 points (+ 0,03 %). Les investisseurs ont pris leurs bénéfices sur les titres qui avaient récemment progressé, comme ceux des chemins de fer et de l'électricité. Mais le volume d'échanges reste élevé, et c'est encourageant. A déclaré M. Satsuki Oba, courtier chez Barclays de Zoete Wadd Securities.

Cette fois, l'attention s'est concentrée sur la sidérurgie et la construction automobile. Fermés, cependant, des transports ferroviaires et des assurances. Recul des alimentaires, des électriques légers et des pâtes à papier. L'activité a porté sur 1,36 milliard de titres (contre 1,36 milliard la veille).

VALEURS	Cours du 24 jan.	Cours du 25 jan.
Alcoa	715	713
Boeing	1 410	1 400
Canon	1 480	1 480
Fuji Bank	2 800	2 810
General Motors	2 480	2 470
Marubeni Bank	1 180	1 180
Sanyo Corp.	2 200	2 200
Toshiba Motors	2 270	2 250

## PARIS :

### Second marché (section)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	511	511	La Compagnie Elcom	253	253
Assur	220	220	Le gél. de la note	272	272
B.A.C.	328	330	Lois Investissement	155	155
R. Demarby & Associés	550	550	Lacoste	150	150
B.L.C.M.	486	486	Messing, Hérin	618	618
B.L.P.	720	720	Mécanisme	178	174
Bouygues	610	610	M.J.B.M.	780	780
Bouygues	658	658	Mécanisme	231	231
Bouygues	1050	1050	Mécanisme	187 50	187 50
Châles de Lyon	1700	1725	Mécanisme	304	304
Cabestan	770	769	Mécanisme	418	418
Canal	851	850	Mécanisme	410	410
C.A.I. de R.C.I.	355	355	Mécanisme	408	408
C.A.T.C.	138	135 80	Mécanisme	410	410
C.B.M.E.	1283	1280	Mécanisme	408	408
C. E. de B.	352	352	Mécanisme	408	408
C.E.G.I.D.	796	828	Mécanisme	408	408
C.E.P.	1740	1740	Mécanisme	408	408
C.E.P. Communication	1247	1240	Mécanisme	408	408
C.E.L. Information	610	625	Mécanisme	408	408
C.E.M. de l'Or	450	450	Mécanisme	408	408
C.E.M.	282	282	Mécanisme	408	408
C.E.M.	488	487	Mécanisme	408	408
C.E.M.	488	487	Mécanisme	408	408
C.E.M.	1425	1425	Mécanisme	408	408
C.E.M.	1050	1050	Mécanisme	408	408
C.E.M.	880	880	Mécanisme	408	408
C.E.M.	102	102	Mécanisme	408	408
C.E.M.	24 20	24 20	Mécanisme	408	408
C.E.M.	230	235	Mécanisme	408	408
C.E.M.	240	240	Mécanisme	408	408
C.E.M.	501	501	Mécanisme	408	408
C.E.M.	233	233	Mécanisme	408	408
C.E.M.	287	278 50	Mécanisme	408	408
C.E.M.	105 00	104	Mécanisme	408	408
C.E.M.	280	280	Mécanisme	408	408
C.E.M.	680	680	Mécanisme	408	408

LA BOURSE SUR MINUTEL  
36-15  
LEMONDE

### Marché des options négociables le 24 janvier 1989

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor					
CGE					
EX-Agribusiness					
Lafarge-Coppée					
Michelin					
Midi					
Parifair					
Pengot					
Saint-Gobain					
Société générale					
Thomson-CSF					

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 janv. 1989  
Nombre de contrats : 34 496.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	108,10	107,52	107,54
Précédent	108,22	107,64	107,66

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
106	2,25	0,94	0,06	0,56

### INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,27 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)
Réformé par la volonté de M. Alan Greenspan de mettre tout en œuvre pour combattre l'inflation, le dollar est remonté très vite, mercredi 25 janvier, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,2750 F (contre 6,2165 F la veille). Les cambistes, eux, sont déçus, voyant un jour le billet vert baisser sur les interventions des banques centrales, le lendemain monté sur les déclarations du président de la Fed.	Valeurs françaises... 185,1
FRANCFORT 24 janv. 25 janv.	Valeurs étrangères... 185,3
Dollar (en DM) ... 1,8211 1,84	(S&P, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 24 janv. 25 janv.	Indice général CAC ... 448,7
Dollar (en yen) ... 126,95 127,65	(S&P, base 100 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Indice CAC 40 ... 1 631,85
Paris (25 janv.) ... 13/1647/165	(OMF, base 100 : 31-12-81)
New-York (24 janv.) ... 1/189	Indice OMF 50 ... 456,88
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	Industrielles ... 2 218,39
	LONDRES (Indice « Financial Times »)
	Industrielles ... 1 509,5
	Mines d'or ... 107
	Fonds d'Etat ... 86,35
	TOKYO
	24 janv. 25 janv.
	Nikkei Dow Jones ... 31 567,79
	Indice général ... 2 469,52

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$E.U.	6,2675	6,2695	- 37	- 22	- 70	- 45
5 can.	5,2980	5,3048	- 120	- 85	- 230	- 158
Yen (100)	4,9190	4,9218	+ 172	+ 196	+ 339	+ 365
DM	3,4865	3,4935	+ 80	+ 97	+ 160	+ 185
Flr.	3,9140	3,9165	+ 60	+ 75	+ 120	+ 140
FR (100)	16,2410	16,2500	+ 136	+ 156	+ 251	+ 290
PS	4,9885	4,9925	+ 165	+ 182	+ 285	+ 320
L (1 000)	4,6470	4,6500	- 169	- 185	- 320	- 358
£	11,0903	11,0983	- 440	- 395	- 820	- 730

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/2	9 5/8	9 1/4	9 5/16	9 7/16
------	-------	-------	--------	--------	-------	-------	-------	--------	--------



## BOURSE DU 25 JANVIER

Compte	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%							
3680	C.A.E. 3% x	3701	3701	3728	+ 0.87	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%<td>Comptes</td><td>VALEURS</td><td>Cours précéd.</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%							
1062	R.A.P. T.P.	1083	1088	1089	+ 0.89	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%<td>Comptes</td><td>VALEURS</td><td>Cours précéd.</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%							
1187	C.A.T. T.P.	1187	1188	1188	+ 0.01	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%<td>Comptes</td><td>VALEURS</td><td>Cours précéd.</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%							
1105	Edif. Lyon T.P.	1115	1136	1136	+ 1.79	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%<td>Comptes</td><td>VALEURS</td><td>Cours précéd.</td><td>Premier cours</td><td>Dernier cours</td><td>%</td></td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% <td>Comptes</td> <td>VALEURS</td> <td>Cours précéd.</td> <td>Premier cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>%</td>	Comptes	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%							
1647	Rennais T.P.	1680	1697	1700	+ 1.41	1070	Orléans T.P.	1085	1098	1098	+ 0.09	1080	Lafarge-Coppée	1150	1575	1580	+ 2.55	806	Sauvageur	895	903	903	+ 1.15	57	Echo-Sud Mirois	95	76 80	98 10	+ 2.08	
1763	Rhone-Poulx T.P.	1758	1774	1774	+ 1.20	1085	Orléans T.P.	1085	1098	1098	+ 0.09	1080	Lafarge-Coppée	1150	1575	1580	+ 2.55	806	Sauvageur	895	903	903	+ 1.15	57	Echo-Sud Mirois	95	76 80	98 10	+ 2.08	
1800	St. Etienne T.P.	1800	1800	1800	+ 0.00	1085	Orléans T.P.	1085	1098	1098	+ 0.09	1080	Lafarge-Coppée	1150	1575	1580	+ 2.55	806	Sauvageur	895	903	903	+ 1.15	57	Echo-Sud Mirois	95	76 80	98 10	+ 2.08	
1219	Thomson T.P.	1318	1326	1328	+ 0.76	3300	Compt. S.A. x	3288	3301	3340	+ 1.88	2700	Lafarge (D.P.) x	2750	2750	2700	- 1.82	300	S.A.T. x	795	790	795	+ 0.35	285	Edouard Lemoine	58	50	57	+ 1.41	
360	Reco	626	649	648	+ 3.81	1670	De Montigny	1716	1715	1715	+ 0.09	1420	Lafarge (D.P.) x	2750	2750	2700	- 1.82	300	S.A.T. x	795	790	795	+ 0.35	285	Edouard Lemoine	58	50	57	+ 1.41	
414	La Lyonnaise	614	628	628	+ 2.44	225	De St. Etienne	223	220	220	- 1.36	2480	Lafarge	2480	2480	2480	+ 0.01	955	Schneider x	665	675	675	+ 1.85	67	Electro	295	300	300	+ 1.68	
2915	St. Etienne	2915	2915	2915	+ 0.00	1085	Orléans T.P.	1085	1098	1098	+ 0.09	1080	Lafarge-Coppée	1150	1575	1580	+ 2.55	806	Sauvageur	895	903	903	+ 1.15	57	Echo-Sud Mirois	95	76 80	98 10	+ 2.08	
2000	Al. S.P.	3955	3955	3955	+ 0.00	227	G.M.C.	510	524	531	+ 4.12	436	Lafarge	436	436	436	+ 0.00	67	S.C.O.A. x	57	57	57	+ 0.00	330	For Mirois	328	330	330	+ 0.71	
336	A.L.S.P. Lx	369 70	366	365	+ 2.31	370	Dijonnet Annon	3600	3600	3600	+ 0.00	360	Lafarge	360	360	360	+ 0.00	67	S.C.O.A. x	57	57	57	+ 0.00	330	For Mirois	328	330	330	+ 0.71	
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	2880	Dijonnet Annon	2880	2880	2880	+ 0.00	2880	Lafarge	2880	2880	2880	+ 0.00	2880	S.C.O.A. x	2880	2880	2880	+ 0.00	2880	For Mirois	2880	2880	2880	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								
465	Alchemax x	465	476	469 50	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
2510	Alchemax x	2550	2560	2505	+ 2.04	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
570	Alchemax x	570	570	570	+ 0.00	1176	Dijonnet Annon	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	Lafarge	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	S.C.O.A. x	1176	1176	1176	+ 0.00	1176	For Mirois	1176	1176	1176	+ 0.00	
650	Alchemax x	650	650	650	+ 0.00	11																								

## Comptant : (sélection)

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Esp. 8,00 % 77	125 10	5 555	C.I.C. Financ. del	...	212	Magnus (Indep.)	...	155	Vlaipris	...	1401
8,00 % 78/93	102 68	5 238	C.I. Mexique	...	720	Magnat S.A.	...	425	Wattman S.A.	138	140 40
10,80 % 78/94	103 50	4 251	Comex 87	2297	742	Matras (Indep.)	...	477	Wander	1475	1476
13,25 % 80/90	105 50	5 657	Colasid (Sj)	1288	...	Mel	...	...	Wendel, du Maroc	...	...
16,20 % 82/90	106 50	5 533	Cof. Indes	...	347	Mor. (Mar. del.)	...	129	...	...	...
16 % jan 82	109 32	10 082	Cof. Lys-Adm	...	355	Nacel	376	372 50	...	...	...
14,50 % éte. 83	111 48	13 522	Cof. Intégrale	...	3335	Neuf	...	...	...	...	...
13,40 % éte. 83	119 33	1 286	Cof. Compt. (Sj)	...	452	Origny-Deuvenin	1256	1300	A.E.G.	532	...
12,20 % éte. 84	111 56	3 043	Cof. Unif. Ind. del	...	757	Pafat Normand	...	727	Alco	448	451
11 % éte. 85	115 40	10 398	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
10,25 % éte. 86	108 90	9 957	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
ONT 12,75 % 83	2017	...	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
QAT 10 % 2000	109 63	8 658	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
QAT 9,90 % 1987	106 10	1 186	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
QAT 9,90 % 1998	106 50	9 957	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
Cl. Franco 3 %	...	...	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CMB Broyer juan. 82	701 82	0 589	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CMB Peltier	102 84	0 589	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CMB Sot	701 82	0 589	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
FTT 11,20 % 85	111 70	1 895	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CFP 10,20 % 85	106	0 127	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CNE 11,50 % 85	109	5 692	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
ONT 9 % 86	101	6 802	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
ONT 9,90 % éte. 86	111 80	0 089	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
CALCA T.P.	...	...	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
Drouot Ass. Obl. couv.	...	...	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
Méridien 1. 05 % 87	...	8 490	Cof. Unif. Ind. del	...	591	Pafat Normand	...	820	Alcan Alcan	210	210
Étrangères											
A.E.G.	532	...	Alco	448	451	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alco	448	451	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210	Alcan Alcan	210	210
Alcan Alcan	210										

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net
L.A.A. A	994 25	970 04	Francs Pléne	100 88	87 95	Phenix Placements	261 01	299 71
Location	227 29	221 21	Francs Régions	1124 65	1081 81	Pierre Investiss.	722 78	680 01
Location France	525 44	506 45	Francs Associations	28 40	28 40	Placement A	1092 22	1092 22
Location internationale	61 79	57 31	Francs Sociétés	28 50	28 27	Placement B	7436 28	7436 28
Location Europe	506 34	486 34	Francs Péninsule	32 32	32 32	Placement C et D	5980 35	5980 35
L.G.F. Ass. (en D.F.)	1132 51	1105 28	Francs Indus.	112508 44	11309 44	Placement J	5980 35	5980 35
L.G.F. 5000	620 47	605 34	Fructeur	247 23	243 60	Placement P	116 13	116 13
L.G.F. ECU	1108 51	1097 53	Fructifrance	868 93	847 74	Placement Premier	1102 17	1102 17
L.G.F. Fonder	111 89	109 16	Fructoneo	29 08	28 37	Placement Second	1142 11	1142 11
L.G.F. Interfides	445 40	434 54	Fructus	4383 84	4372 81	Placement Supérieur	214 81	214 81
L.G.F. Invest	120 88	117 98	Fruct ECU	589 51	580 80	Prin. Associat.	2314 81	2314 81
L.G.F. OBLI.	1121 03	1115 45	Fruct-Prémios	11417 40	11248 87	Quand	122 01	119
L.G.F. Société	160 46	160 46	Fruct-Prémios	1159 81	1137 02	Quatre-quarts Pléne	1 10	107
L'Infimo	650 15	634 29	Gestion	80610 32	80498 17	Revue	189 04	165 54
L'Infimo	221 33	213 39	Gestion Association	189 74	185 25	Revue Trimestrielle	55 67	55 61
L.L.T.D.	185 12	185 16	H.M.M. Montreux	1245 95	1241 95	Revue Trimestrielle	1179 14	1161 76
L'Union Amst.	8626 52	8582 70	H.M.M.	1189 82	1185 55	St-Honori Ass.	13757 78	13689 33
L'Union Amst.	86 32	86 32	Interdip	1245 92	1241 44	St-Honori Bénédict.	863 50	824 34
L'Union Amst.	50 90	57 28	Interdip France	479 19	455 22	St-Honori G.D.	296 86	254 76
L'Union Amst.	5274 34	5274 07	Japco	202 68	196 78	St-Honori Pléne	591 04	564 24
L'Union Amst.	1205 48	1205 48	Japco France	246 44	242 80	St-Honori P.A.E.	405 86	473 37
L'Union Amst.	327 68	327 64	Japco Amst.	241 11	230 18	St-Honori Pléne	11898 29	11898 54
L'Union Amst.	1449 50	1406 78	L'Union Amst.	285 71	283 86	St-Honori Services	529 52	509 15
L'Union Amst.	1618 19	1589 33	L'Union Amst.	287 54	274 50	St-Honori Technol.	807 56	770 83
L'Union Amst.	106 42	109 32	L'Union Amst.	346 77	330 47	St-Honori Valeur	125 62	125 62
L'Union Amst.	122 95	117 41	L'Union Amst.	254 76	243 21	St-Honori	569 63	544 85
L'Union Amst.	118 83	117 41	L'Union Amst.	420 48	401 41	St-Honori	751 34	723 31
L'Union Amst.	1782 46	1782 46	L'Union Amst.	149 75	142	St-Honori	593 90	569 63
L'Union Amst.	30 82	29 89	L'Union Amst.	714 37	697 12	St-Honori	146 57	146 57
L'Union Amst.	5180 27	5182 50	L'Union Amst.	5230 50	5230 50	St-Honori	800 71	800 71
L'Union Amst.	114 48	111 15	L'Union Amst.	1110 97	1110 97	St-Honori	380 71	380 71
L'Union Amst.	37 57	36 01	L'Union Amst.	2315 77	2329 97	St-Honori	881 82	792 76
L'Union Amst.	523 22	507 98	L'Union Amst.	777 70	770 07	St-Honori	623 81	607 21
L'Union Amst.	763 59	748 06	L'Union Amst.	2144 13	2122 88	St-Honori	443 82	431 16
L'Union Amst.	1067 10	1018 62	L'Union Amst.	505 81	491 17	St-Honori	219 03	216 66
L'Union Amst.	364 98	352 97	L'Union Amst.	704 28	693 75	St-Honori	450 81	419 28
L'Union Amst.	1140 15	1118 14	L'Union Amst.	182	173 75	S.H.J.	1223 76	1188 57
L'Union Amst.	210 25	210 25	L'Union Amst.	540 30	530 82	S.H.J.	369 83	345 57
L'Union Amst.	1210 15	1198 14	L'Union Amst.	5342 02	5342 02	S.H.J.	1083 82	1034 48
L'Union Amst.	340 25	340 25	L'Union Amst.	5386 76	5386 76	S.H.J.	1083 82	1034 13
L'Union Amst.	387 02	376 75	Mogon court terme	10788 48	10788 48	Solel Investiss.	525 62	507 21
L'Union Amst.	204373	204373	Mutualité Pénins.	110189 87	141269 54	Strategie Assur.	119 87	119 87
L'Union Amst.	247 30	236 65	Mutuelle Univ. S&L	158 44	151 28	Strategie Rendement	1119 63	1119 63
L'Union Amst.	2842 42	2849 42	Natio - Espagne	14384 94	14222 75	Technique	1172 85	1138 69
L'Union Amst.	423 18	4312 40	Natio - Espagne Inter	6512 93	6489 90	Techno-Geo	6402 48	6112 15
L'Union Amst.	2960 17	2967 61	Natio - Court terme	211263	211263	Technoconstruct	87 75	86 00
L'Union Amst.	2840 19	2857 61	Natio - Inter	1250 64	1277 17	Tréar Inter	10853 86	10653 86
L'Union Amst.	1554 59	1512 98	Natio - Obligations	1127 15	556 88	U.A.P. Inter	5341 97	5289 06
L'Union Amst.	83 16	76 19	Natio - Obligations	940 38	940 38	U.A.P. Investiss.	441 19	425 24
L'Union Amst.	625 14	608 41	Natio - Placements	67831 53	67831 52	U.A.P. moyen terme	109 82	100 89
L'Union Amst.	51819 65	51819 65	Natio - Rémun. 01	1071 98	1051 37	Un-Associations	110 32	110 32
L'Union Amst.	184 93	177 08	Natio - Sécular	11271 85	11271 85	Un-Associations	549 78	527 03
L'Union Amst.	1209 45	1179 98	Natio - Vie	783 09	762 13	Un-Associations	1302 22	1256 12
L'Union Amst.	1210 94	1204 64	Nipco Geo	6495 50	6300 95	Un-Geo	3181 88	1250 06
L'Union Amst.	26 36	159 67	Nipco Long-Term	1229 07	1226 62	Un-Région	2785 10	2776 96
L'Union Amst.	120 94	120 94	Nipco-Mid	1261 93	1267 03	Un-Région	2495 20	2327 08
L'Union Amst.	12 15	159 67	Nipco-S&L	127 30	126 04	Un-Région	180 03	180 03
L'Union Amst.	120 94	120 94	Nipco-S&L	127 30	126 04	Un-Région	180 03	180 03

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	par lb.	25/lb	À l'aveu	Ventes
Baux-Us (5 1/2)	5 216	5 275	8 058	6 450
ECO	7 085	7 088		
Shogun (100 lbs)	16 251	16 259	15 700	350
Shogun (100 lb)	301 520	301 433	232	312
Document (100 lbs)	87 790	87 790		
Prime (100 lbs)	90 790	90 790		
Grande-Shogun (3 1/2)	11 082	11 058	10 900	11 800
Grande-Shogun (architecte)	4 058	4 100	3 400	4 200
Grande-Shogun (200 lbs)	4 648	4 651	3 400	4 900
Grande-Shogun (100 lbs)	4 648	4 651	3 400	4 900
Grande-Shogun (100 lbs)	99 850	99 920	96 500	102 500
Grande-Shogun (100 lbs)	48 410	48 405	48 300	49 800
Grande-Shogun (100 lbs)	5 463	5 478	5 200	5 500
Grande-Shogun (100 lbs)	5 463	5 478	5 200	5 500
Grande-Shogun (100 lbs)	5 227	5 301	5 050	5 450
Grande-Shogun (100 lbs)	4 900	4 916	4 780	4 980

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 25/1
Or fin (500 en barres)	81600	81600
Or fin (en lingots)	81700	81600
Pièces	498	498
Pièces Irlande (10 £)	358	358
Pièces suisse (20 £)	498	498
Pièces latine (20 £)	468	471
Stonewall	594	595
Pièces	2340	2365
Pièces de 10 dollars	1400	1350
Pièces de 5 dollars	7050	
Pièces de 50 pesos	350	3050
Pièces de 10 florins	491	498
Or Australien	.....	
Or Canadien	.....	
Or Hongkong	.....	
Argent Londres	.....	

Dochary .....	261	203	0
Cogenhor .....	100	100	
E. Occid. Forestiere ..	180	....	

Opereux	389	385
Sachet	60	60
Ray Degraene	645	.....
Herbo-Nicolas-Zan	210	.....
Hooigewoon	170	.....
Merlin Inzumbator	245	.....
Microservice (hous)	28	27 50
Nicolas	895	520
Particip. Pender	370	.....
Partid-Chester	452	.....
Soronto N.V.	187	187 50
Serv. Willem	350	360
Serv. Equip. Vah	55 30	.....
S.P.R.	485	.....
St Lucienne du Monde	468	435
Ulfers	380	.....
Union Pharmacien	142	.....

c : coupon détaché - o : off

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Argentine : le président Alfonsín est mobilisé sur tous les fronts. 4 Pérou : un pas vers l'unification de la gauche. 5 Un entretien avec le président Mobutu. 6 La préparation des élections en URSS.	8-9 La polémique sur le rachat d'American Can. 10 à 12 La préparation des élections municipales. 2 Débats : « Revenu minimum d'insertion : le succès dépend des accompagnateurs », par François Bloch-Lainé ; « Vous n'auriez pas une valeur ? », par Daniel Sibony.	14 ArianeSpace va commander cinquante fusées Ariane. - Polémique à propos d'un nouveau médicament destiné aux insuffisants rénaux. 16 L'ouverture des célébrations parisiennes du Bicentenaire.	23 Cinéma : « Cop », de James B. Harris. 24-25 Une année d'hommage à Dmitri Chostakovitch. 26 Photo : Tresse à la galerie Urbil et Orbi, Gladys à l'AMC de Mulhouse. 26 Expositions. 13 Communication.	37 Le projet du X <sup>e</sup> Plan approuvé par M. Rocard. 38 La présentation du budget japonais. 39 Une faillite « exemplaire » près de Longwy. 40-41 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 30 à 34 Carnet ..... 16 Météorologie ..... 22 Mots croisés ..... 22 Radio-télévision ..... 22	• Tout savoir sur les « affaires » ..... JOUR • Un call sur la cote, l'autre sur votre portefeuille ..... BOURSE • Abonnez-vous au Monde par Minitel ..... ABO • Jouez avec le Monde ..... JEUX 3615 taping LEMONDE.

## Nouveau « plan social » chez Renault La Régie veut réduire en 1989 un « sureffectif » de 2753 personnes

Malgré la progression de ses bénéfices et de ses ventes, Renault entend continuer à resserrer ses effectifs, pour améliorer sa productivité.

Un nouveau « plan social » devrait être présenté au comité d'entreprise de la Régie Renault, vendredi 27 janvier : il serait destiné à ramener l'effectif de la Régie de 70 400 personnes au début de 1989 à 67 647 au 1<sup>er</sup> janvier 1990 : le « sureffectif » (2 753 personnes) serait donc moindre qu'en 1988 (3 835 personnes). Le plan concerne exclusivement les ouvriers, les employés, les techniciens et les agents de maîtrise. Mais il touche douze établissements, c'est-à-dire presque tous les sites de production de la Régie, en particulier Billancourt (1 148 personnes), Flins (719) et Sandouville (410).

Pour réduire les « sureffectifs », la Régie tablait d'abord sur environ 1 650 départs en préretraite. Une nouvelle convention pour le retour au pays des étrangers serait aussi signée avec l'Office des migrations internationales (OMI), mais si théoriquement plus de six mille personnes sont concernées, en fait, les départs devraient être peu nombreux.

Les formules de départ reprennent la palette déjà développée par la Régie, notamment une prime de 50 000 F en cas de départ volontaire — sauf pour les personnes qui ne peuvent être remplacées à l'intérieur de l'entreprise (notamment les informaticiens, les spécialistes d'électronique et d'automatismes, mais aussi les personnels de comptabilité et de secrétariat). Cela va de pair avec les systèmes d'incitation et d'aide au départ volontaire : « décretement », reclassement à l'extérieur ou à l'intérieur de la Régie, avec prospection d'offres d'emplois, aide à la création d'entreprises (le Monde des 28 mai et 5 novembre 1988).

GUY HERZLICH.

## Etant passé de 2 % à 4,9 % du capital Le GAN est le principal actionnaire individuel de la Société générale

Le GAN (Groupe des assurances nationales) est désormais le principal actionnaire individuel de la Société générale, derrière les salariés, le groupe Caisse des dépôts et la SICP (Société immobilière de gestion et de participation) de M. Georges Pébereau.

Présidé par M. François Heilbronn, l'ancien conseiller de M. Jacques Chirac, le GAN, retenu par M. Edouard Balladur parmi les membres du groupe d'actionnaires stables de la banque lors de sa privatisation, à l'été 1987, avait acquis alors à ce titre 2 % des actions de la Générale. Le GAN a aujourd'hui 4,9 % de la banque.

Dans les milieux de l'assurance, on estime que cette montée en puissance du GAN dans la Générale résulte d'une entente entre la société d'assurances et son actionnaire, l'Etat, plus précisément le cabinet du ministre de l'économie. Le GAN, troisième compagnie publique d'assurances, a obtenu de M. Berégovoy l'autorisation d'augmenter sa participation dans la compagnie financière du CIC (elle sera portée de 34 % à 51 %), prenant ainsi le contrôle du groupe des banques CIC, auquel elle apportera 1 milliard de francs en capital.

En échange, le GAN se serait engagé, en novembre dernier, à aider M. Berégovoy dans son opération de réajustement du noyau dur de la Société générale. Ainsi, l'assureur a acheté depuis novembre pour environ 1 milliard de francs d'actions de la Société générale. On ne sait pas si le GAN a acheté sur le marché ou auprès de vendeurs déterminés. On rappelle qu'à l'époque les deux autres assureurs publics, l'UAP et les AGF, également présents dans le noyau dur de la banque, avaient été sollicités par la Rue de Rivoli. Ils avaient refusé d'augmenter leur participation.

Interrogés à ce sujet, les dirigeants de la Société générale ont affirmé, mercredi 25 janvier, ne pas avoir été informés par le GAN de ces achats. Ils se déclarent également « surpris » dans la mesure où, l'hiver dernier, lorsque M. Viénot, le président de la banque, avait appelé au secours les membres du noyau dur et leur avait demandé d'acheter des titres pour soutenir le cours, le GAN avait indiqué que cela ne lui était pas possible financièrement.

Les actions de la Société générale représentent alors environ 5 % du portefeuille d'actions françaises détenues par le GAN. Afin de respecter certaines normes qui s'imposent à la profession, il semble que le GAN ait procédé, cette fois-ci, à ses achats d'actions de la banque par l'intermédiaire de sous-fiducies.

E. L. et C. B.

## Sur le vif Débordé

Quels chiens, mes copains du « Monde » ? Je suis furieuse après eux. Non, c'est vrai, je viens de passer deux jours à Bonn. Une conférence. Et qu'est-ce que j'apprends à mon retour ? Ils ont fait de la peine à mon Mimi. Un gros chagrin. C'est Joss qui l'a dit. Ce matin, je déboule dans leurs bureaux :

— Vous allez le lâcher, mon chéri ? Qu'est-ce que vous avez après lui ? Ce rapport, ce document sur son ami Pelat, c'est pas parce qu'on le lui a donné qu'il l'a reçu. Il l'a paumé. La preuve, c'est qu'il l'a cherché partout, il a farfouillé pendant des heures dans ses papiers. Il a dû le poser sur son bureau et puis il a disparu sous une pile de dossiers.

— Quels dossiers ? Il étudie pas, ton Mimi. L'affaire Pechiney, il est pas au courant. Il a vaguement parcouru les gros titres des journaux, mais bon ça s'arrête là.

— Normal. Lire vos cornues, à la pas que ça s'occupe. Il est débordé, le pauvre. Lundi il a été aux Bouffes du Nord, voir « Fric ».

— Mais non, idiot, pas « Fric », « Fric ».

— Peu importe. Hier, se pète cuisine, il l'a fait avec les neuf meilleurs chefs de France invités à l'Elysée pour l'occasion. Là, aujourd'hui, il reçoit les ambassadeurs des Emirats, de la Sierra-Leone et de la Gambie pour savoir pourquoi le téléphone arabe a pas fonctionné quand il a été question des sociétés écorées. Et demain, je sais pas.

— Demain il pleut, un autre, l'arbre dessiné à cacheter la forêt des magouilles et des embrouilles de ses copains.

— Tais-toi, parions-en ! Mais tout ce qu'il a à faire, il trouve encore le temps de cotiser les libraires avec son ami Pelat, et voilà qu'il a disparu, le mec. Mon Mimi a pas arrêté de l'appeler, de lui laisser des messages sur son répondeur : Où tu es ? Qu'est-ce que tu fais ? Quand est-ce que tu sort ensemble et tout ?

— Ouais, ben là, il a réparé juste à temps pour lui refiler des tuyaux. Dimanche c'est le Grand Prix d'Amérique à Vincennes. Il y a ton Mimi et il espère que l'autre lui donnera le tiercé dans l'ordre. Il lui doit bien ça.

CLAUDE SARRAUTE.

## La visite à Paris du premier ministre québécois MM. Rocard et Bourassa ont célébré les relations entre la France et la Belle Province

Détendus et souriants, sous les ors passés des lambris de Matignon, les premiers ministres français et québécois, MM. Rocard et Bourassa, ont célébré à l'envi, mardi 24 janvier au cours d'une conférence de presse, une vieille amitié qui, elle, ne ternit pas, celle qui lie la France à la Belle Province.

Mieux, régénérée par le changement d'équipe à Matignon et l'« assagissement » des leaders québécois, cette amitié, délivrée des tentations gaulloises d'ingérence et du prurit autonomiste d'autrefois, peut désormais s'exercer « sans état d'âme », a souligné M. Rocard, puis-que le ménage à trois France-Canada-Québec n'a jamais si bien fonctionné. D'autant que les accords du lac Meech, qui reconnaissent au Québec un statut distinct, ouvrent en quelque sorte la voie à l'intégration future de la province francophone dans le giron constitutionnel canadien.

Pourtant, à bien des égards, cet amour réciproque reste bien platonique. Et sur le plan des échanges commerciaux, la France n'est encore que le cinquième fournisseur et le sixième client du Québec. Il n'empêche, souligne-t-on de part et d'autre, près de deux cents ententes industrielles ont été signées ces trois dernières années, dont un accord entre l'Aérospatiale et Canadair ; la participation du groupe Pechiney dans l'expansion de l'aluminerie québécoise de Bécancour ou encore le développement en France d'activités d'entreprises québécoises comme les minoteries Ogilvie et Dominion Textile.

Le premier ministre français devait également souligner la participation française prochaine à trois contrats hydroélectriques pour la nouvelle phase de développement de la baie James, ainsi que l'accord intervenu entre Alstom et la firme québécoise Bombardier, pour la réalisation d'un TGV entre Québec et Windsor (Ontario).

En revanche, sur ce qui devait être le « plat de résistance » économique de cette visite, l'achat par la France d'une douzaine d'avions Canadair de lutte contre l'incendie — un dossier vieux de deux ans — aucun accord n'a abouti.

M.-C. D.

● **MADAGASCAR** : visite de M. Mitterrand à l'automne prochain. — Le président malgache, Didier Ratsiraha qui a été reçu, mardi 24 janvier, par M. Mitterrand, a indiqué que celui-ci devrait se rendre en visite officielle dans son pays en septembre ou octobre.

● **ÉCHECS** : Youssoupov égale. — Le Soviétique Arthur Youssoupov a remporté, mercredi 25 janvier à Québec (Canada), la troisième partie du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, qui l'oppose au Canadien Kevin Spraggett. Alors qu'il ne restait plus que trois parties à jouer, les deux adversaires sont à égalité 1,5 partout. Spraggett avait gagné la deuxième partie.

**Aux abonnés du « Monde de la Révolution »**

Les souscriptions aux douze numéros, à paraître chaque mois en 1989, sont arrivées en très grand nombre. Certains abonnés n'ont pas encore reçu le numéro 1 : celui-ci leur parviendra prochainement. Qu'ils veuillent bien nous excuser pour ce retard dû au grand succès de cette publication.



TOUS LES TRAITEMENTS DE TEXTE POUR MACINTOSH AU BANC D'ESSAI

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- MORE II : exprimez vos idées
- DIMENSION : les fabuleuses images de synthèse
- DOSSIER : les logiciels médicaux

LE N° 3 VIENT DE PARAÎTRE

Rien que Macintosh mais tout Macintosh. ne vous compliquez pas la vie...



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard - Paris 4<sup>e</sup> - Tél. : 42 72 25 26

56, Av. du Prado - Marseille 6<sup>e</sup> - Tél. : 91 37 25 03

du 1<sup>er</sup> au 31 janvier

Votre 405 Break GR, GL

Un Break « griffé » cuir en livraison immédiate, sans supplément de prix.

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34